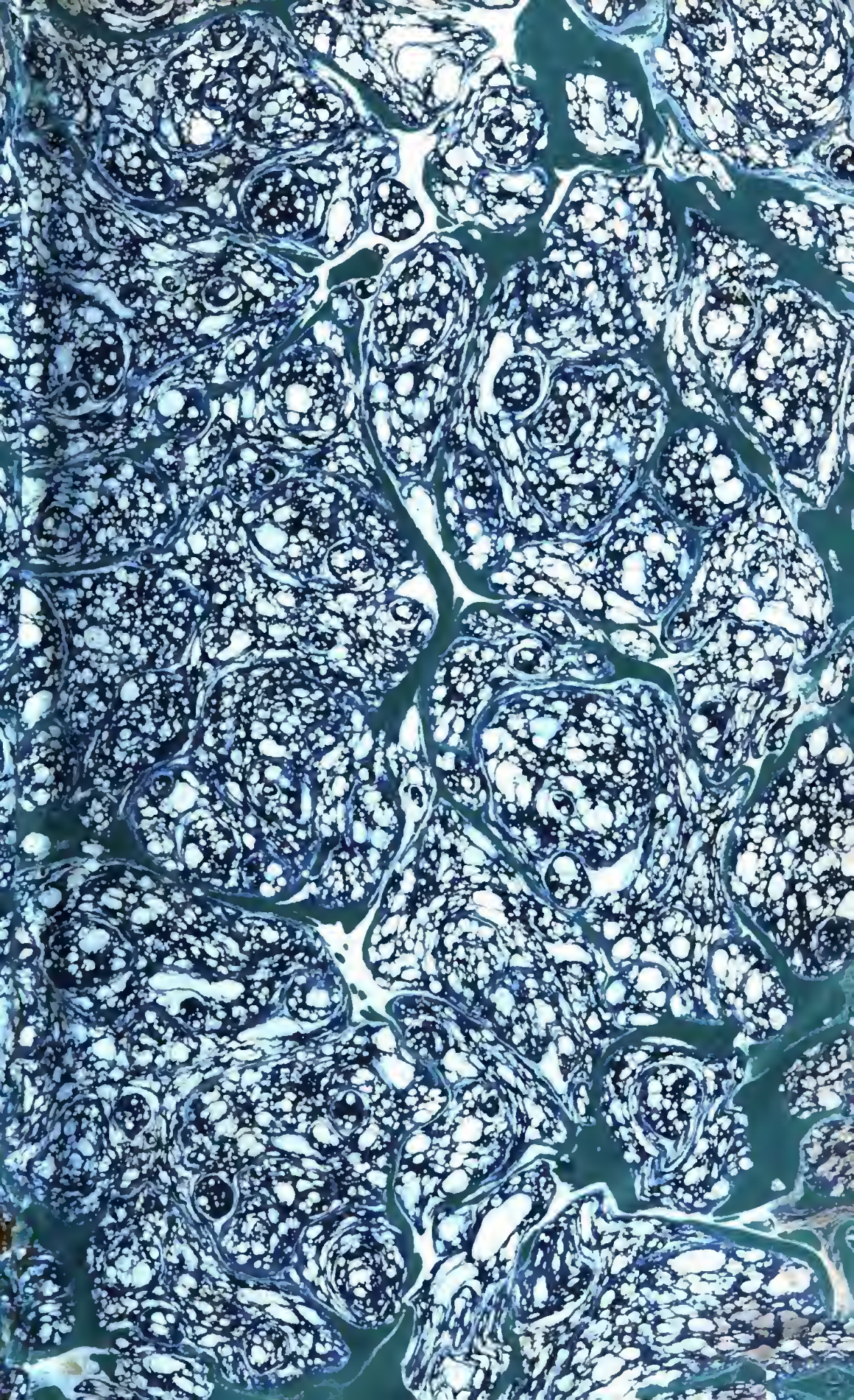
BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI
N.° d'inventario 3728
Grande
...ia 18 Palchetto 2
...d'ord. 5



VIE

DE

GEORGE WASHINGTON.

III.

III

СЛОЖЕНИЕ МНОГОЧЛЕНОВ

ДЕ

АЛГЕБРЕ

569228

VIE

DE

GEORGE WASHINGTON,

GÉNÉRAL EN CHEF DES ARMÉES AMÉRICAINES,

DURANT LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE,

ET PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;

COMPOSÉE SUR SES MÉMOIRES, QU'IL A LÉGUÉS A SON PARENT,

LE TRÈS-HONORABLE BUSHROD WASHINGTON;

PRÉCÉDÉE d'un Précis de l'histoire des Colonies fondées par les Anglais, sur le continent de l'Amérique septentrionale;

PAR JOHN MARSHALL,

Président de la Cour Suprême de Justice des États-Unis;

ET TRADUITE DE L'ANGLAIS, PAR P. F. HENRY.

OUVRAGE orné du portrait de Washington, de vues, et de 12 cartes revues par J. N. BUACHE, membre de l'Institut de France et de la Légion d'honneur.

TOME TROISIÈME.

PARIS;

DENTU, Imprimeur-Libraire, rue du Pont-de-Lodi, n.° 3.

M. D. CCC. VII.

VIE

DE

GEORGE WASHINGTON,

COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES ALLIÉES,

ET PREMIER CITOYEN DE L'INDÉPENDANCE,

ET PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;

COMPOSÉE SUR SES MÉMOIRES, QU'IL A REVUS A SON PASSAGE,

ET SUR DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES ET OFFICIELS;

Traduite de l'un Précis de l'Histoire des Colonies Anglaises par la Société Anglaise, sur le continent de l'Amérique septentrionale;

PAR JOHN MARSHALL,

Président de la Cour d'Appel de la Virginie, etc.

ORNÉE DE PORTRAITS, PAR DE LA VILLE.

Copie de l'original de *Washington*, de 9 pouces de large sur 12 de haut, gravée par [illegible] Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France, et de la gravure d'Honoré.

TOME PREMIER.

[illegible]

VIE DU GÉNÉRAL WASHINGTON.

CHAPITRE PREMIER.

Arnold est défait sur les lacs. — Le général Carleton paraît devant Tyconderoga. — Il se retire et prend ses quartiers d'hiver dans le Canada. — Affaires des indiens. — Traitement fait aux prisonniers — Efforts des américains sur mer. — Papier monnaie. — Conduite que tiennent tous les mécontens. — Observations sur la milice et sur les défauts qui se faisaient remarquer dans l'organisation de l'armée américaine.

QUOIQUE les américains eussent été chassés du Canada, et que le dessein de joindre cette province aux Etats qui composaient l'Union, eût été abandonné pour l'instant, les opérations militaires n'en devaient pas moins être, pour toute la confédération, d'une grande importance dans les contrées qui en constituaient le territoire septentrional. La guerre avait changé de nature et d'objet : au lieu de tenter des conquêtes, les Etats-Unis devaient songer à leur propre défense. On avait dirigé de si grandes forces contr'eux, qu'il y avait

lieu de douter qu'ils pussent prévenir une invasion ; mais le théâtre de la guerre se rapprochant des points les plus habités, les scènes allaient devenir d'un intérêt plus vif. La possession des lacs Champlain et George par l'ennemi, pouvant faire tomber en son pouvoir Albany et tout le pays que traverse la rivière d'Hudson dans la partie supérieure de son cours, et en conséquence pouvant assurer à l'armée anglaise qui agissait au nord, une libre communication avec celle qui occupait New-York, et devant leur permettre à toutes deux de se soutenir réciproquement, tandis qu'au contraire elle devait séparer presque entièrement les états de l'est, de ceux du centre et du sud, était autant à désirer d'un côté, qu'à redouter de l'autre. L'importance de ces deux postes s'accroissait encore par les dispositions qui continuaient à se manifester dans le New-York. Les royalistes étaient toujours puissans sur la côte de la mer, et dans les contrées situées à l'est et au centre ; et ils n'attendaient que la présence d'une armée britannique pour déployer leurs forces.

Le congrès, qui savait combien la défense de cette frontière était essentielle, fit les plus grands efforts pour l'assurer ; mais cette politique mal entendue, qui avait si fort affaibli

l'armée du centre, n'eut pas une influence moins funeste sur celle du nord.

A l'ouverture de la campagne de l'année 1776, il avait fallu, au lieu de renforcer une armée, en créer une nouvelle. On a déjà vu combien les rangs des troupes qui composaient celle-ci furent éclaircis par les coups de l'ennemi, par la petite vérole et par d'autres maladies. Pour en réparer les pertes, on tira de l'armée qui était sous les ordres de Washington, des détachemens si considérables, que ce général fut contraint d'avoir recours à la milice, et qu'il se vit exposé aux périls les plus imminens.

Le commandement de l'armée du nord avait été confié au général Schuyler, qui était doué de grands talens et avait, à juste titre, beaucoup d'influence dans le pays. L'armée qui devait agir dans le Canada, fut mise sous les ordres du général Gates, qui, lorsqu'il fut de retour à Tyconderoga, voulut continuer à commander, quoiqu'il ne fût plus sur le territoire ennemi, et qu'il se trouvât dans la division de Schuyler, qui était plus ancien et avait rendu de signalés services. La contestation ayant été portée au congrès, ce corps déclara qu'il n'avait point eu l'intention de subordonner Schuyler à Gates, et il fut re-

commandé à ces officiers de ne rien négliger pour rétablir et conserver l'harmonie entr'eux. Ils y parvinrent ; mais ce ne fut pas une faible preuve de zèle de la part de celui des deux qui avait l'ancienneté de service.

Malgré tous les renforts qu'avait reçus l'armée du nord, on craignait fort qu'il ne lui fût pas possible de résister à l'ennemi. L'armée anglaise, commandée par le général Carleton, était nombreuse et animée par la victoire. Elle était répartie aux environs de Montréal et du fort Saint-Jean. Heureusement, pour qu'elle fît de nouveaux progrès, il fallait qu'elle fût maîtresse de la navigation des lacs, et elle manquait absolument de vaisseaux.

Il importait trop au succès de ses armes que l'armée britannique gagnât Albany par cette route, et qu'à ce moyen elle établît une communication par les lacs avec le Canada, pour que des obstacles qu'on ne jugeait pas entièrement insurmontables, fissent renoncer à l'entreprise. Il fut donc résolu de construire une flotte supérieure à celle des américains, et on se mit à l'œuvre sur-le-champ.

De son côté, le général Schuyler ne demeura pas dans l'inaction. Il fit tout ce qui lui fut possible pour renforcer sa petite flotte, et conserver la supériorité sur les lacs. Le

commandant en chef qui sentait l'importance d'un pareil avantage, seconda Schuyler de tout son pouvoir, et lui témoigna, par écrit, avec quelle ardeur il désirait qu'il parvînt à son but; mais il fut impossible d'obtenir, en une quantité conforme aux souhaits du général, les matériaux, les ouvriers et l'artillerie nécessaires pour la construction des navires. Les charpentiers étaient tous occupés dans les ports de mer, et il ne fut pas facile de les engager à se transporter sur les lacs. Le peu de bois de construction qu'on parvint à se procurer, il fallut le transporter par terre, à grands frais, et avec des maux infinis. D'après tous ces obstacles, la flotte équipée par les américains se monta seulement à quinze vaisseaux. Elle fut composée de deux goëlettes, d'une corvette, d'un cutter, de trois galères et de huit gondoles. La plus grande des deux goëlettes portait douze canons, dont les uns étaient de six et les autres de quatre livres de balles.

On jugea que cette flotte devait être commandée par un homme d'un courage invincible, et le général Washington désira vivement qu'on fît choix d'Arnold. Cet officier avait acquis beaucoup de réputation dans l'expédition dirigée contre Quebec. Tout ce

que la bravoure pouvait exécuter, on l'attendait de lui; et cette attente ne fut pas trompée.

La petite vérole, qui avait si considérablement réduit l'armée du nord dans le Canada, continuant ses ravages, et attaquant les hommes de renfort à mesure qu'ils arrivaient, on crut devoir arrêter la marche de ceux qui se rendaient à Skenesborough. La mortalité causée par cette maladie et par d'autres, fut telle que l'armée ne put atteindre au degré de force auquel le congrès voulait la faire parvenir; et, au mois de juillet 1776, il fut résolu dans un conseil de guerre tenu par des officiers généraux, d'évacuer la pointe de la Couronne, et de concentrer toutes les troupes dans les environs de Tyconderoga.

Cette mesure, que probablement conseillait l'état de faiblesse où se trouvait l'armée, fut considérée comme équivalant à la reddition du lac Champlain, et comme ouvrant toute la Nouvelle-Angleterre à l'ennemi. Les officiers de l'état-major firent unanimement des remontrances contre cette décision, dont le général Washington témoigna toute sa surprise. Il jugeait qu'il n'y avait que la plus urgente nécessité qui pût justifier l'abandon d'un poste si important; mais cet officier étant, comme il le disait lui-même, à une

trop grande distance pour qu'il lui fût possible de donner des ordres positifs, la résolution prise par les officiers généraux fut exécutée. Le congrès qui, pour régler les opérations militaires, consultait plutôt ses desirs que les moyens d'exécution qu'il donnait, était si loin de s'attendre à ce mouvement rétrograde, qu'il projetait de s'emparer des lacs Erié et Ontario, sur lesquels il eût entretenu des forces navales. Cet espoir chimérique s'évanouit, lorsque l'assemblée reçut la triste nouvelle que, loin d'être en état de faire des conquêtes, il fallait qu'elle renonçât à la possession des lacs George et Champlain.

Le général anglais ayant fait des efforts pour ainsi dire incroyables, et tiré de très-loin, par terre [1], les matériaux dont il avait besoin pour la construction des vaisseaux, eut enfin à ses ordres une flotte redoutable. Il fit ensuite remonter les rapides des rivières de Sainte-Thérèze et de Saint-Jean, à trente chaloupes de guerre, à un grand nombre de bateaux plats d'un port considérable, à une gondole de trente tonnes, et à plus de quatre cents autres bateaux. Ce travail immense fut achevé en trois mois; et au commencement d'octobre, Arnold vit, comme par un enchan-

[1] Ann. Reg.

tement, paraître sur les lacs, une flotte composée de l'*Inflexible*, armé de dix-huit canons de douze livres de balles; de deux goëlettes, portant l'une quatorze et l'autre douze pièces de six; d'un radeau plat, chargé de six canons de vingt-quatre et de six de douze, sans compter d'autres pièces d'artillerie; et d'une gondole portant sept canons de neuf. Vingt vaïsseaux de moindre grandeur ou des chaloupes canonnières étaient armés de pièces de campagne de neuf à vingt-quatre livres de balles [1]. Quelques chaloupes étaient équipées de cette sorte, et autant de larges barques servaient d'alléges [2]. Cette flotte, sur

[1] Ann. Reg.

[2] Le général Washington reçut avis de ces grands préparatifs; mais il se persuada que le rapport qu'on lui faisait était exagéré. Il apprit aussi que l'armée qui était destinée à entrer dans les Etats-Unis par la voie des lacs, et que devait commander le général Carleton, consistait en huit mille hommes de troupes allemandes et britanniques, en un régiment d'artilleurs, qui se trouvait sous les ordres du général Philips, et conduisait le plus beau train d'artillerie que jamais on eût embarqué en Angleterre, et enfin en un gros corps de canadiens. Sir John Johnson devait partir d'Osouego avec huit cents indiens, et avec le régiment de Mac-Lean et quelques volontaires, pour s'avancer par le fort George, dans le pays des insurgens, et couper la

laquelle était le général Carleton en personne, et dont sept cents matelots d'élite faisaient la manœuvre, était conduite par le capitaine Pringle, et l'artillerie était servie par des hommes expérimentés. Elle se mit sur-le-champ à la poursuite d'Arnold (au mois d'octobre 1776), que bientôt elle trouva dans une position très-avantageuse, et dont les navires composaient une ligne formidable, destinée à défendre le passage entre l'île de Valicour et la rive occidentale. Malgré l'extrême disproportion des forces, l'action fut très-vive. Un vent contraire tint quelques-uns des plus grands vaisseaux de l'ennemi, et particulièrement l'*Inflexible*, à une trop grande distance pour qu'ils pussent être de quelque utilité. Cette circonstance permit à Arnold de maintenir le combat pendant quelques heures. A l'entrée de la nuit, le commandant anglais suspendit l'action; et toute sa flotte, formée en une seule ligne, mouilla le plus près qu'il lui fut possible des vaisseaux américains, pour les empêcher de s'échapper. La

communication entre Albany et Tyconderoga. On fit part de cet avis aux officiers américains qui commandaient sur les lacs, et on les pressa de faire des efforts proportionnés à ceux de l'ennemi; mais la chose était impossible.

meilleure goëlette des insurgens sauta dans ce combat, et une gondole, portant trois ou quatre canons, fut coulée à fond.

C'est faire le plus grand éloge des américains, de dire que, malgré l'infériorité de leurs forces, ils ne furent point défaits, bien que l'ennemi ait extrêmement loué la conduite courageuse de ses troupes.

Arnold sentant l'impossibilité de renouveler le lendemain le combat, s'échappa de nuit dans l'espoir de gagner Tyconderoga, et de se mettre à couvert sous le canon de ce fort. Le vent étant favorable, il fut, au jour, hors de la vue de l'ennemi, qui néanmoins s'étant mis à l'instant même à sa poursuite, l'atteignit vers midi, et engagea l'action à quelques lieues de la pointe de la Couronne. On se battit avec acharnement l'espace d'environ deux heures. Pendant le combat, les vais eaux américains les plus avancés, s'éloignèrent avec la plus grande vîtesse, et, passant la pointe de la Couronne, ils furent se réfugier sous le canon de Tyconderoga. Deux galères et cinq gondoles qui demeurèrent en présence de l'ennemi, lui opposèrent la résistance la plus opiniâtre. L'un de ces navires, le Washington, qui avait à bord le commandant en second, fut pris à la fin. Hors

d'état de soutenir le combat, et résolu de tout tenter pour ne pas tomber entre les mains des anglais, Arnold fit courir sur la côte, de manière à débarquer en sûreté les équipages, les vaisseaux qui lui restaient ; puis il les fit sauter, malgré tous les efforts de l'ennemi pour l'empêcher de mettre à exécution et l'un et l'autre dessein.

Cette défaite ne découragea point les américains, et ne porta aucune atteinte à la réputation d'Arnold. La belle défense qu'il venait de faire, la conservation de ses équipages, et le soin qu'il avait eu de détruire ses vaisseaux, adoucirent les regrets que la perte des lacs causa dans les Etats-Unis.

A l'approche de l'ennemi, un petit détachement, qui avait été placé à la pointe de la Couronne, comme dans un poste avancé, mit le feu aux baraques, et se retira dans le fort de Tyconderoga, qu'il résolut de défendre jusqu'à l'extrémité. Le général Carleton prit possession de la pointe que nous venons de nommer, et fit entrer une partie de sa flotte dans le lac George. Son armée s'avança aussi sous les murs de Tyconderoga, comme pour en faire le siége.

Les troupes qui étaient sous les ordres de Schuyler et de Gates formaient une armée de

huit à neuf mille hommes. On avait eu soin de la pourvoir suffisamment de vivres, et de fortifier les ouvrages qui servaient à sa défense. Dans le mois de novembre (1776) on eut recours au général Washington, pour qu'il lui fit parvenir des renforts de milice. Ce général avait si cruellement éprouvé combien il était dangereux de compter sur un pareil secours, que son avis était qu'on s'en passât, à moins que la garnison ne pût garnir convenablement tous les ouvrages. Il jugeait que l'armée du nord, si on ne l'avait point trompé sur sa force effective, pouvait se maintenir dans Tyconderoga, jusqu'à ce que la rigueur du froid contraignît l'ennemi à se retirer pour prendre ses quartiers d'hiver dans le Canada. Il recommanda de mettre en lieu de sureté tout le bétail et les chevaux du pays situé derrière ce fort, afin d'enlever à l'armée britannique les moyens de transporter son artillerie, ses bagages et ses munitions de guerre et de bouche, si elle voulait pénétrer plus avant dans le territoire des Etats-Unis.

Ces considérations parurent aussi avoir déterminé le général anglais, qui, après avoir reconnu les ouvrages du fort, et remarqué la bonne contenance de la garnison, jugea la saison trop avancée pour pouvoir retirer

quelque avantage de mettre alors le siége devant la place. En conséquence, il fit rembarquer son armée, et la reconduisit dans le Canada, où il la mit en quartier d'hiver, le moins mal qu'il lui fut possible, faisant de l'Isle-aux-Noix le premier de ses postes avancés.

On a blâmé cette retraite du général Carleton, et l'on a supposé qu'il pouvait enlever Tyconderoga sans éprouver une perte considérable. Au moyen de cette conquête, l'armée anglaise, a-t-on dit, eût passé l'hiver sur les bords du lac, et eût, de ce point, continué de bonne heure ses opérations au printems.

Tout succès dans l'attaque de Tyconderoga devait être subordonné à la conduite d'une grande partie de la garnison, partie composée de troupes de la Pensylvanie et du Jersey, et dont l'engagement devait expirer au mois d'octobre. Mais la place, dans le cas où le service de ce corps de milice eût été assuré, ne pouvait être prise sans qu'on sacrifiât un grand nombre d'hommes. Il faut convenir, en outre, qu'en faisant hiverner, sur les bords du lac George, une armée dont les vivres devaient être tirés du Canada, c'était s'exposer à de grands embarras, et que,

dans une saison si rigoureuse, toute tentative pour traverser le désert sauvage qui se trouve entre Albany et Tyconderoga, eût été extrêmement dangereuse, sinon entièrement inutile.

Cependant cette retraite fit cesser en grande partie les craintes des américains, et permit au général Gates, que le commandant en chef avait pressé de se réunir à lui sur la Delaware, de se mettre en marche vers ce point, avec un fort détachement de l'armée du nord, qui allait se dissoudre.

L'armée anglaise, sous les ordres de sir William Howe, avait tellement la supériorité du nombre, que ce général crut qu'il pourrait, sans nuire à l'exécution de ses projets sur le New-Jersey et la Pensylvanie, former quelque entreprise à l'est. Il pouvait supposer qu'en faisant diversion de ce côté, et qu'en inquiétant les provinces de la Nouvelle-Angleterre, il les empêcherait de faire passer à la principale armée des américains, les secours que leur énergie naturelle et leur zèle devaient faire attendre d'elles. En conséquence, il conçut le projet d'une expédition contre le Rhode-Island. Le commandement des troupes de terre qu'il y destina, et qui se montaient à environ trois mille hommes, fut

confié à sir Henry Clinton, et celui de la flotte à sir Peter Parker. Ces officiers firent voile de New-York, vers la fin du mois de novembre; et presque sans avoir trouvé d'obstacles, ils prirent possession de l'île sur laquelle est situé Newport, capitale du Rhode-Island. Ils donnèrent de vives alarmes aux états de Massachussetts et de Connecticut, qui craignaient une invasion du côté opposé. Cette diversion eut en grande partie l'effet qu'on s'en était promis. Serré de près dans les deux Jersey, le général Washington, dont l'armée se réduisait tous les jours, avait requis le Massachussetts de lui envoyer un renfort de troupes de milice; et, en conséquence, six mille hommes, commandés par le général Lincoln, avaient eu ordre de partir sur-le-champ pour se joindre à lui. Leur marche fut donc, ainsi que celle de la milice du Connecticut, suspendue quelque tems, pour observer les mouvemens de l'ennemi dans le Rhode-Island.

La perte de Newport porta un grand préjudice aux américains, dont les vaisseaux de guerre et les bâtimens armés en course avaient extrêmement nui au commerce des anglais, et qui, par les prises qu'ils avaient faites, s'étaient procuré des munitions dont ils avaient

un si grand besoin. Le port de cette ville, l'un des plus commodes qu'il y ait dans les Etats-Unis, se trouvait placé de manière à favoriser ou à gêner des expéditions de ce genre. Sa contiguité à la côte du Massachussetts, où l'esprit d'entreprises maritimes avait beaucoup plus d'activité qu'en aucune autre partie du territoire de l'Union, et où le commerce de l'ennemi avait essuyé le plus de pertes, rendait toujours plus avantageuse la possession de Newport. On eut également lieu de regretter que le commodore Hopkins se fût à cette époque trouvé avec une grande partie de son escadre, et un certain nombre de corsaires, dans la rivière de Providence, où il fut étroitement bloqué.

Durant le cours de ces opérations, il arriva quelques évènemens, qui, quoique d'une moindre importance, sont toutefois trop intéressans pour être passés sous silence.

La part que pourraient prendre à la contestation les belliqueuses tribus de sauvages, qui habitaient en grand nombre le territoire d'une immense étendue, situé à l'ouest des établissemens formés par les européens, et s'étendant depuis la frontière septentrionale du Canada jusqu'au golfe du Mexique, importait extrêmement aux deux partis, et les amé-

ricains craignirent de bonne heure que ces peuplades ne secondassent avec activité les anglais. Sir John Johnson usa de l'influence qu'il avait sur les indiens des bords des lacs, pour leur faire tourner leurs armes contre les Etats-Unis, ce qui n'embarrassa pas médiocrement le général Washington. Se saisir de la personne de cet officier, qui était fort aimé des sauvages, c'était les irriter, et, selon toute apparence, les porter sur-le-champ à des actes d'hostilité : le laisser libre, c'était lui donner la facilité de continuer ses manœuvres. On fit promptement de grands efforts pour assurer la neutralité des nations indigènes. Dès le mois de juillet 1775, des commissaires furent chargés de négocier avec elles; et l'on ne négligea rien pour leur faire connaître la nature de la contestation qui existait entre la métropole et ses colonies, et pour leur démontrer l'injustice des prétentions de la première. Conformément aux vœux du congrès, on conclut avec les six nations un traité, par lequel elles promirent de rester neutres; et, vu que le général Schuyler, qui avait été au nombre des commissaires, et qui commandait dans le nord, avait aussi sur ces nations une influence en quelque sorte héréditaire dans sa famille, on espéra qu'elles tiendraient fidèle-

ment leurs promesses. Comme il était absolument nécessaire, pour conserver leur amitié, d'entretenir des relations de commerce avec elles, on en établit sur-le-champ, et le congrès prit la résolution de leur fournir, autant qu'il le pourrait, les marchandises d'Europe, qu'un long usage leur avait rendues nécessaires. Malheureusement on ne put leur en procurer qu'en petite quantité, et bientôt elles laissèrent percer le desir de prendre part à la querelle. Le général Washington qui, dès sa première jeunesse, avait eu occasion d'étudier leur caractère et leurs dispositions, et qui savait combien elles aimaient la guerre, et étaient avides de butin et de présens, jugea qu'elles auraient beaucoup de peine à conserver la neutralité. En conséquence, il représenta fortement que le seul moyen de les empêcher de se joindre à l'ennemi, était de les engager à se déclarer en faveur des Etats-Unis.

Le lord Dunmore avait envoyé aux indiens un agent appelé *Connelly,* pour les inviter à coopérer avec lui et avec les nombreux loyalistes de l'intérieur du pays, dans l'attaque des parties occidentales de la Virginie; mais cet homme ayant été découvert et saisi, le projet ayait échoué. Cependant on le reprit, et on y

donna plus d'étendue. Soit qu'ils y fussent ou qu'ils n'y fussent pas autorisés, les agens de la Couronne excitèrent avec facilité, par des présens, les cricks et les cherokis à prendre les armes, et à se réunir à un détachement de troupes anglaises qui devait débarquer dans la Floride occidentale et traverser leur pays, pour attaquer les frontières des deux Carolines et de la Virginie, tandis que d'autres troupes agiraient sur la côte de la mer. Des lettres circulaires qui contenaient ces détails, furent envoyées aux habitans de l'intérieur, par M. Stuart, principal agent pour les affaires des indiens, qui, en même tems, invita tous les royalistes, ainsi que ceux qui désireraient de soustraire leur famille aux horreurs inséparables d'une guerre contre les sauvages, à se ranger autour des drapeaux du roi, aussitôt qu'ils seraient déployés dans le pays des cherokis, et à amener avec eux leurs chevaux, leur bétail et tous leurs autres vivres; qu'on promettait de leur payer entièrement. Ils furent également requis de signer sur-le-champ, tant pour leur propre sureté que pour les distinguer des ennemis de S. M., une déclaration d'obéissance et de fidélité. Des copies de toutes les pièces relatives à ce plan, furent, ainsi que plusieurs lettres du lord Dunmore,

interceptées au mois de décembre 1775, tandis qu'on les portait à Boston ; et elles furent mises sous les yeux du général Washington.

Le projet qui vient d'être tracé fut très-goûté des indiens méridionaux, qui, presque tous, entrèrent dans la confédération. Même les six nations, malgré le traité de neutralité, manifestèrent des intentions hostiles, et il fallut mettre sur pied la milice de la frontière pour les contenir. Cependant elles ne se portèrent point aux dernières extrémités ; et, comme elles ne reçurent pas les secours qu'elles avaient attendus, leurs anciens et leurs chefs désavouèrent les actes d'agression faits par quelques-uns de leurs guerriers, et le gouvernement américain n'eut pas de peine à recevoir leurs excuses.

Au sud, les cricks, trop impatiens pour attendre l'arrivée des troupes anglaises, commencèrent seuls les hostilités, et signalèrent toute leur cruauté. Voyant toutefois que les flottes et les armées qu'on leur avait promises ne paraissaient point, et jugeant que les américains pousseraient avec vigueur les opérations de la guerre contr'eux, ils s'arrêtèrent prudemment, et firent leur paix.

Les cherokis agirent plus long-tems et sur un espace plus étendu. Ils mirent toutes leurs

forces sur pied, et firent de soudaines irruptions dans le pays, exerçant leurs ravages accoutumés, massacrant ou soumettant à l'affreuse opération du scalpel, et la mère et l'enfant, aussi bien que ceux qui étaient en état de porter les armes. Ils commencèrent leurs incursions à-peu-près dans le tems que le fort Moultrie fut attaqué par la flotte qui était sous les ordres de sir Peter Parker. Comme cette flotte s'éloigna bientôt de la côte, et qu'il ne parut point de troupes réglées qui pussent mettre à couvert le pays, les mécontens ne purent se rassembler en sureté, et, par conséquent, ne furent point distingués des autres. Ils eurent donc, eux et leur famille, à supporter toute leur part des calamités publiques, et le parti des royalistes fut loin de se fortifier par cette guerre prématurée, par ces massacres et cette dévastation [1].

Tant de cruautés ne demeurèrent pas longtems impunies. Quelques régimens de troupes réglées eurent ordre de marcher contre les cherokis. Les habitans des frontières des deux Carolines et de la Virginie, qui n'etaient pas moins habiles tireurs que les indiens, et qui savaient aussi bien que ceux-ci percer la

[1] Ramsay.

sombre épaisseur des forêts, prirent tous les armes, battirent l'ennemi, transportèrent le théâtre de la guerre dans son pays, et en détruisirent les bourgades et les récoltes. Réduits à cette extrémité, il implora l'assistance des cricks, qui répondirent « que les cherokis « leur avaient tiré une épine du pied, et « qu'ils pouvaient la garder. » Privés de secours, ces derniers furent contraints de demander la paix, et on la leur accorda sans peine [1].

Conformément aux conseils du commandant en chef, on fit quelques efforts pour déjouer les menées des anglais. On lui permit d'engager un nombre d'indiens qui n'excéderait pas celui de deux cents. D'après des lettres que Washington avait adressées aux chefs des indigènes de la Nouvelle-Ecosse, le gouvernement du Massachussetts et les indiens Mickmac et de Saint-Jean, conclurent un traité par lequel il fut stipulé que les guerriers de ces tribus entreraient au service des Etats-Unis, aux mêmes conditions que les citoyens de ces états. Quelques indiens Stockbridge se réunirent aussi à l'armée du commandant en chef, lorsqu'elle se trouva dans l'état de New-York; mais ils se retirèrent à l'instant où l'on

[1] Ramsay.

avait le plus besoin de leur présence, et ils ne furent d'aucune utilité [1]. Au mois de janvier 1777, le colonel Gist fut autorisé à lever cinq cents hommes de la nation des cherokis. Cette entreprise ne réussit point.

La nature d'une guerre, déclarée entre un souverain et des peuples, qui, au commencement des hostilités, se reconnaissaient eux-mêmes ses sujets, occasionna des actes que ne se permettent point ordinairement les puissances belligérantes, et dont les motifs ne forment pas entièrement la justification. Les plus importans de ces actes concernèrent les prisonniers.

Le général Gage, qui avait été gouverneur du Massachussetts, avait essuyé dans cette place des contradictions qui l'avaient extrêmement aigri, et dont il conserva le souvenir lorsqu'il fut commandant en chef des troupes

[1] Peut-être sera-t-on tenté d'adresser aux américains le reproche d'avoir à leur tour employé des sauvages ; mais il convient de faire observer que le congrès ne désirait d'abord que leur neutralité ; qu'il n'agit ensuite différemment que pour faire échouer les intrigues des anglais, et que ceux des indiens qui entrèrent au service des Etats-Unis, n'attaquaient que des hommes armés ; tandis que ceux qui combattaient sous les étendards de la Grande-Bretagne, ne respectaient ni le sexe ni l'âge.

britanniques sur le continent de l'Amérique septentrionale. Il considérait les américains comme des rebelles qui s'élevaient contre des lois dont on ne pouvait révoquer en doute la justice; comme des factieux dont la révolte serait bientôt étouffée et punie, et enfin comme des hommes qui ne pourraient ni n'oseraient jamais se venger des injures qu'ils auraient reçues. Fidèle à ce systême, qui n'était propre qu'à redoubler les horreurs inséparables de la guerre, Gates fit jeter dans les fers, sans égard à leur grade ou à leur condition, les soldats et officiers américains, qui, ainsi que plusieurs habitans des plus recommandables de Boston, au nombre desquels se trouvait M. Lovel, avaient été enlevés par ses troupes; et il les traita tous, non comme des prisonniers de guerre, mais comme des scélérats.

Le général Washington fit à ce sujet, par écrit, de fortes représentations au général de l'armée britannique, et lui déclara qu'il avait résolu de régler sa conduite envers ceux qui tomberaient entre ses mains, sur le traitement qu'on ferait aux américains qui seraient au pouvoir des anglais. Il reçut pour réponse une lettre insolente, où, après des récriminations, le général Gates voulait faire passer

pour un acte de clémence, de n'avoir pas fait périr par la corde ceux de l'emprisonnement desquels on se plaignait. A cette lettre, dont rien ne pouvait excuser l'arrogance, le général Washington fit une réplique remplie de force et de dignité, qu'il termina par ces mots : « Si je fais aux officiers de votre armée, prisonniers parmi nous, un traitement différent « de celui que je voulais leur faire, ils se « rappelleront, ainsi que vous, quelle en est « la cause. »

Le résultat de cette correspondance fut communiqué au conseil du Massachussetts, avec prière d'ordonner que les officiers anglais, alors prisonniers sur parole, à Wetertown et ailleurs, fussent consignés dans une étroite prison, et que les soldats fussent envoyés en tel lieu de sureté que fixerait la cour générale. Le commandant en chef demanda en même tems, pour que sa conduite ne fût jugée ni cruelle ni dure, qu'on en fît connaître les motifs à ceux qui en souffriraient. Le général Gage ayant été rappelé et remplacé par sir William Howe, qui agit avec une sorte de modération, le traitement des prisonniers fut bientôt adouci. Peu de tems après, le colonel Ethan Allen, homme d'un caractère audacieux et entreprenant, qui s'était signalé

à la prise des forts situés sur les lacs, et qui avait l'ambition d'acquérir de la gloire et d'être utile à son pays, par quelque tentative hardie, se présenta sous les murs de Montréal, à la tête de quelques volontaires, pendant que Montgommery était occupé devant le fort St-Jean. Ce projet téméraire échoua promptement. Le détachement d'Allen fut mis en déroute, et lui-même fut fait prisonnier. Sous prétexte qu'il avait agi sans autorisation, il fut incarcéré pour être envoyé en Angleterre comme un traître. Le congrès, instruit de ce procédé, chargea le commandant en chef de prendre des informations avant qu'on fit embarquer Allen. En conséquence, le général Washington écrivit à sir William Howe, pour lui demander une explication, et l'assurer en même tems que le général Prescott, qui avait été fait prisonnier par les américains, pendant leur expédition dans le Canada, et qu'on accusait d'avoir été en partie cause de la conduite qu'on avait tenue envers le colonel Allen, éprouverait le sort qu'on ferait subir à celui-ci.

Le général Howe n'ayant aucune autorité dans le Canada, ou n'ayant pas voulu répondre à la lettre de Washington, le général Schuyler eut ordre de faire des recherches

particulières sur la conduite du général Prescott; et le congrès, lorsqu'on lui en eut communiqué le résultat, ordonna que ce prisonnier anglais fût resserré étroitement [1]. Cependant on lui laissa son domestique, et l'on permit à un médecin de le visiter. Celui-ci ayant représenté que dans l'état de faiblesse où était son malade, l'humidité d'une prison pouvait mettre sa vie en danger, on transféra Prescott dans une maison particulière, où il fut gardé à vue; mais on lui déclara qu'on userait de représailles contre lui, si l'on maltraitait en aucune sorte le colonel Allen. Malgré cette rigueur, les autres prisonniers de guerre furent traités avec toute l'indulgence que permettait leur position.

A l'arrivée de l'amiral Howe et du général du même nom, à New-York, on convint enfin de régler un cartel [2]. Cependant les

[1] Le général Schuyler, par ordre du congrès, envoya un parlementaire au général Carleton à ce sujet.

[2] Cette convention fut exécutée avec lenteur. Les américains n'avaient point établi de commissaires pour les prisonniers, et ceux-ci avaient été confiés à la garde des différens états et comités. Il fallut faire des recherches pour les réunir et en régler l'échange. Cet état des choses occasionna des retards, et l'on insinua aux prisonniers américains, qu'ils devaient imputer à leur com-

américains n'avaient pas assez de prisonniers en leur pouvoir, pour échanger tous ceux que l'ennemi leur avait faits; et, en conséquence, plusieurs de leurs compatriotes demeurèrent privés de la liberté. On recevait d'eux, continuellement, des plaintes sur le traitement cruel qu'ils éprouvaient. Ils disaient qu'on leur faisait souffrir presque tous les tourmens de la faim, et que le peu de vivres qu'on leur distribuait, n'étaient pas sains. Ils ajoutaient, qu'étant entassés sur des vaisseaux, où l'on n'avait aucun soin de leur santé, les maladies enlevaient un grand nombre d'entr'eux. On supposait que ces rigueurs avaient pour motif de faire entrer au service britannique les prisonniers américains; mais, lorsqu'on s'en plaignit au général Howe, il les nia. Il y aurait certainement de l'injustice à imputer à un officier qui, quoique peut-être il fût

mandant en chef, la continuation de leur captivité. De plus, il arrivait fréquemment qu'on envoyait dans l'intérieur des prisonniers anglais, sans en donner connaissance au général Washington. Quelquefois même ils traversaient son camp, munis d'une permission de quelqu'un des Etats, et de là ils se rendaient en droite ligne dans le camp de l'ennemi. Le commandant en chef ayant fait des représentations sur cet abus, à la fin on nomma un commissaire pour les prisonniers, et les échanges se firent avec ordre.

sévère, ne se permettait pas ordinairement des actes de cruauté qu'on ne commet point dans les autres guerres, un degré d'inhumanité qui, s'il était vrai, devait pour jamais ternir l'éclat de sa réputation. On peut présumer aussi que, durant quelque tems, les vivres qu'il eut à sa disposition ne furent ni de bonne qualité, ni abondans, et que les soldats américains étaient déjà malades avant d'être faits prisonniers. Quant à l'étonnante mortalité qu'il y eut parmi eux, on ne peut l'attribuer à des causes ordinaires; et les hommes les moins disposés à hasarder des conjectures, ont toujours été persuadés que si le général Howe n'a point occasionné le mal par ses ordres, du moins il n'a pas interposé son autorité avec la force nécessaire pour réprimer les excès dont on s'est plaint. Cette inattention était d'autant plus surprenante, qu'elle était contraire aux intérêts des anglais eux-mêmes; car si l'ennemi avait traité convenablement les prisonniers américains, il eût reçu des soldats en échange de citoyens dont l'engagement était expiré, et qui étaient maîtres de ne pas le renouveler.

La prise du général Lee fit recommencer la discussion sur ce sujet. Comme Lee avait été officier au service de sa majesté britannique,

et que peut-être même on n'avait pas encore accepté sa démission en Angleterre lors de son entrée au service des américains, on parut disposé à le considérer plutôt comme un déserteur et comme un traître, que comme un prisonnier de guerre. En conséquence, il fut étroitement resserré. Lorsque le congrès fut instruit de ce fait, il prit une résolution par laquelle il ordonna de faire savoir au général Howe que si l'on refusait d'échanger Lee contre six officiers de l'état-major de l'armée britannique, pris à l'affaire de Trenton, et que si l'on continuait à traiter ce général avec la même rigueur, on userait de représailles contre le lieutenant-colonel Campbell et contre cinq officiers d'état-major des troupes hessoises. La proposition d'échange n'ayant point été acceptée, on donna l'ordre d'exécuter la menace. Campbell et les officiers hessois furent mis en prison, et on les assura que leur sort serait le même que celui du général Lee.

Il paraît que le commandant en chef n'était pas aussi rigide que le congrès, au sujet du droit de représailles. Les cruautés qui pouvaient en être la suite lui faisaient tant d'horreur, qu'il s'imaginait qu'on n'aurait recours à ce droit qu'en cas de nécessité absolue. Ne

jugeant pas que l'affaire du général Lee pût être considérée sous ce point de vue, il représenta fortement au congrès les inconvéniens de ses résolutions; mais ce corps persista dans sa détermination, jusqu'à ce que Lee eût été déclaré prisonnier de guerre.

Les résolutions prises relativement aux prisonniers faits à la Pointe-aux-Cèdres, causèrent aussi beaucoup d'embarras et de chagrin au commandant en chef. Sous prétexte que la capitulation avait été violée par l'ennemi, que les sauvages avaient tué quelques-uns de ceux qui avaient été pris, et qu'ils en avaient pillé plusieurs autres, le congrès refusa son approbation à un accord fait entre le général Arnold et le capitaine Forster, et ne voulut pas permettre, à moins que les meurtriers n'eussent été livrés, et qu'on n'eût payé la valeur du bagage qu'il prétendait avoir été volé, laisser partir un nombre de prisonniers égal à celui des américains qui avaient été mis en liberté, en vertu de l'arrangement. Les faits dont il se plaignait n'étaient pas assez évidens pour que chacun pût reconnaître si sa décision était fondée sur la justice. Ils furent même positivement niés par quelques officiers américains qui étaient au nombre des prisonniers, et particulièrement

par le capitaine Sullivan, qui avait été remis en qualité d'otage pour l'exécution de l'accord.

Sir William Howe pressa très-vivement le général Washington à cette occasion. Il lui représenta combien il importait d'exécuter littéralement les conventions, de la nature de celle qui avait été faite avec le général Arnold, et il persista à considérer le commandant en chef comme personnellement tenu de dégager la parole d'un officier soumis à son autorité. Washington sentit vivement l'amertume du reproche, et pria instamment le congrès de changer ses résolutions; mais ses représentations furent long-tems sans succès.

Les prisonniers qui étaient à New-York eurent à souffrir des maux inouis, et un grand nombre d'entr'eux périrent. Ceux qui leur survécurent furent à la fin délivrés, et on les fit partir pour être échangés; mais ils se trouvaient dans un si pitoyable état, qu'il en mourut beaucoup en chemin. Le général anglais exigeait que les morts fussent, aussi bien que les vivans, inscrits sur le cartel. Washington le refusa positivement, et ne voulut point échanger le lieutenant colonel Campbell et les officiers hessois dont nous avons parlé, que le général Lee n'eût été déclaré prisonnier de guerre. En conséquence,

le lieutenant-colonel Walcott, qui avait été chargé de traiter d'un cartel général, écrivit au commandant en chef une lettre insolente, qui occasionna entre les généraux des deux armées, une correspondance remplie d'aigreur. Les plaintes des américains semblent avoir été les mieux fondées à cet égard, le général Howe ayant rejeté la proposition que le général Washington lui avait faite, de permettre qu'un agent demeurât à New-York, afin d'y pourvoir aux besoins des prisonniers.

Nous avons déjà retracé brièvement les avantages que les Etats-Unis avaient retirés de leurs efforts sur mer. Sans plusieurs prises heureuses, et sans quelques expéditions faites soit par des vaisseaux de ligne appartenant au congrès, soit par des corsaires, il eût été impossible de trouver une quantité de munitions de guerre suffisante pour les besoins immédiats de l'armée, qui, privée de ce secours, eût été, selon toute apparence, entièrement hors d'état d'agir.

Ce ne fut pas seulement en saisissant des armes et d'autres objets propres à la guerre, que les marins des Etats-Unis rendirent de signalés services à leur pays. Les mesures prises contre l'importation avant les hostilités,

avaient empêché l'arrivée des étoffes dont les citoyens avaient coutume de composer leurs vêtemens. Les fabriques du pays n'y avaient que faiblement suppléé ; et lorsque le congrès leva une armée, on eut beaucoup de peine à trouver ce dont les troupes avaient besoin pour se vêtir et se mettre à couvert. Ce genre de privation se fit sentir, même aux citoyens de toutes les classes. Les prises faites en mer diminuèrent jusqu'à un certain point cet inconvénient. En tout tems et en toute position, le montant de ces prises eût formé un objet digne d'attention ; mais à l'époque où elles se firent, elles étaient d'un prix inestimable. Quelques écrivains anglais ont évalué à un million de livres sterling, les prises faites durant l'année 1776, par les croiseurs américains ; et l'on croit en Amérique, qu'elles se montèrent à une somme plus forte encore. Des hommes bien instruits ont prétendu que les seuls corsaires du Massachussetts s'étaient emparés de plus de bâtimens que ceux de France et d'Espagne n'en avaient pris dans une année, pendant la guerre qui fut terminée en 1763.

Malheureusement le congrès ne prit point à son compte l'habillement des troupes ; et quoiqu'au commencement de l'année 1776, il eût chargé le comité secret de prendre des

mesures pour faire venir une grande quantité d'habits, on ne put s'en procurer assez pour fournir aux besoins d'une année. Si le système de tirer des magasins publics les vêtemens des troupes, avait été originairement adopté, on eût probablement pris à tems des précautions qui auraient empêché que des habits enlevés à l'ennemi, et qui eussent peut-être soustrait aux maladies et à la mort, des soldats exposés aux rigueurs d'une campagne d'hiver, ne passassent entre les mains des particuliers. Dans les états de l'est où la plupart des prises furent amenées, les gouvernemens purent former quelques magasins pour l'habillement des troupes de leurs contingens; mais les besoins et les maux de celles des états du centre et du sud, jusqu'à la Virginie inclusivement, furent extrêmes durant la campagne d'hiver de 1776 à 1777.

Comme on espérait trouver dans les magasins royaux de l'île de New-Providence, une grande quantité de munitions de guerre, le commodore Hopkins se mit en mer, avec une flotte de cinq vaisseaux, dont le plus grand portait vingt canons de neuf livres de balles sur le premier pont, et six de dix sur le second pont ou le tillac. L'équipage de ce bâtiment fut chargé d'exécuter l'entreprise; mais, après

avoir débarqué, il fit si peu de diligence, que le gouverneur instruit de son approche, eut plus de tems qu'il ne lui en fallait pour faire enlever la poudre. Ainsi, l'on manqua le principal objet de l'expédition; mais on prit d'autres munitions de guerre, d'une valeur considérable; et à son retour, la flotte s'empara de plusieurs navires.

Près de l'extrémité orientale de l'île Longue, le commodore Hopkins fit rencontre du *Glasgow* qui était armé de vingt canons de neuf livres de balles, et commandé par le capitaine Howe. L'action s'engagea promptement, et dura plusieurs heures. Le *Glasgow*, après avoir fortement endommagé les vaisseaux de la flotte américaine, fit voile pour Newport sans être poursuivi. On ne vit pas sans peine dans les Etats-Unis, que ce bâtiment eût pu soutenir si long-tems le combat contre des forces supérieures, ni qu'il fût parvenu à échapper au danger auquel il était exposé; et la conduite du commodore fut censurée hautement.

Lorsque le théâtre de la guerre eut été transféré dans le New-York, et que plusieurs bâtimens anglais eurent remonté la rivière du Nord, on put juger combien on devait compter sur les galères comme moyens de

défense. On avait fait monter sur plusieurs un détachement de soldats, qui attaquèrent ensuite le *Phœnix*, mouillé dans la baie d'Haverstraw. L'épreuve ne réussit point. Le *Phœnix* essuya peu de dommage, ou n'en essuya aucun; les galères furent repoussées, et mêmes quelques-unes coulèrent à fond pendant le combat.

L'Amérique septentrionale offrait alors au monde le spectacle surprenant de treize colonies distinctes qui, au commencement de la lutte, n'avaient point de gouvernement légitime, et qui n'en eurent que d'entièrement séparés lorsqu'elles se furent constituées en états libres, de colonies qui soutenaient par elles-mêmes et par leurs délégués, tout le fardeau d'une guerre terrible contre une des nations les plus puissantes de l'univers, qui levaient, sans commerce et sans revenus, des armées à grands frais, qui enfin montaient une marine et faisaient exécuter des expéditions lointaines. Le crédit tint lieu de revenus; mais pour opérer ce prodige, il fallut tout le zèle, tout l'enthousiasme qui échauffait les citoyens, et qui momentanément leur fit mépriser leur intérêt propre, pour ne songer qu'à l'intérêt général.

Le congrès créa donc du papier-monnaie,

pour le retrait duquel il engagea la foi de ses commettans. On fut presque généralement persuadé que cet engagement serait sacré. Dans quelques-unes des colonies, et particulièrement dans la Virginie, on ne connut point la baisse du papier-monnaie. On n'y en mit en circulation que pour de faibles sommes, et on le retira en grande partie, au moyen de quelques taxes, sans que jamais il eût été au-dessous de sa valeur nominale. A l'est, et plus au sud, l'ardeur qui avait fait entrer dans la contestation, et l'espoir que celle-ci ne serait pas de longue durée, se réunirent pour donner de la confiance au papier, et pour calmer les craintes que pouvait exciter le passé.

D'autres causes facilitèrent aussi, dans les commencemens, la circulation du papier-monnaie. La nature du commerce dans les colonies de l'Amérique septentrionale, ne devait pas y favoriser l'importation d'une grande quantité d'espèces métalliques. Il n'y avait que peu de grandes villes dans ce pays, et les habitans étaient épars sur un territoire immense, qu'ils défrichaient avec des peines infinies, et dont le sol fournissait à leur subsistance. Ayant peu besoin de ce commerce, dont les métaux précieux sont de toute né-

cessité les principaux agens, ils envoyaient directement une partie de leurs productions dans le lieu d'où ils tiraient leurs marchandises, et employaient le reste à se procurer les moyens d'acccroître et d'améliorer leurs plantations. Cet état des choses se faisait remarquer principalement dans les colonies du centre et dans celles du sud, colonies dont le commerce était en grande partie entre les mains des négocians anglais. Ceux-ci, recevant les récoltes des planteurs, leur donnaient des marchandises en retour, et ouvraient aux hommes industrieux, un crédit, au moyen duquel ils pouvaient acheter des esclaves et des terres. Lorsque les rapports avec la Grande-Bretagne eurent cessé, et que les colons furent privés de ce crédit, une partie de l'or et de l'argent en circulation disparut. Cet effet fut produit par plusieurs causes, par les remises qu'il fallut faire en Europe, par les sommes que le gouvernement fut obligé de réunir pour des objets importans (spécialement pour l'expédition du Canada) et peut-être plus encore par la prévoyance de ceux qui, ne partageant point l'enthousiasme général, ne doutaient pas que la guerre n'occasionnât de grandes émissions de papier-monnaie, et conservaient entre

leurs mains toutes les espèces métalliques qu'ils pouvaient recueillir. La réduction de la quantité des métaux précieux, et la perte des effets par lesquels le crédit les remplaçait, exigèrent donc qu'on mît en circulation des espèces fictives, qui pussent suffire aux besoins ordinaires de la société. Ces besoins qui se faisaient sentir vivement, concoururent avec le patriotisme de la grande pluralité des citoyens, à faciliter la circulation, au pair avec l'or et l'argent, des billets de banque émis par une autorité qui jouissait de la confiance publique. Ainsi, quoiqu'on n'eût point assigné de fonds pour en faire le retrait, et que le gouvernement de l'Union ne possédât aucun pouvoir coërcitif, la force de l'opinion suppléa d'abord à ces défauts, et l'on eût passé pour traître en paraissant douter de l'exécution des promesses qu'on avait faites. Dès le mois de janvier 1776, le congrès prit, sur cet objet délicat, une résolution par laquelle il déclara que tous ceux qui chercheraient à nuire à la circulation du papier-monnaie, seraient réputés ennemis de la patrie.

Il était impossible toutefois que l'illusion fût durable, et que des hommes expérimentés et sages fussent entièrement séduits. La con-

flance dans le gouvernement ne put être altérée promptement, il est vrai; mais comme on faisait de continuelles émissions de papier-monnaie, sans y trouver un écoulement en d'autres pays, on ne put empêcher ceux qui pensaient par eux-mêmes, de reconnaître que la quantité d'espèces fictives qui se trouvaient en circulation, était si grande, que le retrait en était impraticable. Les amis de la révolution cachèrent soigneusement cette triste vérité, qui ne fut découverte que par un petit nombre d'hommes; et la révéler, eût passé pour un crime qui eût mérité le châtiment le plus sévère. Cependant le congrès qui était bien persuadé que le tems la dévoilerait, et que la cause du mal se décélerait par ses effets, fit les plus grands efforts pour différer du moins un événement qui ne pouvait manquer d'arriver, si la guerre était de longue durée. Il réduisit le plus qu'il lui fut possible les émissions, et les paiemens se firent avec une lenteur qui eut presque les fâcheux résultats qu'on redoutait de la perte du crédit. Malheureusement il n'avait pas le pouvoir de fixer le nombre ni la quotité des billets de confiance qui seraient mis en circulation. Le droit d'en créer appartenait aux gouvernemens particuliers, aussi bien qu'à

celui de l'Union, et les premiers en usaient journellement.

Diminuer les dépenses, faire rentrer par des taxes une partie des sommes déboursées, en reduire ainsi la quotité et augmenter les demandes, tels étaient les moyens de prévenir une accumulation de papier-monnaie, qui devait finir par lui enlever toute valeur. Trop de gens avaient le droit d'ordonner des dépenses, pour qu'il fût possible de faire régner l'économie, et le congrès n'avait pas la faculté d'asseoir des impôts. Il ne pouvait, à ce sujet, que faire des recommandations auxquelles on avait d'autant moins d'égards que, quels que fussent les besoins du trésor de l'Union, toute taxe était considérée de mauvais œil, et ne pouvait être de quelque produit qu'autant qu'elle serait générale. Les différentes colonies, et ensuite les divers états, furent pressés de prendre des mesures pour retirer leurs contingens des billets de confiance émis par le congrès. Mais on redoutait à un tel point d'imposer les citoyens, que le premier paiement ne dut être fait qu'en 1779, tems auquel la baisse ne pouvait manquer d'être forte. On peut expliquer ce fait par la difficulté de recueillir des impôts avant la déclaration d'indépendance, par celle

de les payer sans commerce, et par la crainte qu'un pareil fardeau ne fît abhorrer une guerre, entreprise uniquement pour se soustraire au droit de taxe.

Ces considérations, et plusieurs autres peut-être, firent qu'on n'eut recours à des impositions que lorsque le mal eut fait de grands progrès; et même on craignit si fortement d'user de ce remède, qu'il n'eut presque point d'effet. A la vérité, on ne peut dire positivement si une conduite différente n'eût pas été aussi funeste, et si l'avantage d'arrêter la baisse n'eût pas été balancé par le mécontentement qu'on eût excité.

Le fâcheux, mais unique moyen d'empêcher le plus qu'il serait possible un rapide accroissement de la quantité de papier-monnaie mis en circulation, ayant été rejeté comme une expérience trop dangereuse, il fallut le remplacer par d'autres. On proposa d'ouvrir un emprunt de cinq millions de dollars, à quatre pour cent d'intérêt annuel, et dont le principal serait remboursé au bout de trois ans. Pour la facilité des prêteurs, on établit un bureau de paiement dans chaque état, et il ne dut pas y avoir de moindre coupon, que de trois cents dollars. On espérait que l'emprunt se remplirait sur-le-champ, qu'il dimi-

nuerait la masse du papier-monnaie en circulation, et que les reconnaissances ne feraient jamais l'office de l'argent pour les besoins journaliers. On conçut aussi le plan d'une loterie divisée en quatre classes, et par laquelle on se flatta de lever, à différentes époques, la somme totale de quinze cent mille dollars. Mais les principaux avantages qu'on se proposait d'en retirer, étaient d'amortir en grande partie la dette par la vente des billets, de retenir, du consentement des gagnans, les petits lots dans les trois premières classes, pour achats de billets dans une classe supérieure, et de garder les gros lots sur le pied d'un emprunt.

L'épreuve que l'on fit de ces moyens n'eut que peu de succès. Il n'était pas au pouvoir des Etats-Unis d'arrêter les effets d'une cause qui agissait continuellement et avec force. Tout ce qu'il y avait à faire, était de les retarder par des mesures plus vigoureuses que celles qu'on employait, ou auxquelles on pouvait avoir recours sans danger.

Malgré les grandes émissions que l'on fut obligé de faire, et quoique la foi publique fût la seule base du crédit, ce ne fut que vers la fin de la campagne de 1776, qu'on aperçut quelque différence entre la valeur des espèces métalliques et celle du papier-monnaie. La

baisse de celui-ci devint très-forte au commencement de l'année 1777; mais le public n'y vit qu'un renchérissement de toutes les denrées; et l'on se persuada qu'il serait possible de faire cesser le mal, par des moyens violens. Le congrès, dans une résolution dont l'objet était de maintenir la valeur des billets qu'il avait créés, et de déjouer, disait-il, les dangereuses manœuvres des ennemis de la liberté américaine, déclara que quiconque, soit en vendant, soit en achetant, ou en échangeant quoi que ce fût, évaluerait les espèces d'or et d'argent à un taux plus élevé que le papier-monnaie, devrait être considéré comme un traître; et chacun des Etats-Unis fut invité à passer des lois portant des peines contre ce délit. On recommanda également aux assemblées législatives particulières, de déclarer que les billets de banque pouvaient être offerts pour l'acquit de toute sorte de dette, et que le refus de les recevoir en paiement, équivaudrait à une quittance générale. Ces efforts, pour donner par la loi, de la valeur à une chose qui ne pouvait en recevoir que de l'opinion, furent accompagnés de quelques autres recommandations plus propres à produire l'effet désiré.

Le congrès avait engagé la foi publique

pour le retrait des billets; mais c'était aux états particuliers qui conservaient tous la puissance souveraine, à remplir cet engagement. Au commencement de la guerre, c'eût été commettre un crime et s'exposer à de grands dangers, de paraître soupçonner que ces états ne se croiraient point liés par une telle promesse. On jugea ensuite que, pour relever le crédit du papier-monnaie, il convenait qu'ils s'engageassent à le retirer à l'époque fixée par le congrès, et on leur recommanda de s'occuper de cet objet. On les pressa en outre, d'user, plutôt qu'on ne l'avait indiqué, du seul moyen qui pouvait produire quelque effet, et établir sur-le-champ les taxes que les citoyens seraient en état de supporter. On les assura que, pour toutes les sommes levées de la sorte, on ouvrirait à chaque état, en proportion de sa part de la dette publique, un crédit sur la confédération, et l'on décréta un nouvel emprunt de deux millions. On eut égard aux recommandations du congrès dans tous les Etats-Unis, et l'on y passa tous les actes qu'il avait sollicités.

La nature du commerce dans les états du sud, à commencer par le Maryland, exigeait que l'on pourvût à plusieurs cas dont les résolutions du congrès ne parlaient pas. Le

commerce était presque exclusivement entre les mains des négocians anglais, qui en transportaient les produits dans la capitale de l'empire britannique. En différentes parties des états que nous venons d'indiquer, les marchands jouissaient d'un crédit plus ou moins grand sur des maisons de commerce d'Angleterre, et celles-ci leur faisaient passer des marchandises qu'ils revendaient ensuite également à crédit. On faisait annuellement des remises pour des sommes considérables; mais il en restait toujours de fortes, que le débitant devait au marchand en gros, et qui se trouvaient entre les mains des planteurs, ces derniers ayant aussi un crédit égal à leurs récoltes, et qui était très-grand, vu le haut prix des productions du pays. Ainsi leurs dettes formaient un capital très-fort. Les négocians anglais auquel il appartenait, se trouvaient tous en Europe lors de la création du papier-monnaie, et leurs facteurs mêmes avaient quitté le territoire des Etats-Unis.

Forcer le marchand américain, par des lois pénales, à recevoir en effets qui pouvaient perdre toute leur valeur, le paiement des sommes sur lesquelles il comptait pour acquitter les dettes qu'il avait contractées, et cependant le laisser débiteur envers les étrangers,

eût été une injustice qu'aucun gouvernement n'eût pu autoriser. Ainsi, en même tems qu'on passa des lois pour contraindre les citoyens des Etats-Unis à prendre le papier au pair, on les autorisa à verser dans le trésor public les sommes qu'ils pourraient devoir, et l'on promit solennellement que l'acte de dépôt libérerait entièrement envers les créanciers.

On verra dans la suite que le système coërcitif que nous venons de développer, ne pouvait produire l'effet qu'on s'en était promis. Les emprunts retardèrent probablement la baisse; mais les taxes n'ayant point été établies promptement, et s'étant trouvées moins fortes qu'il n'eût fallu qu'elles le fussent, le papier-monnaie s'avilit au point que les coupons d'emprunt n'eurent pas plus de valeur que les billets de banque, et qu'il en entra beaucoup aussi dans la circulation. Dans cet état des choses, les emprunts ne pouvaient plus avoir aucune utilité.

Lorsqu'on se rappelle qu'avant la guerre, les deux pays faisaient partie du même empire, qu'on n'avait pas à se plaindre d'une oppression réelle en Amérique, et que la contestation ne portait que sur un principe qui tendait à établir un droit dont on n'avait point

encore ressenti les inconvéniens, on peut supposer que la différence d'opinion dût se faire remarquer de bonne heure entre les citoyens. Dans le commencement, il n'y en eut que peu qui soutinrent décidément les prétentions du ministère. L'opposition était dirigée par les hommes les plus actifs et les plus intelligens; et comme elle n'avait rapport qu'au droit de taxe, on n'en prévit et l'on n'en craignit pas généralement toutes les conséquences. Elle devint donc très-populaire. Des hommes qui n'auraient pas voulu s'exposer aux embarras qu'ils éprouvèrent dans la suite, ou se joignirent à leurs compatriotes, ou demeurèrent sans peine confondus dans la foule des opposans, et ne conçurent aucune inquiétude sur le résultat des mesures que l'on prenait. Mais lorsque la contestation eut pris un aspect plus fâcheux, et que le sujet en fut mieux connu, les causes de division se multiplièrent, et de chaque côté l'on essuya des outrages. Le nombre de ceux qui voulaient, à tout prix, soutenir le principe que défendaient les assemblées législatives d'Amérique, s'accroissait journellement; mais aussi le parti des colons qui n'étaient pas animés de cet esprit d'opposition, prenait une forme plus distincte; et même en plusieurs parties de l'Union, il pa-

rut bien supérieur en force à ce qu'on craignait qu'il ne fût.

Dès que l'on commença de redouter qu'on n'eût recours aux armes, un grand nombre de citoyens qu'effrayaient les suites d'une pareille guerre, se montrèrent plus disposés à reconnaître la prééminence du parlement britannique, se persuadant qu'il n'en abuserait pas, qu'à courir les plus grands risques pour maintenir dans son intégrité, un principe dont on ne reconnaissait pas généralement l'importance. Ces hommes furent qualifiés de royalistes ou de torys, et se virent exposés à la haine et au mépris de ceux qui pensaient qu'il serait peu différent d'être esclaves ou d'être soumis à des taxes que n'auraient point consenties leurs représentans.

La forme du gouvernement n'étant pas ostensiblement changée, et les deux partis faisant profession d'obéissance et de fidélité à la couronne britannique, ce qui se vit même après les premières hostilités, on ne pouvait infliger légalement aucune peine aux royalistes ; mais ils furent traités d'ennemis des libertés de l'Amérique, et leur condition fut pire que s'ils avaient été soumis à des procédures régulières, pour cause d'offenses contre des lois positives. Dans plusieurs cantons, où

ils étaient nombreux, ils se montrèrent disposés à soutenir leur opinion par la force des armes. Ils se réunirent dans la Caroline du nord, et y composèrent un corps très-formidable ; cependant ils y furent bientôt dispersés. Ils firent voir les mêmes dispositions dans le New-York. Un grand nombre d'habitans du comté de Tryon étaient royalistes ; et le général Schuyler marchait contr'eux à la tête d'un fort détachement de milice, lorsqu'on ouvrit avec sir John Johnson, leur chef, une négociation, qui se termina par une sorte de capitulation, où il fut stipulé que les torys de ce comté rendraient leurs armes, et ne prendraient aucune part à la contestation. Quant aux habitans des comtés inférieurs du New-York, la présence de l'armée britannique leur permit de se réunir sans danger sous les drapeaux du roi.

La conduite des hommes qui dirigeaient les conseils publics en Amérique, fut très-modérée envers les royalistes dans les premiers tems. Les torys pris les armes à la main, furent considérés comme prisonniers de guerre, et l'on se contenta de mettre hors d'état de nuire ceux de la part de qui l'on redoutait quelque trame. Pour les gagner les uns et les autres, le congrès comptait

beaucoup sur la justice de sa cause et sur ses bons procédés envers eux. Il supposa qu'il ne pourrait gueres y avoir de mécontens que ceux qui n'entendraient pas suffisamment la question. En conséquence, il prit, au commencement de l'année 1776, différentes résolutions par lesquelles il recommandait aux différens comités et aux autres amis de la liberté de l'Amérique, d'expliquer aux hommes honnêtes, mais abusés, la nature de la contestation, et de leur apprendre les diverses démarches qu'on avait faites pour opérer un rapprochement. Les dépositaires de l'autorité furent en même-tems invités à sévir avec force contre ceux dont le caractère entreprenant inspirerait des craintes. Cependant il ne paraît pas qu'on ait eu recours à des mesures de rigueur contre les malveillans, dans les cantons où ils étaient nombreux. A l'île Longue et à l'île d'York, où le général Lee avait été posté, principalement pour déjouer leurs manœuvres, ils entretinrent, même lorsque le commandant en chef occupa ces îles, une correspondance régulière avec le gouverneur Tryon, et l'on découvrit qu'ils avaient formé le projet de coopérer avec l'ennemi, après l'arrivée du lord et de sir William Howe. Le général Washington,

avons nous déjà dit, fit cesser cette communication, et demanda instamment qu'on prît des mesures qui pussent empêcher les mécontens d'exécuter les projets qu'ils méditaient. Cependant leur nombre était si grand, qu'on fut incertain de la conduite qu'il fallait tenir envers eux ; et peut-être craignait-on que des moyens violens ne les portassent à prendre les armes, à la première apparition de l'ennemi.

Lorsque la querelle fut assez animée pour faire juger qu'on aurait recours aux armes, les malveillans se déclarèrent hautement contre les résolutions des véritables représentans du peuple. Cependant ils étaient de beaucoup en moindre nombre que le reste de leurs concitoyens, parmi lesquels il fut même difficile de les distinguer avant la déclaration d'indépendance. Cette mesure nécessaire sembla faire évanouir tout espoir de conciliation, et rendre impossible, si ce n'était par la force, une réunion d'abord si ardemment désirée. Plusieurs royalistes étaient persuadés que les commissaires de S. M., c'est-à-dire le lord et le général Howe, entre les mains desquels on avait remis, disait-on, le symbole de la paix aussi bien que l'épée, étaient munis de pouvoirs propres à servir de base à une négocia-

tion. La déclaration dont nous venons de parler, équivalant à un rejet de leurs propositions, ne laissa plus entrevoir de moyen que la guerre, pour obtenir la paix.

Dans tous les cantons, où l'on avait généralement et avec zèle appuyé les mesures préalables qu'avaient prises les gouvernemens particuliers et le congrès, l'opinion publique était préparée à la rupture. Dans la Nouvelle-Angleterre, dans la Virginie et dans une grande partie de la Caroline du sud, toutes les classes de citoyens désiraient vivement la guerre; et même, dans quelques états, on prévint la déclaration qui en fut faite par le congrès. A commencer par le New-York, jusqu'au Maryland inclusivement, on trouvait les mécontens en nombre assez grand pour contenir les patriotes de ces provinces, si l'ennemi y opérait une invasion. Dans la Caroline du nord, la grande pluralité des habitans était déclarée en faveur de l'indépendance; mais, au milieu d'eux, se trouvaient de puissans ennemis, disposés à saisir la première occasion de commettre des actes d'hostilités. La Géorgie était faible et divisée.

Tel était l'esprit public, lorsque la flotte et l'armée britannique arrivèrent à New-York, et que le lord et sir William Howe commen-

cèrent leurs opérations, en qualité de négociateurs et de généraux. Ces deux commissaires n'omirent rien pour faire adopter l'opinion que leurs pouvoirs étaient de nature à faciliter un arrangement, si on révoquait la déclaration d'indépendance. De leur côté, le congrès et les chefs de la révolution soutenaient que les commissaires ne pouvaient accorder de pardon qu'à ceux qui se soumettraient sans condition.

Les anglais furent reçus comme des libérateurs par les mécontens. Les habitans des îles situées près de la côte, montrèrent tant de dévouement au parti du roi, qu'on se reposa sur eux du soin de se défendre, tandis que l'armée britannique s'avancerait sur le continent; et les provinces de New-York et de New-Jersey renforcèrent cette armée par des corps de troupes régulières, égaux en nombre aux contingens qu'elles avaient fournis à l'armée des américains.

Sir William Howe déclara à ses troupes, lors de leur débarquement, qu'elles devaient se considérer comme en pays ami, et défendit toute espèce de violence, sous les peines les plus sévères [1]. Lorsque ce général s'avança

[1] Quelques soldats furent mis à mort pour avoir violé cet ordre.

vers la plaine Blanche, la convention de l'état craignit vivement que les nombreux royalistes ne se soulevassent; et, en conséquence, elle n'osa réprimer ceux dont la malveillance était connue, et allait même jusqu'à favoriser les levées d'hommes pour l'armée anglaise. On appréhendait sur-tout que les torys ne se saisissent des importans défilés des montagnes; et l'on jugea que les mécontens pourraient s'armer dans plusieurs comtés, si l'on en requérait la milice de se porter ailleurs.

Néanmoins, tout le tems que l'armée anglaise fut dans le New-York, la milice de cette province ou de cet état rendit de signalés services; mais la principale force de l'armée américaine provint des corps tirés de la Nouvelle-Angleterre. Tels furent le zèle et l'unanimité dans les états qui composent cette partie du territoire de l'Union, que jamais on ne s'y refusa aux requisitions de milice qu'on y fit.

Le lord Cornwallis, à son entrée dans le New-Jersey, donna des ordres pareils à ceux que le général Howe avait donnés dans l'île Longue. Il assura son armée que la pluralité des citoyens étaient bien intentionnés, et il interdit à ses troupes toute violence quel-

conque. Une proclamation que publia ce général, offrait protection à tous ceux qui, dans soixante jours, renouvelleraient leur serment de fidélité, et contenait aussi la promesse positive que les lois dont on s'était plaint, et qui avaient occasionné la guerre, seraient examinées de nouveau.

L'esprit d'opposition contre la métropole, parut céder de lui-même dans le Jersey. On y croyait perdue la cause de l'Amérique. En conséquence, on n'y fit que de faibles efforts pour la défense du pays, et presque tous les citoyens y semblèrent disposés à chercher leur sûreté dans la soumission. Quelques corps de milice s'y réunirent sous les ordres du général Williamson, qu'une maladie grave contraignit à quitter le service, et qui fut remplacé par le général Dickinson; mais les autres citoyens, ou s'étaient joints à l'ennemi, ou étaient trop indifférens pour hasarder leur fortune et leur vie, en soutenant la cause commune. Lorsqu'on les pressait de s'armer, ils répondaient que le général Howe leur avait promis paix, liberté et sureté, et qu'ils ne demandaient pas autre chose.

Un grand refroidissement de zèle se fit sentir aussi dans la Pensylvanie; et quoique presque tous les habitans de Philadelphie de-

meurassent inébranlables dans leur première résolution, on parut peu disposé, en plusieurs autres parties de l'état, à s'engager plus avant dans une contestation, dont on avait plus d'une raison de redouter le résultat.

Nous avons, en retraçant les évènemens de la guerre, présenté plus d'une fois le tableau de l'armée américaine, et indiqué les vices de son organisation intérieure. Un détail minutieux de tous les défauts qui se trouvaient dans le système militaire des Etats-Unis, ne servirait qu'à faire connaître les nombreux obstacles qu'eurent à surmonter tous les officiers-généraux, et particulièrement le commandant en chef. Une nation, totalement dépourvue de connaissance dans l'art de la guerre, et même exempte des préjugés que l'expérience seule peut écarter, omettrait certainement, en créant une armée, des choses dont le tems lui démontrerait la nécessité. Jamais cette vérité ne fut mieux prouvée, que durant la guerre qui assura l'indépendance des Etats-Unis.

Mais il est des erreurs qui peuvent se reproduire, lorsque les calamités dont elles ont été la cause sont oubliées, ainsi que les moyens par lesquels on les a rectifiés. L'une des fautes

les plus graves que l'on ait commises dans la guerre d'Amérique, celle dont nous avons le plus parlé, parce qu'elle se trouvait essentiellement liée aux opérations militaires, fut la grande confiance que l'on mit en des troupes engagées ou requises, pour servir pendant un espace de tems fort court. On ne comptait pas sur la milice, uniquement comme devant former un corps auxiliaire, et être en grande partie occupée à repousser des détachemens, service auquel elle était et pourra toujours être propre, mais comme devant constituer le corps principal et le nerf de l'armée. Son insuffisance, dans une guerre contre un ennemi dont les forces étaient à-peu-près égales à celles des américains, et consistaient en troupes réglées, qu'il pouvait faire agir avec la plus grande vigueur en tout tems, fut démontrée de manière à convaincre les plus incrédules. Obligé de se rendre à l'évidence, le congrès fit, presque trop tard, les plus grands efforts pour remédier aux maux que cette fatale erreur avait produits, et dont la difficulté de l'entreprise ne fut pas un des moindres.

Les hommes accoutumés à être maîtres de toutes leurs actions, ne se soumettent ordinairement qu'avec peine à cette subordination,

sans laquelle une armée n'est, pour employer une expression dont se servait le général Washington lorsqu'il luttait pour faire réformer les abus les plus révoltans, n'est, disons-nous, qu'une vile populace qui ne peut servir à l'objet pour lequel on l'a rassemblée. Telle fut l'armée américaine au commencement de la guerre.

Les soldats de nouvelle levée ne font que très-peu d'attention à la propreté, et ne s'occupent que faiblement du soin de leur personne, de leur nourriture, de leur logement, et d'une foule d'autres détails, quoique la santé d'une foule d'hommes réunis dépende essentiellement de tous ces objets. En conséquence, ils sont plus exposés aux maladies, et périssent en plus grand nombre que ceux qui sont instruits par l'expérience. La mortalité sans exemple qui se mit dans les deux armées du nord et du centre, fournit une triste, mais incontestable preuve de cette vérité.

Le changement que les recrues éprouvent dans toute leur manière de vivre, ne contribue pas médiocrement non plus à leur rendre désagréable le métier des armes. L'habitude finit par dompter leur dégoût, et même par détruire plusieurs des causes qui l'avaient

produit. Ainsi, l'on voit presque toujours les vétérans attachés à la vie des camps. Mais des troupes, dont l'engagement est de peu de durée, et des soldats de milice qui servent moins long-tems encore, ne peuvent acquérir cette habitude salutaire. En conséquence, ils se dégoûtent du service, et fréquemment, à leur retour dans leurs foyers, ils communiquent leurs sentimens à leurs voisins et à leurs amis.

La difficulté du recrutement provint aussi de plusieurs autres causes. On avait fait deux campagnes d'hiver, et, dans le cours de la dernière, les soldats à demi-nus s'étaient vus exposés à toutes les rigueurs du froid le plus vif, et avaient souffert des maux excessifs, auxquels on attribua les maladies qui en firent périr un si grand nombre. On avait ramassé, pour eux, de vieux vêtemens à Philadelphie; mais ce secours, arrivé trop tard, n'était pas proportionné aux besoins.

Les causes que nous venons d'indiquer, refroidissant le zèle que la jeunesse américaine avait d'abord montré pour défendre son pays, eurent un effet qui, à son tour, fut aussi extrêmement nuisible aux enrôlemens, pour toute la durée de la guerre. Lorsqu'au défaut des troupes réglées on eut fait de fréquentes

réquisitions à la milice, on reconnut qu'un grand nombre de citoyens ne prenaient les armes qu'avec répugnance, et préféraient de se faire remplacer, au moyen d'une petite somme d'argent. Bientôt il y en eut plus de payé pour un mois de service dans la milice, qu'on n'en offrait d'engagement pour entrer dans les troupes réglées. Les hommes qui pouvaient disposer d'eux-mêmes, mirent alors plus de prix à leurs services, et ne se soucièrent plus de s'enrôler pour un tems indéterminé. Plus la guerre se prolongea, plus ceux qui consentaient à remplacer les autres se firent payer, et par conséquent plus il fallut augmenter le prix de l'enrôlement dans les troupes de ligne. Tels furent les effets de ces causes et de plusieurs autres, que lorsque le congrès eut reconnu l'erreur qu'il avait commise, la faculté d'y remédier était extrêmement affaiblie, sinon entièrement perdue.

La perte immense des armes que l'on remettait entre les mains d'hommes qu'on ne pouvait assujettir à la discipline, fut aussi au nombre des inconvéniens les plus graves.

Il se trouvait dans la constitution de l'armée d'autres défauts, qui, joints aux vices de l'organisation des gouvernemens et aux engagemens pour un espace de tems trop borné,

ne produisirent pas un médiocre embarras. On a déjà vu, qu'au commencement de la guerre, les troupes avaient été levées par les états particuliers, qui ne s'étaient concertés aucunement entr'eux à cette occasion, et qui avaient créé des officiers dont il fut fort difficile de régler le rang. Ceux-ci, comme les simples soldats, n'étaient engagés que pour un an, et à l'expiration de ce terme, il fallait leur donner une nouvelle commission. Le congrès nomma les officiers généraux, et prit à la solde de la confédération, les armées levées par les différentes colonies. Ce ne fut pas sans beaucoup d'efforts qu'on parvint, en présence de l'ennemi, durant le blocus de Boston, à former une nouvelle armée de tous ces élémens divers. Il fallut recommencer l'ouvrage avec plus de peine encore, pendant les opérations de la campagne de 1776. Le général Washington attira bientôt l'attention du congrès sur cet objet important; mais ce corps n'agit que par l'intermédiaire des états. C'était à ces derniers à nommer les officiers, et ils furent invités à envoyer des commissaires au camp, pour y procéder. Il y eut tant de délais, que l'armée était sur le point de se dissoudre avant qu'il y eût des officiers chargés de recruter les hommes qui devaient

prendre la place de ceux auxquels il allait être permis de rentrer dans leurs foyers. A la fin, le congrès autorisa le général Washington à désigner les officiers des corps appartenant aux états qui n'avaient point envoyé de commissaires. Malheureusement la manière dont se firent toutes les nominations, remit le commandement entre les mains d'hommes sans capacité, ou qui n'étaient pas propres à se faire respecter des soldats et à maintenir la discipline si nécessaire dans une armée. Enfin, leur fréquente réorganisation causait parmi les troupes un mécontentement continuel.

Le nombre et l'indépendance réciproque de ceux qui s'occupèrent du recrutement, occasionnèrent d'autres inconvéniens. Quelques-uns des états, pour compléter leur contingent, promirent une haute paye à tout homme qui voudrait s'enrôler dans leurs troupes. L'effet que cette différence de solde produisit dans l'armée, fut tel que le commandant en chef se vit forcé de prier les gouvernemens particuliers de renoncer à cet usage pernicieux.

Quelques états avaient pris aussi le parti d'ajouter une somme à celle qui avait été généralement fixée pour l'engagement. Le congrès jugeant que cette mesure nuirait au

recrutement dans ceux des états où l'on n'aurait pas tant de libéralité, recommanda fortement de suivre à la lettre et sans restriction ni addition, les reglemens qu'il avait faits.

Le manque de cavalerie, d'artillerie et d'officiers du génie, se fit sentir au dernier point dans les opérations de l'armée des États-Unis. Pendant les deux campagnes de 1775 et de 1776, il n'y eut qu'un régiment d'artillerie, et il n'y avait pas une seule compagnie d'ingénieurs, ni un seul corps de cavalerie. Le général Lee qui connaissait l'utilité de celle-ci, et qui commandait dans le département du Sud, fit de bonne heure des représentations à ce sujet; et un régiment de cavalerie fut levé dans la Virginie et mis sous les ordres du colonel Bland. Les opérations aussi importantes que multipliées, qui se firent en 1776, démontrèrent au commandant en chef le désavantage qu'il y avait de combattre avec une armée presque entièrement composée d'infanterie. A la vérité, il se trouvait quelques compagnies de cavalerie dans la milice du Connecticut; mais la dépense qu'occasionnait l'entretien de leurs chevaux, empêcha qu'elles ne fussent employées dans les premiers momens, et lorsqu'elles le furent, on reconnut bientôt que les meilleurs cava-

liers que pourrait fournir la milice, ne suffiraient pas au service dont on les chargerait.

Vers la fin de la campagne, le commandant en chef représenta au congrès combien il était essentiel de faire, dans l'organisation de l'armée, les améliorations qu'il indiquait; et l'on eut pour ses observations tout l'égard qu'elles méritaient. On porta donc à trois le nombre des régimens d'artillerie, et l'on en donna le commandement au colonel Knox, qui fut promu au grade de brigadier général. Il fut résolu, en outre, de prendre au service de la confédération, le régiment du colonel Bland, de former un corps de trois mille hommes de cavalerie, et de donner au général Washington les moyens de créer un corps d'ingénieurs. C'était sur-tout dans le génie, cette partie importante de l'art militaire, que les américains étaient le plus inexpérimentés. L'état des choses qui existait avant la rupture, ne portait point à étudier cette science. Pour y faire quelques progrès, il faut du tems, de l'application et de la pratique; en conséquence il convient, pour avoir d'habiles ingénieurs, de les former long-tems avant qu'on puisse retirer quelque utilité de leurs services. Le congrès ne pouvait donc porter trop tôt son attention sur cet objet.

Le défaut d'habileté et d'expérience dans l'art du génie, dut nécessairement se faire remarquer dans les ouvrages que les américains construisirent pour leur défense. Un autre inconvénient produit par la même cause, fut de placer trop de confiance dans la prétendue régularité de ces ouvrages, et de les croire plus forts qu'ils ne l'étaient réellement.

Le manque d'ingénieurs parmi les citoyens des États-Unis [1] exigeait qu'on employât des étrangers pour exécuter un service si essentiel ; et lorsque le corps dont le congrès avait autorisé la création fut formé, il se trouva composé de français et d'allemands. Il eut pour chef M. Duportail, officier français d'un grand mérite.

[1] Il paraît que dans le commencement de la guerre, le colonel Putnam, très-recommandable officier de la Nouvelle-Angleterre, fut souvent employé comme ingénieur. Ce n'est point affaiblir son mérite, de dire qu'il ne pouvait avoir l'habileté ni l'expérience qu'eût demandées un pareil emploi.

CHAPITRE II.

L'armée américaine est inoculée. — Le général Heath descend jusqu'au King'sbridge, mais ne fait aucune tentative. — Escarmouches. — Etat de l'armée des américains. — Destruction des magasins à Peeks-Kill et à Danbury. — Expédition du colonel Meigs au port Sagg. — Le général Howe s'avance jusqu'à Sommerset-Court-House, avec de grandes forces. — Il retourne à Amboy. — Ce général s'efforce de couper, à Middlebrook, la retraite à l'armée américaine et ne peut y parvenir. — Le lord Cornwallis escarmouche avec le lord Stirling, près des plaines des écossais. — Embarquement de l'armée britannique.

Nous avons déjà parlé de l'effet que produisit la proclamation publiée par le lord et par le général Howe, à leur entrée dans le New-Jersey. La fâcheuse tournure que prenaient alors les affaires de l'Amérique, porta, nonmoins que la promesse d'un entier oubli du passé, les citoyens de cet état à profiter de l'offre qui leur était faite. Un grand nombre d'entr'eux reconnurent l'autorité royale, et presque tout le Jersey prit de nouveau l'aspect d'une province soumise à la domination britannique. Si la conduite de l'armée anglaise avait été de nature à persuader que de la sou-

mission dépendait la sûreté des personnes et des propriétés, il n'eût pas été facile de dire quel eût été le point auquel l'esprit contraire à la cause de l'indépendance se serait arrêté. Heureusement il n'en fut pas ainsi. Les troupes britanniques, quelques efforts que le général eût faits pour les contenir, traitèrent les habitans bien plus comme des rebelles vaincus, que comme des amis réconciliés. Le pillage et les dégâts furent les moindres de leurs excès. Les femmes mêmes eurent à souffrir les derniers outrages. Ceux qui s'étaient montrés zélés pour la cause de l'Amérique, ne furent pas seuls traités avec tant d'indignité. Les gens indifférens et même les royalistes furent, tout aussi bien que les partisans de l'indépendance, victimes de ce brigandage qui n'épargnait personne.

Une conduite si répréhensible au milieu d'un peuple qui n'avait jamais éprouvé les horreurs de la guerre, d'un peuple qui ne voyait que comme des étrangers ceux qui composaient les troupes britanniques, et qui n'avait fait aucune résistance parce qu'il s'était flatté que l'effet des promesses qu'on lui avait faites pour qu'il se soumît à l'autorité royale, égalerait les plus vives espérances des amis de la révolution. Le ressentiment des injures

personnelles fit ce que des considérations d'intérêt national n'avaient pu produire ; et lorsque les batailles de Trenton et de Princeton eurent rétabli la confiance dans le courage des troupes américaines, et que les habitans ne furent plus contenus par la présence de l'armée d'invasion, un grand nombre d'entr'eux s'empressèrent de prendre les armes. Des détachemens de milice parcoururent le pays en toutes directions, enlevèrent les traîneurs, soutinrent avec fermeté plusieurs escarmouches, et s'accrurent au point de menacer du sort que venait d'éprouver son principal corps d'armée, les postes les plus faibles de l'ennemi.

La grande circonspection du général anglais lui fit promptement sentir qu'il devait se défier du génie entreprenant que son antagoniste avait déjà montré, et dont il y avait lieu de craindre qu'il ne donnât de nouvelles preuves. Comme la saison n'était point favorable aux opérations de la campagne, sir William Howe résolut de ne pas s'exposer à de plus grands revers en occupant des cantonnemens trop étendus. Il abandonna, excepté deux, toutes les positions qu'il avait prises pour mettre le pays à couvert ; et les forces de l'armée britannique se concentrèrent

au New-Brunswick sur la Raritan, et à Amboy, petite ville située à l'embouchure de cette rivière. Ces deux postes étaient judicieusement choisis pour faciliter le dessein de pénétrer jusqu'à Philadelphie par terre, et d'entretenir une libre communication avec New-York.

Quoiqu'il ne fût pas possible à l'armée américaine de porter un coup décisif lorsque le général Howe eut ainsi resserré ses forces, le mouvement qu'il avait ordonné ne s'effectua pas sans perte. Le général Maxwell avait eu ordre de se poster aux environs d'Elisabethtown, avec un corps de milice du Jersey. Lorsque les anglais évacuèrent cette place, il les prit en queue avec succès, leur fit soixante et dix prisonniers, et leur enleva aussi une partie de leur bagage. Presque tout le Jersey fut alors rendu aux Etats-Unis. L'armée anglaise qui, peu de jours auparavant, en occupait une si grande partie, et qui contenait par la crainte, les contrées où elle n'avait pas encore pénétré, était réduite à la possession de deux petites villes presque contigues, et à celle du territoire, conséquemment peu spacieux, qui les séparait.

L'extrême rigueur du service, l'expiration du terme des engagemens, et l'empressement

de la milice à rentrer dans ses foyers, avaient tellement diminué l'armée américaine, que ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on parvint à lui conserver une ombre de force. Elle reçut du Jersey, de la Pensylvanie, du Maryland, de la Delaware et de la Virginie, des corps de volontaires et de milice; mais on fit ces renforts plus nombreux qu'ils ne l'étaient réellement, quoiqu'ils se renouvelassent sans cesse. Cependant réunis au peu de troupes réglées qui lui restaient, ils mirent le commandant en chef en état de prendre différentes positions près des lignes de l'ennemi, qu'il harcelait et dont il repoussait continuellement les fourrageurs [1], en même tems qu'il couvrait en grande partie le pays, et soutenait le courage des habitans.

Les anglais ainsi bloqués, le général Washington prit la résolution, à-la-fois judicieuse et hardie, d'enlever à son armée la crainte d'une calamité qu'il croyait inévitable, et qui avait été plus fatale à ses troupes que l'épée de l'ennemi.

La pratique de l'inoculation était peu connue dans le Nouveau monde, et l'on y redou-

[1] Les anglais eurent beaucoup à souffrir du manque de bois dans leur camp.

tait la petite vérole comme le plus terrible fléau qui pût affliger l'espèce humaine. Malgré les plus grands efforts pour prévenir cette contagion si destructive lorsqu'elle n'est point l'effet de l'art, elle attaqua les deux armées du centre et du nord, parmi lesquelles elle fit un ravage affreux. La mortalité fut telle dans la seconde, que, selon toute apparence, le tems que les anglais furent obligés de perdre pour obtenir la supériorité sur le lac Champlain, chose qu'ils croyaient absolument nécessaire, fut uniquement ce qui, en 1776, les empêcha de s'avancer jusqu'à la rivière d'Hudson.

Le seul obstacle à opposer au renouvellement d'un pareil désastre, était de faire inoculer tous ceux des soldats de l'armée américaine qui n'avaient pas été attaqués de la petite vérole; et le commandant en chef résolut d'employer ce moyen. On fit dans le plus profond secret les préparatifs nécessaires pour soumettre les troupes à l'opération; et les médecins militaires de l'hôpital de Philadelphie eurent ordre de traiter le plus promptement possible, celles des états méridionaux, qu'on avait à dessein retenues dans cette ville. On ordonna la même chose aux médecins de plusieurs autres places; et de la sorte on dis-

posa pour la campagne suivante, une armée exempte de la crainte d'un mal qui en tout tems avait rendu incertaine l'exécution des projets les plus importans. Le traitement des troupes du camp fut dirigé de manière que l'ennemi ne put en tirer aucun avantage ; et l'exemple donné au milieu de l'armée fut si généralement suivi dans le pays, qu'une si cruelle maladie cessa presque entièrement d'être la terreur des peuples des Etats-Unis.

Lorsque l'on avait cru la ville de Philadelphie menacée, de nombreux corps de milice de la Nouvelle-Angleterre avaient été requis de se porter sur le bord de la Delaware. Six mille hommes, commandés par le général Lincoln, partirent du Massachussetts, et le Connecticut mit sur pied des forces proportionnées à sa population. L'invasion de Rhode-Island en retint un grand nombre ; mais quelques régimens se rendirent sur le bord de la rivière du Nord, au camp commandé par le général Heath, qui avait été chargé de garder la partie supérieure de l'état de New-York. Ils s'y arrêtèrent par ordre du commandant en chef, afin d'opérer, du côté de cet état, une diversion dont on se flattait de retirer les plus grands avantages.

Comme les forces de l'ennemi étaient con-

sidérables dans le Jersey, et qu'il avait envoyé un nombreux détachement dans le Rhode-Island, le New-York devait être dégarni. On pensait qu'il se trouvait à-peu-près 2,000 hommes aux environs du King'sbridge, et que toutes les troupes postées sur l'île de New-York, en formaient un pareil nombre. On prétendait qu'il n'y avait, sur l'île Longue, que la brigade des loyalistes américains, commandée par Delancy, qui était d'un peu plus de mille hommes. On supposait que les milices de la Nouvelle-Angleterre et du New-York composeraient un corps d'armée formidable, avec lequel le général Heath pourrait au moins jeter l'alarme dans l'île Longue. Il reçut l'ordre de descendre jusqu'au King'sbridge, de s'emparer des vivres et des fourrages dont avait besoin l'ennemi, et, s'il y avait quelque apparence de succès, d'attaquer les forts qui étaient considérés comme les clefs de l'île. On espérait que, craignant pour la sûreté de New-York, le général de l'armée britannique, ou prendrait le parti d'évacuer entièrement les deux Jersey, retraite qu'il ne pourrait exécuter sans que son armée eût beaucoup à souffrir du manque de vivres, de fourrage et sur-tout de bois, au milieu d'un hiver rigoureux, ou qu'il affaiblirait tellement ses postes de Bruns-

wick et d'Amboy, qu'il procurerait au général Washington la facilité de l'attaquer avec succès. On se flattait, si ce dernier espoir était trompé, et si l'ennemi conservait toujours le même nombre de troupes dans le Jersey, qu'il ne serait pas impossible d'avoir de grands avantages dans les îles d'York ou dans l'île Longue.

Conformément à ce plan, le général Heath marcha vers l'Ouest-Chester, et somma le fort Indépendance de se rendre; mais la garnison étant déterminée à défendre la place, le conseil de guerre jugea qu'il ne convenait pas de livrer un assaut, seulement avec des corps de milice. Comme on reçut avis de l'embarquement des troupes anglaises qui avaient été envoyées dans le Rhode-Island, et que le général Heath pensa qu'elles pourraient venir le prendre en queue, il se retira dans les montagnes sans avoir rien effectué. Un corps de milice du Connecticut, commandé par le général Wooster, et quelques troupes de celle du New-York, qui étaient sous les ordres du colonel Rensalaer, furent laissés en arrière pour enlever le fourrage et le bétail qui se trouvaient en quantité dans le pays, et dont l'ennemi avait un si pressant besoin. Vers le même tems, on abandonna aussi une expédi-

tion que le général Spencer avait projetée contre Rhode-Island, où les anglais avaient réuni environ quatre mille hommes. Il s'était proposé de débarquer près du lac de Howland, sur une partie de l'île qui s'avance en pointe et est commandée par les hauteurs de la rive opposée, sur laquelle les américains avaient placé une batterie; mais le général Washington avait ordonné de ne faire cette tentative qu'au cas où le succès serait presque infaillible; et comme les troupes réglées qui se trouvaient dans les états de l'est avaient été envoyées à Tyconderoga, on crut que ce serait trop hasarder que de faire une pareille entreprise, uniquement avec de la milice.

Cependant il y avait peu de jours qui ne produisît quelque escarmouche entre les deux armées ennemies. Les anglais ne pouvaient avoir du fourrage qu'au moyen de partis très-forts, qui néanmoins étaient souvent attaqués avec avantage, et auxquels on enlévait beaucoup de chevaux. La disette qui régnait dans le camp des troupes britanniques se lisait sur le visage des soldats. On faisait fréquemment des prisonniers à l'ennemi; et ces succès, petits, mais réitérés, animaient le courage des citoyens. Ceux-ci supposaient qu'aussitôt qu'il serait possible à leur armée de tenir la

campagne ; les anglais seraient forcés de chercher leur sureté sur leurs vaisseaux. Cependant la position du général Washington, qu'heureusement il parvenait à cacher, en grande partie, à ses propres compatriotes et à l'ennemi, était des plus critiques. Souvent des corps de milice l'abandonnaient avant d'être remplacés par d'autres, et le laissaient dans un état de faiblesse qui exposait extrêmement ses postes. Ce n'était pas là le seul inconvénient qui résulta de cette mobilité. Les soldats emportaient les armes et les couvertures qu'on ne leur avait livrées que pour s'en servir à l'armée, et les objets dont on devait avoir le plus besoin, étaient ainsi pillés d'avance.

Au milieu de ces embarras, le commandant en chef apprit que l'armée britannique allait recevoir des renforts de Rhode-Island, et que le mouvement du général Heath n'avait pas eu l'effet qu'on avait désiré. Ses craintes pour Philadelphie se renouvelèrent. En conséquence, il donna ordre à Heath de venir le joindre sans retard, avec toutes les troupes de la Nouvelle-Angleterre, à l'exception seulement de celles qui seraient strictement nécessaires pour garder les passages des montagnes. Il fit aussi de fortes réquisitions de

milice aux états dont il était environné, et principalement au New-Jersey. Pour prévenir les objections qu'auraient pu faire ceux qui avaient prêté serment de fidélité à S. M. B., il avait, vers la fin du mois de janvier 1777, fait une proclamation par laquelle il les avait relevés de ce serment, et requis de se rendre à son quartier-général, ou à celui du commandant dont ils étaient les plus proches, pour s'y soumettre à l'autorité des Etats-Unis. Cette mesure eut tout le succès qu'on en pouvait attendre. La plupart des citoyens firent en foule le serment prescrit; mais il ne fut pas possible d'engager le corps législatif du New-Jersey à passer un acte pour contraindre la milice à prendre les armes.

Toutefois le mouvement que Washington avait craint, non sans raison, ne s'effectua point; et la guerre ne se fit que par escarmouches dans le Jersey, durant l'hiver. L'armée anglaise perdit plus, dans ces rencontres, qu'elle n'avait fait à Trenton et à Princeton, et l'on espéra que, manque de fourrage, sa cavalerie et ses chevaux de trait ne pourraient lui être d'une grande utilité, à l'ouverture de la campagne.

Cette petite guerre, la seule qu'on put faire alors, ne répondait pas à l'espoir qu'avait

conçu le commandant en chef. Le caractère entreprenant de Washington lui permettait difficilement de demeurer dans l'inaction à laquelle le condamnait la faiblesse de son armée. Il s'était flatté d'avoir à sa disposition des forces qui le mettraient en état de battre l'ennemi pendant l'hiver, et d'arrêter les grands efforts que l'on pensait devoir être faits pour opérer la conquête des Etats-Unis, dans le cours de l'été suivant.

Toutes les nouvelles reçues d'Europe concouraient à démontrer combien était fausse l'espérance que la Grande-Bretagne renoncerait à la guerre. Le ministère n'avait jamais disposé d'un plus grand nombre de voix dans le parlement, et le corps de la nation paraissait déterminé à faire usage de toute sa puissance, pour rejoindre, par la force, à l'empire britannique, des colonies que l'on considérait toujours comme des provinces en état de révolte. On reconnut donc pleinement, en Amérique, quelle était l'importance d'anéantir l'armée anglaise, avant qu'elle pût être renforcée, ou du moins de la contraindre à se diviser; et le général Washington fit, près des gouvernemens particuliers qui possédaient la réalité du pouvoir souverain, les plus grands efforts pour avancer le recrutement,

et pour rassembler les nouvelles levées en nombre assez grand, pour qu'elles lui procurassent les moyens d'attaquer l'ennemi avec succès, soit dans le Rhode-Island, soit dans le New-York ou dans le New-Jersey.

Le congrès prit aussi, à la prière du commandant en chef, plusieurs résolutions qui avaient pour objet de faciliter l'exécution des desseins de Washington. Il l'autorisa à tirer de Peeks-Kill, les troupes de l'est qui devaient être remplacées par la milice de New-York. Il requit les conseils exécutifs du New-Jersey et de la Pensylvanie, de faire marcher, l'un toute sa milice, et l'autre, seulement les corps les plus voisins de l'armée américaine. Ces résolutions furent transmises au commandant en chef, dans une lettre qui contenait l'expression des ardens desirs du congrès, et l'espoir qu'il avait de les voir bientôt réalisés. Mais, pour qu'ils le fussent, il fallait des forces bien supérieures à celles qu'il mettait à la disposition de son général.

Les mesures que prirent les divers états pour la nomination des officiers de leurs contingens, furent telles, qu'elle ne s'acheva qu'au printems; et même alors, il restait encore à décider de vives contestations au sujet des rangs. Les maux qu'avaient souf-

ferts les troupes, et la mortalité qui avait été le résultat de leurs fatigues, et probablement aussi, jusqu'à un certain point, l'effet de la mauvaise administration des hôpitaux militaires, qui étaient le tombeau des malades, rebutaient du service. Cet enthousiasme, qui, au commencement de la contestation, animait tant de citoyens, s'était presqu'entièrement refroidi; et le peu de proportion qu'il y avait entre le prix d'un engagement pour trois ans ou pour toute la durée de la guerre, et la somme qu'on payait pour se faire remplacer dans la milice, pendant un espace de tems assez court, nuisait infiniment aussi au recrutement [1]. Cette opération ne fit donc que des progrès très-lents, et le commandant en chef, au lieu d'exécuter les grands desseins qu'il avait conçus, craignit vivement que, malgré la saison, l'ennemi ne forcât les positions de l'armée américaine, ne passât la Delaware sur la glace, et ne marchât droit à Philadelphie.

[1] Les réquisitions que l'on faisait à la milice fatiguaient extrêmement un grand nombre de citoyens; et sans donner une force réelle à l'armée, elles causaient un grand surcroit de dépense. Dans les états où elles étaient le plus fréquentes, on craignit que les travaux de l'agriculture n'en fussent interrompus.

Le général Washington ayant ainsi perdu l'espoir de rassembler en hiver assez de forces pour accabler l'armée anglaise, et terminer promptement la lutte, s'occupa presque exclusivement du soin de soutenir la guerre pendant la campagne suivante.

Comme le congrès n'avait, pour compléter les régimens, d'autre droit que celui de faire des recommandations, et que les troupes devaient être levées principalement par les gouvernemens particuliers, ceux-ci eurent recours à divers expédiens, pour substituer d'autres motifs à celui sur lequel on avait trop compté. Les états de la Nouvelle-Angleterre où la vente des prises et plusieurs autres causes avaient introduit des espèces métalliques, et dans lesquels la baisse du papier-monnaie émis par le congrès, avait été, par conséquent, plus forte que dans les autres parties de l'Union, prirent de nouveau la résolution d'indemniser leurs troupes, en leur assurant une haute paye. Les représentations du général Washington les y firent renoncer, mais ils persistèrent dans la détermination de faciliter le recrutement, en ajoutant à la somme fixée pour chaque engagement. Toutefois cette mesure ne produisit pas l'effet que le commandant en chef en avait attendu lui-

même. Les rangs des divers corps ne se garnissaient que lentement ; et, chaque jour, il paraissait plus évident, que si l'on n'employait des moyens plus efficaces pour la renforcer, l'armée américaine serait inférieure en nombre à celle de l'ennemi. Le Massachussetts et le Connecticut étaient divisés en districts, chacun desquels fut requis de fournir un homme ; et il fut décidé que faute de présenter, à une époque fixée, un soldat enrôlé pour trois ans, ou pour toute la durée de la guerre, on contraindrait à servir, jusqu'au premier du mois de janvier suivant, un de ceux qui étaient les plus propres à porter les armes. Ce parti fut approuvé par le général Washington, qui le considéra comme le meilleur que l'on pût prendre alors.

Dans la Virginie, où les enrôlemens ne se faisaient non plus qu'avec une peine extrême, le conseil exécutif proposa de compléter les régimens par des volontaires qui seraient engagés pour six mois. Ce projet fut soumis au commandant en chef, qui refusa d'y donner son approbation. Il le remplaça par quelques autres moyens, qui, vers la fin de la guerre, formèrent la base des expédiens auxquels on eut recours pour fournir les contingens.

Plus l'ouverture de la campagne approchait, plus se multipliaient les inconvéniens qui résultaient de l'organisation des troupes américaines. Comme chaque état avait à craindre l'invasion, et que l'ennemi, qui était maître de la mer, pouvait à son gré transférer le théâtre de la guerre dans toutes les parties de l'Union, le soin de pourvoir à la sureté de leur propre territoire, était ce qui occupait le plus les gouvernemens particuliers. Malgré le parfait accord de l'ensemble, l'esprit ordinaire aux confédérations ne pouvait manquer d'agir jusqu'à un certain point; mais le patriotisme des citoyens, et la confiance sans bornes qu'on accordait au commandant en chef, prévinrent les fâcheux effets qu'il pouvait produire. Washington fit sentir aux gouverneurs les grands avantages que la possession de Philadelphie ou celle des montagnes dont l'Hudson baigne la base, donnerait à l'ennemi, et leur fit part des puissantes raisons qui le portaient à croire que, durant la prochaine campagne, l'armée britannique tenterait de s'emparer d'un de ces postes. Il représenta que l'armée continentale, lors même que toutes ses forces seraient réunies, suffirait à peine à la défense de ces importantes positions, et que si on l'affaiblissait par des détachemens

destinés à couvrir toute place exposée aux insultes de la flotte britannique, cette armée ne pourrait effectuer aucun des grands objets dont dépendait la continuation de la guerre. Il disait enfin que, quoique les anglais pussent tenir les côtes en alarme, et opérer quelques débarquemens partiels, il n'était pas probable que leur général se proposât d'occuper à la fois plusieurs parties du territoire de l'Union, parce que, selon toute apparence, une pareille division de ses forces ferait échouer tous les projets qu'on devait lui supposer.

Ces représentations ne furent pas infructueuses, et l'on renonça, quoiqu'à regret, à la résolution de retenir des régimens de troupes réglées pour la défense de chaque état. Cependant les réquisitions faites à la milice devinrent si accablantes, que les citoyens désirèrent généralement qu'on eût recours à quelque expédient pour les délivrer d'un tel fardeau. Il s'en offrait un d'abord: c'était de lever quelques régimens de troupes réglées, qui seraient exclusivement sous les ordres de l'état auquel ils appartiendraient. Le général Washington crut devoir combattre ce projet; mais tout son crédit ne put que faire suspendre une mesure dont il appréhendait les suites les plus fâcheuses; et lorsque

les régimens de nouvelle levée se furent mis en marche pour le rejoindre, les divers états furent tellement effrayés de n'avoir que de la milice pour repousser les invasions que pourrait tenter l'ennemi, qu'ils résolurent tous de former des corps de troupes réglées pour leur défense particulière.

Le premier soin du général Howe, à l'approche du printems, fut d'enlever aux américains les faibles magasins de munitions de guerre et de bouche qu'ils avaient formés pour la campagne suivante. On les avait placés, comme en lieu de sûreté, dans les montagnes de l'Hudson. Sur le bord de cette rivière, se trouve, à-peu-près à cinquante milles de New-York, un lieu peu important, appelé *Peeks-Kill*, où l'on avait construit des moulins, et où l'on tenait ordinairement un petit corps de troupes. C'était-là que l'officier qui commandait dans les environs, faisait sa résidence, et qu'était le dépôt des munitions qu'on distribuait entre les différens postes de la division. De ce lieu partaient aussi quelquefois des détachemens pour couvrir le pays, ou pour fourrager du côté de New-York. Le général Heath, ayant été chargé du commandement de Boston, avait eu le général Macdougal pour successeur, dans celui de Peeks-

Kill. La défense de ce poste était confiée à la milice. Tantôt il s'y trouvait trois ou quatre mille hommes de garnison, tantôt il n'y en avait que trois ou quatre cents au plus. Le général Howe qui croyait que les magasins qu'on y avait faits étaient plus considérables qu'ils ne l'étaient réellement, résolut de le faire attaquer, lorsque les glaces n'empêcheraient plus la navigation.

Le 23 mars 1777, cinq cents hommes commandés par le colonel Bird, furent embarqués et remontèrent la rivière du Nord ou d'Hudson, sous le convoi d'une frégate et de quelques vaisseaux armés. Macdougal qui ne pouvait alors réunir autour de lui, plus de deux cent cinquante hommes, fut averti à tems de l'approche de l'ennemi, et s'efforça de transférer en lieu de sûreté les magasins. Avant qu'il eût pu effectuer ce dessein, les anglais parurent. Hors d'état de faire résistance, il mit le feu aux baraques et aux munitions qui lui restaient, et se retira à deux milles de distance, dans le pays montueux situé derrière Peeks-Kill. Avant de retourner à New-York, l'ennemi acheva de détruire toutes les munitions. Deux mille hommes de milice du Connecticut ayant été réquis de se mettre en marche, mille d'entr'eux arrivèrent

à Pecks-Kill, et en prirent possession peu de tems après l'incendie.

On avait formé à Danbury, sur la limite occidentale du Connecticut, vers la partie montagneuse de l'état de New-York, de grands dépôts de munitions de guerre. Quoique cette ville ne fût qu'à vingt milles du détroit de l'île Longue, le pays qui l'en séparait était si difficile, les troupes de la Nouvelle Angleterre la traversaient si souvent, et l'on avait tant de confiance dans le zèle de la milice des environs, qu'on avait cru en sûreté les magasins qu'on y avait faits. Le général Washington avait ordonné d'y envoyer, tant pour les y faire inoculer que pour la défense de la place, toutes les recrues du Connecticut. Ces obstacles n'empêchèrent pas l'ennemi de projeter une expédition contre Danbury. Il y employa deux milles hommes, commandés en chef par le gouverneur Tryon, major-général des troupes provinciales au service de la Grande-Bretagne; et en second, par les brigadiers-généraux Agnew et sir William Erskine.

Le 25 du mois d'avril (1777), la flotte parut sur la côte du Connecticut; et dans la soirée, les troupes débarquèrent sans opposition à Campo, entre Fairfield et Norwalk. Le général Silliman qui était dans les environs, fit

sur-le-champ répandre l'alarme, et convoqua toute la milice. L'ennemi s'avança, presque sans trouver d'obstacles, et arriva, le lendemain, sur les dix heures du matin, à Danbury, dont il incendia les maisons, ainsi que les magasins. A l'approche des anglais, le colonel Huntingdon se retira avec cent cinquante hommes de milice et de troupes réglées, sur une hauteur voisine, où il attendit les renforts qu'on préparait de tous côtés. Le général Arnold était aussi dans le pays où il dirigeait les opérations du recrutement. Il joignit à Reading le général Silliman, qui avait rassemblé dans ce poste, environ cinq cents hommes de milice. Le général Wooster qui était alors retiré du service de la confédération, mais qui avait été nommé major-général de la milice du Connecticut, se réunit aux généraux Arnold et Silliman ; et, malgré une forte pluie, ces officiers et leurs troupes se rendirent à Bethel, lieu situé à huit milles de Danbury. Ils s'y arrêtèrent; et le jour suivant, ayant appris, dès le matin, que l'ennemi faisait retraite, après avoir détruit la ville et les magasins, ils divisèrent leurs troupes. Wooster, avec environ cinq cents hommes, atteignit l'arrière-garde des anglais, sur le front desquels Arnold qui avait aussi

cinq cents hommes sous ses ordres, prenait position à Ridgefield. Le premier attaqua l'ennemi avec beaucoup de vivacité, sur les onze heures du matin; et il s'ensuivit une rude escarmouche où il fut mortellement blessé [1], et dans laquelle ses troupes furent forcées de plier. Les anglais s'avancèrent ensuite vers Ridgefield. Arnold y était déjà retranché dans une forte position, bien résolu à disputer le passage. Après une action très-vive, il fut contraint de quitter le champ de bataille; et hors d'état de rallier ses troupes, il fit retraite sur Pangatruck, à trois milles à l'est de Norwalk. L'ennemi passa la nuit à Ridgefield, où il mit aussi le feu; et à la pointe du jour, il continua sa marche. Arnold qui était alors parvenu à réunir sous ses ordres, plus de mille hommes, parmi lesquels il y avait des compagnies de troupes réglées et de l'artillerie, le joignit à onze heures, et escarmoucha continuellement jusqu'à cinq heures de l'après-midi, que les anglais gagnèrent une colline, et s'arrêtèrent, leurs vaisseaux étant mouillés à peu de distance. Les américains les y assaillirent avec intrépidité; mais ils furent repoussés et mis en

[1] Le congrès ordonna qu'il serait élevé un monument funèbre à la mémoire de cet officier.

désordre. Profitant de cet avantage, les ennemis se rembarquèrent sur-le-champ, et retournèrent à New-York.

La veille du jour où les anglais débarquèrent à Campo, douze navires qui avaient des troupes à bord, remontèrent l'Hudson, et mouillèrent au-dessus du bac de Dobb, où les retint un vent de nord très-violent. Macdougal apprit en même tems que le gouverneur Tryon marchait contre Danbury, et dans la nuit du 27, il partit de Peeks-Kill avec douze cents hommes, dans le dessein de lui couper la retraite. Ayant continué sa marche toute la nuit, il arriva, le lendemain à dix heures du matin, à Bedford, ville située à peu de distance de la route qui conduit de Ridgefield à Norwalk. Il y apprit la retraite précipitée de Tryon, et désespérant de l'atteindre, il retourna à Peeks-Kill, poste trop important pour qu'il pût s'en tenir éloigné long-tems. S'il avait pu arriver à Ridgefield, avant que l'ennemi l'eût quitté, la position des anglais eût été vraiment critique. On prétend que lorsqu'ils regagnèrent leurs vaisseaux, ils avaient épuisé toutes leurs munitions de guerre, quoique chaque fusilier eût recu soixante cartouches. Le nombre de leurs blessés, de leurs morts et de ceux qu'on ne revit plus, fut de cent soixante et

dix hommes en tout. Le général anglais représenta comme beaucoup plus considérable la perte des américains, qui eux-mêmes ne la portèrent qu'à cent hommes, en y comprenant les tués et les blessés. Au nombre des premiers furent le général Wooster, le lieutenant colonel Gould, et un autre officier d'état-major. Plusieurs officiers d'un grade inférieur, et des volontaires périrent aussi; et ce fut le résultat du danger auquel sont exposés les plus braves, lorsqu'ils sont à la tête de troupes indisciplinées.

Il y avait dans les magasins de Danbury, des munitions de guerre, des médicamens et autres objets, pour de fortes sommes. La perte la plus sensible fut celle d'environ mille tentes. Il fut impossible de trouver dans tous les Etats-Unis assez de toile pour les remplacer toutes.

On peut douter que l'ennemi ait retiré un grand avantage de cette expédition. L'incendie de Danbury et de Ridgefield accrut l'indignation publique. L'opposition que les anglais trouvèrent dans un pays où ils arrivèrent inopinement, dans un pays dont une partie de la milice était allée au secours des états voisins, et la vîtesse avec laquelle un corps de deux mille hommes, qui n'avait pas fait plus de vingt milles fut forcé de se rem-

barquer, prouvèrent combien il serait difficile d'entamer le continent de la Nouvelle Angleterre. Un des objets de l'expédition fut, dit-on, de rendre le courage aux amis de l'ancien gouvernement, dans cette partie de l'état de Connecticut, qui avoisine celui de New-York, et de leur procurer l'occasion de se réunir en sûreté sous les drapeaux du roi. Si les anglais conçurent cet espoir, il fut entièrement trompé.

Les américains prirent bientôt leur revanche. L'ennemi était occupé depuis quelque tems, à rassembler du fourrage et des vivres, à l'extrémité orientale de l'île Longue. On croyait que les vaisseaux de guerre qui traversaient continuellement le détroit, mettaient suffisamment cette partie de l'île en sûreté; et en conséquence, des magasins formés à Sagg-Harbour [1], n'avaient pour toute garde qu'une compagnie d'infanterie et une goëlette de douze canons. Le général Parsons qui commandait à New-Haven, de nouvelles levées du Connecticut, jugeant qu'il serait possible d'éviter les croisières de l'ennemi, et de surprendre Sagg-Harbour, confia l'entreprise au lieutenant-colonel Meigs, brave officier, qui accompagnait Arnold, lorsque celui-ci marcha contre Quebec, et avait été

[1] Port de Sagg.

fait prisonnier, lors de l'attaque de cette ville par Montgommery. Meigs embarqua environ deux cent trente hommes sur treize bateaux de pêcheurs, et rangea la côte jusqu'à Guilford, d'où il devait traverser le détroit. Il fut retenu quelque tems dans ce lieu, par la violence des vents et par une grosse mer. Le 23 mai, à une heure après-midi, il fit rembarquer cent soixante et dix hommes de son détachement, et s'avança dans le détroit, sous le convoi de deux sloops armés, jusqu'à la division septentrionale de l'île, près de Southold. Une profonde baie entrecoupe l'extrémité orientale de l'île Longue. Il y avait eu, sur le côté nord de cette baie, un petit parti de fourrageurs, que l'on s'était aussi proposé d'attaquer, mais qui s'était retiré à New-York deux jours avant l'arrivée de Meigs. Celui-ci ayant appris qu'on n'avait pas encore enlevé les magasins qu'il était chargé de détruire, fait sur-le-champ transporter ses bateaux par terre, l'espace d'environ quinze milles, jusqu'à une baie où les troupes s'embarquèrent. A deux heures du matin, elles abordèrent à-peu-près à quatre milles de Sagg-Harbour, qu'elles enlevèrent ensuite par surprise et à la baïonnette. En même tems une division du détachement s'empara de la goëlette et des

navires où était déposé le fourrage destiné à l'armée britannique. On y mit le feu, et ils furent entièrement consumés. On tua six hommes à l'ennemi, et on lui fit quatre-vingt-dix prisonniers ; et quelques autres anglais s'échappèrent à la faveur de la nuit. Meigs reprit la route de Guilford, sans avoir perdu un seul homme ; et le congrès ordonna qu'il serait présenté de sa part, une épée à cet officier, comme un témoignage de la bonne conduite qu'il avait tenue dans cette expédition.

Le desir que les divers états avaient de retenir entre leurs limites respectives, leur milice et une partie des forces levées pour la défense commune, n'était pas uniquement ce qui contrariait le plan que le général Washington avait formé pour la prochaine campagne. Le congrès, vivement inquiet pour la sûreté du lieu de ses séances, adopta diverses résolutions portant, qu'à l'instant même il serait formé sur la rive occidentale de la Delaware, un camp où se réuniraient, en toute diligence, les troupes réglées qui se trouvaient à Philadelphie, ainsi que celles du sud et de l'ouest, qu'on attendait alors ; et qu'il serait recommandé au conseil exécutif de la république de Pensylvanie, de tenir trois mille

hommes de milice prêts à se rendre au premier ordre dans ce même camp. Ces résolutions furent transmises à Washington, à qui l'on fit savoir en même tems que le congrès, en déclarant qu'il serait formé un camp à l'ouest de la Delaware, ne s'était proposé de détourner de leur marche, les troupes destinées à renforcer l'armée qui était sous son commandement, qu'autant qu'il approuverait cette mesure.

Le commandant en chef s'était déjà déterminé au sujet de la position qu'il ferait prendre à son armée, lors de l'ouverture de la campagne. Il était convaincu que, tandis que le général Burgoyne s'efforcerait de s'emparer de Tyconderoga pour s'avancer jusqu'à l'Hudson, ou se réunirait par mer à l'armée anglaise qui était à New-York, le général Howe tenterait, soit de remonter cette rivière pour se rendre maître des forts et des montagnes occupés par les américains, soit d'attaquer la ville de Philadelphie. Washington était assuré que l'un ou l'autre plan serait adopté; mais il ne pouvait savoir quel serait le premier objet des opérations de l'armée britannique. En conséquence, il avait résolu de prendre position sur des hauteurs, dans le Jersey, un peu au nord de la route qui conduit

par Brunswick à Philadelphie. Placée là, son armée pouvait, tout comme si elle se trouvait à l'ouest de la Delaware, protéger la capitale de la Pensylvanie, et couvrir en même tems une grande partie du Jersey. Enfin cette position offrait de plus à Washington, l'avantage de pouvoir se transporter avec la plus grande facilité, dans le pays montagneux que traverse l'Hudson, si les opérations de l'ennemi l'y forçaient. Son armée étant trop faible pour être divisée, il demanda que si l'on ne renonçait pas à établir un camp sur la rive occidentale de la Delaware, du moins on ne le fît occuper que par de la milice, et que les troupes à la solde de l'Union eussent ordre de faire toute la diligence possible pour le rejoindre dans le Jersey.

Dans l'incertitude où il était sur le point que l'ennemi attaquerait d'abord, le commandant en chef reconnut la nécessité de faire des dispositions qui pussent procurer aux différentes parties de son armée l'avantage de se soutenir réciproquement. Il résolut de partager les troupes du nord, y compris celles de l'état de New-York, entre Tyconderoga et Peeks-Kill. Celles du Jersey et des états situés au sud jusqu'à la Caroline, durent être rassemblées dans la première de ces contrées. Les

troupes des états plus méridionaux encore, furent autorisées à demeurer dans leur pays pour le défendre, vu sa faiblesse naturelle. Au cas où l'armée anglaise, qui était dans le Canada, ferait sa jonction par mer avec celle qui se trouvait à New-York, les troupes américaines du Jersey devaient se réunir promptement, soit pour la défense des montagnes de l'Hudson, soit pour celle de Philadelphie. Si Burgoyne attaquait Tyconderoga par les lacs, dans le dessein de gagner Albany, et de commander le cours de l'Hudson, les troupes de Peeks-Kill devaient être à portée d'envoyer des secours à l'armée du nord.

Ces arrangemens faits, et les troupes de nouvelle levée, qui toutes avaient été inoculées, étant arrivées, le camp de Morristown fut levé, les détachemens furent rappelés, et l'armée s'établit à Middlebrook, derrière une forte chaîne de montagnes, à peu de distance de la Raritan, au nord de la route qui conduit à Philadelphie, et à près de dix milles de Brunswick. Le général Washington s'y transporta le 28 du mois de mai 1777.

Ce camp, dont l'approche était naturellement très-difficile, fut entouré de retranchemens, et l'on construisit divers ouvrages sur les points qui paraissaient les plus acces-

sibles. Les hauteurs qui étaient en avant dominaient le cours de la rivière de Raritan, ainsi que la route de Philadelphie, les collines des environs de Brunswick et une grande partie du pays compris entre cette dernière ville et Amboy. A ce moyen on pouvait découvrir les mouvemens les plus importans de l'ennemi.

Les troupes mises en campagne par les américains, avaient besoin de l'avantage que peuvent procurer de fortes positions et la continuelle vigilance des chefs. Par un rapport du 21 mai, il paraît que, non compris la cavalerie et l'artillerie, toute l'armée réunie dans le Jersey ne se montait qu'à huit mille trois cent soixante et dix-huit hommes, dont plus de deux mille étaient malades. Si les troupes qui la composaient avaient été bien disciplinées, on eût pu du moins compter sur elles pour la défensive; mais plus de la moitié [1] n'avaient point été exercées et ne s'étaient jamais trouvées en face de l'ennemi. En outre, la plupart des soldats, sur-tout ceux des états du centre, étaient ou des étrangers ou des domestiques, dont l'attachement à la cause de

[1] L'extrême dureté du service, et peut-être le mauvais état des hôpitaux, avaient causé la mort de plus des deux tiers des soldats qui avaient fait la campagne précédente, et s'étaient enrôlés pour plus d'un an.

l'Amérique n'était pas très-sûr. Pour mettre cette circonstance à profit, le général Howe avait promis de payer à chaque déserteur de l'armée américaine, une assez forte somme qui devait s'accroître encore en faveur de celui qui apporterait ses armes. Le général Washington, pour déconcerter, du moins en partie, ce projet, pressa le congrès d'accorder tous les droits de citoyens aux domestiques enrôlés dans l'armée de l'Union, et de donner une amnistie à tous les américains qui renonceraient au service de l'ennemi. Ces recommandations furent, comme toutes celles qui venaient du commandant en chef, prises en considération par le congrès qui, sur-le-champ, passa les actes qu'elles avaient pour objet.

Comme il était probable que l'ennemi opérerait un mouvement pour attaquer Philadelphie, ce n'était pas une des parties les moins importantes du plan de campagne, de former sur la rive septentrionale de la Delaware, une armée de milice, que renforceraient quelques corps de troupes réglées, et qui serait commandée par un officier expérimenté. Arnold fut choisi pour remplir ce poste de confiance.

Le général Sullivan fut mis en observa-

tion à Princeton, avec plusieurs corps de milice du Jersey, et avec des corps de troupes au service de la confédération, dont le nombre s'accroissait par l'arrivée des recrues du sud. Il lui fut recommandé d'être toujours prêt à faire passer son bagage et ses munitions en lieu de sureté, et à prendre lui-même une position où sa gauche ne pût être tournée si facilement, et d'où il lui fût possible de harceler l'armée anglaise lorsqu'elle serait en marche. Il devait maintenir avec soin sa communication avec le camp de Middlebrook. On lui avait prescrit sur-tout de n'engager aucune action qui fût de nature à exiger les efforts de tout son détachement. On prit aussi des mesures pour que la milice du Jersey pût se mettre en marche lorsqu'on aurait recommencé les hostilités. Elle devait non-seulement renforcer l'armée principale, mais parcourir le pays pour faire de petites escarmouches sur le flanc de l'ennemi.

La première et la plus importante opération que le général Howe eût projetée pour la campagne de 1777, était de se rendre maître de Philadelphie. Il avait été question de suivre de nouveau le plan qui avait été exécuté en partie l'année d'auparavant, et qui consistait à traverser le Jersey, et, après

avoir assuré la soumission de cet état, à passer la Delaware sur un pont volant que les troupes auraient préparé pendant l'hiver, et qu'elles eussent transporté avec elles. On supposait que si, pendant cette tentative, l'armée royale pouvait engager avec les américains une action générale sur un terrain qui ne lui fût pas désavantageux, elle serait assurée de la victoire; et que si Washington, évitant le combat et chassé en avant, était contraint d'effectuer le premier le passage de la même rivière, cette armée arriverait certainement au but auquel on voulait la faire atteindre.

Si l'ennemi avait repris les hostilités au commencement de la saison favorable aux opérations militaires, et avant que les troupes américaines se fussent rassemblées, il eût probablement exécuté, sans rencontrer beaucoup d'obstacles, le projet qu'il avait formé; mais les tentes et les autres équipages que les anglais attendaient d'Europe, n'arrivèrent que sur la fin du mois de mai; et par ses efforts redoublés, le général Washinton parvint à réunir les diverses parties de son armée, et même à fortifier jusqu'à un certain point les hauteurs de Middlebrook, avant que les troupes britanniques se fussent mises en mouvement. On ne pouvait l'attaquer dans une position si avan-

tageuse, sans s'exposer à de si grandes pertes, que la victoire même eût eu les suites d'une défaite. Il n'était pas moins dangereux de tenter le passage de la Delaware, à l'ouest de laquelle une autre armée américaine était campée, et de laisser en même tems en arrière celle qui était sous le commandement de Washington. Il fallait donc chercher un autre moyen auquel on pût avoir recours, si ce général persistait à conserver sa position.

Les deux grandes baies de Delaware et de Chesapeak, qui s'enfoncent si loin dans l'intérieur du pays, et dont chacune pouvait contenir en sûreté toute la flotte et la faire coopérer avec les troupes de terre, qu'il était facile de débarquer sur un point, d'où quelques jours de marche suffiraient pour les conduire à Philadelphie sans qu'elles eussent à traverser aucune rivière, ni à surmonter d'autre obstacle que celui qui leur serait opposé par l'armée américaine, forcée de combattre, quel que fût le terrain, suggérèrent au général Howe l'idée de s'avancer par eau, s'il lui était impossible de faire lever le camp de Middlebrook à Washington. Ayant tracé son plan et reçu d'Europe quelques renforts, il fit sortir du New-York, au commencement du mois de juin, celles de ses troupes qui étaient des-

tinées à tenir la campagne; et elles entrèrent dans le Jersey, où bientôt il les suivit. Ayant placé une garde à Amboy, il rassembla son armée à Brunswick, et fit des dispositions qui annonçaient le dessein de s'avancer vers la Delaware, pour marcher ensuite contre Philadelphie. Le général Washington s'étant persuadé que l'ennemi ne méditait aucune entreprise du côté de l'Hudson, et se croyant trop faible, soit pour agir contre l'armée anglaise, soit pour défendre son propre camp, ordonna aux troupes réglées réunies à Peeks-Kill de venir promptement à son secours. Il en excepta cependant deux mille hommes, qui, avec la coopération de la milice, furent jugés suffisans pour garder les défilés des montagnes. On forma en même tems un corps de chasseurs, dont le commandement fut confié au colonel Morgan, qui s'était distingué dans le malheureux assaut de Quebec. Cet officier eut ordre de prendre position au pont de Vanvigton, qui est construit sur la Raritan, presque à la jonction de cette rivière avec la Millstone, et de surveiller le flanc gauche de l'armée britannique, ainsi que tous les mouvemens des petits corps que cette armée pourrait jeter en avant. Il était aussi spécialement chargé de tenir l'œil ouvert sur les

chemins qui conduisent de Brunswick à Millstone et à Princeton, et sur tout le pays qu'il fallait traverser, soit pour se rendre à Philadelphie, soit pour tourner la droite de l'armée de Middlebrook, ou pour attaquer le général Sullivan. Enfin, il devait saisir toute occasion qui se présenterait de tomber sur le flanc de l'ennemi, et le fatiguer le plus qu'il serait possible; mais ce qui lui était enjoint le plus particulièrement, était de ne pas se laisser environner ni couper la retraite vers le gros de l'armée. Quant à Sullivan, il lui fut ordonné de changer de position et d'occuper les hauteurs de Rocky-Hill, pour plus de sûreté.

L'armée britannique laissant à Brunswick deux mille hommes commandés par le général Mathews, s'avanca sur deux colonnes, le 14 du mois de juin, de grand matin, vers la Delaware. La tête de la première colonne qui était sous les ordres du lord Cornwallis, fut dès la pointe du jour à Sommerset-Court-House, à neuf milles du point d'où elle était partie. La seconde que commandait le général de Heister, parut à-peu-près en même tems à Middlebush, lieu situé entre Sommerset-Court-House et Brunswick, sur un chemin qui se trouve à l'est de celui qu'avait pris le

lord Cornwallis. Sir William Howe déclara dans ses dépêches, que ce mouvement avait eu pour objet d'engager le général Washington à quitter son camp de Middleboorg, à s'avancer vers la Delaware, et à livrer un combat sur un terrain moins avantageux que celui qu'il occupait. Mais le commandant de l'armée américaine connaissait trop bien l'importance de sa position, pour qu'il fût possible de la lui faire quitter. A la première nouvelle que l'ennemi était en marche, il rangea toute son armée en bataille sur les hauteurs qui étaient en avant de son camp. Ses troupes demeurèrent toute la journée sous les armes; et elles reposèrent, pendant la nuit, sur le terrain qu'elles avaient à défendre. En même tems, la milice du Jersey, avec un empressement qu'elle n'avait pas montré jusqu'alors, obéit à la réquisition qui lui avait été faite, de prendre les armes, et se joignit principalement au général Sullivan, qui s'était retiré derrière les collines de Sourland, vers Flemingtown, où se rassemblait une assez forte armée.

Le général Washington avait résolu de ne pas s'avancer en rase campagne, soit du côté de l'ennemi, soit vers la Delaware. D'ailleurs, la position que sir William Howe avait prise,

n'était pas d'un facile accès. L'armée britannique était couverte à droite et en avant, par la rivière de Raritan, et à gauche par celle de Millstone. Aucune partie n'en était exposée. Le général anglais paraissait n'avoir eu en vue que d'alarmer le commandant de l'armée américaine, au sujet de Philadelphie, et de le repousser ainsi vers la Delaware, pour en défendre le passage. Il y avait peu de doute que s'il parvenait à tirer Washington de la position de Middlebrook, il ne s'engageât une action générale, dont l'armée anglaise sortirait victorieuse. Cependant les motifs qui avaient décidé le général Howe à ne pas traverser le Jersey, en laissant l'armée américaine dans toute sa force derrière lui, avaient déterminé son adversaire à lui permettre de s'avancer, s'il le voulait, vers la Delaware, et à se borner à le retarder dans sa marche. En conséquence Washington résolut d'occuper, avec le corps principal de son armée, les hauteurs au sud desquelles était le chemin que devaient suivre les anglais, et d'attendre là que l'occasion se présentât de frapper, sans s'exposer, quelque coup important.

Ayant découvert l'objet du mouvement que venait faire l'ennemi, et reconnu que celui-ci n'avait pas le dessein de traverser la

Delaware, le commandant en chef de l'armée américaine résolut de rassembler à Middlebrook le plus de troupes qu'il pourrait le faire, sans exposer trop fortement ses autres postes. En apprenant que le général Howe commençait à réunir ses forces à Brunswick, Washington avait ordonné à de forts détachemens des troupes réglées postées à Peeks-Kill, de se mettre en marche pour le rejoindre; mais il n'en était encore arrivé que deux brigades, l'une sous les ordres du général Parsons, et l'autre sous ceux du général Varnum. Conformément à son nouveau plan, il fit renforcer sa droite par une partie des troupes que commandait le général Sullivan qui, avec le reste, devait se maintenir sur les hauteurs de Sourland, et, au cas où l'ennemi voudrait opérer un mouvement contre lui, se replier sur le corps d'armée, ou si la retraite lui était coupée, prendre inopinément l'armée anglaise en flanc ou en queue.

Le général Howe voyant qu'il ne pouvait faire abandonner à l'armée américaine une position où il eût été peu sûr de l'attaquer, résolut de ne plus perdre de tems à menacer de se rendre à Philadelphie par terre, et prit le parti de retirer son armée du Jersey, puis de l'embarquer le plus promptement possible

pour la transporter dans la baie de Delaware, ou dans celle de Chesapeak. Dans la nuit du 19 juin, il retourna à Brunswick, laissant à demi-faits les ouvrages qu'il avait commencés; et le 22 suivant, il arriva à Amboy, d'où il jeta sur le canal par lequel Staten-Island [1] est séparée du continent, le pont qu'il avait voulu jeter sur la Delaware. Il fit passer son gros bagage et quelques-unes de ses troupes dans cette île, où devait être embarquée son armée.

Le général Washington qui avait prévu ce mouvement, avait fait quelques dispositions pour en profiter. Il avait donné l'ordre au général Greene de tomber avec trois brigades sur l'arrière-garde de l'armée anglaise, et de l'inquiéter dans sa marche. Il fut ordonné au général Sullivan de faire descendre sa division des hauteurs de Sourland, et d'agir de concert avec Greene. Le général Maxwell avait été chargé de harceler sur la gauche, les troupes britanniques, tandis qu'elles seraient en marche vers Amboy. En même tems le corps d'armée se montra sur les hauteurs de Middlebrook, prêt à agir, selon que l'exigerait l'occasion.

Vers le coucher du soleil, le colonel Morgan, en exécution des ordres qu'il avait reçus,

[1] Ile de l'Etat.

attaqua un piquet, et le repoussa; et l'ennemi se jeta dans quelques redoutes qu'il évacua ensuite à l'approche de cet officier, et à celle de Wayne. Cette partie de l'armée anglaise se mit alors en marche pour Amboy. Il y eut quelques escarmouches entr'elle et le régiment de Morgan, qui se conduisit de manière à mériter l'approbation de son chef; mais l'espoir de remporter quelque avantage important fut trompé. La distance et l'heure à laquelle Sullivan reçut ses ordres, ne lui permirent pas d'arriver à tems. Le messager envoyé à Maxwell, ou fut pris ou passa du côté de l'ennemi, et la dernière division de l'armée britannique étant plus formidable qu'on ne l'avait cru, on ne put agir que faiblement contr'elle. Ainsi l'ennemi exécuta, sans une grande perte, quoiqu'avec un peu de précipitation, sa retraite à Amboy, pendant laquelle, dit-on, il incendia quelques maisons.

Pour couvrir les détachemens qui harcelaient l'armée anglaise, et troubler la retraite de celle-ci, le général Washington leva son camp de Middlebrook, et se porta en avant, à six ou sept milles, à Quibbletown, sur la route d'Amboy. La division du lord Stirling se rapprochant toujours plus de l'ennemi, se posta dans les environs de *Metuckin-Mee-*

ting-House [1], pour agir concurremment avec les partis détachés, s'il y avait quelque moyen d'attaquer les dernières divisions des troupes britanniques.

Cet état des choses fit croire au général Howe qu'il pourrait engager une action. Dans ce dessein, et probablement aussi dans l'espoir de tourner la gauche de l'armée américaine et de gagner les hauteurs en avant desquelles elle était placée, il rappela, dans la nuit du 25, les troupes qui avaient passé à Staten-Island; et le lendemain, de grand matin, son armée fit, sur deux colonnes, un mouvement du côté de Westfield. La colonne droite, que commandait le lord Cornwallis, se rendit par Woodbridge à la plaine, ou aux plaines des Ecossais; et la colonne gauche, accompagnée de sir William Howe en personne, prit le chemin de Metucking-Meeting-House, où elle devait se réunir à la première. Il paraît que cependant il avait été réglé que deux milles après le point où se serait opérée la jonction, elle suivrait un chemin différent, pour aller attaquer le flanc gauche de l'armée américaine à Quibbletown, tandis que le lord Cornwallis tenterait de s'emparer des hauteurs à la droite desquelles

[1] Maison d'assemblée de Metucking.

était le camp de Middlebrook. Quatre bataillons furent détachés, avec six pièces de canon, pour prendre position à Bonhamtown [1].

Aux environs de Woodbridge, un des partis de troupes légères en vint aux mains avec la colonne droite de l'armée anglaise. Le général Washington reconnaissant le péril imminent auquel il était exposé lui-même, mit sur-le-champ son armée en mouvement. Elle regagna bientôt son camp de Middlebrook, et prit possession des hauteurs, dont on croyait que l'ennemi voulait se rendre maître. La colonne droite de celui-ci eut encore à soutenir une escarmouche fort vive contre le détachement commandé par le lord Stirling, qui fut chassé de son poste avec perte de trois pièces de campagne et de quelques hommes. Elle s'arrêta là. Le lord Cornwallis s'apercevant que l'on gardait avec soin les défilés des montagnes voisines du camp des américains, et que par conséquent il fallait renoncer au projet qui lui avait fait exécuter cette savante manœuvre, retourna par Raway, à Amboy; et toute l'armée britannique passa sur Staten-Island, d'où elle devait être transportée dans la baie de Delaware, ou dans celle de Chesapeak.

[1] *Letter of general Howe.*

Pendant la retraite de Westfield, les mouvemens de l'armée anglaise furent surveillés par les brigades de Scott et de Conway. La première de celles-ci entra dans Amboy, immédiatement après que l'ennemi, qu'il ne fut pas possible d'attaquer avec quelque apparence de succès, en fut sorti.

Lorsqu'il fut évident que le général Howe avait résolu d'évacuer le Jersey, Washington révoqua les ordres qu'il avait donnés aux troupes réglées, postées à Peeks-Kill. Deux brigades qui étaient déjà arrivées à la plaine de Pompton, retournèrent sur leurs pas; mais il leur fut enjoint d'être prêtes à se remettre en marche au premier signal. Les doutes de Washington au sujet des desseins de l'ennemi s'étaient renouvelés. Il était probable qu'il se préparait une expédition par eau; mais rien n'annonçait si elle serait dirigée du côté de Philadelphie ou vers la rivière du Nord. Avant qu'on pût reconnaître ce que sir William Howe se proposait de faire, on apprit que les anglais s'étaient montrés sur le lac Champlain, et menaçaient Tyconderoga. L'avis cependant n'était pas assez positif pour qu'on pût savoir avec certitude, s'ils avaient formé le projet d'attaquer réellement cette place, ou s'ils n'avaient en vue que d'attirer de ce côté, au moyen

d'une feinte, l'attention des américains, pendant que la principale armée du Canada irait par mer se réunir à celle de New-York. Cette incertitude suspendit quelque tems la marche des troupes qui devaient se rendre à Tyconderoga; mais la brigade de Nixon eut ordre de s'embarquer sur-le-champ pour Albany; et celles de Parsons et de Varnum furent envoyées de Middlebrook à Peesk-Kill.

L'opinion que le général Howe avait formé le projet de se rendre maître des défilés des montagnes entre lesquelles passe la rivière d'Hudson, dont il commanderait ainsi le cours, et d'opérer la jonction des deux armées britanniques, devait acquérir toujours plus de force, s'il était prouvé que le général Burgoyne dût s'avancer jusqu'à la ville d'Albany par la voie des lacs. Cependant Washington, dans la crainte que pour se rendre à Philadelphie par terre, l'ennemi ne profitât du moindre de ses mouvemens, conserva sa position de Middlebrook. Mais comme la possession de la partie inférieure du cours de l'Hudson permettait au général Howe de se porter rapidement vers les montagnes, le général Putnam qui commandait à Peeks-Kill, eut ordre de requérir toutes les troupes que la milice pourrait lui fournir.

Un changement de position, opéré par l'ennemi, délivra Washington de la crainte que l'armée britannique ne marchât sur-le-champ contre Philadelphie. En conséquence, laissant deux régimens d'infanterie et un de dragons pour couvrir le pays, depuis la ville de Newark jusqu'à celle d'Amboy, il conduisit le principal corps de son armée à Morristown, et fit avancer le général Sullivan sur le chemin de Peeks-Kill, jusqu'à la plaine de Pompton. Dans sa nouvelle position, l'armée américaine était plus rapprochée des montagnes du New-York, sans cependant être assez eloignée de Middlebrook pour ne pouvoir pas y retourner à tems, si l'ennemi reparaissait dans le Jersey.

Cependant sir William Howe pressait avec force l'embarquement de son armée. Plusieurs particularités annonçaient que ce général projetait une expédition qui devait durer plus de tems qu'il n'en fallait pour s'emparer des montagnes de l'Hudson. Les états de l'est furent donc invités à faire tous leurs préparatifs de défense, et le congrès fut instamment prié de faire augmenter le nombre et la force des ouvrages construits sur le bord de la Delaware, et de faire opposer, dans le lit de cette rivière, des obstacles au passage d'une flotte.

Au milieu de tous ces indices, on reçut l'avis certain que Burgoyne s'avançait contre Tyconderoga, à la tête d'une puissante armée. Washington n'en fut que plus persuadé que sir William Howe se proposait principalement d'opérer sa jonction avec cette armée, sur la rivière du Nord ou d'Hudson. En conséquence il donna l'ordre à Sullivan de se rendre sur-le-champ à Peeks-Kill, et il se transporta lui-même dans la plaine de Pompton. Après y avoir demeuré quelques jours, il crut devoir s'approcher davantage du lieu qu'il jugeait devoir être le théâtre de l'action, et s'avança jusqu'à la Clove, où il résolut d'attendre que les projets de l'ennemi fussent entièrement connus. Dans cette position, il demanda que les troupes de la Caroline du nord, qui s'étaient arrêtées à Philadelphie, reçussent l'ordre de le joindre; mais apprenant qu'une grande partie de la flotte britannique était descendue de l'aiguade de Staten-Island à Sandy-Hook [1], il pria le général Nash, qui commandait deux régimens des troupes de l'état que nous venons de nommer, de demeurer à Trenton; et en même tems il fut ordonné au général Sullivan, de ne point passer la rivière du Nord. Le général Putnam qui commandait à Peeks-

[1] Pointe de Sable.

Kill, fut invité à tenir toujours l'œil ouvert sur ce poste, qui était exposé du côté de New-York à une attaque, qu'on devait redouter d'autant plus que l'ennemi venait de se rendre maître de Tyconderoga et du mont Indépendant. L'avis qu'une partie de la flotte anglaise était descendue jusqu'à Sandy-Hook fut bientôt suivi de la nouvelle que les vaisseaux remontaient de l'aiguade à New-York, et que plusieurs bâtimens de transport s'étaient avancés jusqu'au bac de Dobb. On supposa que cette marche avait pour but les défilés des montagnes; et Sullivan qui était déjà au New-Windsor, eut ordre de passer à l'instant la rivière d'Hudson, et de prendre position derrière Peeks-Kill. Il fut ordonné au lord Stirling d'effectuer aussi le même passage, et de se reunir au général Putnam.

Pendant que dans une sorte d'anxiété, le général Washington surveillait avec le plus grand soin les mouvemens opposés de l'ennemi, on reçut de l'est une nouvelle non moins agréable qu'inattendue. Le commandement des troupes britanniques dans Rhode-Island avait été confié au major-général Prescott. Se persuadant qu'il était en sûreté dans une île dont il croyait que ses vaisseaux défendaient l'approche, et voyant sous ses

ordres une armée dont les forces étaient bien supérieures à toutes celles que les américains pouvaient rassembler de ce côté, cet officier préférait un quartier commode à l'habitation d'une tente. Telle était même sa sécurité, qu'il n'avait pas une garde autour de sa personne. On instruisit de cette négligence l'armée principale, et l'on y traça le plan d'une expédition pour surprendre et enlever Prescott. Cette tentative hardie fut faite avec autant de courage que d'adresse, par le lieutenant-colonel Barton, officier de la milice du Connecticut.

Dans la nuit du 10 juin, quarante hommes, y compris Barton et les capitaines Adams et Philips, ainsi que plusieurs autres officiers, s'embarquèrent à l'isthme de Warwick, sur quatre bateaux destinés à la pêche de la baleine. Ils naviguèrent l'espace d'environ dix milles, sans être vus par les bateaux de garde de l'ennemi qui avait plusieurs vaisseaux de guerre à l'ancre sur cette partie de la côte; et ils prirent terre à l'ouest de l'île, à-peu-près à mi-chemin entre Newport et la baie de Bristol. S'étant mis en marche vers le quartier du général Prescott, qui n'était éloigné que d'un mille, ils se saisirent très-adroitemen-

de la sentinelle qui était à sa porte, et d'un de ses aides-de-camp. Le général lui-même fut pris dans son lit; et sans lui donner le tems de s'habiller, on le transporta, dans le plus profond secret et en toute diligence, en lieu de sûreté.

Le succès de cette entreprise fit, dans les Etats-Unis, un plaisir d'autant plus vif, qu'on y fut persuadé qu'il concourrait à délivrer le général Lee, pour qui on pourrait alors offrir en échange un officier du même grade. Enfin il y avait entre les deux événemens qui firent perdre leur liberté à ces deux généraux, un rapport de circonstances qui ne fut pas désagréable aux américains.

Le congrès exprima sa satisfaction de la conduite de Barton, et de ses compagnons, et fit présenter une épée de sa part à ce brave officier.

Lorsque la flotte anglaise descendit vers Sandy-Hook, le général Washington quitta sa position de la Clove, et partagea son armée en plusieurs corps, de manière à ce qu'ils pussent, au premier signal, voler au secours de tout point qui serait attaqué. En même tems, il invita le congrès à réunir la milice des comtés inférieurs de la Pensylvanie, à

Chester, et celle de l'état de Delaware, à Wilmington. Il le pria en outre, de faire poser sur les caps May et Henlopen, des vedettes qui pussent donner avis de la première apparition des vaisseaux ennemis sur la côte. Enfin il requit le gouverneur de New-Jersey de convoquer toute la milice des comtés situés à l'est de la Delaware, et de lui donner pour point de réunion Gloucester, petite ville qui se trouve de ce même côté, un peu au-dessous de Philadelphie.

Après de longs délais, qui probablement étaient inévitables, l'embarquement de l'armée britannique fut achevé, et la flotte appareilla. Les troupes qu'elle portait, consistaient en trente-six bataillons, y compris l'infanterie légère et les grenadiers, avec une formidable artillerie, en un corps de chasseurs du New-York, et en un régiment de cavalerie légère. Le reste de l'armée fut divisé entre New-York et Rhode-Island. Dix-sept bataillons, avec un régiment de cavalerie légère et quelques compagnies du nouveau corps de troupes provinciales, furent destinés à défendre New-York et les îles voisines, et à coopérer avec Burgoyne. On plaça sept bataillons dans le Rhode-Island. L'intention du général Howe

était, dit-on, d'emmener un plus grand nombre de troupes ; mais sur les représentations de sir Henry Clinton, qui commandait à New-York, et qui lui fit sentir le danger auquel l'étendue de leurs côtes exposait les îles de son commandement, il remit à terre plusieurs régimens.

CHAPITRE III.

Le général Washington marche vers la Delaware. — Mesures prises pour arrêter le général anglais Burgoyne. — Expédition de Sullivan contre Staten-Island. — La flotte britannique remonte la baie de Chesapeak, et débarque sur le bord de la rivière d'Elk, l'armée commandée par sir William Howe. — Washington s'avance jusqu'à la Brandy-Wine. — Le lord Cornwallis attaque le corps de Maxwell et le contraint à faire retraite. — L'armée américaine est défaite sur le bord de la Brandy-Wine et se retire à Chester. — Après une légère escarmouche elle est obligée de passer la Schuylkill, et gagne le bord de la crique française. — Le général Wayne est forcé à faire retraite. — Washington marche du côté de Potts-Grove. — Le général Howe se rend maître de Philadelphie. — Le congrès se retire à Lancaster.

A la nouvelle que la flotte britannique avait appareillé du port de New-York, l'armée américaine se mit en marche vers la Delaware. A-peu-près dans ce tems, une lettre, par laquelle sir William Howe disait au général Burgoyne, qui était à Québec, qu'il feignait de se transporter au sud, tandis que son intention réelle était de marcher contre Boston, pour combiner ses mouvemens avec l'armée

du Canada, fut remise au général Putnam, par la personne qui en était chargée ; et cet officier la transmit aussitôt au commandant en chef. Cette ruse fut sans effet, ou du moins elle ne servit qu'à persuader à Washington que le général Howe voulait, ou s'emparer de Philadelphie, ou le tirer des environs de la rivière du Nord ; après quoi il rétrograderait, et ferait un mouvement rapide pour se rendre maître des défilés des montagnes. Mais les dangers que courait la flotte, d'être dispersée en pleine mer, rendaient peu probable une feinte qui l'eût exposée à de si grands risques. Washington jugea donc, quoique sans être entièrement rassuré pour la rivière d'Hudson, que le mouvement fait du côté du sud n'était point simulé.

Les opérations militaires étaient trop importantes au nord, pour qu'elles n'attirassent pas une grande partie de l'attention du commandant en chef. Washington sentit fortement la nécessité d'arrêter les progrès du général Burgoyne, et prit sur-le-champ des mesures pour parvenir à ce but. Il pressa les états de l'est d'envoyer des renforts à l'armée qui faisait retraite dans leur pays, et il recommanda aux généraux qui occupaient des postes dans les parties occidentales de ces états,

de se tenir prêts à marcher au premier signal. Les majors-généraux Arnold et Lincoln, excellens officiers, qui avaient beaucoup d'influence sur la milice de cette contrée, et dont le premier avait, depuis le commencement de la guerre, fait paraître une intrépidité héroïque, se rendirent à l'armée du nord. On détacha du poste de Peeks-Kill, pour renforcer toujours plus cette armée, trois brigades de troupes de la Nouvelle-Angleterre, qui étaient au service de l'Union; et peu de tems après, les chasseurs du colonel Morgan, et deux régimens du New-York, eurent aussi l'ordre de la rejoindre. Ainsi, le général Washington, guidé par le patriotisme, réduisait ses propres forces pour accroître celles des autres généraux. L'éclat d'une fausse gloire n'éblouissait point ses yeux, et ne l'empêchait pas de reconnaître combien il serait avantageux de faire échouer les projets de Burgoyne.

Comme il restait quelque incertitude sur la destination de la flotte anglaise, on jugea qu'il ne fallait pas trop affaiblir le poste de Peeks-Kill; et, en conséquence, les troupes de la Nouvelle-Angleterre, destinées à agir avec l'armée qui était sous le commandement immédiat de Washington, eurent ordre de passer l'Hudson, et d'attendre, sur le bord occidental de cette

rivière, qu'on leur indiquât le lieu où elles auraient à se transporter ensuite. En même tems, on retint d'autres divisions en différens campemens, entre la même ligne et celle que forme la rive orientale de la Delaware. Le 30 du mois de juillet, tous les doutes semblèrent levés, à l'apparition de la flotte anglaise, par le travers des caps May et Henlopen. L'ordre de réunir toutes les divisions de l'armée, dispersées dans les environs de Philadelphie, fut expédié sur-le-champ. Le commandant en chef se rendit aussitôt dans cette ville, et manda ceux des corps postés sur l'Hudson, dont on pouvait se passer, pour défendre l'accès de cette rivière aux troupes ennemies demeurées à New-York.

A peine ces ordres furent-ils donnés, qu'il fallut les révoquer. Un exprès, dépêché du cap May, annonça que la flotte anglaise avait quitté la baie de Delaware, et cinglait à l'est. Les brigades, parties de Peeks-Kill, reçurent l'ordre d'y retourner, et les autres divisions de l'armée qui étaient en marche, eurent celui de faire halte dans le lieu où elles se trouvaient. On n'eut aucune nouvelle de la flotte jusqu'au 7 du mois d'août. On apprit, ce jour, qu'elle avait paru à quelques lieues au sud des caps May et Henlopen. Elle

avait disparu ensuite, et, jusqu'à la fin du mois, on ignora ce qu'elle était devenue. Le général Howe, à son entrée dans la baie de Delaware, ayant reconnu la difficulté qu'il y aurait à la remonter, avait pris le parti de transporter son armée dans la baie de Chesapeak. Il remit à la mer dans cette intention, et fut tellement contrarié par les vents, qu'il n'arriva que le 16 août, par le travers des caps de cette dernière baie.

Le général Washington mit à profit ce délai pour examiner les environs de Philadelphie, et les ouvrages construits au-dessous de cette ville. Il fut entièrement d'avis de borner la défense de la Delaware à celle du *Fort-Mud*, ou de *Mud-Island* [1], et du *Red-Bank* [2], bande de terre élevée, qui est située sur la côte du Jersey, vis-à-vis de cette île. Il fit part de son opinion au congrès, et lui annonça, en même tems, qu'il se proposait de s'avancer jusqu'au bac de Coryell, point suffisamment rapproché de Philadelphie, et qui lui permettrait plus facilement de se porter vers la rivière du Nord, si la flotte britannique faisait voile du côté de l'est.

Tandis qu'on était dans cette incertitude,

[1] Fort ou île de Vase.

[2] Bord rouge.

on fit courir dans New-York un bruit auquel les officiers anglais parurent ajouter foi, et dont les déserteurs et les espions firent leur rapport aux américains. On disait que la flotte anglaise, après avoir fait, dans la baie de Delaware, une apparition de très-courte durée, devait retourner brusquement vers la rivière du Nord, pour que le général Howe pût coopérer de ce côté avec Burgoyne. Ce rapport ne fit aucune impression dans l'esprit de Washington, qui était persuadé que les officiers de l'armée britannique devaient ignorer entièrement les projets de leur général, et que tout bruit qui n'avait que des conversations particulières pour fondement, ne pouvait être considéré que comme une conjecture, si même il n'était pas semé pour lui faire prendre le change. Cependant il avait toujours jugé qu'il était de la prudence de garder avec le plus grand soin les défilés des montagnes voisines de l'Hudson. Il avait requis de bonne heure les états de Connecticut et de New-York d'envoyer de forts détachemens de leur milice dans ces postes importans, et, comme de coutume, les gouvernemens de ces états s'étaient empressés de le faire. Mais aussi, ces troupes étaient bientôt devenues impatientes de revoir leurs foyers. Elles

s'étaient constituées juges de l'utilité de leurs services, et ceux qui les composaient ne découvrant aucun ennemi, ne croyaient pas qu'il existât un seul motif qui pût exiger qu'ils fissent un aussi grand sacrifice que l'était celui de se tenir éloignés de leurs fermes, à une époque où leur présence y était si nécessaire.

Il était difficile de rendre compte de la longueur du tems qui s'était écoulé, depuis l'instant où l'on avait reçu les derniers avis de la marche de la flotte britannique. Comme le vent avait été constamment au sud, on pensait que si elle avait dû se porter à l'est, elle aurait été signalée par les nombreux vaisseaux qui croisaient de ce côté, et que si elle avait eu pour destination la rivière du Nord, elle y serait arrivée depuis un certain nombre de jours. Washington jugea donc que sir William Howe marchait au sud; et quoique ses premiers soupçons lui eussent indiqué la baie de Chesapeak pour terme de cette traversée, il se persuada que si sa conjecture était fondée, la flotte serait déjà entrée dans cette baie. Plus loin vers le midi, il n'y avait que contre Charles - town, où se trouvaient des magasins d'une valeur très-considérable, que pussent être dirigés les efforts de la principale

armée britannique. En conséquence, il parut à Washington que cette ville devait être l'objet de l'expédition; mais il était impossible qu'il y conduisît son armée assez promptement pour sauver la place. Il pensa que pour faire compensation de la perte qu'on pourrait essuyer dans le sud, les troupes qui étaient sous ses ordres immédiats, devaient mettre à profit la faiblesse de l'ennemi dans le nord, et agir, soit contre l'armée du Canada, soit contre les postes occupés par les anglais dans l'état de New-York. Il croyait que les avantages qu'il lui serait possible de remporter sur Burgoyne ou sur Clinton, auraient beaucoup d'influence sur le reste des opérations militaires. Pour être prêt à exécuter l'un ou l'autre projet, il avait résolu de marcher vers la rivière du Nord, lorsque le 21 août, le jour même où il fit part de sa détermination au congrès, il apprit que l'ennemi avait paru, avec de grandes forces, dans la baie de Chesapeak. Sur-le-champ, les différentes divisions de l'armée eurent l'ordre de se transporter, à marches forcées, dans les environs de Philadelphie, pour s'avancer de là vers la partie supérieure de la baie de Chesapeak; et la milice des états de Pensylvanie, de Maryland et de Delaware fut, ainsi que

celle des comtés septentrionaux de la Virginie, requise de prendre les armes.

Le général Sullivan, qui était campé aux environs d'Hanovre, dans le Jersey, reçut, à son retour d'une expédition à Staten-Island, l'ordre dont nous venons de parler. L'ennemi avait sur cette île entre deux et trois mille hommes, parmi lesquels on en comptait mille de troupes provinciales. Ces forces étaient réparties en divers postes sur la côte qui fait face au Jersey. Selon les rapports faits à Sullivan, seize cents hommes de troupes anglaises et de troupes allemandes occupaient un camp fortifié, près de l'aiguade. Il crut possible de surprendre les provinciaux et de les enlever, avant que les européens pussent les secourir. Les incursions que l'ennemi faisait continuellement dans le Jersey, excitaient Sullivan à mettre son projet à exécution. Dans une de ces irruptions, les anglais avaient poussé jusqu'à Woodbridge, où ils avaient enlevé une assez grande quantité de bétail, et douze citoyens connus pour leur attachement à la cause des Etats-Unis. Sullivan se mit en marche avec les corps d'élite de sa division, et quelques cents hommes de la milice du Jersey, commandés par le colonel Frelinghuysen. Après avoir fait vingt milles, il ar-

riva au lieu de l'embarquement, où l'on n'avait pu réunir que six chaloupes. Trois de celles-ci furent remises au colonel Ogden, chef du détachement chargé d'attaquer le colonel Laurence, posté près de l'ancien bac de *Blazing-Star* [1], et les colonels Dungau et Allen, qui étaient à deux milles l'un de l'autre, du côté d'Amboy. Le général de Borre prit les trois autres chaloupes. Il était accompagné de Sullivan, et devait marcher contre le colonel Barton, près du nouveau bac de *Blazing-Star*, puis soutenir Ogden. Le général Smallwood avait reçu l'ordre de passer à la pointe Halsey, et d'attaquer le régiment de Buskirk, près du bac de Decker. Les troupes américaines abordèrent à Staten-Island avant le jour, et sans être aperçues par l'ennemi; mais Smallwood, égaré par ses guides, prit un régiment pour l'autre, et celui qu'il eut en tête s'échappa. Ogden et de Borre surprirent Laurence et Barton, qui furent faits prisonniers, ainsi que plusieurs de leurs soldats et de leurs officiers. L'alarme s'étant répandue, les américains firent retraite en hâte, et non sans un peu de désordre, vu le petit nombre de leurs chaloupes. Le général Campbell marcha contr'eux avec des forces considéra-

[1] De la Brillante étoile.

bles, et leur arrière-garde, après s'être vaillamment défendue quelque tems, et avoir reconnu qu'il ne pouvait plus arriver de barques pour la transporter sur le rivage opposé, fut forcée de mettre bas les armes.

Dans les rapports qu'il adressa au commandant en chef et au congrès, Sullivan déclara qu'il avait fait prisonniers onze officiers et cent trente soldats. Il jugea que l'ennemi avait eu beaucoup d'hommes de tués. Selon ce même général, les américains en eurent treize : ce furent un major, un capitaine, un lieutenant et dix soldats. Les blessés furent au nombre de quinze du même côté, et la perte en prisonniers fut de cent trente hommes. Le général anglais, Campbell, dit dans le compte qu'il rendit de cette action, qu'il fit deux cent cinquante-neuf prisonniers, parmi lesquels se trouvaient un lieutenant-colonel, trois majors, deux capitaines et quinze officiers d'un grade inférieur.

La flotte étant entrée dans la baie de Chesapeak, la remonta au moyen d'un vent favorable, et arriva sans accident à l'embouchure de la rivière d'Elk, dont elle refoula le courant jusqu'au point où de grands vaisseaux ne peuvent plus naviguer en sûreté. Le 25 du mois d'août, l'armée prit terre au bac sans

trouver d'obstacles. Le 27, sir William Howe s'avança avec une division jusqu'à la tête de l'Elk, et le lendemain il poussa son avant-garde à Gray's-Hill, après avoir laissé le général Knyphausen sur le lieu où s'était opéré le débarquement, et avoir placé une brigade au point de communication entre l'un et l'autre campement. Le 28, Knyphausen eut ordre de passer le bac et de prendre position à *Cecil-Court-House*, d'où il devait aller en avant du côté de l'est, et effectuer sa jonction avec sir William Howe, à six ou sept milles au sud de Christiana [1].

L'armée britannique était forte de dix-huit mille hommes, tous très-animés, tous en bonne santé et parfaitement disciplinés; et elle était commandée par un général dont on ne pouvait révoquer en doute l'expérience ni les talens. Toutefois elle n'avait pas une très-nombreuse cavalerie; et jusqu'à un certain point, elle manquait de chevaux de trait, ce qui était dû à la disette de fourrage qu'elle avait éprouvée l'année précédente, et à la longueur de la traversée de New-Yorck à la rivière d'Elk.

La veille du jour où sir William Howe effectua son débarquement, le général Was-

[1] *Letter of général Hove.*

hington traversa Philadelphie avec son armée, en allant à la rencontre de l'ennemi. Il le fit pour contenir ceux des malveillans qui habitaient cette ville, et dont plusieurs étaient dans l'erreur sur le nombre des troupes qu'il commandait. Il s'arrêta quelque temps au bord de la Brandywine, pour donner un peu de repos à son armée, et reconnaître à-la-fois le pays et la position de l'armée anglaise. Les divisions de Greene et de Stephen s'approchèrent ensuite plus près de la tête de l'Elk, et dressèrent leurs tentes derrière la *White-clay-Creck* [1].

Le congrès avait nommé le général Smallwood et le colonel Gist commandans de la milice du Maryland, à qui le général Washington avait envoyé l'ordre de se rassembler vers le haut de la baie, pour couper la retraite aux fourrageurs de l'ennemi, et harceler les dernières divisions de l'armée britannique lorsqu'elle marcherait contre Philadelphie. Le commandant en chef pria le général Cadwallader, dont il connaissait le zèle, les talens et l'activité, de tenir la place de Smallwood jusqu'à l'arrivée de celui-ci. La milice des deux comtés inférieurs de l'état de Delaware, eut ordre de se réunir sous le général Rodney

[1] Crique de l'argile blanche.

et d'agir de concert avec celle du Maryland. Le régiment de troupes réglées, que commandait le colonel Richardson, et qui avait été posté sur la côte orientale, devait soutenir ces deux corps.

On s'attendait que la milice de Pensylvaine, commandée par le major-général Armstrong, coopérerait avec l'armée qui devait tenir tête à l'ennemi, et l'on fit les plus grands efforts pour la mettre en campagne.

La rareté des armes se faisait sentir vivement. La milice montrait du courage; et quoique tous ceux que le congrès avait requis de marcher n'eussent pas obéi, cependant il s'en présenta plus qu'il ne fût possible d'en armer.

On ne peut déterminer avec précision la force de l'armée américaine. Sir William Howe fit monter à quinze mille hommes, y compris la milice, le nombre de ceux qui composaient cette armée; et il est probable qu'il ne l'exagérait pas de beaucoup. Mais le défaut de vêtemens, de tentes, et de cette sorte de vivres qui contribuent à la santé des troupes, étaient cause que la force effective était bien moindre. Même en comptant la milice, elle ne se monta jamais à plus de onze mille combattans.

Le régiment de chasseurs du colonel Morgan ayant été envoyé à l'armée du nord, on tira de chaque brigade neuf officiers, huit sergens et cent soldats pour en composer un corps d'infanterie légère, dont le commandement fut confié au colonel Maxwell. Ce corps s'avança jusqu'à *Ironhill* [1], à trois milles de la crique, derrière laquelle étaient les divisions de Greene et de Stephen, et s'étendit jusqu'à *Pencada* ou *Aitkin's-Tavern* [2]. La cavalerie consistant en quatre régimens, formant en tout environ neuf cents chevaux, fut placée principalement sur les flancs, et employée à surveiller les mouvemens de l'ennemi, à aller à la découverte, et à ramasser les traineurs.

Les dispositions que le général Howe avait faites donnèrent la facilité de deviner quel mouvement il se proposait d'effectuer. En conséquence, le général Washington recommanda au général Maxwell de placer, dans la nuit du 2 au 3 du mois de septembre, un détachement dans une position avanta-

[1] Montagne ou colline de fer.

[2] Taverne d'Aitkin. Comme il n'y a guère de villages dans les Etats-Unis, et que les villes sont souvent très-éloignées les unes des autres, on trouve dans ce pays beaucoup d'auberges ou de tavernes isolées. (*Note du tr.*)

geuse sur la route. Le 3 au matin, après avoir laissé à la tête de l'Elk, le général Grant avec six bataillons pour garder les bagages et conserver la communication avec la flotte, les deux divisions du lord Cornwallis et du général Knyphausen, furent en avant, et se réunirent aux environs de Pencada où elles campèrent, ayant leur droite appuyée sur ce point, et leur gauche s'étendant à travers Christiana, du côté de Newark. La colonne commandée par le lord Cornwallis, rencontra sur son chemin et attaqua Maxwell, qui, après une résistance de peu de durée, fit retraite vers la White-clay-Creek. Sa perte, en morts et en blessés, fut d'environ quarante hommes. Selon le rapport de sir William Howe, les anglais eurent seulement trois hommes de tués et dix-neuf de blessés.

Le 5, l'armée américaine tout entière, à l'exception de l'infanterie légère qui demeura dans les lignes, prit position derrière la *Red-clay-Creek* [1]. Elle avait sa gauche à Newport et sur le chemin qui conduisait directement du camp de sir William Howe à Philadelphie. Sa droite s'étendait au loin sur le bord de la crique, jusqu'au territoire de Hockesen.

[1] Crique de l'argile rouge.

Washington jugeait qu'il n'était pas invraisemblable que le sort de Philadelphie fût décidé sur ce terrain, et il n'oublia rien de ce qui pouvait exciter la plus vive ardeur parmi ses troupes.

Le général Grant ayant fait porter, le 8, les tentes et les bagages à bord des vaisseaux, joignit le gros de l'armée, qui fut mis en mouvement de nouveau, et s'avança par Newark vers la droite du camp des américains. Il prit position à quatre milles de cette ville, et étendit sa gauche toujours plus avant dans l'intérieur du pays. En même tems, une forte colonne feignit d'attaquer de front; et après avoir manœuvré quelque tems, elle s'arrêta à Milton, à deux milles du centre. Le général Washington reconnut sans peine qu'elle n'était destinée qu'à l'amuser, et que l'aîle gauche serait chargée de l'attaque véritable. Il était probable que cette aile s'efforcerait de tourner la droite de l'armée américaine, et que passant tout-à-coup la Brandywine, elle tenterait de s'emparer des hauteurs situées au nord de cette rivière, et de couper la communication avec Philadelphie. Pour prévenir l'exécution de ce projet, Washington résolut de changer de position. En conséquence, il se mit en mouvement pendant la nuit; et après avoir

passé la Brandywine, il se posta, le matin, derrière cette rivière, sur les hauteurs qui commencent au gué de Chadd et se prolongent vers le sud-est. Le corps d'infanterie légère, commandé par Maxwell, s'avança sur le front et se plaça dans une position avantageuse, sur les collines au sud de la rivière et sur la route qui conduit au gué. Il devait escarmoucher avec les partis détachés de l'ennemi, si, comme on le croyait, ils s'approchaient de ce côté. La milice, qui avait pour commandant le général Armstrong, fut postée deux milles au-dessous à un autre gué, et la droite s'étendit quelques milles au-dessus pour garder d'autres passages qu'on jugeait moins praticables. Ayant fait ces dispositions, le général Washington attendit le mouvement de l'ennemi.

Dans la soirée du 9, le général Howe marcha en avant sur deux colonnes. Le lieutenant-général Knyphausen campa au *New-Garden* [1] et au *Kennet's Square* [2]; avec la colonne gauche. Dans le même tems, le lord Cornwallis, avec la droite, occupa un terrain moins élevé à *Hockesen-Meeting-House* [3]. Le len-

[1] Nouveau jardin.

[2] Carré de Kennet.

[3] Maison d'assemblée d'Hockesen.

demain, de grand matin, les deux colonnes se réunirent au Kennet's Square, à environ sept milles de l'armée américaine. De ce point, elles envoyèrent des détachemens sur les routes qui conduisent à Lancaster, au gué de Chadd et à Wilmington.

Les deux armées n'avaient alors d'autres barrières entr'elles que la Brandywine, qui est guéable presque sur tous les points, et qui par conséquent ne pouvait empêcher qu'il ne s'engageât une action générale.

Le 11, un peu après la pointe du jour, on apprit que toute l'armée britannique marchait vers le gué de Chadd. Les troupes américaines furent à l'instant rangées en bataille pour disputer le passage de la rivière. Bientôt les escarmouches commencèrent entre les partis avancés; et à six heures du matin, le corps qui était sous les ordres du colonel Maxwell, fut entièrement repoussé sur la Brandywine, un peu au-dessous du gué. Knyphausen fit beaucoup de démonstrations sur les hauteurs, reconnut l'armée américaine et parut se disposer à forcer le passage. Un espace peu étendu et un petit bois le séparaient du corps du Maxwell; et de chaque côté, des détachemens passaient la rivière et faisaient feu, mais sans beaucoup d'effet. Ce-

pendant un de ces partis, que conduisaient les capitaines Waggoner et Porterfield, engagea une action assez vive, tua un capitaine et dix ou douze hommes, nettoya un petit bois qu'occupait l'ennemi, et fut sur le point de s'emparer d'une pièce de campagne. Un corps de troupes anglaises étant survenu, les américains furent de nouveau chassés au-delà de la Brandywine.

Sur les onze heures du matin, on reçut un avis qui ne fut communiqué au général Washington que vers midi, et qui portait qu'une très-forte colonne de l'ennemi avait pris le chemin qui, du Kennet's Square, conduit en ligne droite dans l'intérieur du pays; qu'elle était arrivée au chemin de la grande vallée, au sud de la Brandywine, et au-dessus des cascades de cette rivière; qu'elle avait suivi cette route, et marchait vers les gués du Tremble et de Jeffery. Ce rapport fut fait par le lieutenant colonel Ross, qui suivit de près cette colonne, et qui la jugea composée de cinq mille hommes. Bland, colonel de la cavalerie, qui était aussi sur la droite, fit savoir à-peu-près dans le même tems, qu'il avait vu deux brigades s'avancer par le même chemin de la vallée, et que la poussière s'élevait au loin derrière elles.

En recevant ces informations, Washington conçut le dessein extrêmement hardi de détacher les divisions de Sullivan et du lord Stirling, contre la gauche de la colonne conduite par le lord Cornwallis, tandis que lui-même passerait en personne le gué de Chadd et attaquerait Knyphausen avec le centre et l'aîle gauche de son armée [1]. A l'instant où il allait mettre ce projet à exécution, il reçut un avis dont il semblait résulter que le mouvement fait par les anglais sur leur gauche, n'était qu'une feinte, et que la colonne du lord Cornwallis, après avoir paru se disposer à traverser la Brandywine au-dessus des cascades, longeait cette rivière du côté du sud, pour se réunir à Knyphausen. Un major de milice, qui prétendit avoir quitté les cascades à une heure si avancée qu'on supposa que le lord Cornwallis devait alors les avoir passées, assura qu'il ne paraissait aucun ennemi de ce côté; et quelques détachemens de cavalerie légère, qui étaient allés à la découverte sur le chemin, firent un pareil rapport.

L'incertitude occasionnée par ces avis contraires, cessa enfin; et sur les deux heures de l'après-midi, on sut d'une manière positive que la colonne du lord Cornwallis, que

[1] Ramsay. Gordon.

sir William Howe accompagnait en personne, avait fait un circuit d'environ dix-sept milles, qu'elle était très-forte, et que selon toute apparence elle attaquerait avec vivacité. On fit sur-le-champ toutes les dispositions pour la recevoir. Les divisions commandées par les généraux Sullivan, Stirling et Stephen, prenant une nouvelle position, remontèrent un peu plus haut sur la rive de la Brandywine, et firent face à la colonne ennemie qui longeait la rivière. La division du général Wayne, qui avait remplacé le général Lincoln, demeura au gué de Chadd, pour tenir Knyphausen en échec; et l'infanterie légère du général Maxwell agit de concert avec elle. La division placée sous les ordres particuliers du général Greene, près de qui marchait le général Washington, forma un corps de réserve, et prit une position centrale entre l'aîle droite et l'aîle gauche.

Les divisions détachées contre la colonne à la tête de laquelle était le lord Cornwallis, se rangèrent promptement en bataille au-dessus de *Birmingham meeting-House* [1]. A gauche, elles s'approchaient de la Brandywine, et leur flanc était couvert par un bois épais. L'artillerie fut aussi postée avec avan-

[1] Maison d'assemblée de Birmingham.

tage. L'ennemi reconnut lui-même que toutes les dispositions avaient été bien faites. Par malheur, la division de Sullivan fit un trop grand circuit pour se poster, et à peine était-elle en ordre de bataille lorsque l'action commença.

Cependant, l'armée britannique s'avançait sur trois colonnes. Lorsqu'elle fut à la vue des américains, elle forma sa ligne de bataille, et au bout d'une demi-heure l'action s'engagea. L'aile droite de l'armée américaine était dans une sorte de confusion et plia. Sa fuite procura de grands avantages à l'ennemi, qui fit un feu très-vif sur le flanc des autres divisions. L'exemple qu'avait donné cette partie de l'armée, fut suivi de proche en proche. Toute la ligne se rompit et fut mise entièrement en déroute. L'aile droite voulut se rallier; mais l'ennemi l'ayant chargée vivement, elle plia de nouveau, et la fuite devint générale.

Au commencement de l'action, le commandant en chef et le général Greene poussèrent en avant pour soutenir l'aile droite. Malgré la rapidité de leur marche, la déroute de cette partie de l'armée était entière à leur arrivée. Leur présence arrêta du moins la poursuite de l'ennemi. Le dixième régi-

ment de la Virginie, commandé par le colonel Stevens, et un régiment de Pensylvanie, sous les ordres du colonel Stewart, qui n'avaient point eu de part à l'action, furent, après avoir couvert quelque tems l'arrière-garde, avantageusement postés sur la route prise par l'armée battue. Leur feu fut si vif, que sir William Howe, qui d'ailleurs voyait la nuit s'approcher, fit sonner la retraite après les avoir dispersés.

Lorsque la colonne du lord Cornwallis eut engagé fortement l'action avec l'aile droite des américains, Knyphausen fit ses dispositions pour passer réellement la rivière. Le gué de Chadd était défendu par un retranchement et par une batterie de trois pièces de canon. Après quelque résistance, cet ouvrage fut enlevé, et la défaite de l'aile droite ayant été connue à-peu-près dans le même-tems, on ne s'opposa plus aux progrès de l'ennemi sur ce point. Toute l'armée américaine se réunit et passa la nuit aux environs de Chester, et le lendemain matin elle se retira vers Philadelphie. Sa perte, dans ce combat, fut de trois cents hommes tués, et de six cents blessés. On lui fit environ quatre cents prisonniers.

Ainsi que cela arrive toujours dans les

armées nouvellement levées, et dont on n'a pas expulsé les officiers dépourvus de mérite, les troupes américaines furent loin de tenir toutes la même conduite. Quelques régimens, sur-tout ceux qui avaient fait la dernière campagne, maintinrent leur poste avec toute l'intrépidité des plus braves vétérans [1]; mais d'autres corps plièrent aussitôt qu'ils se sentirent pressés par l'ennemi [2].

Le général Howe déclara dans ses dépêches qu'il avait eu un peu moins de cent hommes tués et quatre cents blessés. Comme les américains souffrirent très-peu dans leur retraite, l'inégalité qui se trouva entre leur perte et celle des anglais, si les rapports de ceux-ci furent exacts, ne dût être imputée qu'à la mauvaise qualité de leurs armes. La plupart de leurs fusils se trouvaient dans le plus mauvais état; et ils n'étaient pas tous de même calibre, ce qui fut cause que très-souvent ils

[1] Parmi ceux qui se signalèrent par leur bravoure, on remarqua principalement le corps de l'artillerie et quelques régimens de l'état de Virginie.

[2] La brigade du général de Borre plia la première. Le congrès ayant ordonné que la conduite de cet officier fût examinée, il donna sa démission. Il y avait de la mésintelligence entre lui et Sullivan, à la droite de qui il était posté.

furent mal chargés. Cet inconvénient qui durait depuis le commencement de la guerre, et auquel on ne pouvait remédier pour l'instant, subsista jusqu'à l'arrivée d'un grand nombre d'armes, envoyées d'Europe.

A considérer l'ardeur que le commandant en chef avait communiquée à ses troupes au commencement de l'action, et que leur défaite même n'avait pas éteinte entièrement, il est probable que le combat eût été plus vif, si l'avis concernant le mouvement de l'aile gauche de l'ennemi avait été circonstancié de manière à ce qu'il fût possible de faire à tems toutes les dispositions nécessaires. Il est facile de jeter dans la confusion des troupes qui viennent d'être levées, et qui changent de position au commencement d'un combat, mais il ne l'est pas de rétablir l'ordre parmi elles. Toutefois la victoire ne pouvait, en aucun cas, se déclarer en faveur des américains. Ils étaient trop inférieurs en nombre et en discipline, et trop mal armés pour qu'ils pussent, avec une apparence de raison, espérer de vaincre. Cependant Washington ne pouvait éviter de livrer une bataille. L'opinion publique et le congrès en demandaient une. Abandonner Philadelphie, sans avoir fait les plus grands efforts pour conserver cette

place, c'était occasionner un mécontentement qui, dans un pays tel que les Etats Unis, pouvait avoir les suites les plus fâcheuses. Un combat suivi d'une défaite, pourvu que la perte ne fût pas trop forte, était nécessaire à une armée dont les officiers, parmi lesquels il y en avait d'un haut rang, avaient besoin de faire preuve de courage et de talens.

Au nombre des blessés, se trouvèrent le brigadier-général Woodford et le marquis de La Fayette.

La bataille de la Brandywine ne fut point jugée décisive par le congrès, par le commandant en chef, ni par l'armée. Se flatta-t-on que l'ennemi n'avait fait que gagner du terrain, et que sa perte était beaucoup plus forte que celle des américains. Le congrès parut déterminé à courir le risque d'un autre combat, avant de se résoudre à évacuer une ville considérée comme la métropole des Etats-Unis. Rien n'annonça qu'il eut le dessein de tenir ailleurs ses séances; et à la première nouvelle de la bataille du 11 septembre, il prit diverses résolutions portant qu'on tirerait de Peeks Kill quinze cents hommes de troupes réglées; que la milice du New-Jersey, commandée par le général Dickinson, serait requise de se mettre en marche pour renforcer

l'armée de Washington ; que le conseil exécutif de l'état de Pensylvanie serait aussi requis de faire marcher toute la milice de Philadelphie et des comtés voisins; que le général Smallwood et le colonel Gist rejoindraient l'armée principale, avec les troupes qui étaient sous leur commandement, et un régiment appartenant à l'état de Virginie, régiment qui se trouvait alors à Alexandrie, et dont on avait offert les services; enfin que le commandant en chef donnerait les ordres nécessaires pour compléter la défense de la Delaware. Quelques jours après, le congrès prit d'autres résolutions, par lesquelles il autorisa Washington à s'emparer des chariots, des chevaux et des munitions dont l'armée aurait besoin, et pour lesquelles il délivrerait aux propriétaires des reconnaissances, qui seraient acquittées au trésor de l'Union.

De petits détachemens destinés à recueillir les traîneurs, furent poussés de Chester jusqu'à Wilmington, et sur les chemins qui conduisaient du côté de l'ennemi. L'armée eut ordre de traverser Derby, et d'aller reprendre son ancienne position près des chutes de la Schuylkill. La division du général Greene, qui n'avait eu que peu de part à l'action, et qui, en conséquence, avait moins souffert que

toute autre, couvrit la retraite. Le général Maxwell fut laissé jusqu'au lendemain matin, à Chester, avec l'infanterie légère, pour réunir les partis détachés et les soldats épars dans les environs.

Le commandant en chef ne négligea rien pour réparer l'échec qu'il venait de recevoir. Il s'efforça de persuader à ses troupes qu'elles ne s'étaient pas montrées inférieures aux troupes britanniques. Il les assura, qu'à juger par tous les rapports qu'il avait reçus, la perte des américains avait été moindre que celle des anglais ; et il leur permit d'espérer qu'une autre action leur serait plus favorable.

Le commandant en chef répondit, relativement à la demande de faire compléter la défense de la Delaware, que ce serait s'exposer aux dangers les plus grands, à la veille d'un nouveau combat, d'employer une partie de son armée à des ouvrages qui ne seraient d'aucune utilité, si l'on parvenait à repousser l'ennemi en rase campagne, ou qu'il faudrait abandonner, au cas où celui-ci remporterait l'avantage. Les travaux, ajouta-t-il, avaient été dirigés par M. Ducoudray [1], qui sans doute

[1] M. Ducoudray s'était engagé, sur la proposition de M. Deane, agent des Etats-Unis à Paris, à entrer au

veillerait, autant que le permettrait l'état des choses, à leur perfectionnement et à leur conservation.

Ayant donné dans les environs de Germantown un jour de repos à ses troupes, le général Washington repassa la Schuylkill, et s'avança sur le chemin de Lancaster, pour tenter de nouveau la fortune des armes.

Sir William Howe passa la nuit du 11, et tout le jour suivant, avec la plus grande partie de son armée, sur le champ de bataille, d'où il envoya à *Concord-Meeting-House,* le général Grant avec deux brigades. Le 13, le lord Cornwallis joignit Grant, et s'avança jusqu'à Chester. Un autre détachement prit possession de Wilmington, où furent déposés les malades et les blessés. La milice de l'état de Delaware, qui s'était réunie sous le commandement du

service de ces états en qualité de général de l'artillerie, et à condition de ne prendre les ordres que du commandant en chef. Il amena plusieurs autres officiers français pour lesquels il avait demandé un haut grade. Ces stipulations embarrassèrent infiniment le congrès. Ducoudray et ses compagnons consentirent à servir comme volontaires, mais avec un rang qui pût assurer leur échange au cas où ils seraient faits prisonniers. En allant joindre l'armée, Ducoudray se noya dans la Schuylkill.

général Rodney, se dispersa lorsque l'ennemi parut.

Le général Smollwood eut ordre de réunir le plus de troupes qu'il le pourrait, et de suivre de près l'armée britannique, pour en prendre, soit en flanc, soit en queue, les parties qui seraient les plus exposées.

Dans le dessein d'empêcher que le corps posté près de Chester ne marchât tout-à-coup par le chemin de la vallée contre Philadelphie, il fut ordonné de rompre le pont de bateaux jeté sur la Schuylkill. La milice de Pensylvanie fut chargée de garder les différens passages de cette rivière, sur le bord de laquelle M. Duportail, chef des ingénieurs, dut faire construire quelques ouvrages.

Le 15, l'armée des américains voulant prendre position à la gauche de l'armée britannique, atteignit la *Warren-Tavern* [1], sur la route de Lancaster, à-peu-près à vingt-trois milles de Philadelphie. Elle apprit là, le lendemain dès le matin; que l'ennemi s'approchait divisé en deux colonnes. Trouvant qu'il était trop tard pour gagner le terrain sur lequel elle voulait se poster, elle se mit en

[1] La taverne de Warren.

mouvement pour aller à la rencontre de l'armée anglaise, et de l'attaquer de front.

Sir William Howe s'était proposé de gagner le chemin de Lancaster. En conséquence, son armée marcha sur deux colonnes, vers Goshen, le 16 de grand matin. Le général anglais apprit bientôt que Washington venait à sa rencontre, et n'était plus qu'à la distance de cinq milles. Les deux armées se préparèrent alors, avec beaucoup d'ardeur, au combat; et les partis avancés commençaient à escarmoucher, lorsqu'ils furent séparés par une pluie qui, redoublant sans cesse, contraignit les américains à faire retraite. Le mauvais état des armes de ces derniers ne les exposa jamais à un péril plus imminent qu'il ne le fit en cette occasion. La platine des fusils n'ayant pas été mise suffisamment à couvert, il y en eut plusieurs qui furent hors d'état de servir. Leurs gibernes étaient si mal faites, que l'eau y pénétra, et gâta les cartouches. Le dommage fut d'autant plus fâcheux, qu'un grand nombre de fusils n'avaient point de bayonnettes.

Ce contre tems fit renoncer, quoiqu'à regret, au projet de livrer un nouveau combat, et la retraite commença. Elle dura tout le jour et une grande partie de la nuit, par un tems

pluvieux et froid, et par des chemins presque impraticables. Quelques heures avant le jour, l'armée arriva aux *Yellow-Springs* [1], et fit halte. Après avoir donné un peu de repos aux troupes, on visita les armes; et lorsque l'inspection en fut faite, à peine trouva-t-on dans chaque régiment un fusil dont le ressort fût en état de jouer; à peine y avait-il de bien conservée une seule cartouche sur quarante qui avaient été distribuées à chaque soldat. Le commandant en chef prit donc le parti de remonter la Schuylkill, et de passer cette rivière dans les environs de Warwick-Furnace, au bac de Parker, où l'on pourrait recevoir à tems de nouvelles munitions de guerre et quelques fusils, pour disputer le passage à l'armée anglaise, et s'efforcer encore de sauver Philadelphie. Comme ce mouvement pouvait rendre très-dangereuse la position Smallwood, ce général eut ordre de rejoindre l'armée à Warwick-Furnace, sur la crique française. Ces mesures prises, Washington passa la Schuylkill, et campa sur le bord oriental de cette rivière, des deux côtés de la crique de Perkyomi. Il s'occupa de remplacer par d'autres, autant que cela fut possible, les armes dont il n'y avait plus moyen de faire usage.

[1] Sources jaunes.

Le tems qui était très-mauvais, empêcha l'armée anglaise de troubler la retraite des troupes américaines. S'étant mise à l'abri, le mieux qu'il lui fut possible, elle ne fit, jusqu'au 18, d'autre mouvement que de réunir ses colonnes. Ce jour, elle prit position à Trydruffin, d'où elle poussa un détachement à Valley Forge, pour y saisir des magasins [1].

A la crique française, le général Wayne fut chargé de suivre, avec sa division, l'armée ennemie, et de saisir toutes les occasions qui se présenteraient de l'inquiéter dans sa marche. Il devait se réunir au général Smallwood, et cacher avec soin ses mouvemens. Il se plaça dans les bois, à la jonction de la route de Derby avec celle de Lancaster, à environ trois milles derrière l'aile gauche des troupes anglaises campées à Trydruffin. Les précautions qu'il avait prises, lui faisaient croire qu'il était parfaitement en sûreté; mais les habitans étaient si contraires à la cause de l'indépendance, qu'ils firent connaître la position et l'état des forces de Wayne à sir William Howe, qui envoya le major-général Grey avec un corps de troupes pour le surprendre. Le 20, sur les onze heures du soir, le feu de sa garde avancée qui fut repoussée à la bayon-

[1] Général Howe's Letter.

nette, instruisit de l'approche de l'ennemi, l'officier américain. Wayne rangea aussitôt sa division en ordre de bataille, et tandis que la droite soutenait le choc, il fit faire retraite par la gauche, à couvert du feu de quelques régimens qui durent causer beaucoup de mal aux assaillans, et qui, après avoir abandonné le terrain sur lequel s'était engagée l'action, formèrent de nouveau leurs rangs; mais des deux côtés on se retira sans avoir recommencé le combat. Wayne évalua sa perte à cent cinquante hommes [1], les uns morts, les autres blessés. L'ennemi ne porta la sienne qu'à sept hommes.

Diverses imputations ayant été faites à Wayne au sujet de cette affaire, il fut, à sa demande, mis en jugement devant une cour martiale, qui déclara qu'il avait fait tout ce qu'on pouvait attendre d'un officier vigilant et brave.

Ayant mis en sûreté les dernières divisions de son armée, en forçant le général Wayne à se tenir à une plus grande distance, sir William Howe s'avança par le chemin de la vallée, vers la Schuylkill, et campa le long des bords de cette rivière, en remontant depuis

[1] Les rapports des anglais firent monter plus haut la perte des américains. Il est probable qu'elle fut au moins de trois cents hommes.

le gué de Flatland jusqu'à la crique française, et en face de l'armée américaine. Washington, craignant que l'ennemi ne voulût passer au-dessus de lui à une place où la rivière était peu profonde, et qu'après l'avoir tourné sur la droite, il ne lui coupât la communication avec Reading, où il y avait de grands magasins, changea de nouveau sa position, et remonta jusqu'au Pott's-Grove, où il campa. Sa gauche se trouva en arrière, mais un peu au-dessus de la droite de l'armée anglaise.

Renonçant au projet, si jamais il l'avait formé, de forcer Washington à livrer une autre bataille, et voyant peut-être que jusqu'à ce qu'il eût entièrement détruit les forces qu'il avait en tête, il lui serait plus avantageux de transférer le théâtre des opérations militaires dans le voisinage de sa flotte, le général Howe résolut de se transporter sur l'autre bord de la Schuylkill et de se rendre maître de Philadelphie. Dans l'après-midi, il donna l'ordre à un détachement de passer le gué de Flatland qui était à droite; et quelque tems après, il en fit partir un autre qui devait prendre le gué de Gordon sur la gauche, et s'emparer des hauteurs qui commandent l'un et l'autre passage. Les troupes américaines

qui gardaient les deux gués, furent dispersées facilement. Toute l'armée britannique marcha par la droite jusqu'à minuit. Après avoir passé le gué de Flatland, sans avoir eu à surmonter aucun obstacle, elle s'avança vers Philadelphie, et campa ayant sa gauche près du gué de Sweed, et sa droite sur le chemin de Monotony. Le front était couvert par la Stony.

Il était évident qu'il n'y avait plus qu'une victoire éclatante qui pût empêcher Philadelphie de tomber en la puissance de l'armée britannique. Le vœu public, auquel un général peut difficilement résister, se joignait aux desir du congrès pour demander une seconde bataille; mais après avoir mûrement pesé les circonstances, le commandant en chef résolut d'éviter le combat. Wayne et Smallwood ne l'avaient pas encore rejoint. Les troupes qu'il faisait venir de Peeks-Kill ayant été retenues par une incursion faite du côté de New-York, n'étaient pas encore arrivées, et il attendait un renfort de la milice du Jersey.

D'autres motifs, non moins puissans, l'empêchaient d'aller à la rencontre de l'ennemi. Les troupes avaient éprouvé des fatigues et des maux extrêmes. L'armée américaine, de-

puis l'instant où sir William Howe avait quitté la rivière d'Elk, avait été séparée de son bagage et s'était vue très-souvent sans vivres. Les soldats, exposés à une pluie continuelle, avaient fait de longues marches sur un terrain fangeux, avaient traversé des rivières, et cependant, ils avaient été privés des secours si nécessaires pour rendre la vigueur aux hommes. En outre, la plupart d'entre eux n'avaient pas de souliers. Ils couchaient sur la terre sans couverture; et fréquemment ils étaient obligés, quoique sans feu, de faire sécher leurs vêtemens, dont l'habit seul était convenable pour une campagne d'hiver. Toutes ces causes déterminèrent le conseil de guerre, ainsi qu'elles avaient déterminé le commandant en chef, à faire conserver à l'armée la position qu'elle occupait, et à lui donner quelques jours de repos.

Immédiatement après la bataille livrée sur le bord de la Brandywine, le congrès avait recommandé au conseil exécutif de la Pensylvanie de nommer des commissaires qui seraient autorisés à prendre, dans tous les magasins de Philadelphie, en donnant une reconnaissance des objets enlevés de la sorte, la toile, les étoffes de laine, les couvertures, les souliers et les liqueurs propres à l'usage

de l'armée. Ce conseil jugea que cette mesure excédait ses pouvoirs, et pensa qu'il fallait avoir recours à ceux dont était revêtu le commandant en chef. En conséquence, le lieutenant-colonel Hamilton [1], jeune homme à qui son zèle et ses talens avaient acquis déjà beaucoup de considération, et qui était aide-de-camp de Washington, fut chargé de cette commission délicate. En même tems, que le général lui recommanda d'employer les moyens les moins violens, il lui enjoignit de ne rien négliger pour fournir à l'armée tout ce dont elle avait un si pressant besoin; mais Hamilton fut bien loin, malgré la continuité de ses efforts, de réussir complètement, quant à ce dernier point.

Le commandant en chef avait pris toutes les mesures nécessaires pour rendre moins fâ-

[1] C'est ce même colonel Hamilton, tué l'année dernière en duel par M. Burr, vice-président du sénat des Etats-Unis. L'ombre de Washington n'a pu le préserver de cette fin tragique; et qui sait si l'amitié que ce grand homme avait pour Hamilton, n'en a pas causé la mort? Un duel pour des opinions politiques, et un duel impuni dans les Etats-Unis! Que sera-ce donc lorsque l'accroissement rapide de la population de ce pays, aura donné plus d'essor aux passions? (*Note du traducteur.*)

cheuse la perte de Philadelphie, s'il ne pouvait la prévenir. On mit sur des vaisseaux toutes les munitions qui se trouvaient dans cette ville, et on leur fit remonter la Delaware. Le soin de cette opération fut aussi confié au lieutenant-colonel Hamilton.

Le lord Cornwallis entra, le 26 du mois de septembre 1777, à la tête des grenadiers anglais et des grenadiers hessois, dans la ville de Philadelphie. Aucun habitant ne fut maltraité.

Lorsque le congrès apprit que son armée avait été défaite sur le bord de la Brandywine, il désigna Lancaster pour le lieu où il tiendrait ses séances, s'il se voyait forcé de sortir de Philadelphie. La pluie du 16 ayant contraint l'armée américaine à remonter la Schuylkill, et le chemin de la capitale étant, à ce moyen, ouvert à l'ennemi, les membres de cette assemblée se séparèrent, le 18 au soir, et le 27 du même mois, ils se réunirent à Lancaster.

Les opérations militaires furent extrêmement multipliées depuis le 25 du mois d'août, que l'ennemi prit terre près du bac de l'Elk, jusqu'au 26 septembre qu'il se rendit maître de Philadelphie. Les meilleurs écrivains anglais, qui ont traité des événe-

mens de cette guerre, ont entrêmement vanté les talens que le général Howe avait déployés dans cet espace de tems. Ils ont prétendu que le général Washington s'était entièrement trompé. Mais qu'on examine attentivement les opérations qui se firent à cette époque si critique, et qu'on mette dans la balance les moyens que chacun des deux généraux avait à sa disposition, on verra que le commandant en chef des troupes américaines ne fut point inférieur à celui qu'il avait en tête, et qu'il était digne de la haute estime qu'il avait inspirée à ses compatriotes. Avec une armée qui manquait de tout, et qui était bien moins nombreuse que celle de l'ennemi, que toutefois elle égalait en courage, dans un pays ouvert, où il n'y avait pas une seule place forte et dont les rivières laissaient alors, presque dans tout leur cours, un libre passage à l'infanterie, Washington occupa l'armée britannique tout un mois, durant lequel, en outre, il ne lui permit de s'avancer qu'à la distance de soixante milles. Il lui livra bataille; et quoique défait, il parvint à rallier ses troupes à demi-nues, presque affamées et sans discipline. Cinq jours après cet échec, il offrit de nouveau le combat au vainqueur; et malgré ces désastres multipliés, sa constance et

son activité le mirent en état de conserver une contenance imposante.

L'avantage qu'on reproche à Washington d'avoir procuré à l'ennemi, lors de l'affaire de la Brandywine, et ce fut l'unique, fut dû à la contrariété et au peu de sûreté des avis qu'il reçut. Si le corps principal de l'armée britannique s'était porté au gué de Chadd, et si celui qui fit un circuit sous les ordres du lord Cornwallis, n'avait été qu'un parti détaché pour attirer l'attention et les forces des américains sur un point où l'on n'eût fait qu'un attaque simulée, la perte de la bataille eût pu être le résultat des mesures qu'eût pu faire prendre une parfaite connaissance des intentions de l'ennemi. Dans une pareille conjoncture, un général doit agir d'après les rapports qu'on lui fait. Il est de son devoir de chercher à se procurer les informations les plus exactes, et l'art de les obtenir est un des traits qui caractérisent le plus un habile commandant; mais le succès ne suit pas toujours les mesures les mieux concertées. Dans une armée nouvellement formée, l'expérience ne peut pas avoir fait connaître les talens; et par conséquent, celui qui la commande est exposé à ne pas toujours choisir les meilleurs instrumens. D'ailleurs, dans un pays couvert

de bois, il est très-difficile de savoir le nombre de ceux dont se composent les diverses colonnes qui sont mises en mouvement.

On a dit aussi que les américains parurent n'avoir pas entièrement profité des avantages que le pays leur offrait, pour harceler l'ennemi, et en retarder les progrès. Mais il suffit de rappeler ici que les généraux Smallwood, Maxwell et Wayne furent détachés pour cet objet, avec différens corps de milice et de troupes au service de la confédération. Si la milice ne fournit pas le nombre d'hommes qu'on lui avait demandés, on n'en doit point accuser le commandant en chef, qui s'était empressé de la convoquer; et l'état de son armée ne permettait pas à Washington de faire occuper par des troupes réglées, les postes que les citoyens devaient remplir.

Les officiers de la division de Maxwell portèrent de vives plaintes contre ce général, dont en conséquence, la conduite fut examinée par une cour martiale qui le jugea exempt de reproche. Il n'est pas facile de dire positivement si, par sa circonspection et l'habileté avec laquelle il dirigeait ses mouvemens, le général Howe, qui, en tout tems, était très-attentif à la conservation de ses soldats, et qui ne laissait engager une escar-

mouche que lorsqu'il n'était pas possible de l'éviter, n'offrit à Maxwell aucune occasion de l'inquiéter dans sa marche, ou si ce dernier en laissa échapper quelqu'une. Quoi qu'il en soit, le général Washington ressentit vivement la perte de Morgan, et écrivit à Gates, après les avantages que celui-ci remporta sur Burgoyne, de lui renvoyer le plutôt possible cet officier avec son régiment de chasseurs. [1]

[1] *Riflemen.* C'était des soldats armés de fusils dont l'intérieur du canon était rayé. (*Note du traducteur*).

CHAPITRE IV.

Mesures prises pour empêcher la communication de la flotte avec l'armée anglaise qui occupait Philadelphie. — Les américains attaquent l'armée royale à Germantown, et sont repoussés. — Moyens employés par Washington, dans le dessein de couper les vivres à Philadelphie. — Attaque contre le fort Mifflin. — Attaque contre le *Red-Bank*. — Le colonel Donop est tué, et son parti est repoussé avec une grande perte. — Le vaisseau anglais, l'*Augusta*, saute. — Les américains évacuent le fort Mifflin, et les anglais en prennent possession. — Evacuation du fort Mercer. — Détachement anglais attaqué et repoussé avec perte. — L'ennemi réussit à communiquer librement avec sa flotte. — Tentative du général Dickinson pour surprendre la brigade de Skinner.

Lorsqu'il fut résolu de ne pas s'opposer à l'entrée de l'ennemi dans la ville de Philadelphie, le premier soin de Washington fut de chercher à mettre sir William Howe hors d'état de se maintenir long-tems dans cette ville, et à rendre impraticable le passage de la Delaware. En conséquence on construisit des ouvrages, et l'on dressa des batteries sur une île basse, marécageuse et d'une surface plane, ou plutôt sur un banc de vase et de

sable amoncelés dans cette rivière, près de sa jonction avec la Schuylkill [1]. On l'appelait d'abord *Mud-Island*, île de Vase ; mais lorsqu'on l'eut mise en état de défense, on lui donna le nom d'*île du Fort*. On éleva sur la rive, du côté du New-Jersey, une redoute que l'on garnit de grosse artillerie. On enfonça dans le chenal, entre cette redoute dont les batteries et celles de Mud-Island faisaient un feu croisé, des espèces de chevaux de frise assez pesants et assez forts pour qu'il fût extrêmement difficile de les lever, ou de forcer le passage, et pour que tout navire qui donnerait contre cette barrière fût perdu. Enfin toute tentative pour la franchir ne pouvait se faire tant qu'on ne serait pas maître de l'une et de l'autre rive de la Delaware. On fit entrer aussi dans le lit de cette rivière, trois milles au-dessous de Mud-Island, d'autres chevaux de frise ; et, pour leur servir de points d'appui, on commença de construire à la pointe Billing, du côté du Jersey, des ouvrages très-étendus sur lesquels on placa de l'artillerie, avant même qu'ils fussent achevés [2]. Plusieurs galères montées de canons de gros calibre, deux batteries flottantes, un assez grand nombre de vaisseaux armés et d'embar-

[1] Ann. Reg. [2] *Idem*.

cations de différentes sortes, et cinq brûlots furent destinés à supporter et ces barrières et ces ouvrages qui, si l'ennemi ne les détruisait point, devaient empêcher le général Howe de communiquer avec la flotte et de recevoir aucun transport par eau. Les vaisseaux mouillés au-dessus du fort Mifflin, nom qui fut aussi donné au fort construit sur Mud-Island, ne permettaient que rarement aux troupes anglaises de fourrager dans le Jersey, ou de tirer des munitions de cet état. Le général Washington espérait aussi leur intercepter tous leurs convois du côté de la Pensylvanie, et les forcer bientôt à évacuer Philadelphie.

Le baron d'Arendt, officier allemand très-expérimenté, fut nommé commandant du fort Mifflin; mais sa santé l'ayant empêché de s'y rendre, on fit choix à sa place du lieutenant-colonel Smith[1], qu'on y envoya avec deux cents hommes de troupes au service de la confédération; et l'on prit des mesures pour que des renforts y arrivassent le plutôt possible, et du nord et du sud.

Le lendemain du jour où le lord Cornwallis entra dans Philadelphie, on travailla à dresser trois batteries pour tirer sur tout bâti-

[1] De l'état de Maryland.

ment américain qui se présenterait devant cette ville. Avant qu'elles fussent achevées, elles furent attaquées par deux frégates, par des galères et des gondoles. Le flot s'étant retiré tandis que la frégate la *Delaware* soutenait le combat, ce bâtiment échoua. Bientôt la seconde frégate, qui était la plus petite, se retira, ainsi que les autres navires, sous le canon du fort. Cette retraite fut d'autant plus fâcheuse, qu'elle rendit l'ennemi maître du bac, et que par conséquent elle lui assura l'accès du Jersey; et en même-tems elle fit cesser la communication de Trenton avec les forts situés au-dessous, qui tiraient de cette place leurs munitions de guerre.

Le 28 septembre, les renforts que Washington attendait, étaient arrivés tous, à l'exception du régiment de la Virginie. Ces renforts consistaient en neuf cents hommes de troupes au service de l'Union, tirés de Peeks-Kill, et commandés par le général Macdougal, en six cents hommes de milice du Jersey, sous les ordres du général Foreman [1], et en onze cents hommes du Maryland, qui avaient le général Smallwood pour commandant. Tous

[1] Ce général remplaçait Dickinson, que la crainte d'une seconde invasion du côté de New-York, avait fait retenir dans le Jersey.

les détachemens ayant alors rejoint le gros de l'armée, celle-ci se monta à huit mille hommes de troupes réglées, et à trois mille de milice. Il fut résolu de s'avancer du côté de l'ennemi, et de saisir la première occasion favorable pour l'attaquer. En conséquence, l'armée prit position sur le chemin de Skippac, à vingt milles de Philadelphie, et à seize de Germantown, village qui s'étend des deux côtés de la grande route au nord, et forme une rue de deux milles de longueur. La ligne du campement de l'armée britannique le coupait à angles droits, un peu au sud du centre, l'aîle gauche s'alongeant de là jusqu'à la Schuylkill, à l'ouest [1]. Cette aile était couverte en avant et de côté, par les chasseurs allemands, les uns à pied et les autres à cheval. Un bataillon d'infanterie légère, et les chasseurs américains de la reine, étaient placés devant l'aile droite, et le quarantième régiment était posté au haut du village, avec un autre bataillon d'infanterie légère. Le lord Cornwallis tenait Philadelphie avec quatre régimens de grenadiers.

Ce qui attirait le plus l'attention du général Howe, était de détruire les obstacles opposés à la navigation dans le lit de la Delaware, et d'établir une libre communication avec la

[1] Ann. Reg.

flotte britannique. Quelques vaisseaux de guerre étaient déjà mouillés vis-à-vis de Chester ; et le capitaine Hammond qui les commandait, représenta que, si l'on s'emparait du fort construit sur la pointe Billing, où il n'y avait qu'une faible garnison, il lui serait possible d'ouvrir un passage jusqu'à Mud-Island. Le 29 septembre, le colonel Stirling marcha contre ce fort avec deux régimens, et s'en rendit maître sans coup férir. A son approche, la garnison qui n'était composée que de milice, encloua les canons, mit le feu aux baraques et se retira. Le colonel Stirling ayant détruit les ouvrages élevés sur le bord de l'eau, retourna à Chester, où il eut l'ordre d'accompagner un grand convoi de vivres pour Philadelphie, d'où un autre régiment, venu de Germantown, partit pour aller renforcer l'escorte [1].

Cette division ne passa pas sans être remarquée. Le général Washington crut avoir trouvé l'occasion de frapper un coup qui pût, vu la séparation de la flotte et de l'armée anglaise, occasionner la ruine de celle-ci, et même terminer la guerre. Il se proposa donc de surprendre, si la chose était possible, le camp de Germantown, et d'attaquer de front et en

[1] Ann. Reg. Stedman.

queue les deux ailes, au même instant. Il fut arrêté que les divisions de Sullivan et de Wayne entreraient dans le village par le chemin de *Chesnut-Hill* [1], et assailliraient l'aile gauche; que la milice de Pensylvanie, sous les ordres du général Armstrong, gagnerait le chemin de Manatawney par le moulin de Vandeering, et qu'après en avoir tourné le flanc gauche, elle prendrait l'ennemi en queue; que les divisions de Greene et de Stephen, soutenues par la brigade de Macdougal, feraient un circuit en suivant la route du *Lime-Kiln* [2]; qu'elles pénétreraient dans Germantown par la Market-House, et qu'elles attaqueraient l'aile droite; que la milice du Maryland et du Jersey s'avancerait, sous les ordres des généraux Smallwood et Foreman, par l'ancien chemin d'York, qu'elle tournerait la droite et tomberait sur les dernières divisions de l'armée anglaise; que la division du lord Stirling et les brigades de Nash et de Maxwell formeraient un corps de réserve; et qu'enfin des détachemens de cavalerie parcourraient les chemins en silence, et empêcheraient que l'ennemi ne fût instruit de la marche des troupes américaines, et que les

[1] Montagne des Châtaigniers.

[2] Four à chaux.

têtes de ces différentes colonnes ne communiquassent les unes avec les autres.

Ces dispositions faites, l'armée se mit en mouvement, le 3 octobre, au soir. La tête de la colonne, conduite par Sullivan, près de qui marchait le commandant en chef, rencontra, le lendemain matin, au lever du soleil, un piquet placé au Mount-Airy, et l'enfonça. Le corps principal suivit de près. Il engagea l'action avec l'infanterie légère et le quarantième régiment, postés au haut du village, et les força bientôt à prendre la fuite, en abandonnant leur bagage. Le lieutenant-colonel Musgrave, quoique très-vivement poursuivi, parvint à se jeter, avec six compagnies de ce régiment, dans un magasin [1] qui se trouvait sur le passage des américains, et d'où il fit faire sur eux un feu très-vif. On tenta, sans succès, mais non sans perte, d'escalader cet édifice. La brigade qui combattait contre les troupes de Musgrave, se retira à quelque distance, et pointa contre le magasin un canon qui ne fit aucun effet. La ligne de l'aile droite se rompit alors, ce qui joint à un brouillard extraordinairement épais, causa beaucoup de désordre.

Une demi-heure après que les troupes de

[1] Chew's-House.

Sullivan en furent venues aux mains avec l'ennemi, la colonne conduite par Greene attaqua l'infanterie légère postée devant l'aile droite de l'armée anglaise, et la fit plier, après en avoir enfoncé les piquets.

Tout avait, jusque-là, répondu à l'attente de Washington, qui, en cette conjoncture, pouvait se flatter d'obtenir la victoire. L'attaque avait été faite avec ardeur, plusieurs brigades avaient pénétré dans le village, et il y avait lieu de croire que les deux ailes de l'armée britannique se sépareraient l'une de l'autre, et seraient mises entièrement en déroute. Mais la disposition du terrain et l'extrême épaisseur du brouillard, jointes au défaut de discipline des troupes, firent échouer une entreprise, qui avait paru devoir être couronnée du plus brillant succès.

Le pays où l'on poursuivait l'ennemi était si entrecoupé de grandes et de petites clôtures, que les lignes étaient continuellement rompues. Comme il était très-difficile de distinguer les objets, même à peu de distance, il fut impossible au commandant en chef d'être exactement informé de ce qui se passait sur tous les points, et de réparer le mal dans les commencemens. Le désordre se mit bientôt dans les brigades. Quelques régimens, se lais-

sant emporter à leur ardeur, se séparèrent de ceux qui s'avançaient d'un pas plus mesuré ; et la force de l'ensemble en fut moindre. La droite de l'aile gauche se porta si loin hors de la ligne de marche, qu'elle se vit arrêtée par le magasin dont nous avons parlé, tandis qu'il était attaqué d'un autre côté par Sullivan. Il paraît qu'on ne prit l'ennemi ni en flanc ni en queue, comme on avait dû le faire. La milice de Pensylvanie parut à la vue des chasseurs qui flanquaient la gauche de la ligne britannique ; mais elle n'engagea pas vivement l'action. Celle du Jersey et du Maryland se montra vers le flanc droit de l'ennemi, à l'instant précis où la colonne conduite par Greene commençait à faire retraite.

Ces obstacles qu'eussent surmontés de vieilles troupes, donnèrent à l'armée britannique le tems de sortir du trouble où elle avait été jetée d'abord. Le général Knyphausen, qui en commandait l'aile gauche, fit soutenir les chasseurs par un bataillon qu'il leur envoya, et attaquer, par la troisième et la quatrième brigade que commandaient les généraux Grey et Agnew, la tête de la colonne conduite par Sullivan, qui avait pénétré dans Germantown. Quelques corps de l'aile droite et de l'aile gauche s'opposèrent aux progrès des régimens

qui s'étaient avancés plus loin dans ce village, où une partie de la brigade de Mahlenberg fut enveloppée et forcée de se rendre. Il en fut de même d'une autre brigade. Les différentes parties des colonnes rompues se prirent réciproquement pour des détachemens ennemis ; et tandis que plusieurs corps de la division de Sullivan combattaient avec ardeur, et qu'on se flattait encore du succès, le gros de l'armée se retirait.

Il fut impossible de rallier l'armée américaine. Washington, contraint de renoncer à une victoire qu'il croyait certaine, ne songea plus qu'à la sûreté de ses troupes. L'ennemi n'étant pas encore suffisamment remis de son trouble pour les poursuivre, elles ne firent aucune perte dans leur retraite.

Les américains eurent deux cents hommes de tués, et trois fois autant de blessés dans cette action, et près de quatre cents furent faits prisonniers. Parmi ceux-ci se trouva Mathews, colonel du régiment de la Virginie. Ce corps avait pénétré au centre de Germantown, et fait poser les armes à un grand nombre d'hommes, lorsqu'il se vit forcé de se rendre lui-même. Le général Nash, de la Caroline du nord, fut tué à la tête de sa brigade.

La perte de l'ennemi fut, selon le rapport

du général Howe, d'un peu plus de cinq cents hommes, dont moins de cent furent tués, et les autres blessés. On compta au nombre des premiers, le brigadier-général Agnew et le colonel Bird.

A la première alarme, les grenadiers anglais qui étaient à Philadelphie, coururent vers le champ de bataille ; et ils l'atteignirent, hors d'haleine, au moment où l'action cessa [1].

L'armée américaine se retira, le jour même du combat, à la distance d'environ vingt milles, au bord de la crique de Perkyomi. Elle s'y reposa, et y reçut un renfort composé de quinze cents hommes de milice, et du régiment de troupes réglées appartenant à l'état de Virginie ; puis elle fit quelques milles du côté de l'ennemi, et campa de nouveau sur le bord de la crique de Skippac.

Le plan de la bataille de Germantown avait été judicieusement tracé, et fut exécuté heureusement au commencement de l'action. Quoique le général Howe ait déclaré dans ses dépêches, que sur les trois heures du matin, il avait été instruit de l'approche de l'armée américaine, il y a lieu de croire qu'il n'attendit que des corps d'observation [2], et que

[1] Ann. Reg. Stedman.

[2] Il est probable qu'il n'y eut de découverte que la

l'armée anglaise fut surprise. Plusieurs régimens américains qui traversèrent son camp, et la marche des renforts qu'on fit venir de Philadelphie, le prouvèrent évidemment. Mais pour que les troupes américaines eussent pu remporter la victoire, il eût fallu que ceux à qui était confiée l'exécution des diverses parties du plan, eussent suivi leurs ordres à la lettre. La plus grande vigilance eût été nécessaire aussi pour empêcher les différentes brigades de se séparer les unes des autres, et pour tenir en quelque sorte compacte chacun des corps, ce qu'eussent rendu extrêmement difficile l'épaisseur du brouillard, et les nombreuses clôtures qu'il fallut franchir.

Le major-général Stephen, qui commandait la droite de l'aile gauche des américains, fut cassé pour cause de mauvaise conduite.

Le congrès approuva hautement le plan de la bataille de Germantown, et fit l'éloge du courage que déploya l'armée. En conséquence il vota des remercimens au commandant en chef et aux troupes.

Immédiatement après la bataille de la Brandywine, le Jersey avait été requis d'envoyer des renforts de milice à l'armée. Le général Put-

milice de Pensylvanie, qui fut à son poste plutôt que les autres colonnes.

nam avait eu ordre d'y faire passer aussi quinze cents hommes de troupes au service de l'Union, et d'en détacher en outre, un pareil nombre, pour couvrir l'état que nous venons de nommer. La milice du Connecticut avait été chargée de garder les postes importans de la rivière du Nord, qu'avait affaiblis le départ de ces détachemens.

Sir Henry Clinton qui commandait à New-York, ayant appris que le général Howe avait pris terre au haut de la baie de Chesapeak, avait promptement jugé qu'un mouvement opéré par ses troupes serait utile à ce général et à Burgoyne, en retenant les renforts que les états situés au nord de la Delaware pourraient envoyer à Washington ou à Gates. Le 12 du mois de septembre, il entra dans le Jersey avec deux mille hommes formant deux divisions, dont l'une était commandée par le général Vaughan, et l'autre par le général Campbell. Elles prirent terre à la pointe Elisabeth et au fort Lee, et se réunirent non loin du nouveau pont construit sur la rivière d'Hackensac. Ces divisions ne rencontrèrent que peu d'obstacles, et elles enlevèrent beaucoup de bétail. Vers le 15 du même mois, les troupes parties de Peeks-Kill, sous la conduite du général Macdougal, s'approchèrent;

et en même tems, le général Dickinson s'efforçait de rassembler la milice du Jersey. Sir Henry Clinton, lorsqu'il eut connaissance de tous ces mouvemens, retourna à New-York et à Staten-Island, avec tout son butin. Il n'eut que huit hommes de tués et seize de blessés durant cette expédition.

Lorsqu'on fut assuré que Clinton avait évacué le Jersey, Macdougal continua sa route vers la Delaware, et le gouverneur Livingston fit les plus grands efforts pour envoyer à l'armée de Washington, un corps de milice nombreux; mais les citoyens accoutumés à juger d'après eux-mêmes, furent d'avis qu'il y avait lieu de craindre une nouvelle invasion, et que leurs services seraient bien plus utiles sur la frontière de l'est qu'à l'ouest. En conséquence, ils se rassemblèrent lentement, et à regret. Cinq ou six cents d'entr'eux passèrent la Delaware à Philadelphie, à-peu-près dans le tems que les anglais traversaient la Schuylkill; et ils furent employés au transport des magasins. Lorsque l'armée britannique s'approcha de cette capitale, on leur fit prendre le chemin de Francfort, pour les soustraire au danger; mais leur commandant s'étant séparé de son corps, fut surpris par un détachement de cavalerie légère anglaise qui net-

toyait le pays. Le corps même se dispersa ensuite, et ceux qui le composaient retournèrent dans le Jersey, par différens chemins. Le général Dickinson avait, non sans beaucoup de peine, formé deux autres corps qui se montaient à neuf cents hommes, et avec lesquels il allait traverser la Delaware, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'arrivée d'un renfort venu d'Europe, à New-York. Le gouvernement de l'état pensa que ces corps étaient nécessaires à la défense du pays. En conséquence Dickinson quitta Trenton pour se porter du côté d'Elisabethtown; et l'on fit marcher sous les ordres du général Foreman, la milice qui se rendait à l'armée de Pensylvanie. Environ six cents hommes de cette troupe y arrivèrent quelques jours avant la bataille de Germantown. Immédiatement après cette affaire, il leur fut permis de se retirer, ce dont ils étaient extrêmement impatiens.

Les forts construits sur la Delaware attirèrent principalement l'attention de Washington et celle de sir William Howe. Après les opérations dont nous venons de rendre compte, il était évident que s'il ne parvenait point à s'emparer de ces postes, le général de l'armée britannique serait obligé d'évacuer Philadelphie, et par conséquent de renoncer à ce qu'il s'était

proposé de plus important pour cette campagne. Le commandant en chef des troupes américaines ne désirait pas moins vivement de les conserver ; mais il ne pouvait détacher de son armée des corps assez nombreux pour les défendre.

La perte de la frégate la *Delaware* et celle du fort de la *Pointe-Billing* avaient extrêmement découragé les matelots qui manœuvraient sur les galères et sur les batteries flottantes, et dont le service était absolument nécessaire pour la défense de la rivière. Croyant tout perdu, opinion que fortifièrent en eux les correspondances qu'ils entretenaient à Philadelphie, ils passèrent en grand nombre du côté de l'ennemi. Plusieurs officiers même ne craignirent pas de se rendre coupables d'une pareille defection. Le mal diminua cependant après la bataille de Germantown, et lorsqu'on eut jeté dans le fort construit sur le Red-Bank, qui fut ensuite appelé fort Mercer, et qui n'avait été jusque-là défendu que par la milice, le régiment de troupes réglées du Connecticut, sous les ordres du colonel Greene. Ce fort commandait le chenal qui se trouve entre la rive du côté du Jersey et Mud-Island ; et les vaisseaux américains mouillaient en sûreté sous le canon de ses

remparts. Comme le régiment de Greene ne suffisait pas pour garnir tous les postes, on requit la milice du Jersey de suppléer à ce qui manquait. Elle dut fournir aussi un corps destiné à contenir et à harceler tout détachement que l'ennemi aurait chargé d'investir la place.

Pour réparer la perte des matelots qui avaient déserté, on tira des régimens de troupes réglées, les hommes propres à la manœuvre des vaisseaux; et le général Washington demanda que des frégates non achevées, fussent, ainsi que plusieurs autres navires, coulées à fond, de peur que l'ennemi ne s'en rendît maître. Cette mesure avait aussi pour motif de faire passer les équipages de ces bâtimens sur ceux qui étaient propres à servir.

Ces dispositions faites, le commandant en chef, dans le dessein de rendre le séjour de Philadelphie aussi incommode qu'il serait possible à l'armée du général Howe, et de lui couper les vivres, envoya sur la Schuylkill environ six cents hommes de milice, commandés par le général Potter. Ce corps eut ordre de surveiller le pays situé entre cette rivière et la ville de Chester, d'enlever tous les petits partis de fourrageurs qui iraient

chercher les vivres dont l'ennemi commençait à avoir un pressant besoin, et d'empêcher les fermiers de se rendre au marché de Philadelphie. Si quelque détachement considérable passait la Schuylkill, Potter devait aussi en donner avis, et il lui était enjoint de prendre des informations sur le nombre et la position des troupes postées à Wilmington, place contre laquelle on méditait une attaque.

La milice des comtés situés dans le voisinage de la Delaware, au-dessus de Philadelphie, eut également l'ordre de parcourir les chemins de ce pays, pour arrêter la marche des cultivateurs qui s'inquiétaient peu que ceux auxquels ils vendaient les produits de leur sol, fussent amis ou ennemis, pourvu qu'ils les payassent en espèces métalliques.

Le congrès, pour rendre toutes ces mesures plus efficaces, passa une résolution par laquelle il déclara que quiconque fournirait des secours, de quelque nature que ce fût, à l'ennemi, ou serait pris les armes à la main, à trente milles de toute ville ou place au pouvoir des troupes britanniques, dans le Jersey, dans la Pensylvanie ou dans l'état de Delaware, serait dans le cas d'être jugé conformément à la loi martiale, et, par conséquent, d'être condamné à la peine de mort.

Le 16 octobre, le général Washington reprit la position qu'il avait quittée pour marcher contre Germantown. Il espérait gêner à ce moyen les opérations de l'ennemi contre les forts, ou du moins être en état de l'attaquer avec avantage lorsqu'il se serait affaibli par des détachemens, et de tomber sur ceux-ci lorsque l'occasion se présenterait.

Cependant le général Howe faisait tous ses préparatifs pour diriger depuis la rive occidentale de la Delaware, une attaque contre le fort Mifflin, afin de commander le bac de Webb. Il fit dresser quelques batteries à l'embouchure de la Schuylkill. Le commodore Hazlewood les canonna, et en fit cesser le feu; mais la nuit suivante, un détachement de troupes ennemies passa sur Province-Island, et y construisit, vis-à-vis du fort Mifflin, et à deux portées de fusil de la *Block-House*[1], une redoute d'où l'on pouvait jeter des bombes dans les baraques. On découvrit cet ouvrage, lorsque le jour parut; et Hazlewood donna l'ordre à trois galères et à une batterie flottante de l'attaquer à l'instant. Elles firent un feu si bien soutenu, que la garnison fut forcée de se rendre. Pendant que les chaloupes emmenaient les prisonniers, on vit un autre déta-

[1] Maison ou corps-de-garde fortifié, construit en bois.

chement de troupes anglaises entrer dans la redoute. Les batteries du fort Mifflin tirèrent dessus; et durant cette seconde action, plusieurs de ceux qui avaient été pris, s'échappèrent. Deux sous-officiers et cinquante-six soldats anglais demeurèrent dans les chaloupes.

On recommença l'attaque contre la redoute; mais deux assauts qu'y fit donner le lieutenant-colonel Smith furent sans succès. La garnison du fort Mifflin étant extrêmement incommodée du feu que l'ennemi faisait de ce point, le général Washington ordonna de former de nouveaux logemens pour les troupes. Il avait aussi recommandé de faire des saignées au bord de la Delaware, depuis l'embouchure de la Schuylkill jusqu'à celle de la crique des hollandais, afin d'inonder le terrain, et d'arrêter le progrès des assiégeans; mais la garnison était trop peu nombreuse pour exécuter ces travaux, et le commodore n'avait pas assez de confiance en ses matelots, pour les mettre à terre. En peu de nuits, l'ennemi eut construit sur le terrain le plus élevé de l'île, un long parapet, qui enfila la principale batterie du fort, et obligea de couvrir la plate-forme pour mettre à l'abri les canonniers.

Cependant le renfort de milice que devait

fournir le Jersey n'arrivait pas. La garnison du fort Mifflin se trouvait réduite à cent cinquante-six hommes effectifs; et celle du Red-Bank ne se montait pas à beaucoup plus de deux cents. En conséquence, il fut résolu de faire passer dans ces deux places des détachemens de troupes réglées. Le colonel Angell eut ordre de se rendre au Red-Bank, avec son régiment du Rhode-Island; et le lieutenant colonel John Green, de la Virginie, fut chargé de conduire deux cents hommes du sien au fort Mifflin. Le baron d'Arendt, qui avait servi en Europe, et que l'on jugeait très-versé dans l'art de défendre les places, ayant alors recouvré la santé, fut invité à se transporter dans ce dernier fort pour en prendre le commandement. Washington craignant que Smith qui en était chargé, ne fût indisposé de cette mesure, lui écrivit qu'il approuvait entièrement sa conduite. Cependant Smith demanda qu'il lui fût permis de rejoindre son régiment. Dans la réponse qu'il lui fit à ce sujet, le commandant en chef, après lui avoir rappelé combien il eût été difficile d'envoyer, sans un officier d'un grade supérieur, les renforts nécessaires, et l'avoir assuré que c'était ce motif et non le desir de déplacer un officier dont il estimait la valeur et les talens, qui

l'avait guidé, lui laissa le choix de rester dans la place ou de retourner à son corps. Cette explication et la mauvaise santé de d'Arendt, qui le força de s'éloigner du séjour mal-sain de Mud-Island, pour passer au Red-Bank, déterminèrent Smith à demeurer au fort Mifflin.

Immédiatement après le combat livré sur le bord de la Brandywine, l'amiral Howe supposant que la victoire remportée par l'armée anglaise rendrait inutile le secours immédiat de la flotte, mit à la voile pour se rendre dans la Delaware. Il espérait arriver à tems pour agir concurremment avec les troupes de terre qui occupaient la ville de Philadelphie et les environs. Mais les vents lui furent si contraires, et il eut tant de peine à remonter la baie, que sa première division ne put entrer dans la rivière que le 4 du mois d'octobre. Les vaisseaux de guerre et les bâtimens de transport qui la suivirent, arrivèrent du 6 au 8 du même mois au lieu de leur destination, et mouillèrent depuis New-Castle jusqu'à l'île Reedy.

Les frégates postées en avant n'étaient pas encore parvenues à ouvrir un passage aux vaisseaux, à travers la première des deux lignes de chevaux de frise qui obstruaient le cours de la Delaware. Cette barrière n'était

plus soutenue par le fort de la pointe Billing, mais elle était défendue par des vaisseaux, et on la trouva plus solide qu'on ne la croyait. Quoique le peu de munitions de guerre qu'avaient les américains, eût modéré jusqu'à un certain point le feu de leurs galères et de leurs batteries flottantes, ce fut seulement vers le milieu du mois d'octobre, que les obstacles furent écartés suffisamment pour laisser un passage peu spacieux. L'attaque faite du côté de la Pensylvanie, n'avait pas produit non plus tout l'effet qu'on avait attendu; et l'on reconnut que pour détruire les ouvrages qui arrêtaient la navigation de la rivière, il faudrait beaucoup plus d'efforts que ne permettait d'en faire la situation respective des armées. En conséquence, le général Howe, après que les américains eurent occupé de nouveau la position de Skippac, quitta Germantown et concentra ses forces autour de Philadelphie.

Ce mouvement était le prélude d'une attaque par terre et par eau, que l'amiral et le général anglais avaient projeté de faire contre le fort Mercer et le fort Mifflin. Après avoir passé entre les chevaux de frise, enfoncés près de la pointe Billing, les vaisseaux de guerre avaient d'autres difficultés à vaincre.

On avait placé à un demi-mille au-dessous de Mud - Island, une autre barrière que plusieurs vaisseaux et l'artillerie des deux forts que nous venons de nommer défendaient si bien, que le chenal ne pouvait être praticable tant qu'on ne se serait pas emparé de ces deux postes.

Le colonel comte Donop, qui avait acquis beaucoup de réputation dans le cours de la guerre, traversa, le 21 octobre, la Delaware au bac de Cooper, vis-à-vis de Philadelphie, à la tête d'un détachement de troupes hessoisses, consistant en trois bataillons de grenadiers, et dans le régiment de Mirbach, et se montant, sans compter l'infanterie légère et les chasseurs, à environ douze cents hommes. Il devait attaquer le lendemain le fort élévé sur le Red-Bank.

Il avait été réglé qu'aussitôt que le colonel Donop aurait commencé l'attaque, les batteries dressées sur la rive occidentale canonneraient le fort Mifflin, et que le vaisseau de guerre, *le Vigilant*, s'avancerait par un chenal très-étroit, entre cette rive et Hog-Island, pour mettre la place entre deux feux. Afin de détourner l'attention de la garnison, les frégates avancées devaient, ainsi que l'*Isis* et l'*Augusta*, s'approcher de front du fort

Mifflin, par le chenal principal, autant que le permettaient les barrières qui le traversaient, et que de-là elles battraient en brèche.

Les fortifications consistaient au Red-Bank, en ouvrages très-étendus. Au centre, se trouvait un retranchement de huit ou neuf pieds de haut, fraisé et palissadé, auquel le colonel Greene avait fait travailler avec ardeur, lorsqu'il eut pris le commandement de la place. Le 22 au soir, le colonel Donop parut devant le fort, et l'attaqua vivement. La défense fut opiniâtre. Les ouvrages extérieurs étant trop considérables pour une garnison qui ne se composait pas de plus de cinq cents hommes, on ne s'en servit que pour tirer sur l'ennemi, tandis qu'il s'avançait, et on les abandonna, lorsqu'il s'approcha de plus près. Du retranchement intérieur dans lequel ils se retirèrent, les américains firent un feu très-vif et très-meurtrier, sur les hessois qui les pressaient avec force. Le colonel Donop reçut un coup mortel, et le lieutenant-colonel Mingerode, qui commandait en second, tomba au même instant. Le lieutenant-colonel Linsing, à qui le commandement fut alors dévolu, fit retirer ses troupes; et à la faveur de la nuit, il emmena tous ceux de ses blessés qu'il put enlever. Il fit environ cinq

milles, le soir même, et le lendemain il rentra à Philadelphie. Les rapports les plus exacts font monter à environ quatre cents hommes la perte de l'ennemi dans cette tentative inutile. La garnison qui reçut des renforts partis du fort Mifflin, et fut secondée par les galères qui firent feu sur le flanc des troupes britanniques, soit lorsqu'elles s'avancèrent, soit lorsqu'elles se retirèrent, combattit à couvert, et ne perdit que trente-deux hommes, y compris même les blessés. Il paraîtrait par les dépêches du général Howe, qu'on n'aurait pu emporter les ouvrages extérieurs sans échelles, et que le détachement du colonel Donop n'en avait point. Il est probable que ce corps n'aurait pu faire retraite, et qu'il aurait été anéanti, si la milice du Jersey avait formé, à une distance convenable, le camp que Washington avait demandé.

L'*Augusta*, vaisseau monté de soixante-quatre canons, avait passé avec quatre petits navires, la ligne de chevaux de frise, placée vis-à-vis de la pointe Billing. Ces bâtimens attendirent plus haut que l'attaque commençât par terre. A la marée montante, ils levèrent l'ancre, et s'avancèrent plus loin. Les barrières qui traversaient le lit de la rivière, avaient jusqu'à un certain point fait changer de direction au chenal; et l'*Augusta* et le

Merlin échouèrent à une assez grande distance de la seconde ligne. Un vent de nord très-violent, qui n'avait point permis au *Vigilant* de gagner la position qu'on lui avait assignée, continuant toujours, empêcha la marée de s'élever, et les vaisseaux ne purent être remis à flot. Cependant on ne s'aperçut de leur situation que le soir. Les frégates s'approchèrent, le plus qu'il leur fut possible, du fort, qu'elles canonnèrent ensuite sans interruption. Les batteries de la rive de la Pensylvanie jouèrent aussi; mais la nuit fit cesser leur feu. Elles le recommencèrent le lendemain matin, ainsi que les vaisseaux, dans l'espoir qu'il donnerait le tems à l'*Augusta* et au *Merlin* de se remettre à flot. Les américains ayant bientôt reconnu que ces deux bâtimens étaient échoués, détachèrent contr'eux quatre brûlots qui ne produisirent aucun effet. Cependant on continuait à se canonner réciproquement avec force. L'*Augusta* prit feu, et il fut impossible de contenir les flammes. Il fallut alors enlever l'équipage, et faire éloigner les frégates. Le *Merlin* n'ayant pu se dégager, on y mit le feu; et bientôt l'*Augusta* sauta. Quelques hommes, au nombre desquels se trouvèrent le lieutenant Baldock, le chapelain et un canonnier,

périrent. On ne dit pas pour quelle raison ils étaient encore sur le vaisseau.

Le congrès, lorsqu'il apprit que le détachement du comte Donop avait été repoussé, se flatta qu'on parviendrait à défendre, avec le même succès, les différens postes établis sur le bord de la Delaware. Le colonel Greene, commandant du fort Mercer, le lieutenant-colonel Smith, commandant du fort Mifflin, et le commodore Hazlewood, qui commandait les galères, reçurent chacun, de ce corps, une superbe épée, comme un témoignage de l'estime et de la reconnaissance publique.

Les anglais ayant évacué Germantown, immédiatement après que le général Washington eut de nouveau placé son camp sur le bord de la crique de Skippac, cette dernière position se trouva trop éloignée; et l'armée américaine s'avança jusqu'au *White-Marsh* [1], à quinze milles de Philadelphie.

Le soin de couper à l'ennemi, le plus qu'il serait possible, la communication avec le pays qui environnait cette ville, n'occupait pas uniquement le commandant en chef. Il lui importait infiniment aussi d'intercepter tous les convois que la flotte britannique enverrait à l'armée qui était sous les ordres de sir Wil-

[1] Marais blanc.

liam Howe. La chose n'était point facile. Les troupes anglaises étaient maîtresses du cours de la Schuylkill, sur laquelle elles avaient jeté un pont, et dont leurs batteries commandaient l'embouchure. Elles étaient aussi en possession des deux îles de la Province et des Charpentiers [1]. Des barques chargées de vivres pouvaient déposer leur cargaison, vis-à-vis de la ligne de chevaux de frise; et il était possible de les faire passer par ces îles pour les transporter à Philadelphie. C'était ainsi que l'armée britannique conservait avec la flotte, une communication qui, bien qu'elle fût précaire et difficile, lui était d'un grand secours. Les vaisseaux anglais en avaient une aussi avec cette riche contrée qui est située au-dessous de Chester et de Wilmington; et l'on ne pouvait l'interrompre, les habitans eux-mêmes en désirant la continuation. Le commandant en chef s'occupa toutefois de cet objet. Le général Potter, officier vigilant et judicieux, qui avait sous ses ordres un petit corps de milice, posté au sud de la Schuylkill, découvrit le premier le passage des divers partis par cette route; et Lee, capitaine de cavalerie, qui s'était déjà signalé comme partisan, et qui transmettait toujours des avis fidèles, eut ordre de passer

[1] Province Island.

la rivière, de prendre des informations exactes sur la position de l'ennemi de ce côté, et sur le chemin qui suivaient les convois pour se rendre à Philadelphie.

Lorsqu'on eut obtenu les renseignemens qu'on voulait avoir, on recommanda au général Potter de faire enlever, en même tems, et dans le plus profond secret, toutes les meules des moulins qui se trouvaient dans les environs de Chester et sur la Brandywine, et on lui envoya un fort détachement de milice, pour le mettre en état de rompre le chemin qu'avaient pris les convois. Le capitaine Lee qui fut chargé de parcourir les moulins, fit rencontre, à douze milles au-dessous de Chester, d'un petit parti de fourrageurs, qu'il enleva.

Les forts de la Delaware étaient toujours très-exposés. Celui de Mud-Island avait été mal construit; et, selon l'opinion du commandant et du major Fleury, français d'un grand mérite, qui s'était jeté dans la place en qualité d'officier du génie, la défense de toutes les lignes devait exiger au moins huit cents hommes, dans le cas d'un assaut qu'on avait lieu de redouter. Mud-Island a environ un demi mille de longueur. C'était à l'extrémité inférieure de cette île qu'était placé le

fort Mifflin, dont les principaux ouvrages faisaient face à la rivière, afin de repousser les vaisseaux qui voudraient en refouler le courant. Les ouvrages construits du côté opposé, ne consistaient qu'en un fossé et en palissades, défendus par deux block-houses, dont l'étage supérieur avait été enlevé dans la dernière attaque. On avait dressé deux batteries plus haut que le fort, vis-à-vis de celles que l'ennemi avait elevées sur les îles de la Province et des Charpentiers. Un passage qui avait entre quatre cents et cinq cents vergès [1] de largeur, séparait de Mud-Island ces deux îles. Les batteries anglaises, qui le commandaient en grande partie, avaient chassé tous les navires qui s'étaient montrés dans ce passage; et d'ailleurs un gros tems les avait forcés de se mettre à l'abri sous la rive orientale, qui est fort élevée.

Les vaisseaux de guerre employés à défendre le passage de la Delaware, appartenaient, les uns au congrès, et les autres à l'état de Pensylvanie, qui nommait l'officier sous les ordres duquel ils étaient. La division se mit entre le commodore Hazlewood et le lieutenant-colonel Smith, qui avait le com-

[1] *Yards*. Le yard a de longueur environ trois pieds de roi.

mandement du fort Mifflin, et même entre le premier et les officiers de marine au service particulier de la confédération. Smith demandait que des galères et des chaloupes fussent continuellement postées dans le chenal, entre le fort et l'ennemi ; et le commodore le refusait souvent.

La garnison du fort Mifflin n'était composée que de trois cents hommes, nombre insuffisant pour placer une seule file de soldats autour des ouvrages. Elle craignait sans cesse qu'à la faveur de la nuit, que des brouillards épais rendaient toujours plus sombre, l'ennemi ne parvînt jusqu'au bord du fossé, et qu'après l'avoir comblé avec des fascines, il n'enlevât la place d'un coup de main, ou qu'il ne s'emparât de la partie supérieure de l'île, et que de là, il n'eût bientôt renversé les faibles fortifications construites de ce côté.

Le commandant en chef eut besoin d'employer ses efforts et son autorité pour empêcher que le service ne souffrît des dissentions des officiers, et pour engager le commodore Hazlewood à disposer sa petite flotte de la manière qui garantirait le mieux le fort Mifflin, du danger réel dont il était menacé. Il le pressa de tenir constamment une partie de ses vaisseaux prêts à agir à l'ins-

tant même où l'ennemi voudrait passer de l'île de la Province à Mud-Island. Washington jugeait que cette disposition nuirait peu au reste du service, parce que les barrières placées dans le lit de la rivière étaient si solides que, pour les défendre, on pensait qu'il devait suffire de quelques boulets rouges jetés par une division de la flottille judicieusement postée.

Comme il ne fut pas possible, malgré tous les soins, malgré toute l'activité des généraux Dickinson et Foreman, de tirer du Jersey un corps de milice suffisant, Washington détacha de son armée, trois cents hommes de la milice de Pensylvanie, pour être répartis entre le fort Mercer et le fort Mifflin. Quelques jours après, le général Varnum eut ordre de poster sa brigade dans les environs de Woodbury, près du Red-Bank, et de renforcer, autant qu'il le pourrait, les garnisons des deux forts. Le général Foreman devait le joindre avec le peu de troupes qu'il amènerait ; et l'on espéra que ces forces engageraient la milice à se réunir en nombre plus considérable. Seize cents hommes formaient ces renforts ; et il n'eût pas été possible d'en détacher un plus grand nombre, sans compromettre infiniment la sûreté de l'armée.

Ce n'était pas seulement de la rive opposée qu'était menacé le fort Mifflin. L'ennemi étant maître du cours de la rivière au-dessus de l'île, on craignait vivement qu'il ne se fît à Philadelphie des préparatifs pour descendre la Delaware, et attaquer la partie supérieure de Mud-Island, dans le dessein de faciliter les opérations qu'on méditerait dans les îles de la Province et des Charpentiers. Pour prévenir, autant qu'il serait possible, ce danger, on renforça les équipages de la flottille, par des hommes tirés de l'armée; et, après des efforts multipliés, on parvint à couper les côtes des îles occupées par l'ennemi, ce qui en les inondant, devait contrarier tous ses plans. De plus, l'ordre fut donné de mettre aussi sous les eaux, la partie de Mud-Island opposée au fort, partie qui était extrêmement basse.

Le général Washington qui savait combien il lui serait avantageux de remporter une victoire avant que la flotte et l'armée britannique pussent se réunir, avait résolu d'épier l'occasion de frapper un coup important; mais la circonspection du général Howe fut telle, que le général américain ne put trouver ce qu'il désirait. Après l'affaire du Red-Bank, le premier avait pris avec lenteur, des mesures qui devaient infailliblement le rendre maître

des forts, sans lui faire courir les chances d'un assaut.

Dans cet état des choses, on apprit l'heureuse issue de la campagne, dans le nord. Les succès qu'on y avait obtenus, devaient permettre à une grande partie des troupes qui avaient été employées contre Burgoyne, de se rendre à l'armée qui agissait dans la Pensylvanie ; mais on craignait que l'ennemi ne parvînt à s'emparer des forts, et à détruire les barrières placées dans le lit de la Delaware, avant que ces secours ne pussent être arrivés. Cette considération excitait à tenter de faire lever le siége du fort Mifflin. Cependant, la force relative des armées, les inconvéniens qui, dans la position où elles se trouvaient, pouvaient résulter d'une attaque, et sur-tout la crainte qu'une défaite ne l'affaiblît au point de ne pouvoir plus tenir tête à sir William Howe, même après l'arrivée des troupes du nord, déterminèrent Washington à ne pas hasarder un nouveau combat. Les officiers-généraux, réunis en conseil de guerre, la veille du jour où Varnum traversa la Delaware, furent unanimement de cet avis.

La force effective de l'armée britannique était alors de dix mille hommes au moins. L'armée de la confédération, y compris la

brigade de Varnum, se montait à huit mille trois cent treize hommes de troupes réglées, et à deux mille sept cent dix-sept hommes de milice, dont dix-neuf cent quatre-vingt-six, qui avaient été tirés des états de Virginie et de Maryland, devaient être licenciés sous trois jours. Les garnisons des forts Mifflin et Mercer consistant à-peu-près en six cent cinquante hommes de troupes réglées au service de l'Union, et en trois cents hommes de la milice de Pensylvanie, n'entraient pas dans ce calcul, non plus que les cinq cents hommes de milice, postés de l'autre côté de la Schuylkill, sous les ordres du général Potter.

Dans le dessein de faire marcher plus promptement les renforts demandés à l'armée du nord, le colonel Hamilton fut dépêché au général Gates, pour lui communiquer l'état des armées respectives dans la Pensylvanie, et le presser de faire partir à l'instant, les quinze régimens du Massachussetts, et les trois régimens du New-Hampshire. Hamilton ne portait pas des ordres positifs, parce qu'il était possible que Gates eût en vue quelque objet plus important [1] que de chasser le général Howe de Philadelphie, et que Washington n'y voulait apporter aucun obstacle.

[1] Comme par exemple la prise de New-York.

Cependant sir William Howe pressait vivement ses préparatifs pour attaquer le fort Mifflin. On découvrit dans le même tems, que l'armée anglaise communiquait régulièrement avec sa flotte, au moyen de bateaux, dont les avirons étaient enveloppés d'étoffe, et qui passaient la nuit entre Mud-Island et l'île de la Province, très-près du rivage de la première, pour remonter jusqu'à l'embouchure de la Schuylkill. Le commodore à qui l'avis fut transmis, jugea qu'il était impossible d'empêcher cette communication.

Lorsque les anglais eurent achevé de dresser leurs batteries sur l'île et au bord de l'eau, on apprit qu'ils se proposaient de faire une vive attaque, au moyen d'un fort détachement tiré de l'armée qui occupait Philadelphie. On espérait qu'il serait possible alors de faire une tentative contre les troupes qui seraient demeurées dans cette ville; mais un conseil de guerre à qui la mesure fut soumise, l'improuva fortement, et elle fut abandonnée.

Dans la matinée du 10 novembre, une nouvelle batterie élevée sur l'île de la Province, et montée de plusieurs canons de trente-deux et de vingt-quatre livres de balles, et de deux obus, commença de jouer, et fit plusieurs jours de suite un feu continuel contre le fort

Mifflin. Les block-houses et les palissades furent abattues, et la plupart des canons furent démontés ou mis hors de service. Les baraques furent tellement canonnées, que les troupes ne purent plus y demeurer. Il fallait être sur pied toute la nuit, tant pour réparer le dommage fait pendant le jour, que pour être prêt à repousser un assaut qu'on craignait sans cesse. Si l'on accordait quelques instans de repos aux soldats, ils étaient réduits à s'étendre sur la terre détrempée par de grosses pluies. La garnison était renouvelée tous les deux jours par des détachemens tirés de la brigade du général Varnum; mais celle-ci était si peu nombreuse, qu'il y en avait toujours la moitié de service.

Le lieutenant-colonel Smith était d'avis, et Varnum pensait de même, que si l'ennemi livrait l'assaut, il emporterait la place. Ces deux officiers jugeaient donc qu'il fallait l'évacuer. Mais le général Washington se flattait toujours qu'on pourrait la défendre jusqu'à ce qu'il eût reçu les renforts que devait lui envoyer l'armée du nord. Il croyait que l'ennemi ne tenterait l'assaut, qu'après avoir renversé tous les ouvrages; et en conséquence, il recommanda d'employer toutes les nuits à les réparer. Il faisait passer tous

les soirs à Mud-Island des détachemens de milice, auxquels il était permis de retourner le matin au Red-Bank. Enfin, il ordonna de défendre le fort jusqu'à l'extrémité, et jamais ordre ne fut mieux suivi.

Plusieurs hommes de la garnison, au nombre desquels se trouvait le capitaine Treat, brave officier, qui commandait l'artillerie, furent tués [1]. Le lieutenant-colonel Smith, reçut au bras et à la hanche une contusion qui le contraignit à se retirer au Red-Bank. Le major Fleury n'ayant été que légèrement blessé, continua à remplir avec un zèle infatigable, les pénibles fonctions de sa place. Il adressa, le 12 novembre, au commandant en chef, un rapport, où il déclarait que quoique les block-houses fussent abattues, que tous les canons, excepté deux, fussent démontés, et qu'il y eût plusieurs brèches aux murs, la place était tenable, mais que la force de la garnison était si peu proportionnée à l'étendue des lignes, et que les troupes étaient découragées à tel point par la fatigue et par des pluies froides et presque continuelles, qu'il redoutait l'issue d'un assaut. Varnum eut ordre de faire passer des troupes fraîches dans le fort, dont le commandement fut con-

[1] Le 11 novembre.

fié au colonel Russel [1], puis au major Thayer.

L'artillerie du fort Mifflin était parfaitement servie. Après la mort de Treat, elle fut dirigée par le capitaine Lee. Plusieurs fois elle mit le désordre dans les rangs de l'ennemi ; et dans le cours de la journée, elle fit cesser le feu d'une batterie flottante, qui avait commencé à jouer dans la matinée. On fut instruit qu'on s'efforçait de faire entrer dans le chenal, entre les îles, une frégate, suivie d'un sloop qui en portait les canons. Sur-le-champ on transmit cet avis au commodore, à qui l'on recommanda de faire couler à fond une hourque, pour obstruer le passage ; mais cet ordre, dont l'exécution était presque impossible, ne fut pas suivi.

Le fort Mifflin tenant plus long-tems que l'ennemi n'avait soupçonné qu'il le ferait, celui-ci poussa ses vaisseaux aussi loin que le permirent les barrières placées dans le lit de la rivière, et ces bâtimens firent un feu terrible, ainsi que les batteries. Les troupes n'étaient presque plus à couvert, et la garnison souffrait beaucoup plus que dans le commencement du siége. Elle se défendait cependant avec la plus grande opiniâtreté. Les assiégeans introduisirent dans le chenal, entre

[1] Le 14 novembre.

Mud-Island et l'île de la Province, *le Vigilant*, et un sloop de guerre, qui s'étant placés à cent verges des ouvrages, les canonnèrent fortement. De dessus le pont, les équipages y jetaient des grenades; et de la hune, on tuait à coups de fusil tout homme qui se montrait sur la plate-forme. Le major Thayer invita le commodore à écarter ces vaisseaux, et lui déclara qu'il ne pourrait défendre plus long-tems la place, s'ils conservaient leur position. Le commodore détacha six galères, qui se bornèrent à les reconnaître, et dont les officiers déclarèrent que les batteries de l'île de la Province couvraient si bien la frégate et le sloop, qu'il était impossible de les forcer à s'éloigner. Le fort n'était plus tenable, tout le démontrait clairement. Les ouvrages étaient en ruine et ne protégeaient plus les troupes. Une plus longue résistance ne pouvant occasionner qu'une inutile effusion de sang humain, la garnison se retira, le 16 novembre, sur les onze heures du soir.

On fit ensuite un nouvel effort pour chasser de leur position les deux vaisseaux ennemis. On s'était proposé même, de reprendre possession de Mud-Island, en cas de succès; mais les galères ne purent rien opérer; et bientôt un détachement envoyé de l'île de

la Province, occupa le terrain que les américains venaient d'abandonner.

Le commandant en chef envoya, le lendemain du jour où il apprit l'évacuation du fort Mifflin, les généraux Saint-Clair, de Kalb et Knox, conférer avec le général Varnum, et les officiers de la garnison du fort Mercer. Ces généraux devaient, après avoir reconnu le terrain, faire à Washington leur rapport sur la possibilité de continuer à interdire le passage de la rivière, et évaluer les forces qui seraient nécessaires pour réussir dans cette entreprise. Le commodore avait déjà, à la demande du commandant en chef, avant l'évacuation de Mud-Island, rassemblé en conseil de guerre les officiers de marine, qui avaient tous été d'avis qu'après la perte de cette île, il serait impossible que leurs navires conservassent leurs positions, ou empêchassent l'ennemi de lever les chevaux de frise. Ils pensaient que des batteries dressées sur la rive, du côté du Jersey, pourraient faire le même office que des vaisseaux. Le général Varnum et le colonel Greene, parurent disposés à consentir à l'évacuation du fort, parce qu'ils ne croyaient pas qu'il pût résister à une attaque faite du côté de la terre, et qu'ils le considéraient comme déchu d'une grande

partie de son importance, depuis que les américains avaient cessé d'occuper Mud-Island. De plus, les vaisseaux anglais pouvaient, même en plein jour, naviguer en sûreté entre cette île et l'île de la Province. Varnum et Greene craignaient aussi qu'en s'obstinant à défendre une place qui n'était pas tenable, on n'en sacrifiât la garnison. L'ennemi étant maître de traverser la Delavare, au-dessus et au-dessous de ce point, et les criques du Bois et de Manto, entre lesquels est situé le fort Mercer, n'étant pas navigables l'espace de plusieurs milles, la retraite par eau n'était plus praticable. Enfin, l'inquiétude de ces officiers s'accrut encore, par l'avis certain que le lord Cornwallis était parti de Philadelphie avec un corps de troupes, qu'on disait être de trois à cinq mille hommes, et qu'il marchait contre ce fort.

Le général Howe avait achevé de former une ligne de défense, depuis la Schuylkill jusqu'à la Delaware; et un renfort qu'il avait fait venir de New-York, était arrivé à Chester. Il se voyait alors en état de réunir dans les deux Jersey, une armée suffisante pour la réduction du fort Mercer, sans être obligé de s'affaiblir lui-même, de manière à

courir des risques à Philadelphie. Il jugeait toujours qu'il serait de la plus grande importance pour lui, d'ouvrir complètement la navigation de la Delaware. Malgré les secours qu'il tirait des environs, et quoiqu'il communiquât avec la flotte, en rangeant les îles de la Province et des Charpentiers, son armée et les habitans avaient beaucoup souffert du manque de vivres, et sur-tout de bois de chauffage.

Tout étant disposé, le lord Cornwallis se mit en marche à la tête d'un fort détachement, le 17 novembre, à une heure du matin, pour se rendre à Chester, où il se réunit au renfort tiré de New-York, et d'où il passa, sur la pointe Billing, le lendemain matin. Le général Washington fut promptement instruit de ce mouvement, qu'il fit connaître au général Varnum. Saint-Clair, de Kall et Knox, qui étaient d'avis qu'il fallait défendre le fort Mercer, lui firent leur rapport à-peu-près vers ce tems; et en conséquence il enjoignit de n'évacuer la place qu'à la dernière extrémité. Pour soutenir la garnison, une division de l'armée eut ordre de traverser à l'instant la Delaware à Burlington; et des exprès furent expédiés aux troupes du nord, qui marchaient par brigades, pour qu'au lieu de

passer la même rivière au bac de Coryell, comme le portaient les ordres précédens, elles descendissent le long de la rive orientale, jusqu'à ce qu'elles reçussent de nouveaux ordres.

Le major-général Greene, officier en qui Washington avait reconnu, dès le commencement de la guerre, un jugement solide et de grands talens, eut le commandement des troupes destinées à couvrir le fort Mercer. On espérait qu'il lui serait possible de remporter un avantage décisif sur le lord Cornwallis, la situation de la place, qu'on ne pouvait investir qu'en se postant entre les criques du Bois et de Manto, devant exposer à de grands dangers les assaillans, s'il se trouvait derrière eux un corps d'ennemis en état d'agir. Dans l'espoir que les vaisseaux pourraient servir à la défense de la place, ils eurent ordre de garder quelque tems encore la position qu'ils occupaient, et de fournir tous les secours qui dépendraient d'eux.

Mais, avant que les troupes eussent pu passer la Delaware, le lord Cornwallis s'approcha avec une armée que la jonction du renfort venu de New-York rendit plus formidable qu'on n'avait cru qu'elle le serait; et le fort Mercer fut évacué. Quelques-unes

des galères les plus petites s'échappèrent en remontant la rivière ; les autres furent abandonnées par les équipages, qui les brûlèrent ensuite.

L'ennemi étant alors maître absolu des deux rives, put travailler librement à détruire les obstacles qu'on lui avait opposés dans le lit de la Delaware. Cependant une victoire pouvait rendre aux américains la rive orientale ; et sans être positives, les instructions données au général Greene annonçaient que le commandant en chef espérait que cet officier ferait ses dispositions de manière à être en état de combattre le lord Cornwallis. Mais Greene craignait moins le reproche d'éviter une action, qu'il ne redoutait celui d'avoir sacrifié les véritables intérêts de son pays, en livrant un combat dans une position désavantageuse. Les rapports les plus exacts faisaient monter à cinq mille hommes, y compris les marins, le nombre de ceux qui étaient sous les ordres du lord Cornwallis. C'était beaucoup plus que n'en avait Greene, y compris ses troupes de milice. On attendait la brigade de Glover, qui venait du nord ; et d'un autre côté, le fort Mercer étant évacué, le lord Cornwallis pouvait retourner à Philadelphie. Greene fit part de tous ces faits au comman-

dant en chef, qui lui donna l'ordre d'attendre que toutes ses forces fussent rassemblées, pour marcher contre l'ennemi.

Avant l'arrivée de la brigade de Glover, le lord Cornwallis, qui pendant son incursion avait amassé une grande quantité de vivres frais, avait pris position sur la pointe Glocester, qui s'avance dans la Delaware. Il y était à couvert du canon des vaisseaux, et devait embarquer de là son bagage et les munitions qu'il avait recueillies. Il eût été téméraire de l'attaquer dans cette position, et il ne se montrait pas disposé à l'abandonner. Environ cent cinquante chasseurs du corps de Morgan, commandés par le lieutenant-colonel Butler, et un pareil nombre d'hommes de milice, sous les ordres du marquis de la Fayette, qui servait toujours en qualité de volontaire, assaillirent, avec la plus grande bravoure, un piquet d'environ trois cents hommes, et le menèrent battant jusqu'au camp, puis se retirèrent sans être poursuivis. L'ennemi eut vingt ou trente hommes de tués, et un plus grand nombre de blessés dans cette rencontre. Le marquis de la Fayette, qui, au rapport du général Greene, courait toujours au-devant du danger, fut charmé de la valeur de ce petit détachement. « J'ai trouvé, » dit-il dans une

lettre qu'il adressa au général Washington ; « les chasseurs au-dessus même de leur ré- « putation ; et la milice a surpassé l'idée que « je m'en étais faite. »

Le commandant en chef, supposant que le détachement du lord Cornwallis suivrait immédiatement les magasins qu'il avait faits et que sir William Howe avait le dessein d'attaquer lorsqu'il aurait lui-même réuni ses forces, les troupes américaines, tandis qu'elles étaient divisées, ordonna au général Greene de repasser sur-le-champ la Delaware, et de se réunir au gros de l'armée.

Ainsi, après plus de six semaines d'efforts continuels, l'armée qui occupait Philadelphie, parvint à s'assurer la possession de cette ville, en établissant une communication libre avec sa flotte. Durant tout ce tems, l'armée de la confédération se signala par sa constance et son intrépidité.

Pendant le cours des opérations militaires sur la Delaware, le général Dickinson, qui avait pris des renseignemens précis sur la force et la position de l'ennemi à Staten-Island, projeta une nouvelle expédition contre cette île. Il espérait séparer entièrement du régiment de Royal-Américain, la brigade de Skinner. Comme il connaissait

parfaitement le pays, il fit des dispositions qui paraissaient devoir assurer le succès. Il avait réuni sous ses ordres environ deux mille hommes, et prié le général Putnam de faire diversion du côté de King's-Bridge, pour empêcher que des renforts ne passassent tout à-coup de New-York à Staten-Island. Il tint son projet secret, même pour les officiers de son état-major, jusqu'à huit heures du soir, que devait en commencer l'exécution. Cependant Skinner en fut instruit dans la matinée, et se tint sur ses gardes. A la première alarme, il se réfugia avec sa brigade, dans quelques ouvrages trop forts pour être enlevés d'assaut. Les anglais eurent quelques hommes de tués dans cette fuite, et un petit nombre des leurs furent faits prisonniers. Dickinson fit retraite n'ayant eu que trois hommes de tués. Dix des siens furent blessés, mais peu dangereusement.

CHAPITRE V.

Le général Schuyler demande qu'un comité soit chargé d'examiner sa conduite, et l'obtient — Elle est approuvée par le congrès. — Burgoyne paraît sous les murs de Tyconderoga. — Evacuation de cette place et du mont Indépendance. — L'armée américaine évacue Skeensboroug et se retire au fort Anne — Le colonel Warner, attaqué par le général Frazer, est obligé de faire retraite. — Le colonel Long évacue le fort Anne et se retire au fort Edouard. — Proclamation de Burgoyne et contre-proclamation de Schuyler. — Burgoyne s'approche du fort Edouard, et Schuyler se retire à Saratoga, puis à Stillwater. — Le colonel Saint-Leger investit le fort Schuyler. — Herkemer qui marchait au secours de ce fort, donne dans une embuscade et est battu. — Le colonel Baum reçoit l'ordre d'aller saisir les magasins faits à Bennington. — Il est attaqué dans ses retranchemens par le général Starke, et mis complètement en déroute. — Le colonel Brehman va au secours de Baum, et est attaqué et défait par le colonel Warner. — Le colonel Saint-Leger lève le siége du fort Schuyler, et se retire à Tyconderoga. — Meurtre de Miss-Maccrea. — Le général Gates prend le commandement de l'armée du Nord. — Burgoyne place son camp sur les hauteurs de Saratoga. Il attaque le général Gates à Stillwater, et se retire. — Son armée pose les armes. — Les anglais se rendent maîtres des forts Montgommery et Clinton — Les américains évacuent Peek's-Kill et les forts de l'Indépen-

dance et de la Constitution. — Tyconderoga et le mont Indépendance sont évacués par les anglais.

TANDIS que dans les états du centre, et au milieu d'une foule de mécontens, le général Washington soutenait, avec des troupes inférieures en nombre à celles de l'ennemi, et dépourvues d'armes, de munitions de guerre, de vêtemens, et souvent même de vivres, une lutte inégale, sans faire toutefois des pertes irréparables, des événemens d'une grande importance se passaient dans le nord.

Sir Guy Carleton ayant à la fin de la campagne précédente remis à un autre tems ses projets sur Tyconderoga, s'était retiré de la pointe de la Couronne dans le Canada, et avait réparti ses troupes dans plusieurs villages, depuis l'île aux Noix et Montréal, jusqu'à Quebec. Pendant l'hiver, le général Burgoyne qui avait servi sous Carleton, fit un voyage en Angleterre pour mettre sous les yeux des ministres l'état des choses, et donner son avis sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour la prochaine campagne.

L'armée des américains n'ayant été rassemblée que pour une année, s'était dissoute

à l'expiration de ce terme. Loin qu'il fût possible de rien entreprendre contre les partis de l'ennemi, qui peut-être se trouvaient à une trop grande distance les uns des autres pour se secourir réciproquement s'ils étaient attaqués avec force, on eut beaucoup de peine à former un simulacre de garnison dans chaque fort.

Les régimens qu'on devait lever dans le Massachussetts, dans le New-Hampshire et dans les parties nord-ouest de l'état de New-York, devaient être destinés à la défense de la frontière ; mais le recrutement se faisait avec tant de lenteur, et l'on avait tant de peine à fournir des habits et des armes à ceux qui s'étaient enrôlés, que, pour la sûreté des postes importans situés sur les lacs, il fallut convoquer la milice des états septentrionaux.

Le général Schuyler, qui était chargé de traiter avec les indiens, de faire tous les préparatifs de défense nécessaires pour les forts et les lacs, de pourvoir aux besoins de l'armée du Nord, de distribuer les troupes le plus convenablement qu'il lui serait possible, et de les commander dans les limites de son département, s'était constamment occupé de ces objets durant la saison contraire aux opérations militaires. Le général Gates,

lorsque l'ennemi eut pris ses quartiers d'hiver, rejoignit l'armée qui était sous les ordres de Washington ; et le commandement du peu de troupes qui défendaient les places fortes dans le nord, passa au colonel Wayne, qui fut fait ensuite général.

Pour prévenir les dangers auxquels la faiblesse des garnisons exposait les forts, les régimens qui devaient renforcer l'armée du Nord, eurent ordre de s'y rendre par détachemens pendant l'hiver, en laissant dans l'intérieur du pays un nombre d'officiers suffisant pour les recruter. Néanmoins le printems était fort avancé, et l'on n'avait encore réuni que très-peu de troupes. La perpétuelle dilapidation des armes, résultat inévitable du grand nombre de mains entre lesquelles elles passaient, jointe à l'extrême pénurie où l'on était pour les vêtemens, rendit si difficile l'équipement de l'armée, que, malgré tous les efforts du général Schuyler qui soutenait de tout son pouvoir le commandant en chef, Tyconderoga fut pendant tout l'hiver exposé à être pris d'un coup de main, au moyen de la glace qui permettait de passer sur les lacs.

En formant son plan, le général Schuyler avait calculé qu'il faudrait au moins quinze

mille hommes pour les opérations de la campagne suivante, et il avait demandé que cette armée fût en partie composée de troupes fournies par les états du sud. Il pensait qu'il serait plus facile d'établir la discipline et la subordination parmi celles-ci, que parmi les régimens tirés de la Nouvelle Angleterre, et il comptait beaucoup sur l'effet salutaire que produirait l'exemple des premières. Il est probable cependant que l'insubordination dont ce général se plaignait avec raison, était dûe bien plus à l'organisation vicieuse de l'armée, et principalement au peu de durée du tems du service, qu'à une différence de caractère dans les habitans des différentes parties du territoire de l'Union. Le commandant en chef s'opposa à la demande de Schuyler. Les objections que l'on pouvait tirer de la position du pays où les troupes devaient être levées et agir, concouraient, avec d'autres considérations, à défendre un pareil mélange, s'il n'était pas absolument nécessaire. Quoique la cause des Etats-Unis fût la plus importante qu'un peuple pût soutenir, et qu'elle fût commune à tous les citoyens, il fut très-difficile d'empêcher que ce mécontentement, cette aigreur, ces divisions qui ont dissous tant de confédérations, et rendue vaine la force des

armées composées de troupes de nations diverses, ne produisissent parmi les troupes des différens états, leurs effets ordinaires; il fut très-difficile de faire oublier à ces troupes les subdivisions de territoire, et de rappeler à ceux qui les composaient, qu'ils étaient tous américains. Le général Washington ne pouvant détruire entièrement cet esprit, jugea donc que, pour exciter l'émulation, il était plus convenable de former deux armées tirées de différentes parties du continent.

La facilité avec laquelle les généraux anglais pouvaient, au moyen de leur flotte, transporter leurs troupes dans tous les lieux où ils se proposaient d'agir, rendait problématique la question de savoir si l'armée du Canada tenterait d'effectuer sa jonction avec le général Howe, par la voie d'Albany, ou si, après avoir mis cette province à l'abri d'une invasion, en se rendant maîtresse de la navigation des lacs, elle descendrait le fleuve Saint-Laurent pour gagner New-York par mer. Washington ne croyait aucunement impossible qu'elle prît ce dernier parti; et en conséquence il refusait de consentir à une distribution des troupes, qui ne laisserait aucun moyen de soutenir un événement qu'il jugeait très-probable. Cette considération, et

l'espoir que si les régimens dont le congrès avait ordonné la formation, parvenaient à garnir leurs rangs, et étaient réunis sur le même point, il pourrait, avant l'arrivée des renforts qu'elle attendait d'Europe ou du Canada, anéantir l'armée qui était sous les ordres de sir William Howe, défaite qui aurait une influence marquée sur les opérations ultérieures, lui firent changer l'ordre de se rendre à Tyconderoga, qu'il avait donné à tous les régimens du Massachussetts, et envoyer huit d'entr'eux à Peek's-Kill, d'où ils pouvaient se porter, selon que l'exigeraient les conjonctures, vers l'une ou l'autre armée. Par malheur, le recrutement fut si lent, et il fallut un si long espace de tems pour mettre en état de tenir la campagne les corps nouvellement levés, que ce changement fut de peu de conséquence. Les renforts destinés à l'armée américaine qui était dans le Jersey, ne furent point assez nombreux et ne purent arriver assez tôt pour qu'il fût possible d'exécuter les grands projets que le commandant en chef avait conçus; et les régimens qui se rendirent à Peek's-Kill, ne purent gagner Tyconderoga pour l'ouverture de la campagne; ce qu'ils eussent fait s'ils avaient pris un chemin plus direct.

Les services que Schuyler avait rendus dans le nord avaient été d'une utilité réelle, quoiqu'ils ne fussent pas de nature à donner de l'éclat à la réputation de ce général. Mécontent de sa position, et jeté dans le découragement par l'idée qu'on avait commis une injustice à son égard, il avait eu quelque tems le dessein de donner sa démission; et il n'en avait été empêché que par son zèle et par son attachement à la cause de l'indépendance. Lorsqu'il eut cessé de craindre un coup de main contre Tyconderoga, il se rendit en personne près du congrès pour y faire régler ses comptes, qui étaient très-compliqués, et contribuer par ses représentations, avant de quitter le service, à faire prendre les mesures que sa parfaite connaissance du pays pouvait indiquer. A sa demande, on nomma un délégué de chacun des états, pour composer un comité qui fût chargé d'examiner sa conduite depuis l'instant où il eût pris le commandement de l'armée. Lorsqu'après un examen approfondi, on eut reconnu que les services qu'il avait rendus étaient bien au-dessus de ce qu'en avait publié la renommée, le congrès jugea que l'intérêt public lui faisait un devoir d'engager cet officier à conserver sa commission. Le 22 du mois de mai, il révoqua une résolu-

tion qu'il avait prise le 6 mars 1776, et par laquelle il avait fixé dans la ville d'Albany le quartier-général [1] de l'armée du nord. Schuyler reçut l'ordre de partir pour prendre de nouveau le commandement de cette armée. Il la trouva faible, mal pourvue d'armes, de munitions de guerre et de bouche, et de vêtemens. Il apprit d'un espion qui avait été découvert, que Burgoyne était arrivé à Quebec, que ce général prendrait le commandement de l'armée d'invasion, lorsqu'elle serait parvenue au-delà des limites du Canada, et que, tandis que le corps principal attaquerait Tyconderoga, sir John Johnson, qui aurait sous ses ordres un corps composé d'anglais, de canadiens et d'indiens, s'avancerait par Osouego jusqu'à la rivière de Mohauk, ou des Mohauks, et prendrait position entre le fort Stanwix et le fort Edouard. L'espion ajouta qu'il n'avait pas appris qu'il fût arrivé des troupes d'Europe avec le général Burgoyne.

Schuyler reconnut le danger dont il était menacé, et ne négligea rien pour se mettre en état de le braver. Il visita tous ses postes,

[1] Le commandement du général Schuyler s'étendait sur Albany, sur Tyconderoga, sur le fort Stanwix et leurs dépendances.

fit amasser des vivres de tous côtés ; et il s'était avancé jusqu'à la ville d'Albany pour y recevoir des renforts et faire accélérer la marche de la brigade du général Nixon, qu'il attendait, lorsque le général Saint-Clair, qui était chargé de la défense de Tyconderoga, lui fit passer l'avis que le général Burgoyne avait paru sous les murs de cette place.

Dans le cours de l'hiver précédent, on avait tracé en détail, dans le cabinet de Saint-James, un plan d'après lequel on devait pénétrer jusqu'à la rivière d'Hudson ou du Nord, par la voie des lacs. Le général Burgoyne, qui avait concouru à le former, fut chargé de le mettre à exécution. Il devait, aussitôt que la saison le permettrait, conduire une forte armée jusque sous les murs de Tyconderoga. Il avait été arrêté qu'en même tems une autre division qui serait composée de canadiens, d'américains nouvellement enrégimentés, et de quelques européens, et que soutiendrait un corps d'indiens qui avaient été rassemblés en grand nombre dans les environs d'Osouego, pénétrerait par la rivière des Mohauks, dans le territoire des Etats-Unis, et se réunirait à l'armée principale sur les bords de l'Hudson [1].

[1] *Annual Register.*

Le général lui-même avait jugé suffisantes les troupes qui devaient être chargées de cette opération ; et comme c'était là le projet favori du ministère, on n'avait rien oublié de ce qui pouvait accroître la force de l'armée. Celle-ci fut bien munie de tout ; on lui donna l'artillerie la plus formidable peut-être qu'eussent jamais eue des troupes, eu égard à leur nombre ; et les officiers généraux qui devaient seconder Burgoyne, avaient beaucoup de réputation [1].

Aussitôt que les glaces eurent cessé d'empêcher la navigation, ce général remonta le fleuve Saint-Laurent, et arriva promptement à Quebec. Le gouverneur Carleton, quoiqu'il ressentît un chagrin profond de perdre le commandement de l'armée, et qu'il eût lui-même sollicité son rappel, fit de si grands efforts, que Burgoyne fut en état de se présenter avec toutes ses forces sur la rive occidentale du lac Champlain [2], bien plutôt que le général Gates ne croyait qu'on pourrait le faire, c'est-à-dire le 22 du mois de juin [3]. Les indiens tinrent là un grand conseil auquel il assista, puis il leur donna une fête militaire.

[1] *Idem.*

[2] Près de la rivière Boquet.

[3] 1777.

On a accusé ce général d'avoir été la cause des cruautés que les sauvages ont commises ensuite. Cependant il faut convenir que le discours qu'il prononça dans cette occasion, était fait au contraire pour adoucir leur férocité naturelle. Il essaya de leur faire comprendre la différence qu'il y avait entre les hommes qui étaient armés et ceux qui ne l'étaient pas, entre combattre et assassiner. Les prenant par leur faible, par l'avarice, il leur promit des récompenses s'ils lui amenaient des prisonniers, et leur déclara qu'il n'en recevrait aucune, lorsqu'ils lui présenteraient des chevelures. Il ne fut peut-être pas malheureux pour la cause de l'indépendance, que les indiens n'aient eu, en quelques occasions propres à émouvoir la sensibilité, aucun égard à ces recommandations.

Burgoyne, après avoir publié sur le bord de la rivière de Putnam, un manifeste dont l'objet était d'exciter les espérances et les craintes des habitans du pays où il se proposait d'entrer, et avoir pris des mesures pour assurer la circulation de cet acte, s'arrêta quelques jours à la pointe de la Couronne, et y fit toutes les dispositions nécessaires pour attaquer Tyconderoga.

Cette forteresse est située sur la rive occi-

dentale du lac Champlain, seulement à quelques milles au nord du point où commence le canal étroit, par lequel ce lac reçoit les eaux du lac George. La pointe de la Couronne se trouve douze milles plus haut, à l'autre extrémité de ce goulet. Tyconderoga est bâti sur un angle couvert de rochers, et environné de trois côtés par les eaux. Une grande partie du quatrième côté est défendu par un marais profond. Ce que celui-ci laissait à découvert, était entrecoupé par les anciennes lignes françaises, qu'on avait conservées, et que les américains avaient fortifiées par de nouveaux ouvrages, et par une redoute en bois. Il y avait d'autres postes et d'autres redoutes [1] a gauche, vers le lac Saint-George. Il s'en trouvait aussi à droite.

A l'opposite de Tyconderoga, sur la rive orientale du canal, s'élève une montagne de forme circulaire, qu'on appelle mont Indépendance, et qui avait été fortifiée avec beaucoup de soin, après l'évacuation du fort situé sur la pointe de la Couronne. Le sommet de cette montagne forme un plateau sur lequel on avait construit des baraques, que l'on avait également fortifiées et entourées de canons. La baie, qui du côté de l'ouest

[1] *Block-Houses.*

se prolonge dans le lac, était, depuis le bord de l'eau, défendue par des retranchemens garnis de grosse artillerie, et couverts par une batterie placée à mi-côte [1].

On avait, non sans beaucoup de peine, fait communiquer l'un avec l'autre, le mont Indépendance et Tyconderoga, au moyen d'un pont jeté sur le canal. Ce pont était soutenu par vingt-deux piles de gros bois, placés à égale distance, et dont les intervalles étaient occupés par des radeaux d'environ cinquante pieds de longueur et douze de largeur, et fortement attachés les uns aux autres et aux piles, par des chaînes et des rivets. Du côté du lac Champlain, le pont était défendu par une forte barrière, composée de différentes pièces de bois reunies par des bandes de fer, et par de doubles chaînes aussi de fer, et dont les chaînons avaient un pouce et demi d'épaisseur. Aussi, tout accès par eau était entièrement interdit du côté du nord [2].

Il convient de faire observer, qu'immédiatement au dessus de Tyconderoga, le canal s'élargit considérablement; que là, il devient navigable pour de grands navires, et qu'il conserve encore le nom de lac Champlain,

[1] Ann. Reg.

[2] *Idem.*

quoiqu'il ne fasse pas proprement partie de ce lac. D'un autre côté, l'extrémité méridionale du lac George, outre qu'elle est resserrée, n'est point navigable à cause des bas-fonds et des cascades dont elle est remplie; mais sous les murs de Tyconderoga, elle se réunit vers l'est à une grande masse d'eau, qui, dans cette partie de son cours, est appelée rivière du Sud, quoique plus haut, vers sa source, avant sa jonction avec un courant qui vient de la baie du Sud, et avec la baie de l'Est, baies dont les eaux se confondent presque au même point, elle soit désignée sous le nom de *Crique du-Bois*. Le confluent de toutes ces eaux à Tyconderoga, forme une petite baie au sud du pont de communication; et la pointe de terre après laquelle elles se réunissent immédiatement, est une montagne appelée *Sugar-Hill* [1], qui commande les ouvrages de la forteresse et le mont Indépendance, ainsi que le pont. Cette position n'avait point échappé à l'attention des officiers américains. Un conseil avait été convoqué pour examiner s'il ne conviendrait pas d'occuper et de fortifier cette montagne, dont on ne pouvait révoquer en doute l'importance; mais les ouvrages de Tyconderoga

[1] Pain de sucre.

étaient déjà si étendus, qu'ils exigeaient une très-nombreuse garnison ; et les augmenter, sans avoir un renfort proportionné, c'était affaiblir la place, loin de la rendre plus forte. On espéra que la difficulté de parvenir à la cime de Sugar-Hill, jointe à l'aspérité de la surface de cette montagne, empêcherait l'ennemi de profiter de l'avantage qu'en offrait la position.

De la pointe de la Couronne, l'armée royale s'avança, le 30 juin, des deux côtés du lac. Les deux divisions qui la composaient, conservaient la communication l'une avec l'autre, au moyen des vaisseaux qui faisaient voile au centre. L'apparition de l'avant-garde [1], qui construisit quelques ouvrages pour sa défense, confirma Saint-Clair dans l'opinion que l'armée qui s'approchait était peu considérable, et ce général se flatta qu'il n'aurait pas beaucoup de peine à la repousser. Le lendemain, l'ennemi parut avec de grandes forces, et campa des deux côtés du lac, à quatre milles de Tyconderoga. Il poussa un parti très-fort jusqu'à la pointe Trois-Milles, et la flotte mouilla hors de la portée des canons du fort, mais à peu de distance.

Le 2 juillet, de grand matin, le général

[1] Le 1.er juillet.

Saint-Clair fit un détachement qu'il chargea d'enlever du bétail et des magasins qui se trouvaient au point où débarquent les bateaux qui viennent du lac George. Ce parti n'ayant pas fait diligence, le jour parut, et l'ordre fut donné de reporter les munitions au fort George. Un nouveau détachement fut renforcer le premier, et il fut recommandé aux troupes de détruire les bateaux qu'on ne pourrait emmener, de renverser les ouvrages, d'incendier les block-houses et les moulins des environs, puis de se retirer à Tyconderoga. Cet ordre fut exécuté après une légère escarmouche, où quelques hommes furent tués. L'ennemi prit ensuite possession du poste important du *Mount-Hope*, qui commandait les lignes formées du côté du nord; et à ce moyen il coupa complètement la communication avec le lac George.

Le trop petit nombre de troupes qu'il avait sous ses ordres, fut ce qui porta Saint-Clair à ne point défendre le fort George. Il craignit que, pour y jeter des secours, il ne courût les risques d'une action générale en rase campagne, et il jugea plus convenable de concentrer toutes ses forces à Tyconderoga et sur le mont Indépendance.

Après avoir pris possession du Mount-

Hope, la division des troupes britanniques qui étaient sur la rive occidentale du lac Champlain, étendit sa ligne depuis ce mont jusqu'au lac, de manière à environner complètement la garnison. La division des troupes allemandes, commandées par le major-général Reidesel, qui occupait la rive orientale, était campée à la pointe Trois-Milles, et avait poussé un détachement presque jusqu'au ruisseau qui coule à l'est du mont Indépendance.

L'ennemi travailla avec ardeur à disposer son artillerie et à compléter ses communications. Le 5 du mois de juillet, le général Burgoyne fit reconnaître Sugar-Hill, et on lui rapporta que la montagne, quoique escarpée, n'était pas inaccessible, et qu'on pouvait en niveler le sommet pour y placer du canon. On mit aussitôt la main à l'œuvre, et l'on se hâta au point que la batterie eût pu jouer le lendemain. La garnison ne contraria point ces opérations ; et selon toute apparence, elle était hors d'état de le faire.

La position de Saint-Clair était extrêmement critique. L'ennemi environnait complètement la place à l'ouest du lac ; et le Mount-Hope, dont il était alors en possession, commandait entièrement le canal par lequel les eaux du lac George se réunissent à celles du

lac Champlain. En s'emparant de Sugar-Hill, les anglais étaient devenus les maîtres du terrain situé entre le lac George et la rivière du Sud ; et le camp du général Reidesel s'étendant depuis ce lac jusqu'au ruisseau de l'est, il ne restait plus, pour que l'investissement fût complet, qu'à occuper l'espace qui se trouvait entre ce ruisseau et la rivière du Sud, et n'excédait pas trois quarts de mille de largeur. Le général Saint-Clair apprit que cette opération se ferait le lendemain.

En cet état des choses, il fallait ou évacuer sur-le-champ Tyconderoga et le mont Indépendance, ou s'exposer, en défendant la place jusqu'à ce qu'elle ne fût plus tenable, à voir tous ceux qui composaient la garnison, faits prisonniers de guerre. Saint-Clair n'hésita pas à choisir le premier parti ; mais jugeant qu'il convenait de prendre l'avis d'un conseil de guerre, il réunit, le 5 du mois de juillet, les officiers généraux et le colonel Long, qui commandait une brigade ; et ils furent tous d'avis qu'on évacuât immédiatement les forts. On fit à l'instant même toutes les dispositions nécessaires pour la retraite. Les invalides, l'hôpital, toutes les munitions qu'il fut possible de transporter dans le cours de la nuit, furent placés sur des bateaux, et

remontèrent la rivière du Sud jusqu'à Skeensborough, escortés par le régiment du colonel Long et par des détachemens tirés de quelques autres corps. Le gros de l'armée ayant passé sur le mont Indépendance, se rendit par terre à la même ville, en prenant par Castletown.

Dans l'espoir que les troupes pourraient faire beaucoup de chemin avant que l'ennemi s'aperçût de leur retraite, on avait ordonné de garder le plus profond silence et de n'allumer aucun feu. Par malheur, cet ordre ne fut point exécuté; et l'arrière-garde ne s'était pas encore mise en mouvement, que les flammes consumaient la maison qu'avait occupée le général de Fermoy. Ce fut un signal pour l'ennemi, qui entra sur-le-champ dans les ouvrages, et tira, mais sans beaucoup d'effet, sur les dernières divisions des troupes américaines. Les généraux Frazer et Reidesel se mirent, sans perdre de tems, à la poursuite de celles-ci; et le général Burgoyne suivit les traces du colonel Long, qui se retirait vers Skeensborough.

Le pont, la barrière et les autres ouvrages dont la construction avait coûté dix mois de tems, furent détruits si promptement, que le 6 juillet, à neuf heures du matin, on avait ou-

vert un passage aux frégates le *Royal George* et l'*Inflexible*, et aux chaloupes canonnières. Sur les trois heures de l'après-midi, la première division de ces dernières engagea l'action avec les galères américaines, près des chutes de Skeensborough. Dans le même tems, trois régimens débarquèrent à quelque distance de la place, dans le dessein de l'attaquer par terre et de couper la retraite à la garnison, aussi bien qu'au détachement qui était dans les chaloupes et aux galères. Ce mouvement ayant été découvert, on mit le feu aux ouvrages et aux bateaux, et les troupes se retirèrent au fort Anne, sans avoir fait en hommes une perte considérable; mais tout le bagage de l'armée et une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, furent ou détruits par les américains, ou enlevés par l'ennemi.

Le général Saint-Clair, qui savait que la rapidité de sa marche pourrait seule sauver ses troupes, fit une telle diligence, qu'il arriva dans la nuit du jour même où il avait abandonné Tyconderoga, à Castletown, qui en est éloignée de trente milles. L'arrière-garde, sous les ordres du colonel Warner, fit halte à six milles de cette ville. Ayant été augmentée par ceux qui n'avaient pu suivre le corps

d'armée principal, elle se monta, selon le rapport de Saint-Clair, à mille et quelques hommes. Le lendemain à cinq heures du matin, le général Frazer, qui commandait huit cent cinquante hommes, la joignit et l'attaqua. L'action fut chaude. Deux régimens de milice, qui la veille au soir avaient été détachés du gros de l'armée, reçurent l'ordre de voler au secours de Warner. Au lieu d'obéir, ils ne songèrent qu'à leur sûreté, et s'avancèrent en hâte vers Castletown. Le combat se soutenait avec force, lorsque le général Reidesel arriva avec sa division de troupes allemandes. Les américains furent obligés de plier alors de tous côtés.

Selon l'état publié par le général Burgoyne, plus de deux cents américains, parmi lesquels étaient le colonel Francis et plusieurs autres officiers, furent trouvés morts sur le champ de bataille; et un colonel, sept capitaines, dix sous-officiers et deux cent dix fusiliers furent faits prisonniers par les anglais. Ce général supposa que du même côté, il y eut près de six cents hommes blessés, dont plusieurs durent périr en traversant, pour se sauver, les forêts de ce pays alors inhabité, qui forme aujourd'hui l'état de Vermont. L'ennemi fit monter sa perte à trente-cinq hommes tués,

au nombre desquels l'on compta un officier d'état-major. Il déclara avoir eu de blessés quarante-quatre hommes, parmi lesquels étaient deux majors et cinq sous-officiers. A juger par la durée de l'action, il est difficile de croire que, malgré le mauvais état des armes des américains, il y eût eu une si grande différence entre leur perte et celle que firent les anglais. La chose est d'autant moins probable, que la poursuite ne fut pas longue. Le général Saint-Clair supposa qu'il eut environ cinquante hommes, les uns tués et les autres blessés; mais, comme à l'exception du régiment de Warner, tout le corps qui combattit se dispersa, il ne put compter que par conjecture; et selon toute apparence, il se trompa.

Le général Burgoyne fit monter à deux mille hommes le nombre de ceux qui étaient sous les ordres du colonel Warner, et donna de grands éloges à la valeur de Frazer et de son détachement, qui avaient si long-tems soutenu, disait-il, un combat si inégal. Cependant, si l'état de la garnison de Tyconderoga était exact, le corps de Warner ne devait pas être de plus de douze cents hommes, et ce fut à ce nombre que le porta le général Saint-Clair. En le faisant de près du double, le général anglais prouvait la valeur avec laquelle

ce corps avait combattu. Des deux côtés on célébra la mémoire du colonel Francis, qui avait péri au commencement de l'action.

Saint-Clair apprit en même tems et cette défaite et l'évacuation de Skeensborough. Pour éviter la rencontre de l'ennemi, il fut obligé de changer de route, et fit passer à Warner l'ordre de se retirer à Rutland, où il s'était d'abord proposé de le rejoindre. Là il recueillit plusieurs soldats qui avaient été séparés de leurs corps; et deux jours après, il fit, à Manchester, sa jonction avec Warner, qui amenait environ quatre-vingt-dix hommes. Après avoir dépêché des officiers à Bennington, et laissé quelques troupes chargées de réunir les traineurs qu'on supposait devoir passer par cette contrée pour gagner la Nouvelle Angleterre, il se mit en marche pour se rendre au fort Edouard, où était le général Schuyler.

Le colonel Long s'étant retiré par la crique du Bois au fort Anne, Schuyler lui donna l'ordre de défendre cette place, contre laquelle fut détaché le neuvième régiment d'infanterie anglaise, que commandait le lieutenant-colonel Hill. Comme on sut que les américains y avaient assez de forces, deux autres régimens partirent sous les ordres du

brigadier Powell, pour aller rejoindre le premier. Avant l'arrivée de ce renfort, le neuvième régiment fut attaqué par le colonel Long. Il s'ensuivit une escarmouche durant laquelle les anglais maintinrent leur position, et des deux côtés on prétendit avoir remporté l'avantage. Long ayant appris que les anglais allaient être renforcés, mit, le 7 juillet, le feu aux ouvrages du fort Anne, et fit retraite vers le fort Edouard.

Ce même jour étant à Stillwater pour se rendre à Tyconderoga, Schuyler apprit l'évacuation de cette dernière place; et quelques heures après, à Saratoga, il fut instruit de la perte des munitions déposées à Skeensborough. Il ne recevait aucune nouvelle de Saint-Clair, et il concevait de vives craintes au sujet de l'armée de ce général. Lorsqu'il eut fait sa jonction avec le colonel Long, Schuyler réunit sous ses ordres environ quinze cents hommes de troupes réglées, et un pareil nombre de troupes de milice. Les unes et les autres étaient entièrement découragées; elles manquaient de tentes, étaient mal armées, et avaient perdu une grande partie de leurs bagages et de leurs munitions. Les habitans du pays étaient vivement alarmés; et comme il arrive toujours en pareille conjoncture, les

mieux intentionnés se montraient plus disposés à veiller à leur propre sûreté qu'à rejoindre l'armée.

Après l'évacuation du fort Anne, le général anglais crut devoir procurer quelque repos à ses troupes. Il n'avait point de tentes ; et un grand nombre de soldats manquaient de vivres depuis deux jours. Il y avait aussi quelque confusion dans son armée. Des corps qui devaient être distincts, étaient entremêlés les uns avec les autres, et un trop grand espace séparait les divers détachemens. Burgoyne s'arrêta donc quelques jours à Skeensborough, pour réunir les différentes parties de son armée et la former de nouveau. Il fit avancer le bagage, l'artillerie et les munitions, et prit toutes ses mesures pour marcher en diligence contre la ville d'Albany.

Dans ce fâcheux état des choses, Schuyler ne pouvait que chercher à gagner du tems. Cet officier, dont le quartier-général était au fort Edouard, sut mettre à profit le peu d'instans de relâche que ne put éviter de lui donner l'ennemi. Tout le pays qui se trouvait entre ce fort et Skeensborough, n'était presque pas habité. Il était en partie entre-coupé de criques et de marais, et en partie couvert de forêts épaisses ; et la surface en était fort

âpre. La crique du Bois était navigable pour des bateaux jusqu'au fort Anne, ce qui facilita infiniment le transport de l'artillerie, des munitions de guerre et de bouche, et du gros bagage des américains.

Le tems que passa Burgoyne à Skeensborough, Schuyler l'employa à rendre impraticable la navigation de cette crique, à couper les ponts et à rompre les chemins que devait suivre l'armée britannique. Il fit retirer tout le bétail, et transporter du fort George au fort Edouard, les magasins de munitions de guerre qu'on y avait faits, et dont son armée avait le plus grand besoin. Tout en s'efforçant de retarder la marche des troupes anglaises, il n'oubliait pas de chercher à se procurer les moyens de leur résister. Il demanda instamment qu'on lui fît passer des renforts de trouples réglées. Il requit la milice de la Nouvelle Angleterre et celle de l'état de New-York, de prendre les armes, et employa toute son influence sur les habitans des environs, à exciter leur zèle, et sur-tout à prévenir leur défection. Afin de rendre toujours plus lents les mouvemens de l'ennemi, il fit poster sur la gauche de celui-ci, le colonel Warner avec son régiment, dans le pays qui appartenait alors au New-Hamp-

shire, et constitue aujourd'hui l'état de Vermont. Warner devait en exciter la milice à s'armer. On espérait que l'apparition de forces redoutables qui menaceraient de le prendre en flanc et en queue, porterait l'ennemi à renforcer la garnison de Tyconderoga, et ralentirait la marche du corps principal de l'armée britannique.

Le général Burgoyne fit à Skeensborough une seconde proclamation, par laquelle il somma les habitans des environs, d'envoyer dix députés, par juridiction, à Castletown, pour y concerter avec le colonel Skeene, des mesures qui pussent prévenir la ruine de ceux qui ne s'étaient pas encore soumis à l'autorité royale [1]. Schuyler craignant que cet acte ne produisît de l'effet, répandit une contre-proclamation où il dévoilait les projets de l'ennemi. Il invitait les habitans à profiter de l'exemple du Jersey, et à ne pas s'exposer aux dangers auxquels cette insidieuse proposition pourrait les exposer. Enfin il assurait que tous ceux qui enverraient des députés au lieu indiqué par le général Burgoyne, ou qui donneraient, de quelque manière que ce fût, des secours aux troupes britanniques, seraient

[1] Remembrancer.

considérés comme des traîtres et punis selon toute la rigueur des lois.

L'évacuation de Tyconderoga fut un coup auquel personne ne s'attendait dans les Etats-Unis. On ne connaissait positivement dans ces états, ni le peu de force de la garnison, ni le nombre des troupes dont se composait l'armée d'invasion. On y croyait généralement qu'il n'était arrivé à Quebec aucun renfort au printems, et qu'il ne devait pas être possible de faire sortir plus de cinq mille hommes du Canada, sans compromettre la sûreté de cette province. Le congrès, le commandant en chef et presque tous les citoyens avaient supposé que la force effective des régimens récemment levés dans la Nouvelle Angleterre et dans le New-York, était supérieure à ce qu'ensuite on reconnut qu'elle était. D'ailleurs, le commandant de Tyconderoga était autorisé à requérir les corps de milice qu'il jugerait nécessaires pour la défense de la place. Peu de jours avant l'investissement, le général Schuyler avait calculé, d'après un état de revue, que la garnison se montait à cinq mille hommes, et qu'elle était abondamment pourvue de tout. Ainsi donc, lorsqu'on apprit qu'une place dont les fortifications avaient coûté tant de peine et des sommes si

considérables, qu'une place qu'on regardait comme la clef de tout le pays de l'est, et qu'on supposait renfermer une garnison presque égale en nombre à l'armée qui devait en faire le siége, avait été abandonnée sans qu'on eût tiré un seul coup de canon; lorsqu'on fut instruit que cent vingt-huit pièces de canon, que toutes les munitions de guerre et de bouche, que tout le bagage étaient tombés entre les mains de l'ennemi ou avaient été détruits; que dans sa retraite, l'armée américaine avait été attaquée, battue, dispersée, la surprise fut générale, et il y eut peu de personnes qui n'attribuassent un si grand malheur aux officiers. Le congrès révoqua les pouvoirs de tous les généraux de l'armée du nord, et fit rechercher leur conduite. Dans la Nouvelle Angleterre on les accusa hautement de s'être vendus; et le général Schuyler qui, par quelque cause secrète, n'avait jamais été vu de bon œil dans ce pays, fut enveloppé dans l'accusation du crime de trahison, auquel ce revers fut attribué par la foule des citoyens. Cependant, sur les représentations du commandant en chef, le congrès suspendit l'effet de sa résolution sur les généraux de l'armée du nord, jusqu'à ce que Washington eût examiné si l'état des choses permettait de pren-

dre une pareille mesure. Après l'examen le plus approfondi, la conduite de ces officiers fut jugée irréprochable.

Saint-Clair, dans la lettre où il rendit compte au commandant en chef des motifs qui avaient fait évacuer Tyconderoga et le mont Indépendance, ne fit monter la garnison, y compris neuf cents hommes de milice qui ne consentaient à demeurer que peu de jours, qu'à trois mille hommes effectifs, dont plusieurs étaient armés de fusils auxquels il n'y avait point de bayonnettes; et il eût fallu dix mille hommes au moins pour garnir convenablement les lignes. Cet officier disait aussi que les défenses de la place n'étaient pas complètes, et qu'il n'y avait des vivres que pour vingt jours. Cette espèce de disette, ajoutait-il, avait été cause qu'il n'avait pu obtenir de la milice, des renforts considérables. Enfin, s'il n'avait pas évacué les forts assez à tems pour conserver intactes ses garnisons et ses munitions, il l'attribuait à l'erreur où l'on était généralement sur la force des anglais dans le Canada, et à son devoir même, qui ne lui permettait pas de prendre une telle mesure sans une nécessité absolue.

Le général Burgoyne, selon son rapport, trouva dans le fort de Tyconderoga, trois

cent quarante-neuf mille sept cent soixante livres de farine, et cent quarante-trois mille huit cent trente livres de salaisons. De plus on avait, quelques jours avant l'apparition de l'ennemi, fait entrer dans la place beaucoup de têtes de bétail, qu'on ne put en faire sortir, et qui devinrent la proie de l'armée victorieuse.

La différence qu'il y eut entre l'état de la garnison dressé par Schuyler, et celui que donna Saint-Clair, eut plusieurs causes. Les forces effectives étaient bien inférieures au nombre d'hommes que portaient les états de revue. Ceux-ci se faisaient alors avec une extrême négligence; et enfin Schuyler crut entrés dans la place des corps de milice qui n'y parurent pas.

Le général Washington ayant été instruit du misérable état de l'armée du nord, fit les plus grands efforts pour en réparer les pertes. Il parvint, non sans beaucoup de peine, à lui procurer des tentes; elle reçut du Massachussetts, de l'artillerie et des munitions de guerre; le reste des troupes réglées appartenant à cet état, fut la renforcer; et l'on autorisa le général Lincoln, qui possédait toute la confiance de la milice de la Nouvelle Angleterre, à la réunir et à la commander. Dans

l'espoir que sa présence et sa réputation contribueraient à ranimer les troupes, le général Arnold fut envoyé à l'armée du nord, où, quelque tems après, le colonel Morgan conduisit son corps de chasseurs. A travers le sombre nuage qui enveloppait l'horizon politique de ce côté, Washington crut voir percer un rayon de lumière. « J'espère, » disait-il dans une lettre qu'il adressait, le 15 juillet, au général Schuyler, « que, malgré l'état « actuel des choses, une résistance opiniâtre « arrêtera les progrès du général Burgoyne, « et que la confiance, qui suit les succès, lui « fera prendre des mesures dont les résul- « tats nous seront avantageux. » Après avoir reçu du même général américain, une lettre datée du 17, par laquelle celui-ci rendant compte de la position de l'ennemi, disait qu'une partie des troupes britanniques était demeurée à Skeensborough, qu'un corps de mille à deux mille hommes était posté à Castletown, qu'un autre corps était retourné à Tyconderoga pour revenir par la voie du lac George, et qu'il y avait aussi un poste avancé auprès du fort Anne, Washington prévit ce qui devait arriver, et indiqua la mesure qui fut comme la source du torrent de calamités qui fondit sur Burgoyne et l'en-

traîna. « Je pense, « dit-il, » que l'armée du « général Burgoyne recevra tôt ou tard un « grand échec, et que ses succès n'auront « servi qu'à précipiter sa ruine. La conduite « que tient l'ennemi est ce qu'il peut y avoir « de plus avantageux pour nous. La division « de ses forces nous permettra d'agir, et fera « courir de grands hasards à ses détachemens. « Si l'on pouvait en couper un seul, lors « même qu'il ne serait pas plus de quatre « cents hommes, les citoyens reprendraient « courage; et oubliant les revers précédens, « ils se rangeraient en foule, pour leur propre « sûreté, autour de vos drapeaux. »

Le général Burgoyne, enflé par le succès, ayant, tandis que ses détachemens lui amenaient des tentes et des vivres, fait prendre à ses troupes dans les environs de Skeensborough, quelques instans de repos qui leur étaient extrêmement nécessaires, s'occupa sans relâche à tout disposer pour pousser ses avantages. Il sentit bientôt qu'il lui faudrait beaucoup de peine et de tems pour parvenir au bord de la rivière du Nord ou d'Hudson. Il fut obligé de faire enlever les barrières opposées à la navigation, dans le lit de la crique du Bois, et, ce qui fut infiniment plus difficile, de réparer les chemins et de réta-

blir les ponts que Schuyler avait fait rompre. Un de ceux-ci coupait un marais de près de deux milles d'étendue. Outre ces réparations, Burgoyne fit construire quarante nouveaux ponts. Ces ouvrages le retardèrent à un tel point, que son armée, quoique les américains l'eussent peu harcelée dans sa marche, ne put arriver que le 30 du mois de juillet sur la rivière du Nord. Il se vit encore forcé de s'arrêter là, pour faire venir de l'artillerie, des vivres, des bateaux et d'autres objets sans lesquels il ne pouvait s'avancer plus loin.

Schuyler mit à profit tous ces retards. Il reçut de Peek's-Kill quelques renforts de troupes fraîches. Quoique ce fût le tems de la moisson, et que le découragement fût très-grand dans la Nouvelle Angleterre, il en tira des corps de milice assez nombreux pour donner quelque apparence de force à son armée. La perte des salaisons eut des suites funestes. Les américains, qui n'étaient point accoutumés à ne vivre que de viandes fraîches, furent très-incommodés lorsqu'ils n'en eurent plus d'autres, et l'armée s'affaiblit. En conséquence, lorsque Burgoyne s'approcha du fort Edouard, Schuyler se retira par l'Hudson, à Saratoga, ville située sur la même rivière, à quelques milles au-dessous. De là le

général Lincoln partit pour aller prendre le commandement de la milice qui se réunissait autour du colonel Warner à Manchester, mais qui n'était pas encore en nombre suffisant pour que cet officier eût pu faire craindre à l'ennemi qu'il ne le prît en queue.

De Saratoga, le général Schuyler se rendit à Stillwater, non loin de l'embouchure de la rivière des Mohauks, et s'y fortifia. Il avait donné l'ordre au général Lincoln de l'y joindre. Il y apprit là que le général Burgoyne avait entièrement évacué Castletown, et qu'il communiquait seulement par le lac George avec Tyconderoga, d'où il tirait presque tous ses vivres, et qui, malgré son importance, n'avait que trois cents hommes de garnison. En conséquence, la destination de Lincoln fut changée. Ce général eut ordre de se mettre à la tête de la milice du Massachussetts et du New-Hampshire, qui formait un corps d'environ trois mille hommes, de tomber sur les dernières divisions de l'ennemi, et s'il était possible, de lui couper la communication avec les lacs.

Schuyler apprit aussi à Saratoga, que le colonel Saint-Léger, qui commandait un détachement de troupes réglées auquel s'était joint un corps d'indiens fort nombreux, s'était

avancé par le lac Oneida et la crique du Bois, depuis Osouego jusqu'à la rivière des Mohauks, qu'il avait mis le siége devant le fort Schuyler, et avait complètement défait le général Herkemer, qui commandait la milice du comté de Tryon. Le desir de prévenir les atrocités que commettent les sauvages, et d'empêcher la jonction de Saint-Léger et de Burgoyne, détermina Schuyler, quelque peu considérable que fût son armée, à détacher trois régimens de troupes réglées, à la tête desquels il mit le major-général Arnold, en lui donnant l'ordre de faire lever le siége à l'ennemi. Affaiblie par ce détachement, l'armée américaine fut obligée de chercher une position plus sûre que Stillwater; et le 15 du mois d'août, elle se retira sur quelques îles situées au confluent de la rivière d'Hudson et de celle des Mohauks. Burgoyne était alors descendu le long de la rive orientale de la première, et ses partis avancés qui l'avaient traversée, occupaient Saratoga.

Le colonel Saint-Léger avait paru le 2 du mois d'août sous les murs du fort Schuyler, qu'il avait investi le lendemain. La garnison était composée de six cents hommes de troupes réglées appartenant aux états de New-York et de Massachussetts, et était comman-

dée par le colonel Gausevoort. Les assiégeans étaient entre quinze cents et dix-huit cents hommes, parmi lesquels il y avait de six à neuf cents indiens. Les autres étaient ou anglais, ou américains, ou canadiens, ou allemands. Saint-Léger ayant fait sommer Gausevoort de se rendre, celui-ci répondit qu'il défendrait la place jusqu'à l'extrémité.

A la première approche de l'ennemi, Herkemer, qui commandait la milice du comté de Tryon, l'avait réunie pour aller au secours du fort. Ayant posé son camp à la distance de huit milles, à Eriska, il expédia un messager qui porta dans la place une lettre par laquelle ce général annonçait qu'il se proposait de forcer les lignes de l'ennemi et de se réunir à la garnison. Il fut résolu de faciliter, au moyen d'une sortie, l'exécution de ce dessein, et deux cents hommes d'élite furent chargés de la faire, sous les ordres du lieutenant-colonel Willet. Par malheur, Saint-Léger avait été instruit de l'approche d'Herkemer, et avait formé le projet de lui barrer le passage. Il plaça sur le chemin que devaient suivre les américains, un petit détachement de troupes réglées et d'indiens. Herkemer donna dans cette embuscade. Il n'en eut connaissance que par une décharge des petites

armes, après quoi les indiens firent une furieuse attaque avec leurs tomahauks. Quoique plusieurs soldats de milice eussent pris la fuite au commencement de l'action, Herkemer se défendit avec courage; mais n'ayant pu conserver sa position, son détachement fut défait. Il fut blessé lui-même, ainsi que plusieurs officiers de son état-major. Des citoyens que faisaient remarquer leurs places ou leurs opinions politiques, furent les uns au nombre des morts, et les autres au nombre des prisonniers. On fit monter la perte à environ quatre cents hommes. Elle aurait été plus considérable encore, si le lieutenant-colonel Willet n'avait pas fait à propos sa sortie. L'ennemi s'arrêta dans sa poursuite, et ne songea plus alors qu'à défendre son propre camp. Willet l'ayant surpris, y mit le trouble aux premiers coups de feu. Il chassa quelques-uns des ennemis dans les forêts, en poussa d'autres dans la rivière, et enleva divers ustensiles, des couvertures, des fusils, des armes à la manière des indiens, et d'autres objets fort estimés parmi les sauvages. Quelques troupes de ligne essayèrent de lui dresser une embuscade, et de lui couper la retraite vers le fort; mais il découvrit ce des-

sein et le fit échouer. Une pièce de campagne qu'il avait amenée fut chargée à mitraille et joua contre ce parti, sur lequel on fit ensuite un feu de mousquéterie qui acheva de le disperser. Willet rentra dans la place sans avoir perdu un seul homme. L'ennemi en eut plusieurs de tués, et dans le nombre se trouvèrent quelques chefs des indiens.

Enflé de l'avantage qu'il avait remporté sur Herkemer, le colonel Saint-Leger somma le commandant du fort de se rendre, et le fit en des termes qui laissaient entrevoir le danger auquel le ressentiment des indiens exposerait la garnison et les habitans du pays, dans le cas d'une résistance trop prolongée. Cette sommation fut faite d'abord verbalement. Gausevoort refusa de la recevoir de la sorte, et demanda qu'on la lui remît le lendemain par écrit, ce qui fut fait. Il répondit de nouveau que, quelles qu'en pussent être les conséquences, il défendrait la place jusqu'à l'extrémité. Saint-Léger fit alors recommencer le feu, et annonça la défaite d'Herkemer au général Burgoyne, qu'il pria de se porter rapidement sur l'armée américaine. Burgoyne qui, depuis le 30 juillet, avait été occupé sans relâche à faire transporter du fort George,

sur la partie navigable de l'Hudson la moins éloignée [1], des barques et des munitions, connaissait déjà l'arrivée du colonel Saint-Léger sous les murs du fort Schuyler; mais chaque jour les obstacles se multipliaient sous ses pas. Les embarras inséparables d'un transport alternatif par terre et par eau, n'avaient pas permis qu'il pût recevoir du Canada plus du tiers des chevaux de trait qu'on y tenait en réserve pour lui. De plus, Schuyler avait fait mettre à l'écart ceux du pays. A la vérité, Burgoyne était parvenu à se procurer un certain nombre de bœufs; mais les chemins, naturellement mauvais, avaient été si fort gâtés par des pluies abondantes, qu'il fallait quelquefois dix ou douze de ces animaux pour tirer une seule barque. Enfin, le 15 du mois d'août, le général anglais n'avait pu faire entrer que douze bateaux dans la rivière d'Hudson, et son armée n'avait de vivres que pour quatre jours [2]. C'était ce dernier point qui devait l'occuper uniquement, jusqu'à ce qu'il eût gagné la fertile contrée qu'il avait devant lui. La difficulté de faire venir des munitions du

[1] La distance n'était que de dix-huit milles; mais les chemins étaient extrêmement mauvais.

[2] Letter of Burgoyne.

fort George, devait augmenter chaque jour par l'éloignement progressif ; et même la communication que menaçait d'interrompre un grand corps de milice qui se formait sur le bord de la crique Blanche, ne pouvait se maintenir qu'au moyen de détachemens plus forts que Burgoyne ne pouvait les faire. Il fallait donc ou ne point opérer le mouvement demandé par Saint-Léger, ou chercher un autre moyen de procurer des vivres à l'armée britannique [1]. On prit ce dernier parti.

On savait que les américains rassemblaient à Bennington tout le bétail que recevait l'armée du nord. Ils avaient aussi fait de grands magasins de blé et réuni beaucoup de chariots dans cette ville, qui n'était ordinairement gardée que par des détachemens de milice dont la force variait tous les jours. Le général Burgoyne sentant que, s'il pouvait s'emparer de ces dépôts, il ne serait plus obligé de tirer des vivres du fort George, résolut de surprendre Bennington si la chose était possible [2]. Cinq cents hommes commandés par le lieutenant-colonel Baum furent chargés d'exécuter cette entreprise. Pour la faciliter et en mettre la réussite à profit, l'ar-

[1] *Idem.*

[2] *Idem.*

mée était descendue le long de la rive orientale de l'Hudson, et l'on avait jeté sur cette rivière un pont de bateaux pour faire passer l'avant-garde qui avait pris position à Saratoga. En même tems, pour soutenir Baum, s'il en était besoin, le lieutenant-colonel Brehman s'avança jusqu'à Batten-Hill, avec son corps que composaient les grenadiers de Brunswick, l'infanterie légère et les chasseurs [1].

En approchant de Bennington, les anglais reconnurent que la place était mieux gardée qu'ils ne l'avaient cru. La milice du New-Hampshire, sous les ordres du général Starke, y était arrivée en faisant route pour se rendre à l'armée. Le colonel Warner s'y trouvait aussi avec les débris de son régiment de troupes réglées, auxquels s'étaient réunies quelques compagnies de milice des environs. Le tout formait environ deux mille hommes.

Baum voyant le danger de sa position, fit halte à quelques milles de Bennington, et expédia un courrier par lequel il demandait du renfort. Brehman eut ordre de voler à son secours; mais les chemins étaient si difficiles, que, quoiqu'il n'eût à franchir qu'un espace de vingt-quatre milles, qu'il fût parti le 15 à

[1] *Idem.*

huit heures du matin, et que dans sa marche il n'eût donné aucun repos à ses troupes, il ne put arriver que le lendemain à quatre heures de l'après-midi, sur le terrain qu'avait occupé le camp de Baum [1].

Starke, qui savait ou qui soupçonnait que l'ennemi était sur le point de recevoir du renfort, résolut de l'attaquer dans ses retranchemens, et se mit en mouvement pour exécuter son dessein. Les loyalistes qui faisaient partie du corps de Baum, comptaient si fort sur la coopération des habitans du pays, que lors même que les américains se préparaient à l'attaque, ils les prenaient encore pour des amis qui venaient se ranger sous les drapeaux du roi. Baum reconnut bientôt la méprise, et se défendit courageusement; mais son camp fut forcé, et une grande partie de ceux qui composaient son détachement furent ou tués ou faits prisonniers; quelques-uns se réfugièrent dans les forêts.

Brehman, qui s'approchait du lieu où l'on avait combattu, rencontra les fuyards qui lui donnèrent le premier avis de la défaite de Baum. La milice, qui ne se doutait pas de l'arrivée d'un autre corps d'ennemis, s'était en grande partie, dit-on, dispersée pour se

[1] *Idem.*

livrer au pillage. On courut le risque, non-seulement de perdre l'avantage qu'on venait de remporter, mais encore de voir tomber entre les mains de Brehman les magasins dont avait voulu s'emparer Baum. Heureusement le colonel Warner s'avança à la tête de son régiment [1] contre l'ennemi, qui avait chassé devant lui quelques compagnies de milice qui s'étaient mises à la poursuite des fuyards. Il rétablit le combat et le soutint jusqu'à l'arrivée du corps principal. Brehman fut alors obligé de plier. Il se battit cependant jusqu'à la fin du jour, qu'il eut presque entièrement épuisé ses munitions de guerre. Abandonnant son artillerie et son bagage, il sauva son détachement à la faveur de la nuit. Les américains s'emparèrent de mille fusils et de neuf cents épées ou sabres, prise très-importante pour eux.

Le général Burgoyne fit monter à quatre cents hommes la perte des anglais dans cette action; mais trente-deux officiers et cinq cent soixante-quatre soldats, y compris les canadiens et les loyalistes, furent faits prisonniers. On ne détermina point le nombre des morts, parce que la seconde action eut lieu dans des bois, et que le combat se livra

[1] Gordon.

sur un espace de plusieurs milles d'étendue. Ainsi le général anglais ne put connaître que la perte qui fut faite par ses troupes de ligne.

Ce succès important fut suivi d'un autre, qui ne contribua pas moins au résultat avantageux de la campagne dans le nord.

Le fort Schuyler avait été fortifié avec plus de soin, et était défendu avec plus d'opiniâtreté que ne s'y était attendu l'ennemi. L'artillerie ne faisait aucune impression sur les murs; et les indiens, qui aimaient mieux piller et enlever des chevelures que d'assiéger des places, devenaient très-mutins. Ils avaient perdu beaucoup des leurs dans l'attaque du camp par le colonel Willet, et paraissaient extrêmement fatigués du service. Ils étaient dans cette disposition d'esprit, lorsqu'on leur apprit qu'Arnold s'avançait à la tête d'un grand corps de troupes réglées. Bientôt on leur dit de plus, que l'armée du général Burgoyne avait été complètement défaite, rapport auquel l'affaire de Bennington avait probablement donné lieu. Ils ne parurent point disposés à partager la mauvaise fortune de leurs alliés, et se montrèrent résolus au contraire à ne point attendre l'arrivée d'Arnold. Pour les engager à ne pas le quitter, Saint-Léger flatta leurs chefs; il les consulta sur ses

opérations ultérieures, les réunit en conseil de guerre, espérant que sir john Johnson et les commissaires chargés de traiter avec eux, parviendraient à les retenir. Il se trompait : pendant la tenue du conseil, une partie des indiens se retirèrent, et tous les autres menacèrent de les suivre à l'instant. Il n'y avait plus à délibérer, et le siége fut levé avec une précipitation qui annonçait une grande frayeur. Les tentes demeurèrent debout, et une grande partie du bagage et des munitions de guerre et de bouche tombèrent entre les mains des américains. Un détachement des troupes de la garnison se mit à la poursuite de l'ennemi, et les déserteurs rapportèrent que les indiens avaient pillé les effets des officiers et massacré les soldats anglais qui s'étaient écartés de la ligne de marche. Saint-Léger retourna à Montréal, d'où il se rendit à Tyconderoga pour rejoindre le général Burgoyne.

La victoire remportée à Bennington et la retraite de Saint-Léger, eurent les suites les plus heureuses pour les américains. Ceux-ci purent alors réunir toutes leurs forces contre Burgoyne. Les troupes réglées et même la milice regagnèrent cette confiance en elles-mêmes, que leur avait fait perdre, en

grande partie ; une longue suite de revers. Cette armée, qui avait répandu de tous côtés la terreur, fut considérée comme entièrement défaite. Les mécontens furent intimidés, et ceux qui étaient dans l'irrésolution se déclarèrent en faveur de la cause de l'indépendance.

Les atrocités commises par les indiens qui accompagnaient Burgoyne et Saint-Léger, causèrent plus de ressentiment qu'elles n'excitèrent de terreur. Leur effet fut d'autant plus désavantageux au parti du roi, qu'il était général, les sauvages n'épargnant pas plus les amis que les ennemis. Les détails du meurtre de miss Maccrea, jeune personne accomplie en tout, qui avait été promise à un officier des troupes britanniques, furent rapportés dans toutes les feuilles publiques qui circulaient dans les Etats-Unis ; et retouché plus d'une fois par des écrivains habiles, ce triste récit, auquel il était inutile de rien ajouter, excita par-tout la plus vive sensibilité [1]. Mais les événemens qui s'ensuivirent

[1] La justice exige que nous placions ici un extrait de la correspondance qu'eurent l'un avec l'autre, les généraux Gates et Burgoyne, à ce sujet.

Le général anglais s'était plaint du traitement rigoureux fait aux royalistes qui avaient été pris à l'affaire de

eurent des causes qui produisirent plus d'effet que cette catastrophe. Des renforts de troupes

Bennington, et avait demandé qu'il fût permis à un chirurgien de son armée, de visiter les blessés, et de leur procurer tout ce dont ils auraient besoin : « Mon devoir et mes sentimens, » ajoutait-il, « me rendent l'ennemi des américains qui ont pris les armes contre le roi ; mais je m'applique à me conduire en ennemi généreux, et je n'ai de haine contre personne. Ainsi rien ne pourrait me porter à oublier les maximes sur lesquelles tous les gens d'honneur sont d'accord. » Le général Gates, qui venait de prendre le commandement de l'armée américaine, répondit à cette lettre. « Que les sauvages de l'Amérique, » dit-il, « tourmentent, mutilent et déchirent les malheureux qui tombent entre leurs mains, il n'y a rien là qui doive surprendre ; mais que le célèbre général Burgoyne, qui joint aux qualités d'un militaire, celles d'un homme éclairé par l'étude, et poli par l'éducation, prenne ces mêmes sauvages à sa solde, pour faire assassiner des européens et des descendans d'européens ; qu'il accorde une récompense pour chaque chevelure arrachée par ces barbares, c'est ce qu'on ne pourra croire en Europe, jusqu'à ce que l'authenticité des faits ait été prouvée dans toutes les feuilles publiques.

« Une jeune personne d'une grande beauté, et douée des qualités les plus heureuses et les plus estimables, miss Maccrea, qui était promise à un officier de votre armée, a été, avec d'autres femmes et des enfans, enlevée d'une maison située près du fort Edouard, et entraînée dans les forêts, où elle a été, ainsi que ses

réglées qui arrivèrent au camp à-peu-près dans ce tems, rendirent à-la-fois le courage

malheureux compagnons, outragée, mutilée, et mise à mort de la plus horrible manière. Un père et une mère, et leurs six enfans, ont été traités avec la même inhumanité, dans leur propre maison, précédemment l'asile du bonheur et de la paix. Ce qui semble rendre encore plus affreux le sort de miss Maccrea, c'est qu'elle était parée de ses habits nuptiaux; mais au lieu de recevoir un époux, elle n'a rencontré qu'un assassin employé par vous. Plus de cent personnes, hommes, femmes et enfans, ont péri des mains de ces brigands, à qui vous avez, dit-on, payé le prix de tout le sang qu'ils ont répandu. »

Le général Burgoyne répliqua ainsi : « J'ai hésité, Monsieur, à répondre à chacun des points de votre lettre. J'ai toujours dédaigné de repousser ces imputations artificieuses et mensongères, que depuis le commencement de la contestation, les américains ont pris soin de répandre, et qui toutefois, n'en imposent plus à personne. Mais, de peur que mon silence ne passe pour un acquiescement, et ne serve aux troupes américaines, de prétexte pour exercer de nouvelles cruautés, je m'écarte de la régle générale que je m'étais prescrite. Par ce motif, et non par aucun autre, je veux bien vous déclarer que, lors même qu'on m'offrirait le continent de l'Amérique, quoique les trésors de l'Univers soient renfermés dans son sein, et que sa surface présente l'image du séjour de nos premiers parens, je ne commettrais pas les actes de cruauté que vous osez m'imputer.

et la force à l'armée. La moisson qui, retenant les habitans dans leurs fermes, les avait

« Des hommes, connus par leur véracité, ont été les témoins de toutes mes négociations avec les nations indigènes, et en ont conservé soigneusement les détails. Un des premiers réglemens que j'ai fait adopter dans le grand conseil tenu au mois de mai, et dont j'ai constamment recommandé l'exécution, porte que les indiens recevront une récompense lorsqu'ils auront amené des prisonniers, et que non-seulement ils ne leur en sera accordé aucune pour les chevelures qu'ils auront enlevées, mais qu'on leur fera rendre compte exactement de leur conduite. Ces trophées, dont ils font et feront toujours, vous le savez, un si grand cas, leur furent positivement refusés; on leur défendit de les arracher aux blessés, et même aux mourans; et l'on déclara que même dans les places prises d'assaut, la personne des vieillards, des femmes, des enfans et des prisonniers serait sacrée.

« Quant à miss Maccrea, vous pouviez vous dispenser de prodiguer toute votre éloquence pour me faire déplorer son sort. Sa perte m'est aussi sensible qu'elle peut l'être aux plus tendres de ses parens; mais elle ne fut point l'effet d'une cruauté préméditée. Au contraire, deux chefs indiens qui avaient emmené cette jeune personne pour la déposer en lieu de sûreté, et non pour lui faire violence, se disputèrent l'honneur de la garder; et dans un accès de fureur sauvage, elle devint la victime de celui des deux auquel elle avait été enlevée. A la première nouvelle de ce malheureux événement, je fis remettre le meurtrier entre mes mains;

empêchés de prendre les armes, était achevée, et le général Schuyler, que les services qu'il

et si je n'avais pas été convaincu que le pardon que j'offris à des conditions auxquelles les indiens se soumirent, préviendrait de pareils malheurs plus sûrement que ne le ferait le châtiment le plus sévère, le coupable eût souffert une mort ignominieuse, quoique peut-être il eût été sans exemple qu'un indien eût été jugé et puni conformément à nos lois.

« Passé le fait dont je viens de parler, toutes les cruautés imputées aux indiens sont des fables.

« Vous paraissez me menacer de faire publier en Europe le rapport de cet événement; mais je n'en suis pas plus inquiet que de toutes les autres menaces que vous me faites. Si cependant cette accusation, que je vous excuse de croire, est ou doit être insérée dans quelque gazette d'Amérique, je vous demande, comme à un homme d'honneur, d'y faire insérer aussi ma réponse. * »

* Un voyageur moderne, rapporte d'une manière différente, les particularités du meurtre de miss Maccrea. Cette jeune et belle personne, dit-il, avait été promise à un officier de l'armée du général Burgoyne. Des partis ennemis se répandant fréquemment dans le pays qu'elle habitait, son amant craignit qu'elle ne fût point en sûreté, et lui envoya une escorte d'indiens pour l'amener au camp. Ceux-ci s'étaient presque entièrement acquittés de cette commission, lorsqu'ils firent rencontre d'une troupe d'indiens, d'une autre nation que la leur, mais qui suivaient aussi l'armée anglaise. Bientôt ils se disputèrent l'honneur de conduire la jeune personne. Des paroles, ils en vinrent aux coups; et le sang allait couler, lorsqu'un des chefs, pour mettre fin au différent, s'approcha de miss Mac-

avait constamment rendus, n'avaient pu faire échapper aux traits de la calomnie, avait été remplacé par le général Gates, qui jouissait plus de la confiance publique.

Gates avait été nommé commandant de l'armée du nord par le congrès, lorsque cette assemblée fut instruite de la perte de Tyconderoga. Schuyler conserva le commandement jusqu'à l'arrivée de son successeur, c'est-à-dire jusqu'au 21 du mois d'août. Cet officier fut très-sensible à sa disgrace. Si l'on fit une faute en évacuant Tyconderoga, on ne doit certainement pas la lui reprocher. Le traitement qu'il essuya fut injuste et cruel; mais peut-être le salut de l'Amérique exigeait-il une pareille mesure. C'était de la Nouvelle Angleterre qu'on devait tirer les forces nécessaires pour défendre la frontière du côté des lacs; et quelque faux que fussent les préjugés des habitans de cette contrée, il importait infiniment de ne pas les heurter.

Les échecs qu'avait reçus Burgoyne ne l'avaient point découragé, et il résolut de redoubler d'efforts pour exécuter le plan tracé de concert avec lui dans le cabinet britan-

orea, et, lui appliquant sur la tête un coup de son tomahauk, ou de sa hache de guerre, la tua sur-le-champ. (*Weld. Voyage au Canada.* t. III, p. 312.) *Addition du traducteur.*

nique. Après les tentatives inutiles qu'il avait faites, il se vit obligé de faire venir, malgré la longueur et la difficulté du trajet, des munitions du fort George. Etant, à force de peine et de soin, parvenu à procurer à son armée des vivres pour trente jours, il jeta un pont de bateaux sur l'Hudson, passa cette rivière le 14 du mois de septembre, et campa sur les hauteurs et dans la plaine de Saratoga [1], avec la ferme résolution d'engager une action générale.

Gates, qu'avaient rejoint toutes les troupes réglées destinées à l'armée du nord, que renforcèrent en outre de nombreux détachemens de milice, avait quitté les îles situées à l'embouchure de la rivière des Mohauks, et s'était avancé vers l'ennemi dans les environs de Stillwater.

Les ponts qui se trouvaient entre les deux armées étaient rompus; les chemins étaient excessivement mauvais, et d'épaisses forêts couvraient tout le pays. En conséquence, la marche de l'armée britannique fut très-lente, et il y eut plusieurs escarmouches qui n'occasionèrent pas une grande perte de l'un ni de l'autre côté. Le 17 au soir, Burgoyne assit son camp à quatre milles de l'armée améri-

[1] Letter of Burgoyne.

caine, et employa le jour suivant à réparer les ponts [1]. Il y parvint, non sans avoir perdu quelques hommes; et le 19 sur les neuf heures du matin, le général Gates apprit que l'ennemi marchait avec toutes ses forces contre la gauche des américains, que commandait Arnold. Morgan fut aussitôt détaché pour observer les mouvemens de l'armée anglaise et la harceler dans sa marche. Il rencontra les gardes avancées de l'aile droite que conduisait le général Burgoyne en personne. Ces gardes étaient principalement composées de canadiens, de loyalistes et d'indiens. Morgan les attaqua vivement et les repoussa. Un détachement très-fort fut envoyé à leur secours. Morgan ayant été forcé de plier à son tour, un régiment eut ordre d'aller le soutenir, et bientôt l'action devint générale. Les américains firent un mouvement pour gagner la droite des lignes de l'armée britannique; mais l'ayant trouvée couverte par la brigade du général Frazer, ils changèrent de plan, et attaquèrent la gauche de l'aile droite, ce qu'ils firent avec beaucoup d'ardeur. Des renforts arrivaient à chaque instant; et sur les quatre heures de l'après-midi, neuf régimens de troupes de ligne et le corps de Morgan, qui

[1] *Idem.*

étaient commandés par Arnold, en vinrent aux mains avec toutes les troupes composant l'aile droite des ennemis. La mêlée fut très-rude et ne finit qu'avec le jour. Les américains rentrèrent alors dans leur camp ; et les anglais, qui avaient eu beaucoup de peine à conserver leur position, demeurèrent toute la nuit sous les armes à-peu-près à un demi-mille du champ de bataille.

Le nombre des blessés et des morts fut de trois à quatre cents hommes du côté des américains. Parmi les morts se trouvèrent les colonels Coburn et Adams, ainsi que plusieurs autres officiers de mérite. Selon la coutume, la perte de l'ennemi fut jugée plus considérable [1].

Chacune des deux armées s'attribua la victoire, et prétendit n'avoir employé qu'une partie de ses forces contre toutes celles de l'ennemi. Cependant l'avantage, à peser toutes les circonstances, fut du côté des américains. Par-tout ils furent les assaillans ; et après une action d'une très-longue durée, ils n'avaient pas cédé un pouce de terrain. A la fin du jour, ils firent retraite sans y être contraints,

[1] Il paraît, par les rapports officiels, qu'elle fut de plus de cinq cents hommes, en confondant les blessés avec les morts.

et rentrèrent dans le camp d'où ils étaient sortis pour combattre. Leur projet était d'arrêter les progrès de l'ennemi ; et ils y parvinrent. Le général de l'armée britannique voulait forcer leur position, et il ne put y réussir. Dans la conjoncture où ils se trouvaient, soutenir le combat sans désavantage, c'était remporter la victoire ; et pour l'ennemi, combattre sans triompher, c'était être vaincu. Les sauvages ayant été battus dans les bois par Morgan, étant contenus par Burgoyne, qui ne leur permettait pas d'outrager et de piller les hommes qui n'étaient point armés, et voyant qu'il n'y avait rien à gagner pour eux, désertèrent en grand nombre. Les canadiens et les royalistes ne furent pas plus zélés, et l'on reconnut bientôt que le général anglais ne devait compter que sur ses troupes de ligne.

La victoire remportée par les américains causa une joie très-vive dans les Etats-Unis, et fut considérée comme un présage de la ruine totale de l'ennemi. Un autre événement qui suivit de très-près la bataille de Stillwater, excita de plus en plus l'ardeur des troupes. Nous avons déjà dit que le général Lincoln avait été chargé d'organiser derrière la position occupée par l'ennemi, la milice

des parties nord-ouest de la Nouvelle Angleterre. Ce général avait réuni des forces considérables à Manchester, d'où il s'était avancé jusqu'à Pawlet, petit village situé sur une rivière de même nom, qui se jette dans la crique du Bois. Là, il divisa ses troupes en trois corps d'environ cinq cents hommes chacun. Il envoya le colonel Brown, avec un de ces corps, à l'extrémité septentrionale du lac George, pour délivrer un certain nombre de prisonniers [1]. Le colonel Johnson, qui commandait un autre corps, marcha vers le mont Indépendance; et le colonel Woodburg se rendit avec le troisième corps à Skeensborough, pour couvrir la retraite des deux autres. Lincoln se mit ensuite en marche pour se réunir à Gates avec le reste de la milice.

Le premier détachement marcha toute la nuit. A la pointe du jour, il atteignit à l'extrémité septentrionale du lac, un petit poste qu'il enleva sans peine. L'ennemi fut surpris complètement. Brown prit possession du mont Défiance, du mont Hope, des anciennes lignes françaises, du lieu de débarquement, et s'empara d'environ deux cents barques. Il rendit la liberté à cent américains, et fit prisonniers

[1] Cet officier avait aussi ordre de pousser ses avantages, autant que le permettrait la prudence.

près de trois cents hommes. Il n'eut que trois morts et cinq blessés. L'avantage qu'il remporta dans cette occasion, excita beaucoup de joie dans tous les états du nord, et l'on y exhorta la milice à se joindre à l'armée, pour reconquérir Tyconderoga et le mont Indépendance, ce que dans l'enthousiasme où l'on était, on croyait sur le point d'être exécuté, si même la chose n'était faite. On la tenta, il est vrai. La garnison, vainement sommée de se rendre, fit reculer les assaillans. Au bout de quelques jours, la milice renonça à l'entreprise. S'étant mise dans les barques dont elle s'était rendue maitresse, elle s'en retourna par le lac George, et attaqua l'île du Diamant, où Burgoyne, avant de traverser la rivière d'Hudson, avait établi le dépôt de toutes les munitions recueillies à l'extrémité inférieure du lac. Elle fut repoussée avec quelque perte, puis elle brûla ses barques, et fut reprendre sa première position [1].

Le lendemain de la bataille de Stillwater, le général Burgoyne qui prit position presque à la portée du canon des américains, fortifia sa droite, et étendit sa gauche jusqu'à l'extrémité de la rivière de Hill, de manière à couvrir la prairie où coule cette rivière, et

[1] Remembrancer.

dans laquelle il plaça son hôpital. Pour plus grande sûreté, il fit camper dans cette plaine deux régimens européens, et un corps de troupes provinciales. Le 21 du mois de septembre, immédiatement après avoir pris position, il reçut une lettre datée du 10, par laquelle sir Henry Clinton lui annonçait que le 20 il attaquerait le fort Montgommery. Le messager partit avec une réponse, où le général faisait connaître le pressant besoin de secours qu'avait l'armée, et où il disait qu'il tâcherait d'attendre jusqu'au 12 du mois d'octobre [1].

Le général Gates, dont les forces s'accroissaient journellement, demeura dans son ancien camp. Il avait rendue inaccessible sa droite, qui se prolongeait jusqu'à la rivière, et employé tout son art à fortifier sa gauche.

Les deux armées conservèrent leur position jusqu'au 7 octobre, Burgoyne espérant d'être secouru par sir Henry Clinton, et Gates se flattant d'acquérir de plus en plus des forces qui pussent assurer la ruine de l'ennemi.

Ne recevant plus aucune nouvelle du Canada, et se voyant contraint depuis quatre jours à réduire la ration de ses soldats, le

[1] Letter of Burgoyne.

général de l'armée britannique résolut de tenter encore une fois la fortune des armes. Il jugeait qu'une victoire pourrait lui permettre de descendre avec rapidité la rivière du Nord, ou qu'un demi-succès suffirait pour favoriser sa retraite, et couvrir un parti qu'il avait détaché, dans le dessein de se procurer des vivres, dont le besoin devenait de jour en jour plus pressant [1]. Pour exécuter sa résolution, le 7 octobre il plaça en avant sur sa droite, quinze cents hommes de troupes réglées, avec deux canons de douze livres de balles, six de six et deux obus. Il commandait en personne ce corps qu'il destinait à commencer l'action, et il était secondé par les généraux Philips, Reidesel et Frazer. La défense du camp assis sur les hauteurs, fut confiée aux brigadiers Hamilton et Specht, et celle des redoutes de la plaine au brigadier Gall [2].

L'aile droite se forma à trois quarts de mille du camp des américains, et un corps de tirailleurs, indiens et provinciaux, fut, au moyen d'un chemin couvert, posté de manière à pouvoir se montrer derrière l'ennemi, et gêner ses opérations [3].

Le général Gates, qui vit ces mouvemens,

[1] *Idem.* [2] *Idem.* [3] *Idem.*

résolut d'attaquer la gauche de l'armée anglaise, et de faire tous ses efforts pour la séparer de l'aile droite. L'attaque fut soudaine et vive. Le plus grand feu fut dirigé contre le flanc gauche, où étaient placés les grenadiers anglais; mais bientôt il s'étendit sur tout le front de la ligne, de manière à empêcher les allemands de prêter leur secours. En même tems, trois régimens de la gauche, que commandait le major-général Arnold, s'avancèrent pour attaquer de front la droite de l'ennemi, et une seconde division s'efforça de lui couper la retraite vers son camp. L'infanterie légère anglaise, qui avait pour commandant le général Frazer, eut ordre, de même qu'une partie du vingt-quatrième régiment, de former une seconde ligne pour couvrir l'infanterie légère de la droite et assurer la retraite. Tandis qu'on faisait ce mouvement, la gauche de la droite plia, et il fut ordonné à l'infanterie légère de voler à son secours. Celle-ci rencontra le corps des chasseurs, qui l'attaqua avec succès, et le général Frazer fut mortellement blessé. Cependant Arnold pressait fortement la droite, que commandait Burgoyne, qui se retira dans son camp, non sans beaucoup de peine, après avoir perdu ses pièces de campagne et une grande

partie du corps de l'artillerie. Les américains le suivirent de près, assaillirent les ouvrages de la droite à la gauche, malgré un feu de mousquéterie très-vif et le jeu des canons chargés à mitraille. Sur la fin du jour, une partie de la gauche força les retranchemens, et le général Arnold pénétra dans les ouvrages à la tête de quelques hommes; mais son cheval fut tué sous lui, et il fut dangereusement blessé à la jambe, où il avait déjà reçu une blessure à Quebec. Ceux qui étaient entrés avec lui dans les lignes furent forcés de se retirer; et comme il faisait presque nuit, il n'y eut plus moyen de songer à renouveler l'attaque.

La gauche du détachement d'Arnold fut plus heureuse encore. Le régiment de Jackson, qui appartenait au Massachussetts, et que conduisait alors le lieutenant-colonel Brooks, tourna la droite du camp et assaillit les ouvrages occupés par la réserve des allemands. Le lieutenant-colonel Brehman qui commandait là fut tué, et les ouvrages furent enlevés avec moins de peine que les assaillans ne croyaient en avoir. L'ordre de les occuper de nouveau fut donné par Burgoyne; mais il ne fut point exécuté, et Brooks conserva le terrain qu'il avait gagné.

L'obscurité mit fin à l'action, comme elle l'avait fait le 19 du mois de septembre; et les américains passèrent toute la nuit sous les armes, à un demi-mille des lignes, et prêts à recommencer l'attaque le lendemain. L'avantage qu'ils avaient remporté était décisif; ils s'étaient emparés de plusieurs pièces de canon; ils avaient tué un grand nombre d'ennemis; ils avaient fait plus de deux cents prisonniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs officiers de marque, et ils avaient pénétré dans les lignes des anglais, de manière à faire courir de grands dangers à l'arrière-garde de ceux-ci.

Dans le cours de la nuit, Burgoyne retira toutes ses troupes dans le camp qu'il avait assis sur les hauteurs. Ce changement dans sa position le fit échapper au danger d'être attaqué le lendemain, par un ennemi qui se fût trouvé déjà en possession d'une partie des lignes de l'armée britannique. Gates ne voulut point entreprendre de forcer un camp si avantageusement placé. Sentant que si l'ennemi ne parvenait pas à accabler l'armée américaine ou à se retirer vers le lac George, il ne pourrait subsister long-tems, ce général résolut de prendre des mesures qui coupassent entièrement la retraite à Burgoyne. Le

8 du mois d'octobre, il fit un détachement très-considérable, qui eut ordre de se porter plus haut sur le bord de l'Hudson, et un autre corps aussi très-fort, fut posté de l'autre côté de la rivière pour empêcher l'ennemi de la passer.

Ce double mouvement contraignit Burgoyne à changer encore de position. Pour qu'on ne lui barrât pas le chemin en arrière, il fallait que sur-le-champ il se retirât à Saratoga. Obligé d'abandonner plusieurs bateaux chargés de vivres et de bagage, et son hôpital, qui renfermait environ trois cents malades, il commença de faire retraite à neuf heures du soir. Sa marche fut signalée par des ravages qu'on ne peut expliquer. Comme s'il eût voulu anéantir un pays qu'il n'avait pu conquérir, il réduisit en cendres toutes les maisons qui se trouvèrent sur son chemin.

Une pluie continuelle retarda si fort les progrès de l'ennemi, qu'il ne passa que le 10 au matin, la crique de Fish-Kill, qui coule un peu au nord de Saratoga; mais aussi ce tems fâcheux suspendit la poursuite. L'armée anglaise étant sur le point de gagner la position qu'elle se proposait d'occuper, trouva un détachement très-fort déjà retranché de l'autre côté de la rivière, et prêt à lui disputer le

passage. Les postes avancés qui avaient commencé de construire des ouvrages sur les hauteurs, se retirèrent à l'approche des troupes anglaises, et rejoignirent le corps principal sur la rive orientale de l'Hudson.

Lorsque la pluie eut cessé, Gâtes se mit en marche; mais l'ennemi, en se retirant, avait rompu tous les ponts; et en conséquence, il fallut quelque tems pour l'atteindre.

De Saratoga, Burgoyne détacha un régiment de troupes réglées, ainsi que les tirailleurs et un corps de troupes provinciales, pour escorter les travailleurs chargés de réparer les chemins et les ponts du côté du fort Edouard. A peine ce détachement se fut-il mis en mouvement, que les américains parurent sur les hauteurs de l'autre côté de la crique, et firent des dispositions qui donnèrent lieu de craindre qu'ils ne voulussent la passer. Le régiment de troupes réglées fut aussitôt rappelé; et le corps de troupes provinciales qui ensuite fit la seule garde des travailleurs, ayant été attaqué par un petit parti d'américains, se dispersa aux premiers coups de feu. Il ne resta plus alors aucun espoir de rétablir les chemins, et en conséquence il fut impossible de transporter l'artillerie et les bagages de l'armée. A-peu-près

dans le même tems, on reconnut que les barques où l'on avait placé les munitions de bouche, se trouvaient trop exposées, une ligne de troupes américaines bordant la rivière; et l'on jugea que, pour conserver le peu de vivres dont on pouvait disposer, il fallait les débarquer et les transporter au camp [1].

L'armée britannique était alors enveloppée complètement par des forces supérieures. Il ne lui restait d'autre moyen de se soustraire aux dangers qui se multipliaient sans cesse autour d'elle, que de traverser un gué de la rivière, de l'autre côté de laquelle était un formidable corps d'ennemis, et de s'efforcer, malgré la poursuite d'une armée victorieuse, d'arriver au fort George, où conduisaient des chemins que ni l'artillerie, ni les bagages ne pouvaient suivre [2]. Gates, dans le dessein

[1] Letter of Burgoyne.

[2] Gordon rapporte une anecdote qui prouve que les américains furent sur le point de perdre les grands avantages qu'ils avaient remportés. Le 11 au matin, dit-il, Gates rassembla tous les officiers-généraux, et leur annonça qu'il avait reçu l'avis certain que le gros de l'armée anglaise marchait vers le fort Edouard, et n'avait laissé dans son camp qu'une simple garde qui, au bout de quelque tems, devait, après avoir abandonné le gros bagage, se retirer le plus promptement qu'il lui serait possible. En conséquence il fut résolu de ne donner

d'enlever cette dernière ressource à Burgoyne, fit passer à une partie des troupes postées sur la rive orientale, l'ordre de veiller sur les gués, et, s'il en était besoin, d'en défendre le passage jusqu'à ce que l'armée américaine fût arrivée. Par surcroit de précaution, il fit former sur les hauteurs, entre le fort George et le fort Edouard, un camp retranché qu'il fit garnir d'artillerie.

Les généraux de l'armée britannique s'étant réunis pour délibérer sur sa situation, jugèrent qu'il convenait de ne lui faire prendre d'armes et de munitions, que ce qui pourrait en être transporté à dos d'hommes; et qu'il fallait ensuite la faire remonter, à mar-

qu'une demi-heure aux troupes, pour se préparer à assaillir cette garde. Les officiers se rendirent sur-le-champ à leurs postes respectifs. La brigade du général Nixon étant la plus ancienne, passa la première la crique de Saratoga. Pour soutenir l'artillerie sur le point où devait se faire l'attaque, Burgoyne avait, à l'insçu des américains, formé une ligne derrière des buissons. A l'instant même où le général Glover, qui devait suivre Nixon, allait passer la crique, il vit un soldat anglais qui la traversait, et qu'il appela. C'était un déserteur qui déclara que toute l'armée britannique était dans son camp. Nixon, qu'on instruisit de ce fait, s'arrêta sur-le-champ; et Gates, à qui l'on fit passer l'avis, rappela ses troupes qui, en se retirant, eurent à essuyer le feu de l'artillerie de l'ennemi.

ches forcées, le long de la rive de l'Hudson, qu'elle traverserait, soit au fort Edouard, soit un peu plus haut, pour s'avancer vers le fort George. Des partis qui avaient été détachés pour examiner la route, rapportèrent que les passages étaient déjà gardés par de forts détachemens. Comme il eût été très-difficile, sinon impossible, de forcer les gués sans artillerie, le projet de retraite fut abandonné. La quantité des munitions de bouche ayant alors été vérifiée, on reconnut qu'il n'y en avait pas pour plus de trois jours, même en réduisant de beaucoup les rations.

Aucune situation ne peut être plus déplorable que ne l'était celle de l'armée britannique. Dans les dépêches qu'il adressa au lord George Germain, secrétaire d'état pour les affaires d'Amérique, le général Burgoyne traça le tableau suivant : « L'armée a fait de continuels efforts », dit-il ; « elle a supporté les travaux les plus pénibles, jusqu'à ce que par la défection totale des indiens, elle ait perdu une grande partie de ses forces ; à l'exception de quelques individus, les canadiens et les provinciaux ont déserté, ou se sont conduits avec lâcheté ; nous n'avions plus aucun espoir de secours ; les troupes réglées étaient réduites à trois mille cinq cents hom-

mes effectifs, parmi lesquels on ne comptait pas deux mille anglais; nous n'avions plus de vivres que pour trois jours; nous étions investis par une armée de seize mille hommes, et toute retraite était coupée. Réduit à cette extrémité, je réunis en conseil de guerre tous les généraux, tous les officiers d'état major, tous les chefs de corps; et ils furent unanimement d'avis qu'il fallait entrer en négociation avec le major général Gates. »

Burgoyne ayant annoncé que, pour empêcher une plus grande effusion de sang humain, il était disposé à traiter, pourvu que ce fût à des conditions honorables, Gates demanda que toute l'armée britannique posât les armes dans l'enceinte même de son camp, et demeurât prisonnière. Cette proposition fut rejetée, et Burgoyne déclara que si on la renouvelait, la négociation serait rompue sur-le-champ. Gates s'étant désisté de cette demande, on signa, le 16 octobre, une convention, par laquelle il fut arrêté que l'armée britannique sortirait de son camp avec tous les honneurs de la guerre; qu'ensuite, ceux qui la composaient mettraient bas leurs armes, et qu'ils ne serviraient point contre les Etats-Unis qu'ils n'eussent été échangés. On ne devait point les retenir prisonniers; et

il devait leur être permis de s'embarquer pour l'Angleterre [1].

Vu la situation de l'armée britannique [2], les conditions furent très-honorables pour son général, et très-favorables en elles-mêmes. Il est probable qu'on ne les eût point obtenues, si sir Henry Clinton, qui faisait alors la diversion qu'il avait promise, et qui avait remonté la rivière du Nord jusqu'à Æsopus, n'avait inspiré des craintes au général Gates.

Les détachemens de troupes réglées qu'on avait tirés de Peeks-Kill, pour renforcer les deux armées, avaient rendu les secours de la milice très-nécessaires à ce poste. A l'arrivée d'un renfort de troupes européennes, au mois de septembre, à New-York, on avait conçu des craintes pour les défilés des montagnes voisines de l'Hudson; et le général Putnam avait, conformément à ses instructions, réclamé les secours des états de Connecticut et de New-York. On souscrivit à sa demande; mais l'ennemi ne marchant pas

[1] Remembrancer.

[2] L'armée du général Gatos consistait en 9093 hommes de troupes, au service de la Confédération. Le nombre de ceux qui composaient la milice, variait sans cesse; mais à la signature de la convention, ils formaient un corps de 4,129 hommes. Il y avait plus de 2,500 malades dans l'armée américaine.

encore de ce côté, et le tems d'ensemencer les terres étant arrivé, les soldats de milice désirèrent vivement de rentrer dans leurs habitations. Un grand nombre d'entr'eux désertèrent, et le général Putnam congédia les autres. Clinton, qui avait à-la-fois le gouvernement de New-York et le commandement des forts, reconnaissant le danger auquel ceux-ci étaient exposés par une telle désertion, et convaincu par la position où se trouvaient les deux armées britanniques, que si l'ennemi se proposait d'attaquer ces places, il ne tarderait pas à le faire, donna l'ordre de se mettre en marche, à la moitié de la milice de l'état, l'assurant en même-tems, que l'autre moitié la releverait dans un mois. Cet ordre, auquel on n'obéit qu'à regret, fut exécuté très-lentement.

Le poste de Peeks-Kill avait toujours été jugé de la plus grande importance par le commandant en chef, qui s'en était constamment occupé. On n'avait rien négligé pour rendre toujours plus difficile l'approche des défilés des montagnes. On comptait principalement, pour leur défense, sur les forts Montgommery et Clinton, situés sur des hauteurs qui forment la rive occidentale de l'Hudson. Ces forts étaient séparés l'un de

l'autre par une petite crique qui venait des montagnes, et allait se jeter dans la rivière. Il était impossible de les battre en brèche du milieu de celle-ci. Les hauteurs qu'ils occupaient étaient trop escarpées du côté de l'eau, pour qu'on pût les gravir en débarquant. Enfin, les montagnes, dont la chaîne commence à cinq ou six milles au-dessous, sont si hautes et si hachées, et les défilés par lesquels passent les chemins qu'il faut suivre, sont si étroits et si dominés par les élévations voisines, que l'approche des forts est extrêmement dangereuse.

Pour empêcher l'ennemi de se porter au-dessus des forts Montgommery et Clinton, on avait fait entrer des chevaux de frise dans le lit de la rivière, et une barrière s'étendait de l'une à l'autre rive. De longues chaînes couvraient cette barrière et se prolongeaient à quelque distance en avant, pour rompre l'impétuosité de tout vaisseau qui viendrait l'assaillir. Les ouvrages étaient défendus, non-seulement par les canons des forts, mais par une frégate et par des galères mouillées au-dessus des deux places, et disposées de manière à faire un feu soutenu contre tous les bâtimens qui s'approcheraient.

Le fort de l'Indépendance se trouve à

quatre ou cinq milles au-dessous des forts Montgommery et Clinton, sur une pointe de terre élevée, située de l'autre côté de la rivière; et le fort de la Constitution est à cinq ou six milles au-dessus de ces mêmes forts, sur une île très-rapprochée de la rive orientale.

Le commandant de cette division, qui s'étendait le long des deux rives de l'Hudson, depuis Albany jusqu'au King's-Bridge, avait ordinairement son quartier-général à Peeks-Kill, précisément au-dessous du fort de l'Indépendance, et du même côté de la rivière. A peu-près, en octobre 1777, les différentes garnisons se montaient à environ six cents hommes; et toutes les troupes dont pouvait disposer le général Putnam, que la milice avait abandonné pour les travaux de l'agriculture, ne formaient pas un corps de plus de deux mille hommes. Ces forces, quoique bien inférieures à ce qu'elles eussent été, si les ordres du général Washington avaient été suivis à la lettre, devaient être cependant, si on les employait convenablement, plus que suffisantes pour défendre les forts contre toutes les troupes que la prudence permettrait aux généraux anglais de détacher de New-York. Ce n'était donc qu'en détour-

nant l'attention du général Putnam, et qu'en livrant l'assaut avant l'arrivée des secours, qu'il était possible de réussir; et sir Henry Clinton résolut d'employer ce moyen. En conséquence, il fit embarquer trois mille et quelques cents hommes à New-York. Le 5 du mois d'octobre, il prit terre à la pointe Verplink, sur la rive orientale de l'Hudson, un peu au-dessous de Peeks-Kill, et le général Putnam se retira en arrière, sur les hauteurs. Dans la soirée du même jour, la plus grande partie des troupes se rembarquerent, et la flotte remonta jusqu'à l'isthme de Peeks-Kill, afin de masquer le Bac-du-Roi, qui fut alors au-dessous d'elle [1]. C'est un lieu de débarquement commode, à peu de distance, et au-dessus duquel commence la chaîne de ces montagnes escarpées et presque inaccessibles, qui s'avancent jusqu'au bord de l'eau. Le 6, à la pointe du jour, les troupes britanniques destinées à agir, débarquèrent sur le côté occidental de la pointe Stony [2]; et aussitôt elles se mirent en marche à travers les montagnes qui se trouvent derrière les forts Montgommery et Clinton. Les américains eurent connaissance du débarquement, mais il fai-

[1] Letter of sir Henry Clinton.

[2] *Idem.*

sait un brouillard si épais, qu'on ne put savoir le nombre de ceux qui avaient pris terre ; et un grand feu qu'on vit bientôt, suggéra l'idée qu'ils ne formaient qu'un petit parti, dont le projet avait été de brûler quelques magasins. En même-tems, la manœuvre des vaisseaux, et l'apparition du détachement laissé à la pointe Verplink, persuadèrent au général Putnam que c'était le fort de l'Indépendance que se proposait d'attaquer l'ennemi. Ce poste attira donc toute son attention ; et cet officier ne reconnut son erreur, que lorsqu'un feu très-vif, fait de l'autre côté de la rivière, eut annoncé l'assaut qu'on livrait aux forts Montgommery et Clinton. A l'instant même, Putnam détacha cinq cents hommes, pour renforcer les garnisons de ces deux places ; mais avant que ce secours eût pu passer l'Hudson, les troupes britanniques s'étaient, de vive force, emparées des ouvrages.

L'ennemi ayant laissé un bataillon au passage de Thunder-Hill [1], pour maintenir sa communication avec sa flotte, et couvrir sa retraite en cas de revers, avait continué sa marche jusque dans les environs du fort Clinton. Là, le détachement s'était divisé, et le

[1] Montagne du Tonnerre.

colonel Campbell avait fait, à la tête d'un corps de neuf cents hommes, un circuit par la forêt de Deane, pour tomber sur les derrières du fort Montgommery. En même tems, le général Vaughan, qui conduisait douze cents hommes, et était accompagné de sir Henry Clinton en personne, s'était avancé lentement contre le fort Clinton [1]. Sa division était suivie de l'arrière-garde qui était sous les ordres du général Tryon.

Le général Clinton qui commandait dans les forts, ayant eu, sur les dix heures du matin, avis de l'approche de l'ennemi, fit toutes les dispositions qu'il put; et des détachemens aussi forts que sa position lui permit de les faire, reçurent de lui l'ordre d'aller harceler, dans les défilés des montagnes, les ennemis qui, toutefois, les avaient déjà passés en grande partie. Un courrier fut envoyé au général Putnam, pour l'avertir du danger qui menaçait les forts. Putnam ne parla point de ce fait; mais il dit qu'il venait de reconnaître, avec le général Parsons, la position que les troupes anglaises avaient prise sur la rive orientale de l'Hudson, lorsque l'attaque commença; et il est vraisemblable que

[1] Letter of sir Henry Clinton.

le messager arriva au camp après que le général en fut sorti.

Les détachemens partis des forts escarmouchèrent avec l'ennemi, mais probablement sans beaucoup d'effet. La colonne qui devait agir contre le fort Clinton, n'en était plus qu'à deux milles de distance, lorsque les américains la rencontrèrent. Elle faisait halte pour attendre l'arrivée de celle qui devait attaquer le fort Montgommery, dont la garnison n'avait pas eu promptement connaissance de l'approche de ce corps. Aussitôt qu'elle en fut instruite, elle détacha des partis contre lui; mais entre quatre et cinq heures de l'après-midi, la colonne anglaise arriva sous les murs de la place, sans avoir fait de grandes pertes. Ceux qui la défendaient ayant été inutilement sommés de se rendre, on commença l'attaque. Des redoutes, des batteries et des abattis d'arbres qui couvraient un espace de trois ou quatre cents verges de longueur, défendaient les approches des deux forts. La résistance fut opiniâtre, et dura jusqu'à la nuit. Les lignes étant trop étendues pour qu'il fût possible de les garnir suffisamment, l'ennemi les força en divers endroits. Les deux garnisons ne pouvant plus se défendre, furent obligées de se rendre, et

furent faites prisonnières. Cependant, quelques hommes qui connaissaient bien le pays, s'échappèrent. Le gouverneur Clinton passa la rivière dans une barque, lorsque l'ennemi fut en possession des forts ; et le général James Clinton parvint, quoique blessé, à s'échapper aussi. Les lieutenans-colonels Livingston et Bruyn, et les majors Logan et Hamilton, furent au nombre des prisonniers. Les américains perdirent environ deux cent cinquante hommes. On suppose que la perte de l'ennemi fut plus forte ; mais, dans sa lettre officielle, sir Henry Clinton la fit monter à moins de deux cents hommes, en confondant les morts, les blessés, et ceux qu'on ne revit plus. Le lieutenant-colonel Campbell, qui commandait l'attaque contre le fort Montgommery, fut tué, ainsi que deux autres officiers d'état-major.

Les anglais se rendirent maîtres de la barrière qui traversait l'Hudson ; et l'on mit le feu aux frégates et aux galères qui la défendaient.

Aussitôt que le gouverneur eut rejoint le général Putnam, il fut résolu de ne point défendre Peeks-Kill. On prit la détermination d'enlever, autant qu'on le pourrait, les magasins, et de se retirer plus haut, sur la rive

de l'Hudson, jusqu'à ce qu'il fût arrivé des renforts suffisans. Le fort de l'Indépendance et le fort de la Constitution furent évacués le lendemain 8 octobre, et le général Putnam se retira à Fish-Kill. Ces deux places étaient fortifiées de la même manière que les forts Montgommery et Clinton, mais on ne songea point à les défendre ; et l'ennemi s'en empara aussi, le 15 octobre. Le général anglais, Vaughan, après avoir incendié un village qui renfermait des magasins considérables, s'avança jusqu'à Æsopus, qu'il brûla également.

Cependant, le général Putnam, dont les milices du Connecticut, du New-Jersey et du New-York, avaient renforcé l'armée, qui se montait alors à six mille hommes, en détacha deux mille sous les ordres du général Parsons, auquel il donna l'ordre de reprendre possession de Peeks-Kill et des défilés des montagnes, tandis qu'avec le reste il observerait lui-même les progrès de l'ennemi. Il avait fait demander à Gates, et en attendait de la grosse artillerie, sans laquelle il ne pouvait inquiéter les vaisseaux des anglais, sur l'Hudson. A la nouvelle que l'armée de Burgoyne avait capitulé, il avait aussi dépêché des courriers au même général américain, pour le presser de lui envoyer des renforts de troupes réglées, et près

de cinq mille hommes furent sur-le-champ à son secours. Avant leur arrivée, Vaughan avait redescendu la rivière ; et après avoir réduit en cendres les forts Montgommery et Clinton, il était retourné à New-York, d'où un corps de troupes allait mettre à la voile pour se réunir au général Howe.

Dans cette expédition, l'ennemi s'empara d'une grande quantité de munitions de guerre. On avait toujours considéré les montagnes voisines de l'Hudson, comme offrant des positions qui réunissaient la commodité à la sûreté ; et en conséquence, on y avait fait des magasins considérables. On en transféra quelques-uns plus loin, mais on en perdit le plus grand nombre. On avait aussi sacrifié beaucoup de peine et d'argent à la construction des forts et des ouvrages élevés sur le bord de la rivière, et l'on n'en retira aucun avantage.

Quoique les États-Unis eussent fait une perte considérable, l'ennemi ne gagna que très-peu par cette expédition, qui fut exécutée trop tard pour que Burgoyne pût en profiter. Les anglais se rendirent maîtres des défilés des montagnes, il est vrai, mais ils ne purent les garder. Ils réduisirent en cendres tout village, toute maison dont ils s'empa-

rèrent ; et cette destruction, aussi barbare qu'inconsidérée, ne fit qu'irriter les esprits. Le ressentiment qu'elle excita fut si vif, qu'il dura long-tems après la fin même de la contestation.

La bataille du 19 septembre avait décidé, en grande partie, du sort de Burgoyne, qui n'eût pu s'y soustraire que par une prompte retraite. La victoire prouva, que les troupes réglées que commandait le général Gates, étaient au moins égales, en discipline et en courage, aux troupes britanniques ; et il fut facile de prévoir que la Nouvelle Angleterre, qui avait plus de population, plus d'union, plus de zèle, et possédait plus d'armes que les états du centre, fournirait des auxiliaires auxquels il serait impossible de résister. Peut-être la seule faute que Burgoyne ait commise, fut-elle de ne pas abandonner à tems une entreprise qui ne pouvait réussir, et de ne pas retourner vers les lacs ou dans les environs. Dans l'affaire de Bennington, le hasard fit plus que les dispositions. L'arrivée de Starke avec la milice du New-Hampshire, fut très-inopinée. Ce fut là ce qui prévint le succès de l'entreprise formée contre les magasins. Autrement le colonel Warner, qui n'avait sous ses ordres qu'environ trois cents

hommes de troupes réglées, n'eût pu vaincre Baum, ou empêcher l'exécution de ses desseins contre Bennington. Il serait injuste d'imputer à un général, le mauvais succès d'une entreprise pour laquelle il n'avait que des forces proportionnées à la résistance qu'on pouvait raisonnablement attendre, et qui n'échoua que par un événement qu'on ne pouvait ni prévenir, ni prévoir.

Burgoyne, lorsqu'il capitula, fit monter le nombre de ses troupes à trois mille cinq cents hommes en état de combattre. Selon les américains, celui des ennemis qui mirent bas les armes, fut de cinq mille sept cent cinquante-deux. Lorsqu'elle partit de Tyconderoga, l'armée britannique était de neuf mille hommes. Les anglais perdirent en outre une superbe artillerie, sept mille armes d'une fabrique excellente, des habits pour sept mille recrues, qu'on se proposait de faire, des tentes et des munitions de guerre pour des sommes considérables.

La reddition de l'armée britannique excita la joie la plus vive dans tous les Etats-Unis, et l'on y crut la contestation décidée. Quoique la guerre pût encore traîner en longueur, les américains ne doutèrent pas que leurs efforts ne fussent, à la fin, couronnés du

plus brillant succès. Un des plus grands avantages qu'ils se flattèrent de retirer de leur victoire, fut de fixer enfin la politique incertaine des cours étrangères, qui désiraient détacher de la Grande-Bretagne les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, mais craignaient de prendre ouvertement part à la guerre.

Le congrès vota des remerciemens à Gates et à son armée, et fit présenter à ce général, par son président, et au nom des Etats-Unis, une médaille d'or, en mémoire de la victoire éclatante qu'il venait de remporter. Cette assemblée, à qui fut fortement recommandé le colonel Wilkinson, qui servait en qualité d'adjudant-général à l'armée du nord, le nomma brigadier-général.

Comme on croyait que l'ennemi n'abandonnerait pas sur-le-champ les défilés des montagnes de l'Hudson, le congrès donna l'ordre au général Putnam de se réunir au général Washington, avec un renfort qui ne serait pas de plus de deux mille cinq cents hommes. Il arrêta en même-tems, que Gates prendrait le commandement de la division que devait quitter Putnam, et qu'il lui serait donné plein pouvoir de requérir la milice des états de la Nouvelle Angleterre, ainsi que

celle du New-York et du New-Jersey, dans les cas qui seraient spécifiés.

Il fut proposé d'accorder au commandant en chef, la faculté d'ordonner, lorsqu'il en aurait conféré avec Gates et le gouverneur Clinton, que le renfort dont nous venons de parler fût augmenté. Cette proposition fut vivement combattue. On demanda ensuite que l'augmentation ne pût être faite, que dans le cas où Gates et Clinton y auraient consenti. Cet amendement fut rejeté par la grande pluralité des membres, et la première résolution fut maintenue. Ce débat n'eut d'autre effet, que d'attirer jusqu'à un certain point l'attention du public. Les défilés des montagnes étaient déjà en la puissance des américains; et un renfort d'environ cinq mille hommes de troupes réglées, avait eu ordre de se rendre dans la Pensylvanie.

La perte de l'armée commandée par Burgoyne, ne permit pas à l'ennemi de conserver les postes de Tyconderoga et du mont Indépendance. Après avoir brûlé, ou détruit de toute autre manière, les édifices et les fortifications, et jeté une partie des munitions dans le lac, la garnison se retira précipitamment à l'île aux Noix et à Saint-Jean.

On peut concevoir aisément quel fut, sur

le peuple anglais, l'effet d'un si grand revers. L'espoir de soumettre, par la force des armes, les colonies unies, s'évanouit presqu'entièrement; ou du moins, on reconnut alors quel degré de résistance on aurait à surmonter, si l'on parvenait même à opérer cette conquête, dont on s'était flatté si long-tems. Avant la réception de cette triste nouvelle, on avait très-fortement censuré l'emploi des sauvages dans les opérations militaires. Le parlement s'était rassemblé le 20 du mois de novembre; et l'on avait proposé, selon l'usage, de répondre au discours émané du trône, par une adresse, où l'on approuvait les mesures prises par l'administration. Dans la chambre des pairs, le comte de Chatam demanda qu'il fût fait un amendement, par lequel on supplierait sa majesté d'ordonner sur-le-champ la cessation des hostilités, et de faire négocier un arrangement, « qui pût rendre la paix et « la liberté à l'Amérique, la force et le bon- « heur à la Grande-Bretagne, la tranquillité « et une prospérité durable aux deux pays. » Dans le discours animé qu'il prononça pour soutenir sa proposition, cet homme vraiment extraordinaire, s'écria [1]: « Mais, milords, qui a

[1] Vie du lord Chatam, par Belsham.

« osé ajouter encore aux calamités insépa-
« rables de la guerre, et n'a pas craint d'as-
« socier à nos armes, la hache et le couteau
« du sauvage? Qui est cet homme, qui n'a
« pas rougi de réunir, par un traité d'al-
« liance, un peuple civilisé et les féroces
« habitans des forêts? Qui est celui qui a
« chargé l'impitoyable indien de défendre
« des droits contestés, et qui l'a soudoyé,
« dans cette guerre barbare, pour assassiner
« nos frères? Milords, ces affreux excès doi-
« vent être réprimés et punis, si l'on ne veut
« pas souiller d'une tache ineffaçable, le ca-
« ractère de la nation. Ce n'est pas une de
« nos moindres infortunes, que l'on ait, par
« une telle association, dégradé notre armée.
« Familiarisée avec les horribles scènes que
« renouvelle si souvent la cruauté des sau-
« vages, elle ne peut plus posséder ces prin-
« cipes généreux, qui ennoblissent le métier
« des armes; elle n'est plus digne de mar-
« cher sous les drapeaux du roi; elle ne peut
« plus connaître ce noble orgueil, cet amour
« de la gloire, cette magnanimité, ce senti-
« ment d'honneur, qui fait une vertu de l'am-
« bition. Ce sentiment peut-il se concilier
« avec l'amour du pillage, avec l'affreuse
« pratique du meurtre? Peut-il provenir

« de la cupidité, ou peut-il exciter à la « cruauté ? »

La conduite du ministère fut approuvée par les deux chambres du parlement, mais ce triomphe ne fut pas de longue durée. Au lieu des succès dont on s'était flatté, on apprit bientôt les revers qu'avait éprouvés l'armée britannique, et l'humiliation fut extrême. Il fallut faire, au parlement, l'aveu de ces désastres, et le desir de conclure la paix à toute autre condition qu'une séparation totale, se glissa jusque dans le sein de plusieurs membres du cabinet britannique.

CHAPITRE VI.

Evacuation du Red-Bank. — Le général Howe sort de Philadelphie avec toutes ses forces. — Escarmouches entre les deux armées. — Les anglais retournent à Philadelphie. — Le général Washington établit ses quartiers d'hiver à Valley-Forge. — Disette de vivres qu'y éprouve l'armée américaine. — Organisation vicieuse de la commission des approvisionnemens. — Le général Washington fait, à ce sujet, des représentations au congrès. — L'armée subsiste en grande partie, au moyen d'enlèvemens de vivres, exécutés de vive force. — Intrigues formées dans le congrès, contre le général Washington. — Le général Gates est soupçonné d'y avoir part. — Correspondance à ce sujet, entre les deux généraux. — L'armée américaine a beaucoup à souffrir du manque de vêtemens. — Washington s'efforce de la mettre sur un pied respectable, pour la prochaine campagne. — Le congrès envoie à l'armée des commissaires tirés de son propre sein. — L'ennemi tente de surprendre le corps du capitaine Lee, qui lui oppose une résistance opiniâtre. — Le congrès ordonne qu'il sera fait une seconde expédition contre le Canada. — On renonce à ce projet avant d'avoir commencé même de l'exécuter. — Le général Conway donne sa démission. — Duel entre le général Cadwallader et lui.

Après la bataille du 19 septembre, et lorsque Gates eut acquis sur l'ennemi une supé-

riorité qui devait s'accroître tous les jours, le général Washington supposa que Burgoyne retournerait à Tyconderoga, et fut persuadé que l'armée du nord pourrait se passer du corps des chasseurs de Morgan, que lui rendaient extrêmement nécessaires les fréquens changemens de position des troupes britanniques dans la Pensylvanie. A cette demande, qui ressemblait à une prière et non pas à un ordre, Gates répondit, le 5 octobre, de la manière suivante : « Depuis l'affaire du 19 du « mois dernier, l'ennemi a conservé la posi- « tion qu'il occupait le matin du jour même « du combat, et a fortifié son camp. Nos « avant-postes respectifs sont à une portée de « fusil les uns des autres. Des deux côtés, on « n'a pas cédé un seul pouce de terrain. Votre « excellence ne voudra pas sans doute que, « dans une telle situation, je me prive d'un « corps que toute l'armée de Burgoyne re- « doute infiniment. » Deux jours après, le dernier combat fut livré ; et ce corps, ainsi qu'il l'avait fait le 19, rendit les services les plus signalés.

A la nouvelle de la reddition de Burgoyne, le colonel Hamilton fut dépêché au général Gates, pour lui représenter la position critique où se trouvait l'armée américaine dans la

Pensylvanie, et lui faire sentir combien il importait de la renforcer promptement. Hamilton était aussi chargé d'écarter tous les obstacles qui pourraient retarder la marche des troupes. Il trouva réunie autour du général Putnam, une grande partie de l'armée du nord, et Gates avait retenu dans la ville d'Albany, quatre brigades qu'il voulait y garder jusqu'à l'hiver, pour les employer alors à une entreprise contre Tyconderoga et le mont Indépendance, qui n'avaient pas encore été évacués.

Après avoir pris, d'accord avec Putnam, toutes les mesures nécessaires pour qu'un nombreux détachement de troupes réglées se mît aussitôt en marche, Hamilton se rendit à Albany, dans le dessein de représenter à Gates combien il était dangereux qu'il conservât de si grandes forces auprès de lui, lorsque l'ennemi se trouvait au cœur du pays. Ce général ne parut point disposé à se séparer d'aucune partie de ses troupes. Il ne pouvait croire qu'un renfort dût sortir de New-York, pour rejoindre sir William Hove; et il objectait que si les troupes qui pourraient s'embarquer dans ce port, au lieu de se porter vers la Delaware, changeaient tout-à-coup de direction, et remontaient l'Hudson, il leur serait

facile, au cas où ce poste demeurerait sans défense, de s'emparer d'Albany, où l'on avait principalement déposé les armes et les munitions de guerre prises sur l'armée de Burgoyne. Ayant à la fin obtenu que deux brigades se missent en marche, Hamilton ne voulut pas en demander davantage pour l'instant; mais bientôt il revint à la charge, et Gates ordonna, quoiqu'à regret, à la brigade de Glover, une de celles qu'il s'était proposé de retenir, de marcher vers la Delaware.

Tandis qu'Hamilton était auprès du général Gates, Putnam ne se pressa point de faire partir pour la Pensylvanie, les corps qui l'avaient rejoint. Il paraît qu'il conçut le projet, lorsque le renfort dont nous venons de parler fut sorti de New-York, de se rendre maître de cette place; et rien n'annonça qu'il eût fait de grands efforts pour envoyer sur un autre point des troupes qu'il pourrait employer à une entreprise dont le succès donnerait beaucoup d'éclat à sa réputation. En outre, les soldats semblaient persuadés qu'ils ne devaient plus agir le reste de la campagne, et que le tems de prendre leurs quartiers d'hiver était venu. Ils étaient aussi très-mécontens au sujet de leur solde, que le gouvernement avait eu la négligence de laisser en arrière

de six mois; et même il y eut, à cette occasion, dans la brigade de Poor, une mutinerie pendant laquelle un soldat, avant d'expirer, tua d'un coup de feu son capitaine, qui lui avait passé son épée au travers du corps. Le colonel Hamilton, qui arriva à tems, emprunta de l'argent au gouverneur de New-York, et les troupes se mirent en marche, par brigade, pour se rendre sur le bord de la Delaware. Plusieurs retards suspendirent donc l'arrivée des renforts destinés à l'armée américaine; et au contraire ceux qu'attendait le général Howe, arrivèrent plutôt qu'on ne croyait qu'ils le feraient. En conséquence, l'expédition contre le Red-Bank s'effectua, et la place fut évacuée avant que le général Greene eut assez de forces pour la secourir.

Tandis que le lord Cornwallis se trouvait dans le Jersey, et que le général Greene était posté sur le bord de la Delavare, au-dessus de Philadelphie, on forma le projet d'une attaque contre cette ville, projet dont plusieurs officiers d'un haut grade demandaient vivement l'exécution, et que commandait jusqu'à un certain point l'opinion publique, qui, si on ne lui oppose une grande résistance, confond le jugement, et peut, en blâmant des mesures qu'elle ne conçoit pas, produire les

effets les plus funestes, principalement lorsqu'il s'agit d'opérations militaires. On représenta donc au commandant en chef que son armée étant aussi nombreuse qu'elle pourrait jamais l'être, et se composant alors en partie des troupes qui avaient remporté la victoire sur Burgoyne, son propre renom, l'opinion du congrès, et l'attente publique exigeaient qu'il frappât un coup décisif. L'avilissement du papier-monnaie, qui menaçait de plus en plus d'anéantir les ressources au moyen desquelles on soutenait la guerre, rendait indispensablement nécessaire, disait-on, un grand effort qui pût terminer tout-à-coup la contestation. Selon le projet, le général Greene aurait embarqué deux mille hommes au bac de Dunk; il eût descendu la rivière pendant la nuit, et eût mis ses troupes à terre un peu avant le jour; il eût ensuite pris l'ennemi en queue, et se fût emparé du pont de la Schuylkill. Un détachement très-fort eût longé, en allant vers le sud, la rive occidentale de cette rivière, et eût occupé les hauteurs d'où les ouvrages des anglais pouvaient être enfilés. De là, on les eût canonnés fortement, tandis qu'une partie du même détachement fût descendue vers le pont, et eût attaqué l'ennemi à l'instant même où le corps

commandé par Greene eût commencé l'assaut du côté opposé. Enfin le reste de l'armée, divisé en trois colonnes, eût assailli de front toute la ligne que formaient les redoutes.

Non-seulement le commandant en chef, mais encore les meilleurs officiers de l'armée, et tous ceux que les clameurs des hommes peu éclairés n'excitaient pas à sacrifier l'intérêt public, s'opposèrent avec force à cette entreprise téméraire. Les deux armées étaient à-peu-près égales en nombre; et l'on ne pouvait supposer que le détachement envoyé dans le Jersey eût affaibli celle de sir William Howe, au point qu'il n'eût plus été possible à ce général de tirer avantage de sa position. Le front de l'armée britannique était défendu par quatorze redoutes formant une ligne qui s'étendait de la Delawàre à la Schuylkill. La première couvrait la droite; la seconde couvrait la gauche. En arrière étaient le confluent de ces deux rivières, et la ville de Philadelphie. Les redoutes étaient garnies d'artillerie et contenaient de forts détachemens. Enfin, l'intervalle qui les séparait les unes des autres, était couvert d'abattis et d'ouvrages de forme demi-circulaire. Il eût fallu les enlever toutes; car il eût été extrêmement dangereux d'en laisser une seule faire feu sur les dernières

divisions des colonnes qui eussent attaqué de front. De plus, on eût été forcé, lors même qu'on fût parvenu à surmonter entièrement ce premier obstacle, de donner l'assaut à la ville, et tous les militaires savent que rien n'est plus périlleux qu'une pareille entreprise. Les rues eussent été défendues par une artillerie bien supérieure à celle des américains, et qui eût tiré de front sur eux, pendant qu'ils eussent été attaqués à droite et à gauche, par un feu de mousquéterie qu'eussent fait des soldats qu'on eût placés dans les maisons.

Le succès de l'entreprise devait aussi dépendre de l'exécution d'une autre partie du plan, partie qui consistait à faire surprendre l'ennemi par ce corps auquel on eût fait descendre la Delaware ; mais pour réussir, il eût fallu un concours de circonstances extrêmement favorables. Sir William Howe sachant où était posté le général Greene, on ne pouvait supposer qu'il n'en ferait pas observer les mouvemens. Il était même probable que l'embarquement ne pourrait se faire en secret ; et c'était supposer une négligence à laquelle on ne devait pas s'attendre, de croire qu'il fût possible à Greene de descendre la Delaware, sans être reconnu. S'il l'était une fois, tout le projet était découvert, et par conséquent il

échouait. L'ennemi n'eût pu se persuader que ce général eût songé à l'attaquer, sans un autre secours que celui de son détachement ; et il eût jugé sans peine qu'on se proposait de faire en même tems une autre attaque contre les lignes du front. Si celle-ci manquait, ce qui pouvait arriver facilement, la perte totale des deux mille hommes commandés par Greene était certaine, et le général Howe conservait sa supériorité tout l'hiver.

La situation des Etats-Unis n'exigeait pas des mesures si désespérées. Les troupes britanniques, bien qu'elles fussent supérieures en nombre à celles qui leur faisaient tête, n'étaient parvenues à se mettre en possession que de quelques villes maritimes où on les tenait renfermées. A moins que l'armée américaine ne se ruinât elle-même par une entreprise téméraire, les anglais ne pouvaient chercher à s'assurer du pays sans risquer un combat dont le succès eût été incertain. Si l'avilissement du papier-monnaie était l'effet inévitable des nombreuses émissions faites sans établir pour le retrait, des taxes proportionnées, c'était en détruisant la cause, et non en sacrifiant des troupes, qu'on pouvait remédier à ce mal. La défection des citoyens, et leur répugnance à s'enrôler, devaient s'ac-

croître encore par une inutile tentative contre Philadelphie. Au contraire, ce devait être un motif de ménager l'armée, et de ne point en compromettre la force et l'existence même, par des entreprises dont raisonnablement on ne pouvait attendre aucun succès, et qu'une position désespérée eût pu seule justifier.

Washington était trop sage pour se laisser séduire par un éclat trompeur; il avait trop de fermeté, trop de patriotisme, trop de vertus pour que les clameurs des factieux et que de vains discours lui fissent adopter une mesure contraire à l'intérêt public. Résistant aux importunités de ceux de ses amis qui étaient dans l'erreur, méprisant les insinuations de ses ennemis, et s'inquiétant peu de l'opinion des hommes qui n'avaient pas des lumières suffisantes pour juger convenablement des choses, il persista dans la résolution de ne rien entreprendre contre Philadelphie. A ce moyen, il fut en état de faire tête à l'ennemi; il sauva son armée; et les cris des mécontens se perdirent dans les airs.

Cette détermination prise, le général Greene eut ordre de combattre le lord Cornwallis dans le Jersey, s'il trouvait l'occasion de le faire avec avantage. Mais avant que la dernière brigade venue de l'armée du nord, eût

rejoint Greene, ce lord, nous avons déjà dit, avait pris à la pointe Glocester, une position inattaquable, d'où il faisait passer des vivres à Philadelphie. Comme on présumait qu'il se rendrait bientôt lui-même avec son détachement dans cette ville, et qu'il y avait lieu de croire que le général Howe, après avoir réuni toutes ses forces, chercherait à profiter de l'affaiblissement de l'armée américaine pour l'attaquer dans son camp, il fut enjoint à Greene [1] de repasser sur-le-champ la Delaware et de rejoindre le général Washington.

L'opinion que sir William Howe se proposait de faire une tentative contre le camp des américains, n'était point dépourvue de fondement. A peine le lord Cornwallis fut-il de retour à Philadelphie, et Greene se fut-il réuni au commandant en chef, qu'on reçut l'avis certain que l'ennemi faisait des préparatifs pour se mettre en marche, avec toutes ses forces, dans le dessein, qu'il ne dissimulait point, de contraindre Washington à quitter sa position, et à se retirer au-delà des montagnes. L'ordre fut aussitôt donné de disposer le gros bagage, de manière à pouvoir le transporter ailleurs, au premier instant; et l'on s'efforça d'exciter le zèle et l'émulation des soldats, en

[1] Au mois de décembre.

les exhortant à ne pas tromper l'attente publique.

Dans la nuit du 4 décembre, sir William Howe sortit de Philadelphie avec toutes ses troupes, et assit son camp sur Chesnut-Hill [1], en face de la droite de l'armée américaine, et seulement à la distance de trois milles. Il s'ensuivit une petite escarmouche entre les postes avancés de l'ennemi, et la milice de Pensylvanie, sous les ordres du général Irvin, qui fut blessé et fait prisonnier. Tout le corps que commandait ce général fut dispersé, mais sans avoir fait une perte beaucoup plus considérable que celle de son chef.

A mesure qu'elle allait vers le nord, la chaîne des montagnes sur lesquelles étaient postées les troupes britanniques, s'approchait plus de celles qu'occupaient les troupes américaines. Ayant passé tout le jour à reconnaître la droite de celles-ci, l'ennemi changea sa position, dans le cours de la nuit. S'avançant à droite, le long des montagnes, il s'empara d'un poste très-avantageux, à-peu-près à un mille, et sur le front de la gauche de l'armée américaine. Le lendemain [2], il se rapprocha toujours plus de ce côté. Quelques corps de milice du Mary-

[1] Montagne des Châtaigniers.

[2] 7 décembre.

land, qui étaient commandés par le général Gist, et le régiment de chasseurs du colonel Morgan, eurent l'ordre d'attaquer les partis avancés et ceux qui étaient postés sur les flancs. L'action qu'ils engagèrent fut très-vive. Le major Morris, brave officier du régiment de Morgan, reçut une blessure mortelle; et vingt-sept hommes de ce même corps furent, les uns tués et les autres blessés. La milice essuya aussi quelque perte. Les partis attaqués les premiers, furent d'abord repoussés; mais l'ennemi ayant reçu de nombreux renforts, et le général Washington ne voulant point quitter les hauteurs pour engager une action générale sur le terrain qui servait de théâtre à cette escarmouche, ne renforça point Gist et Morgan, qui à leur tour furent forcés de plier.

L'ennemi continua de manœuvrer sur le flanc, et en avant de l'aile gauche, dont alors le commandant en chef changea un peu la position. Il rangea cette aile, de manière à soutenir le choc de toute l'armée britannique dont à chaque instant il attendait l'attaque. Tout ce jour se passa à faire ces mouvemens, pendant lesquels Washington parcourut toutes les brigades de son armée, indiquant lui-même la manière dont il fallait recevoir l'ennemi,

exhortant ses troupes à se servir principalement de la bayonnette, les encourageant tant par ses discours que par la fermeté qui paraissait dans tout son maintien, à bien faire leur devoir. Les dispositions que le général anglais fit dans la soirée, semblèrent annoncer l'intention d'attaquer le lendemain matin [1]; mais, dans l'après-midi de ce jour, l'armée ennemie fila tout-à-coup par la droite qui debordait la gauche de l'armée américaine, et rentra dans Philadelphie. Des troupes légères furent détachées pour en inquiéter l'arrière-garde; mais elles ne purent l'atteindre.

Dans sa lettre officielle, le général Howe fit monter sa perte à environ cent hommes en tout. Les deux armées ne s'etaient pas encore trouvées en présence l'une de l'autre, sans être garanties par des ouvrages. C'était aussi la première fois que les américains avaient pour eux l'avantage du nombre. La force effective de l'armée ennemie fut évaluée à douze mille hommes. Un écrivain anglais, qui était un des officiers de cette armée, mais qui toutefois paraît peu prévenu en faveur de sir William Howe, prétend qu'elle était forte de quatorze mille hommes [2]. L'armée améri-

[1] Le 8.

[2] Stedman.

caine consistait en douze mille cent soixante et un hommes de troupes au service de la confédération, et en trois mille deux cent quarante et un hommes de milice. L'égalité de nombre qui se trouvait entre les troupes réglées de l'une et de l'autre armée, exigeait que de chaque côté l'on conservât la position avantageuse qu'on avait prise. Les américains et les anglais, occupant également des hauteurs, aucun des deux partis ne pouvait commencer l'attaque, sans donner jusqu'à un certain point, l'avantage du terrain à son ennemi, et ni Washington, ni sir William Howe ne parurent disposés à le faire.

En rentrant à Philadelphie, sans avoir engagé une action générale, ce dont il était maître, et qu'il avait déclaré vouloir faire, le général de l'armée britannique prouva d'une manière convaincante, le cas qu'il faisait des talens du général qu'il avait en tête, et des troupes que Washington commandait.

Cependant la saison devenait extrêmement rigoureuse; et il était impossible que des troupes à demi-nues et très-mal pourvues de couvertures, pussent habiter plus long-tems sous des tentes. Il était donc indispensable de leur faire prendre des quartiers d'hiver; mais dans l'état où se trouvaient les affaires, le

choix de ces quartiers demandait beaucoup de considération. On ne pouvait faire cantonner l'armée dans les villages, sans l'exposer au risque d'être battue partiellement, et sans livrer, en grande partie, le pays aux entreprises de l'ennemi. Pour éviter ces deux inconvéniens, il fut résolu de choisir une forte position, qui fût peu éloignée de celle de l'armée britannique, et à égale distance de la Delaware, soit au-dessus, soit au-dessous de Philadelphie, et d'y construire des huttes qui pussent mettre les troupes à l'abri, durant l'hiver. Un terrain élevé et naturellement très-fort, situé près de Valley-Forge, à l'ouest de la Schuylkill, et distant de vingt à trente milles de Philadelphie, fut designé pour y asseoir le camp; et le 11 du mois de décembre, un peu avant le jour, l'armée se mit en marche pour aller l'occuper. Par hasard, le lord Cornwallis avait été chargé d'aller, le matin de ce même jour, à la tête d'un détachement très-fort, fourrager de ce côté. Il rencontra, et eut bientôt dispersé une brigade de la milice de Pensylvanie, qui était commandée par le général Potter, et qui avait eu ordre de chasser les petits partis de maraudeurs, et d'arrêter les fermiers qui se rendraient au marché de Philadelphie. En poursuivant les fuyards, le

lord Cornwallis avait gagné les hauteurs, situées vis-à-vis du gué de Madisson, sur lequel on avait jeté un pont; et il avait posté des troupes de manière à commander le défilé qu'on nomme le Golfe, et le chemin qui conduit à ce gué, lorsque la première division de l'armée américaine arriva sur le bord occidental de la Schuylkill. On crut d'abord que toute l'armée britannique était sortie de Philadelphie. Comme il eût été extrêmement dangereux de passer le pont en sa présence, les troupes qui étaient déjà sur la rive occidentale furent rappelées, et l'armée américaine se porta plus haut pour connaître la situation, la force, et les projets de l'ennemi. Le lendemain 12, le lord Cornwallis retourna à Philadelphie, et le général Washington passa la Schuylkill, pendant la nuit.

A cette même époque, le commandant en chef fit, pour la première fois, connaître à son armée, par un ordre général, les dispositions qu'il avait faites. Il exprima de la manière la plus forte, le contentement qu'il éprouvait de la bonne conduite des troupes, auxquelles il présenta ensuite le tableau consolant de la félicité prochaine de leur pays. Il les exhorta vivement à supporter, avec le même courage, les inconvéniens inséparables de la position qu'il

avait choisie, et il s'efforça de leur faire sentir que c'était l'intérêt public qui le contraignait à la prendre.

Depuis quelque tems le froid était devenu très-rigoureux; et les souffrances de l'armée étaient excessives. Cependant, elles diminuèrent considérablement, après un petit nombre de jours. On construisit des huttes avec des souches, et on les cimenta avec du mortier. Lorsqu'on les eut fait sécher, au moyen du feu, ces habitations parurent très-commodes à des hommes qui, depuis long-tems, ne connaissaient plus les douceurs de la vie. L'ordre des camps fut observé strictement; et si des huttes n'avaient pas été substituées à des tentes; rien n'eût annoncé que l'armée était en quartier d'hiver. On prit, comme dans le tems où les opérations militaires avaient le plus d'activité, les plus grandes précautions pour empêcher que l'ennemi ne communiquât avec les habitans des campagnes. Une division, commandée par le général Smallwood, fut envoyée à Wilmington, pour y défendre, à l'aide de la milice, le passage de la Delaware. Le colonel Morgan fut placé avec son régiment sur les lignes à l'ouest de la Schuylkill, pour intercepter tous les vivres qu'on porterait à Philadelphie. Le général

Armstrong fut, pour le même objet, posté près de l'ancien camp du White-Marsh, avec la milice de la Pensylvanie. Afin de soutenir ces divers détachemens, le major Jamieson et le capitaine Lee eurent l'ordre de garder, l'un avec deux corps de cavalerie, le bord oriental de la rivière, et l'autre, avec sa troupe, le bord occidental. Le général comte Pulaski, qui commandait les troupes à cheval, se rendit avec le reste de sa brigade de cavalerie, à Trenton, où il devait l'exercer pour la prochaine campagne. L'importance des troupes de cette sorte devenait toujours plus évidente; et le commandant en chef avait résolu de ne rien négliger pour s'en procurer un plus grand nombre.

Les îles situées au-dessus de l'embouchure de la crique de Derby, produisent une quantité prodigieuse d'herbages, dont une grande partie sèchent sur pied. Tant que l'armée américaine fut à l'est de la Schuylkill, l'ennemi crut ces îles hors de toute atteinte. En détruire le fourrage, puisqu'il était impossible de le transporter en lieu de sûreté, et par conséquent forcer l'ennemi d'en chercher au loin, fut le premier soin de Washington, lorsqu'il eut passé la rivière; et le 21 décembre, tandis que les troupes élevaient des huttes, il chargea

de cette expédition, le colonel Morgan, et le général Potter, alors posté à l'ouest de la Schuylkill. Le 22, de grand matin, sir William Howe marcha, avec toutes ses forces, et campa entre Derby et le bac du milieu, de manière à couvrir entièrement les îles, dont un parti de fourrageurs enleva tout le foin. Dans le dessein de troubler cette opération, l'ordre fut donné de mettre en mouvement l'armée américaine, lorsqu'à l'instant de l'exécuter, on apprit que les magasins de vivres étaient épuisés, et que les troupes avaient consommé leur dernière ration. Il n'était plus possible alors de songer à marcher contre l'ennemi. Dans un désert qui n'offre aucun moyen de subsistance, ou dans une ville assiégée qui manque de vivres, le courage, le patriotisme, l'habitude de la discipline peuvent porter des troupes à vaincre des besoins auxquels on croirait qu'il serait impossible de résister; mais nous ne pouvons indiquer ce qu'il faudrait pour qu'une armée se laissât périr de faim, au milieu d'un pays qui abonde en toutes choses; et des soldats ne peuvent se persuader, qu'à moins d'un accident subit, et dont il soit impossible de douter, il se trouve un concours de circonstances capable d'empêcher les distributions journalières. Il n'est

donc pas étonnant qu'il y ait eu quelques indices de révolte, dans un petit nombre de corps; et peut-être, ce qui doit surprendre au dernier point, c'est que le gros de l'armée ait supporté sans murmure, et sans pouvoir s'en rendre compte, cette privation soudaine et totale.

A cette nouvelle, le général Washington donna l'ordre de parcourir les environs, et d'enlever tous les vivres qu'on pourrait saisir. Il ne fut possible alors de détacher que des partis de troupes légères pour harceler l'ennemi autour de Derby, où sir William Howe, avec sa circonspection accoutumée, tint son armée si fortement réunie, que la vigilance de Morgan et de Lee fut presque inutile. Le général anglais, après avoir terminé son opération, rentra dans Philadelphie, n'ayant fait qu'une perte légère.

Qu'au milieu d'un pays aussi abondant que l'est la Pensylvanie, et tandis que le papier-monnaie, qui conservait encore de la valeur, mettait des fonds considérables entre les mains du gouvernement, le manque absolu de nourriture ait empêché d'agir l'armée américaine, c'est-là un de ces faits extraordinaires qui ne peuvent manquer d'attirer l'attention.

Dès le commencement de la guerre, le co-

lonel Trumbull avait été nommé commissaire-général pour les approvisionnemens. Quoique ses talens, son activité, son zèle le rendissent propre à occuper ce poste important, on se plaignit plusieurs fois de l'insuffisance des fournitures, ce qui provenait peut-être de la grande difficulté qu'il y a d'organiser une administration compliquée, sans avoir été instruit par les leçons de l'expérience. On a souvent prétendu que l'armée fut sur le point de manquer de vivres, et que cette cause gêna ses mouvemens. On croit sur-tout qu'on doit attribuer au manque de salaisons, de vinaigre et de légumes, cette étonnante mortalité qui a, plus que l'épée de l'ennemi, éclairci les rangs des troupes américaines. Le congrès s'occupa de cet objet; mais, malheureusement, le remède qu'il y appliqua ne servit qu'à augmenter le mal. Cette assemblée nomma, outre deux commissaires-généraux, l'un pour présider aux achats, et l'autre à la sortie des objets renfermés dans les magasins, huit délégués, quatre par département, qui ne devaient être destitués que par elle. Cette confusion de pouvoir, qui était en opposition directe avec l'opinion du commandant en chef, força le colonel Trumbull à refuser la place qui lui fut offerte. Le congrès n'en persista pas

moins dans sa résolution ; et l'inconvénient de bouleverser, au milieu d'une campagne, les établissemens formés pour la nourriture des armées, ne tarda pas à se faire sentir. Dans toutes les divisions militaires, on se plaignit fortement du peu de vivres qu'on fournissait aux troupes. Il paraît même que les succès de Gates furent plus compromis par cette cause que par la diversion que fit sir Henry Clinton. L'armée du général Washington eut beaucoup à souffrir aussi ; on vient d'en voir la preuve. Quelques jours avant la disette totale, les vivres que reçut cette armée, étaient de la plus mauvaise qualité. Des représentations furent faites à ce sujet, au commandant en chef, qui les fit passer au congrès. Par une résolution prise le 17 septembre, et confirmée dans le mois de novembre, ce corps autorisa Washington à s'emparer, à soixante et dix milles de distance, dans toute la circonférence de son quartier-général, des objets de consommation et autres dont aurait besoin son armée, en les payant, soit en argent, soit en reconnaissances, pour l'acquit desquelles on engageait la foi des Etats-Unis. C'était ordinairement l'état-major de l'armée qui était chargé de l'exécution de cette mesure ; et rarement il en adoucissait la rigueur par sa conduite.

D'ailleurs, le papier monnaie manquait souvent pour retirer les reconnaissances. Jamais on ne fit assez d'attention aux représentations du général Washington à ce sujet; et les envois de fonds furent toujours très-incertains.

Pendant que l'armée américaine enlevait ses provisions de vive force, l'armée britannique payait les siennes en argent, et assez cher, à Philadelphie. Les habitans des environs de cette ville étaient opposés à la continuation de la guerre; et la différence qu'il y avait entre un prompt paiement en espèces métalliques, et un effet dont la baisse journalière qu'éprouvait le papier-monnaie, réduisait la valeur, avant qu'on eût pu en toucher le montant, était trop grande pour ne pas influer sur leur conduite. Ils n'avaient pas assez de patriotisme pour résister à la tentation; et malgré la rigueur des lois et la vigilance des troupes, ils parvenaient à soustraire le produit de leurs fermes aux commissaires de l'armée américaine, et à le faire passer en secret à Philadelphie.

Les enlèvemens causèrent donc beaucoup de mécontentement; et le général Washington, qui en redoutait les effets, mit, autant qu'il lui fut possible, de la circonspection dans l'exercice des pouvoirs qui lui avaient été

confiés. Il ne voulait point qu'on arrachât aux habitans ce qui était nécessaire pour la subsistance de leur famille, et il préféra toujours se procurer des vivres par composition, que par force. Il avait beaucoup de peine à charger les militaires d'exécuter les enlèvemens; et il eût été très-disposé à faire intervenir l'autorité civile en ces rencontres. Cependant, malgré toute sa répugnance, il exerça ses pouvoirs, et il obtint des secours assez abondans. Mais la prétendue mollesse qu'on lui reprochait, parut autant mécontenter le congrès, que la rigueur dont on l'accusait aussi faussement indisposait les citoyens. Comme les demandes excédaient infiniment les fournitures, le sujet fut pris en considération par l'assemblée, qui désapprouva la conduite du général, et lui fit passer de nouvelles instructions pour qu'il exerçât rigoureusement les pouvoirs qui lui avaient été donnés. Dans sa réponse à la lettre par laquelle on lui transmit ces résolutions, Washington exposa sa conduite; il déclara qu'on avait pris une grande quantité de vivres; et en même tems il représenta que les enlèvemens se feraient avec plus de facilité, si le droit de les ordonner était accordé aux magistrats, de préférence aux militaires.

Cependant, pour se conformer à la volonté du congrès, le commandant en chef fit une proclamation par laquelle il requit tous les fermiers qui ne se trouvaient pas à moins de soixante et dix milles de son quartier-général, d'avoir soin que la moitié de leurs grains fussent battus pour le premier du mois de février, et l'autre moitié pour le premier du mois de mars, sous peine de les voir enlever simplement comme de la paille.

Le moyen auquel le congrès ordonna qu'on eût recours pour faire subsister l'armée, ne répondit pas aux vœux de cette assemblée. Le commandant en chef eût désiré qu'on ne l'eût employé qu'à la dernière extrémité, ou que dans le cas où l'on aurait eu réellement sujet de craindre que des vivres ne tombassent entre les mains de l'ennemi. Ayant reçu une lettre par laquelle le bureau de la guerre lui annonçait que le congrès prendrait des mesures pour réformer les abus de l'administration des approvisionnemens, mais que pour le présent il était absolument nécessaire de continuer à nourrir l'armée par des enlèvemens faits de vive force, Washington répondit : « Je ne négligerai rien de ce qui sera « praticable pour faire subsister l'armée et la « tenir réunie ; mais je dois représenter que

« les mesures coërcitives n'opéreront point « cet effet. Il faut chercher un autre moyen « de se procurer des vivres et des vêtemens. « Les enlèvemens de grains faits depuis quel- « ques jours, quoiqu'ils aient été peu con- « sidérables, et que sans eux il eût fallu licen- « cier toutes les troupes, ont occasionné les « plus vives alarmes, même parmi nos amis « les plus chauds. L'emploi de la force peut « être utile un moment ; mais il finit toujours « par entraîner les suites les plus fâcheuses. « Outre qu'il excite la haine entre les citoyens « et les militaires, jamais il ne manque, même « dans les corps les mieux disciplinés, de « porter les soldats à la licence et au pillage, « dont les effets non-seulement ruinent les « habitans, mais détruisent les armées elles- « mêmes. » Washington adressa au congrès une lettre de la même teneur que celle-ci, et qu'il finit de la sorte : « Je regrette que nous « ayons été forcés d'avoir recours au moyen « employé dernièrement, et je regarderai « comme un de nos plus grands malheurs « d'être contraint d'en user encore. Pour que « les vivres ne nous manquent point, je suis « obligé de tenir plusieurs détachemens occu- « pés à battre du grain ; mais cela ne produira « presque rien. »

A-peu-près vers ce tems, il se forma contre le commandant en chef, un parti dans lequel, à ce que l'on croit, entrèrent plusieurs membres du congrès et quelques officiers de l'armée.

L'éclat que la reddition de l'armée de Burgoyne répandit sur la réputation du général Gates, fit croire à quelques personnes que les armes américaines eussent été plus heureuses encore, si ce général avait été revêtu du commandement suprême. Il n'est pas probable que Gates ait été d'un sentiment contraire ; et il y a lieu de croire que s'il ne fit pas naître une telle opinion, du moins il finit par l'adopter. Non-seulement lorsque la victoire qu'il avait remportée le 7 octobre, lui eut fait juger que l'ennemi ne pourrait lui tenir tête long-tems, il n'avait point fait part de ses succès au général Washington, mais il avait entretenu, avec le général Conway, une correspondance où celui-ci témoignait le plus grand mépris pour le commandant en chef. La teneur de cette correspondance ayant percé, le général Gates adressa à Washington, pour lui demander le nom de la personne qui lui avait fait cette communication, une lettre qui n'était pas propre à opérer une conciliation, et qu'il lui fit parvenir, chose

surprenante, par l'intermédiaire du congrès [1]. Les habitans de la Pensylvanie qui voyaient

[1] Voici ces deux pièces :

Lettre du général Gates au général Washington.

Albany, le 8 décembre 1777.

MONSIEUR,

Je n'entreprendrai point d'exprimer ce que j'éprouve comme particulier, en réfléchissant à la position fâcheuse où doit se trouver un homme qui a écrit sous le sceau du secret, lorsqu'il le voit violé ; mais comme officier, je conjure votre excellence de me faire connaître l'auteur de l'infidelité qui a fait remettre en vos mains des extraits des lettres que j'ai reçues du général Conway. Ces lettres ont été copiées à mon insçu, mais quand, et par qui, c'est ce que je ne puis découvrir.

Il n'y a pas un officier dans les troupes que je commande, il n'y a pas un individu parmi ceux qui m'entourent, que je puisse soupçonner, avec quelque apparence de raison ; et cependant l'inquiétude où je suis peut me priver des services des hommes les plus estimables. Je crois qu'il est au pouvoir de votre excellence de rendre aux Etats-Unis, de me rendre à moi-même le service le plus important, en me faisant connaître le misérable qui a pu me trahir, et qui peut même compromettre au dernier point, vos opérations particulières. En conséquence, je vous supplie de me faire passer les renseignemens que vous pourrez me procurer. Mais comme la moindre perte de tems pourrait avoir les suites les plus funestes, et que j'ignore si la lettre vous

avec peine leur capitale au pouvoir des anglais, et oubliaient qu'ils avaient mis eux-

a été remise par un officier, ou par un membre du congrès, j'aurai l'honneur d'adresser une copie de la mienne au président de ce corps, pour que l'assemblée puisse, de concert avec votre excellence, découvrir le plutôt possible, un mystère qui concerne si essentiellement la sûreté des Etats-Unis. Des crimes de cette nature ne doivent pas demeurer impunis.

J'ai l'honneur, Monsieur, d'être avec le plus profond respect, de votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur,

A son excellence, le général Washington.

RATIO GATES.

Réponse du général Washington.

Valley-Forge, le 4 janvier 1778.

MONSIEUR,

Votre lettre du 8 du mois dernier m'a été remise, il y a quelques jours. J'y ai lu avec la plus grande surprise, et sans pouvoir en expliquer le motif, que vous en aviez fait passer une copie au congrès; mais comme vous avez eu vos raisons sans doute, je crois devoir vous faire aussi parvenir ma réponse par la même voie, de peur que quelque membre de cette honorable assemblée ne se persuade que j'aie eu recours à des moyens indirects, pour connaître le contenu de la correspondance, qui subsiste entre vous et le général Conway.

mêmes très-peu d'empressement à renforcer l'armée qui, pour défendre leur territoire,

Je vous dirai que *** se rendant au congrès, au mois d'octobre, apprit au major Mac-Williams, aide-de-camp du lord Stirling qui était alors à Réading (et rien n'annonça que ce fut une confidence) que le général Conway vous avait écrit en ces termes : « Le ciel a « résolu de sauver votre pays, sinon un général sans « vigueur (*a weak general*) et de mauvais conseillers « (au nombre desquels il était lui-même) l'auraient « perdu ». L'amitié que m'a vouée le lord Stirling, l'a porté à me faire passer cette note, qu'il a accompagnée de la remarque suivante : « Le contenu a été commu- « niqué par *** au major Mac-Williams. Je crois qu'il « est de mon devoir de faire connaitre une si affreuse « duplicité. »

Dans le dessein de prouver au général Conway que j'étais informé de sa conduite, je lui écrivis en ces termes : « Monsieur, une lettre que j'ai reçue hier « soir, renferme le passage suivant :

« Le général Conway dit dans une lettre qu'il a « adressée au général Gates : « Le ciel a résolu de « sauver votre pays, sinon un général sans vigueur « et de mauvais conseillers l'auraient perdu. » Je suis, « Monsieur, etc. »

Tel a été mon desir de taire tout ce qui pourrait compromettre en rien la tranquillité publique, ou donner à l'ennemi quelque espoir de profiter de nos dissentions, que jamais je n'ai, ni directement, ni indirectement communiqué la lettre et l'information qu'elle contenait, à aucun officier de cette armée,

avait combattu deux fois en rase campagne contre un ennemi supérieur en nombre, comptaient parmi eux plusieurs personnes qui accusaient Washington de n'avoir pas, quoi-

excepté cependant à ceux qui me sont unis par les liens du sang, et au marquis de la Fayette, à qui le général Conway en avait parlé, et qui m'a prié de les lui communiquer, sous le sceau du secret le plus inviolable.

Je viens, Monsieur, de satisfaire à votre demande, avec cette franchise, cette candeur, qui, je l'espère, me caractériseront toujours. Le seul regret que j'éprouve est d'avoir été forcé de nommer un homme qui a pensé, j'en suis persuadé quoique je ne me sois jamais entretenu avec lui sur ce sujet, avoir plutôt fait un acte de justice que commis une infidélité. Jusqu'à ce que j'eusse reçu la lettre du lord Stirling, je ne savais point que le général Conway, que je ne croyais pas même lié avec vous, fût votre correspondant, et encore moins que je fûsse le sujet de vos lettres. Permettez-moi donc d'ajouter que, loin de concevoir que la sûreté des Etats-Unis pût être compromise par une telle communication, ou de m'attendre à être sommé d'en nommer l'auteur, je la considérai comme venant de vous même, et comme m'étant envoyée pour que je me misse en garde contre les coups d'un ennemi secret, ou pour mieux dire, d'un incendiaire, tel que l'est le général Conway, dont le caractère sera dévoilé tôt ou tard. Mais je me suis trompé.

Je suis, Monsieur,

Au major général Gates. Votre très-obéissant serviteur,

G. Washington.

qu'avec des forces très-inégales, obtenu les mêmes avantages que le général Gates, dont l'armée s'était trouvée, par les renforts de milice qu'elle avait reçus, trois fois plus considérable que celle de son adversaire. A la nouvelle que le commandant en chef allait faire prendre des quartiers d'hiver à ses troupes, l'assemblée législative de cet état fit au congrès des représentations, où elle exprimait d'une manière intelligible, qu'elle était peu satisfaite de la conduite de Washington. Vers la même époque on créa un nouveau bureau de la guerre, dont le général Gates fut nommé président, et dont le général Mifflin, qui passa également pour être ennemi du commandant en chef, fut membre. Le général Conway, qui de toute l'armée était peut-être le seul chef de brigade appartenant à cette faction, fut élevé au grade de major-général, quoique des officiers plus anciens que lui eussent droit d'y prétendre. Il ne fut pas difficile de reconnaître qu'on eût fait les plus grands efforts pour arracher le commandement à Washington, s'il n'avait pas si complètement joui de l'affection et de la confiance de la nation et de l'armée. Rien ne put mieux prouver la force des sentimens qu'il avait inspirés aux troupes, que l'indi-

gnation avec laquelle elles accueillirent l'idée d'un pareil changement. Celles mêmes qui avaient remporté la victoire sous le général Gates, s'attachèrent à Washington comme à l'homme qui avait sauvé la patrie.

Toutes ces machinations n'ébranlèrent point la fermeté du commandant en chef, et ne lui firent changer aucunement ses mesures. Si elles excitèrent sa sensibilité, ce fut seulement par la crainte qu'elles ne nuisissent à son pays. Son desir de rester à la tête de l'armée provint de la certitude qu'il avait d'y être utile, et non d'aucun sentiment d'ambition. Lorsqu'il pouvait ouvrir son cœur à ses amis, ils n'y voyaient rien qui ne fût digne de Washington. L'un d'eux, M. Laurens, reçut, comme président du congrès, un écrit anonyme contenant plusieurs accusations graves contre le commandant en chef, auquel il le communiqua. « Comme je n'ai que le bien public en « vue, et que je mépriserais des honneurs qui « ne seraient point d'accord avec l'opinion « générale, » lui répondit Washington, « je « consens qu'on examine ce que les factieux « trouvent de repréhensible dans ma con- « duite. Je désire que le congrès ait connais- « sance de l'écrit dont vous m'avez fait part. « Je vous invite d'autant plus à le lui sou-

« mettre, qu'en le supprimant ou en le célant, « vous pourriez vous attirer des désagrémens; « car on ne peut savoir qui sont ceux qui en « connaissent le contenu, ni quel en est le « nombre.

« Mes ennemis m'attaquent d'une manière « peu généreuse. Ils savent combien ma posi- « tion est délicate, et que je ne puis détruire « leurs insinuations calomnieuses, sans révé- « ler des secrets qu'il importe de garder. Mais « le blâme n'est-il pas toujours le partage de « celui qui occupe un poste éminent? Des « hommes qui étaient doués de talens que je « ne prétends point avoir, ont vu leur con- « duite soumise à la censure. Pourquoi vou- « drai-je y échapper? Ma conscience me dit « que je me suis toujours efforcé d'agir aussi « bien que les conjonctures m'ont permis de « le faire. Cependant je puis m'être trompé « sur le choix des moyens, et avoir commis « plus d'une erreur [1]. »

[1] Le passage suivant est tiré d'une lettre que Washington écrivit, vers la même époque, à un habitant de la Nouvelle Angleterre, qui lui avait mandé qu'on répandait le bruit qu'il avait résolu de donner sa démission.

« Je puis vous assurer que personne n'a pu m'entendre proférer une parole qui ait aucunement annoncé

Heureusement pour l'Amérique, l'effet de toutes ces intrigues fut d'exciter un ressentiment très-vif contre ceux qui les avaient formées.

Le commandant en chef venait d'avoir connaissance du mémoire de l'assemblée législative de la Pensylvanie, lorsqu'il fut instruit de cette disette de vivres dont nous avons parlé. Washington écrivit alors au congrès avec une chaleur, une force qu'il n'avait pas encore mises dans ses lettres à ce corps, mais que semblait exiger une pareille conjoncture.

le dessein de me retirer. Les motifs qui m'ont fait prendre les armes pour résister aux prétentions arbitraires de la Grande-Bretagne, existent toujours dans toute leur force, ou même sont devenus plus puissans. Mon dessein est de ne pas discontinuer mes services, tant qu'ils pourront être de quelque utilité dans la lutte actuelle. Mais le bruit dont vous me parlez, est un de ces artifices qu'emploient ceux qui, désirant d'opérer un changement, commencent par en annoncer un. J'ai dit, et je le dirai toujours, qu'il n'y a pas dans tous les Etats-Unis, un seul officier qui puisse goûter plus de plaisir que moi, à se livrer aux douceurs de la vie domestique; mais tant que le public sera satisfait de mes services, rien ne pourra m'empêcher de les lui consacrer. A l'instant où sa voix, et non celle d'une faction m'ordonnera de me retirer, je le ferai avec le plaisir qu'on trouve à se reposer après un long voyage. »

Non-seulement les munitions de bouche manquaient, mais à peine y avait-il quelques hommes qui eussent plus d'une chemise. Un grand nombre n'en avaient que la moitié d'une, et même il s'en trouvait plusieurs qui n'en avaient aucune. Vers la fin du mois de décembre, près de trois mille soldats étaient hors d'état de servir faute de souliers et de vêtemens. Toute l'armée, y compris les brigades de l'armée du nord qui avaient rejoint après la reddition de Burgoyne, ne se montait qu'à huit mille deux cents hommes effectifs.

La situation fâcheuse où l'armée se trouvait, n'était l'effet d'aucune négligence de la part du congrès. De bonne heure on avait pris, pour faire venir les différens objets dont on croyait qu'on aurait besoin, des mesures qui n'avaient point produit l'effet qu'on avait espéré. On avait créé un chef de l'habillement, et établi pour le même service des commissaires dans les différens états; mais les magasins qu'ils avaient pu faire avaient été peu considérables. Les gouvernemens particuliers avaient été vivement pressés d'envoyer des secours en ce genre; et comme nous l'avons dit, le commandant en chef avait été revêtu de grands pouvoirs à ce sujet. Mais

outre que l'exercice de ces pouvoirs était odieux au dernier point, les funestes conventions faites contre l'importation, la gêne qu'occasionait pour le commerce, la perte de plusieurs ports de mer qui étaient en la puissance de l'ennemi, et la consommation intérieure, qui excédait de beaucoup les produits des manufactures domestiques, les rendaient presque nuls.

Dans les états de l'est dont les côtes étaient trop étendues pour qu'il fût possible de les bloquer entièrement, et dont les habitans étaient familiarisés avec les entreprises maritimes, il fut moins difficile de se procurer des vêtemens et des armes, que dans les états du centre. Les gouvernemens respectifs des premiers s'occupèrent de pourvoir aux besoins de leurs troupes; et par conséquent les soldats de la Nouvelle Angleterre, sans être parfaitement vêtus, ne souffrirent pas autant que ceux des états qui n'avaient pas les mêmes avantages. Mais les grandes sommes employées dans ce pays à l'entretien de l'armée, et peut-être le succès des opérations de commerce qui s'y firent, y avaient fait diminuer la valeur du papier-monnaie, plus rapidement qu'ailleurs; et à ce moyen ils avaient élevé fictivement le prix des articles d'importation.

Soit que la baisse ait justifié le taux auquel les négocians mettaient leurs marchandises, soit que le renchérissement ait été occasioné par la connaissance des besoins de l'armée, le congrès jugea si désavantageuses les conditions auxquelles le chef de l'habillement des troupes du Massachussetts avait souscrit en passant des marchés très-considérables, qu'il en défendit l'exécution. Le gouvernement de l'état fut requis, par une résolution du 22 novembre, de prendre, suivant l'estimation qui en serait faite par l'assemblée législative, toutes les marchandises pour les employer à l'habillement des troupes.

Les recommandations par lesquelles le congrès essaya de pourvoir aux besoins de l'armée, furent secondées par les instances du commandant en chef. Dans toutes les lettres qu'il leur adressa, Washington représenta aux gouverneurs des différens états, que s'ils ne faisaient pas les plus grands efforts, il serait impossible de résister à l'ennemi. « On ne « doit rien négliger pour cet objet, » leur disait-il. « Il ne serait pas facile de vous don- « ner une idée des souffrances des troupes et « de la perte en hommes qui en est la suite ; « et si vous pouviez vous la former avec exac- « titude, elle vous déchirerait l'ame. »

A la fin, les efforts que l'on fit de tous côtés produisirent en grande partie l'effet qu'on désirait ; et pendant tout le reste de la guerre, les troupes n'eurent point à souffrir les mêmes maux que dans l'hiver de 1777 à 1778.

Nous avons déjà parlé du nombre extraordinaire de malades qui se trouvaient dans l'armée américaine, et nous en avons fait entrevoir les causes. La nourriture des troupes n'était point conforme à leurs habitudes, ni appropriée au climat. Il n'y avait pas, dans les rations qu'on leur distribuait, une assez grande quantité de salaisons, ce qui provenait sans doute de l'extrême rareté et par conséquent de la cherté de cette sorte de vivres. On manquait jusqu'à un certain point de vinaigre ; et durant un long espace de tems, les légumes furent à-peu-près inconnus dans le camp. Le commandant en chef ne négligea rien pour remédier à ces fâcheux inconvéniens ; mais les moyens étaient extrêmement difficiles et lents, et furent infiniment contrariés par les changemens que fit le congrès dans l'administration des approvisionnemens. Il est incontestable que toutes ces causes agirent avec beaucoup de force ; mais le manque de tentes pour l'été, et de vêtemens chauds pour l'hiver, fut peut-être encore plus funeste.

Ceux mêmes que l'on comptait au nombre des hommes effectifs, n'étaient point vêtus de manière à supporter le service rigoureux qu'ils étaient obligés de faire. Les hôpitaux étaient donc extrêmement surchargés; et par surcroit d'infortune, ils étaient si mal pourvus de médicamens, que la plus grande partie des malades périssaient.

Dans une lettre qu'il écrivit à ce sujet au gouverneur Livingston, le commandant en chef disait : « Je déplore la cruelle situation « de nos malades, et je voudrais les secourir « efficacement. Mais c'est une triste vérité, « que nos hôpitaux manquent de médica- « mens, et je crains qu'il ne soit pas possible « de leur en procurer de sitôt. Les maux que « nous éprouvons sont affreux, et attendri- « raient les cœurs les plus endurcis. Nos ma- « lades sont nus! les hommes qui se portent « bien sont nus! ceux qui sont au pouvoir de « l'ennemi, sont nus ! »

Ces calamités réduisaient considérablement l'armée; mais ce n'était pas là les seules causes qui produisissent un pareil effet. Les inconvéniens qui résultaient des engagemens pour un espace de tems trop court, se faisaient encore sentir. Les divers états n'avaient pu fournir leurs contingens de troupes réglées,

que par des enrôlemens forcés. L'année pendant laquelle devaient servir ceux qui s'étaient engagés de la sorte, était sur le point d'expirer, et il n'y avait aucun espoir de les retenir.

Le recrutement de l'armée pour la prochaine campagne, était un objet dont le commandant en chef ne pouvait méconnaître l'importance, et Washington ne négligea point de presser à ce sujet les divers états et le congrès. La baisse du papier et plusieurs autres causes ne permettaient pas d'espérer qu'on pût trouver des hommes de bonne volonté en nombre suffisant, et les moyens coërcitifs ne pouvaient être employés que par les gouvernemens particuliers. Washington exhorta ceux-ci à ne point se reposer sur des secours étrangers, et à ne compter que sur leurs propres ressources pour assurer l'indépendance. Il ne doutait pas, leur disait-il, qu'à moins d'une guerre en Europe, la Grande-Bretagne ne fît de puissans efforts pour atteindre au but qu'elle s'était proposé. Il fallait donc, pour empêcher l'ennemi d'obtenir des succès, mettre sur pied une armée qui fût pour le moins égale en nombre à la sienne. Washington fit connaître à chacun des Etats-Unis ce qui restait de son contingent, en le

pressant fortement de remplacer ce qui manquait. Il dit à ceux qui n'avaient pas employé la contrainte, que les autres états l'avaient fait avec succès, et il fit sentir à tous la nécessité d'user de moyens qui pussent lui permettre de recommencer le premier les opérations militaires.

L'avilissement du papier-monnaie ne menaçait pas moins l'armée d'une destruction soudaine, que ne le faisaient les autres causes que nous avons indiquées. Il avait occasioné un tel renchérissement de tous les objets d'importation, que les appointemens d'un officier ne suffisaient pas même pour qu'il pût se vêtir décemment, et se garantir des effets de la chaleur et du froid. Ceux qui possédaient quelque patrimoine le virent bientôt s'anéantir, et la plupart ne pouvaient paraître de la manière qui convient aux personnes placées au-dessus du commun. Il est facile de juger qu'il devait se trouver de grandes différences de caractère parmi les officiers d'une armée levée comme l'avait été celle des Etats-Unis. Le service continuel et pénible qu'elle était obligée de faire, était propre à mettre au plus grand jour le mérite de chacun. Il fallut renvoyer ceux qui n'étaient pas en état de remplir leurs fonctions; et le nombre et la

sévérité des sentences prononcées par les cours martiales, portèrent un grand nombre d'officiers à se retirer d'eux-mêmes. Cependant les régimens étaient si peu complets, que beaucoup de militaires qui avaient été pourvus d'une commission, avaient infiniment de peine à entrer en activité de service. Peut-être croirait-on qu'au moyen de cet excédant, la retraite de ceux qui donnèrent leur démission ne fut point un malheur : aucune opinion ne pourrait être plus mal fondée. Parmi les officiers qui remirent leurs commissions, il y avait beaucoup d'hommes sensibles à cette sorte d'humiliation qui accompagne ordinairement la misère, et qui cependant promettaient de faire l'ornement de l'armée, de déployer le plus grand courage sur le champ de bataille, et de contribuer au maintien de l'ordre et de la discipline si nécessaires dans les camps.

On ne pouvait pas même espérer que ce malheur dût se borner à la perte de plusieurs sujets utiles. Chacun était persuadé qu'en continuant à servir, il imposait une obligation; et en conséquence, l'émulation souffrait infiniment. Un officier dont l'orgueil était blessé, à qui l'on refusait quelque chose, ou qui craignait d'être censuré pour une faute

que l'insouciance lui avait fait commettre ; était promptement disposé à quitter une place qui n'était pour lui qu'une source de désagrémens et de peines. Le commandant en chef vit avec beaucoup d'inquiétude cette disposition, qui pouvait s'accroître encore avec la cause qui l'avait produite, et menaçait des résultats les plus funestes ; et il s'empressa d'attirer sur ce sujet important, l'attention de ceux qui étaient dépositaires de l'autorité civile.

L'état de faiblesse où étaient les régimens de troupes de ligne, les plaintes qu'on faisait de toutes parts, et les représentations du commandant en chef, déterminèrent, le 10 du mois de janvier, le congrès à envoyer au camp, pour y demeurer tout le reste de l'hiver, et se concerter avec le général Washington, des commissaires tirés du sein même de cette assemblée, à laquelle, ils devaient, après avoir acquis une parfaite connaissance des choses, indiquer les améliorations et les réformes qu'exigerait le bien du service. Ces commissaires se rendirent sur-le-champ au quartier-général. Le commandant en chef qui avait consulté ses officiers avec soin, remit aux délégués du congrès un mémoire, où il retraçait dans tous ses détails, l'état de l'ar-

mée, où il indiquait les moyens propres à corriger les abus, où enfin il proposait les réglemens qu'il croyait les plus salutaires. Ce mémoire est trop long pour trouver place ici; mais le peu d'égards que l'on eut pour quelques-unes des observations qu'il contenait, pour celles qui étaient relatives au traitement des officiers, ayant été sur le point d'entraîner les suites les plus funestes, ne nous permet pas de le passer entièrement sous silence. Washington proposait pour base de l'organisation nouvelle, qu'on assurât aux officiers un sort qui rendît leur état avantageux, et qui pourvût à l'avenir aussi bien qu'au présent. « On ne peut exiger, ni attendre, disait-il, que l'intérêt particulier s'immole constamment à l'intérêt public. Avant « d'établir le contraire en principe, il faudrait « changer la nature humaine.

« Dans les commencemens de la contestation, dans les premiers élans du zèle, « à l'époque où l'on croyait que le service « serait de peu de durée, les officiers de « l'armée américaine n'ont fait aucune attention aux arrangemens pécuniaires. Mais « voyant que la lutte se prolongeait de beaucoup au-delà de leur attente, qu'au lieu de « retirer quelque avantage des fatigues et

« des dangers auxquels ils étaient continuel-
« lement exposés, on ne pourvoyait pas
« même entièrement à leurs besoins, ils sen-
« tirent refroidir leur ardeur, et bientôt le
« degoût du service s'empara d'eux. C'est,
« pour la plus grande partie, à cette cause,
« qu'on doit attribuer les démissions que
« donnent ou sollicitent journellement des
« hommes de mérite. C'est elle aussi qui pro-
« duit l'insouciance et l'inexactitude, qui se
« font remarquer généralement dans le ser-
« vice, et qui ne peuvent qu'augmenter, tant
« que les officiers sentiront que leur grade
« les appauvrit, et qu'en recevant leur com-
« mission, ils croiront accorder une grace,
« et non recevoir un bienfait ou une ré-
« compense.

« Il n'est conforme ni à la raison, ni à la
« justice, qu'une classe d'hommes sacrifie aux
« autres, sa fortune et les douceurs de la vie
« domestique, qu'elle s'expose aux fatigues et
« aux dangers de la guerre, sans un dédom-
« magement qui puisse lui faire espérer de
« jouir des mêmes avantages, des mêmes agré-
« mens que le reste des citoyens. N'est-il pas
« cruel pour un homme de songer, qu'après
« avoir contribué au péril de sa vie, et par
« le sacrifice de sa fortune, à consolider les

« droits de son pays, il n'aura, ainsi que sa « famille, que la misère en partage. »

Après avoir fait ces observations, Washington demandait qu'outre une amélioration dans le traitement des officiers et des soldats, on assurât pendant leur vie, une demi-paye et d'autres avantages à tous ceux qui faisaient partie de l'armée. « J'exprime mes sentimens « avec la plus grande liberté, « disait-il, » parce « que je ne fais une telle proposition que dans « la conviction où je suis qu'elle est utile et « convenable, et parce que je ne veux par- « tager aucunement les récompenses pécu- « niaires qui pourront être accordées. »

Les besoins et les souffrances de l'armée firent plus d'impression sur les commissaires, lorsqu'ils les eurent vus de près, que n'eussent pu faire les mémoires les plus touchans qu'on leur eût présentés. Ils s'efforcèrent de communiquer au congrès les sentimens qu'ils avaient éprouvés, et ils l'invitèrent à réparer les erreurs qui avaient été commises. Mais une assemblée nombreuse, qui délibère sur toutes les questions, procède si lentement lorsqu'il faut agir, que rarement elle répare le mal avec promptitude, sur-tout lorsque les mesures qu'elle a prises l'ont causé.

La plus grande partie des maux qu'eut à

souffrir l'armée furent attribués, à ce que, malgré les représentations du commandant en chef, il n'y avait point de maréchal-général-des-logis, et à la grande négligence avec laquelle se faisait le service du département, dont un tel officier est ordinairement le chef. Les commissaires du congrès prirent de bonne heure cet objet en considération, et firent toutes les représentations convenables [1].

[1] « Nous avons trouvé dispersés, sur toute la surface du pays, les effets appartenant à l'armée, » disaient les commissaires, dans une lettre qu'ils adressèrent à M. Laurens, président du congrès. « Il n'y a pas un seul emplacement sur lequel ait campé l'armée, pas un chemin qu'elle ait suivi, qui n'offre quantité de fourgons, exposés à l'intempérie de l'air, et à la rapacité des habitans. Divers instrumens ont été laissés de la même manière, en différentes mains, sans autre garantie que l'honnêteté de ceux qui les possédent. Trois mille bèches, trois mille pelles et autant de haches ont été dernièrement découvertes et recueillies par ordre de l'un des officiers généraux, dans les environs du camp. Un grand nombre de tentes et quantité d'étoffes pour en former d'autres, ont été jetées dans la grange d'un fermier, et y sont restées jusqu'à ce que le commandant en chef en ait été instruit. Le peu de soin qu'on a eu de ménager la paille, a été cause que les soldats ont été obligés de s'étendre sur la terre même, et les maladies que l'humidité leur a occasionées, en ont fait descendre un grand nombre au tombeau. La mortalité est prodigieuse. Malgré tout l'art des méde-

Mais quoique l'assemblée désirât d'opérer le bien, et qu'elle s'appliquât assiduement à remplir ses devoirs, elle conservait encore les préjugés qui lui avaient déjà fait commettre tant d'erreurs, et était toujours disposée à partager les fonctions entre divers officiers qui ne dépendissent que d'elle. Le 5 février, elle prit une résolution conforme à

cins et des chirurgiens, desquels on n'a qu'à se louer, la liste des malades et des morts est d'un tiers plus considérable que celle de la semaine précédente, où la même progression avait également eu lieu, et il est probable que dans cette saison rigoureuse, elle ira encore en s'augmentant. Rien ne peut égaler les souffrances de l'armée, que la patience et la magnanimité de ceux qui demeurent attachés à leurs drapeaux. Quant aux déserteurs, ils sont très-nombreux.

« Depuis quelque tems les troupes avaient été préparées pour être inoculées; mais le manque de paille a fait suspendre l'opération. La petite vérole se déclare tous les jours, naturellement, et l'on est forcé de prendre les plus grandes précautions pour prévenir la contagion.

« La rareté des fourgons et des chevaux est extrême. Presque tous les transports au camp se font par des hommes, qui s'attèlent patiemment à de petits chars qu'ils ont construits eux-mêmes, ou qui chargent sur leurs épaules leurs vivres et leurs bois. Si, encouragés par l'affaiblissement où sont nos troupes, l'ennemi venait assaillir le camp, l'artillerie tomberait entre ses mains, faute de chevaux pour la transporter ».

cette disposition, mais qui n'ayant point été approuvée par les officiers généraux, ne fut point mise à exécution. Ce ne fut que vers la fin du mois de mars, que l'organisation du département que nous venons de désigner, fut complète. Le major-général Greene fut nommé maréchal-général-des-logis avec deux adjoints. Le service pour ce qui était nécessaire aux camps, avait été jusqu'alors fait en grande partie par les officiers.

Peu de tems après, l'administration de l'habillement fut aussi organisée de nouveau. Le commissaire-général en devint alors vraiment le chef, sous l'inspection du général Washington, et fut revêtu du pouvoir de nommer et de destituer ses employés. M. Wadsworth (du Connecticut), qui était propre à s'acquitter convenablement de cet office, en fut pourvu; mais il ne commença ses fonctions qu'au mois d'avril; et alors les maux qui résultaient du funeste système auquel on venait enfin de renoncer, étaient incalculables.

Il paraît que les commissaires envoyés à l'armée, firent servir de base à leur rapport, le mémoire que leur avait remis le général Washington, et que la plupart des moyens indiqués dans cet écrit, furent adoptés par le congrès. Ce corps parvint même à vaincre la

répugnance qu'il avait à établir une demi-paye de récompense après la fin de la guerre ; mais il ne commença de prendre des mesures à ce sujet, qu'après la retraite de plusieurs officiers d'un vrai mérite [1].

[1] La première résolution fut prise, le 15 du mois de mai. Elle accorda, non sans de grandes restrictions, la demi-paye pour sept ans, à ceux qui composaient l'armée. De son côté, le commandant en chef fit servir toute son influence à empêcher la retraite des officiers qui pouvaient être utiles. La lettre qu'il écrivit au brigadier-général Glover, est une preuve des efforts qu'il fit à ce sujet. « Pardonnez-moi, monsieur, » lui disait-il, « si j'hésite à me rendre à vos vœux. Je vous estime trop pour concourir à votre retraite. Mon plus grand desir est de vous voir continuer vos services. C'est vraiment une épidémie que cette fureur de se retirer. Elle a gagné les officiers les plus estimables ; et si le mal continue, la cause que nous défendons en souffrira extrêmement. Vous ne pouvez ignorer que l'armée est dans une situation à supporter difficilement la perte de ses meilleurs officiers. Que ceux-ci considèrent à quels hasards ils seraient exposés si leur retraite occasionait de grands revers. Je sais combien les officiers ont eu à souffrir de l'insuffisance de leurs appointemens ; mais on a déjà pris des mesures pour remédier à cet inconvénient, et j'ai lieu de croire qu'on en prendra de meilleures encore. J'en fais sentir la nécessité avec toute la force dont je suis capable, et vous pouvez être assuré que rien ne me coûtera pour faire cesser un si juste sujet de plainte. »

Le nombre des régimens qui devaient composer l'armée, et celui des hommes qu'aurait à fournir chaque état, furent fixés de la manière qu'avait recommandée Washington. Il fut résolu que les gouvernemens particuliers compléteraient leurs bataillons de troupes réglées, par des hommes tirés du corps de la milice; et en même tems on défendit expressément d'enrôler, pour l'armée au service de la confédération, aucun prisonnier de guerre anglais, aucun déserteur de l'armée britannique.

Tandis que le congrès délibérait sur les projets d'amélioration qu'on lui présentait, l'armée était menacée d'une dissolution prochaine. Au commencement de février, les commissaires firent savoir à l'assemblée, qu'à une grande distance autour du camp, le pays était presque entièrement épuisé, et qu'il ne serait possible d'en tirer des subsistances que jusqu'à la fin de ce mois. La disette commençait même à se faire sentir; et les vivres qu'on distribuait aux troupes, étaient de la plus mauvaise qualité. On craignait sur-tout que le gros bétail ne manquât avant le terme qui vient d'être indiqué; et comme la Nouvelle-Angleterre est de tout le territoire des Etats-Unis, le pays qui en fournit le plus, le com-

mandant en chef jugea que ce serait de là seulement qu'il pourrait tirer des secours efficaces. Ne se reposant pas sur les instructions données par le commissaire-général à son adjoint dans le Connecticut, il écrivit lui-même à ce dernier pour l'exciter par tous les motifs imaginables, à faire, sans perdre un seul instant, les efforts dont il serait capable. Afin d'assurer à cet officier, dans l'exercice de ses fonctions, l'assistance du gouvernement de l'état, Washington engagea, de la manière la plus pressante, M. Trumbull, qui était alors gouverneur du Connecticut, à signaler de nouveau son zèle pour la cause commune, et à seconder de tout son pouvoir quiconque serait employé à rassembler du bétail pour l'armée, secours sans lequel on devait s'attendre à quelque grande catastrophe.

Craignant que les ressources ne manquassent même plutôt qu'on ne l'avait annoncé, et que l'ennemi ne méditât une nouvelle incursion pour enlever aux habitans des environs de Philadelphie, le peu de vivres qu'ils possédaient encore, le commandant en chef donna l'ordre au général Wayne de faire saisir tout le bétail propre à servir aux boucheries de l'armée, et de s'emparer également de

tous les chevaux de monture, de tous les chevaux de trait, et de tout le foin qu'il trouverait à quinze milles de la Delaware, entre la Schuylkill et la Brandywine. Il fut enfin enjoint à ce général de détruire le fourrage qu'il ne serait pas possible d'enlever des îles situées entre Chester et Philadelphie.

Les habitans s'efforcèrent, par les motifs que nous avons fait connaître, de soustraire leurs vivres et leur bétail aux regards des fourrageurs américains, et le pays parut totalement dépourvu de tout ce qui était propre à soulager les besoins d'une armée. Avant qu'on eût pu se procurer quelques secours par l'excursion du général Wayne, le pain et la viande manquèrent presque entièrement. Les murmures devinrent alors universels et des plus violens. Le général Varnum dit dans un rapport: « Le camp est dans une situation « qui semble annoncer une dissolution totale; « la plupart des troupes n'ont point de nour- « riture. Les chevaux périssent faute de four- « rage; les environs sont entiérement épuisés, « et il est certain que notre sort ne pourra « s'améliorer tant que nous demeurerons ici. »

Dans une conjoncture si critique, le commandant en chef, qui ne pouvait recevoir aucune assistance de la commission des ap-

provisionnemens, fit tous les efforts dont il était capable pour appaiser la faim des soldats de son armée. Un fort détachement que commanda le général Greene, eut ordre de se répandre dans ce pays et d'en tirer des vivres par tous les moyens quelconques. Le capitaine Lee, dont le jugement et l'activité se faisaient remarquer depuis long-tems, fut envoyé dans l'état de Delaware et dans les parties du Maryland qui en étaient voisines. Le colonel Tilghman se rendit dans le Jersey. Les commissaires du congrès, qui étaient au camp, adressèrent aux gouverneurs des différens états, des lettres que le commandant en chef accompagna des siennes. Les unes et les autres représentaient la position critique des choses, et contenaient les plus vives instances pour que les gouvernemens particuliers prissent toutes les mesures qui pourraient opérer un changement avantageux.

Heureusement pour sa patrie, il y avait en Washington des qualités qui, malgré les élémens contraires dont se composait l'armée, attachaient avec tant de force à sa personne, officiers et soldats, qu'aucune souffrance ne pouvait altérer le respect ni l'affection qu'ils lui portaient. Ce furent ces deux sentimens qui retinrent sous ses ordres un nombre de

troupes encore formidable, quoiqu'une foule de circonstances parussent devoir opérer la dispersion de l'armée.

Durant cette rude épreuve, les américains remplirent leurs devoirs avec autant de ponctualité que de courage; mais la conduite des européens, qui constituaient cette grande partie de l'armée, ne fut pas si digne d'éloges; et les désertions ne furent, à aucune époque de la guerre, aussi fréquentes parmi eux, que durant l'hiver de 1777 à 1778. A l'aide des habitans qui étaient affectionnés à l'ancien gouvernement, ils échappaient aux recherches des partis de troupes légères qui parcouraient les chemins, et ils se réfugiaient en grand nombre, avec armes et bagages, à Philadelphie. Une foule de mécontens s'y retirèrent aussi, et augmentèrent considérablement la force de l'armée britannique.

Au bout de quelques jours, l'armée américaine fut délivrée de la crainte de la famine, et une quantité de vivres suffisante fut apportée au camp. On reconnut facilement que les maux qu'on avait soufferts, devaient être attribués, bien moins à une disette réelle, qu'au peu d'activité de la commission des approvisionnemens, et aux efforts qu'avaient faits les habitans pour réserver leurs

vivres, et les vendre en espèces métalliques. Durant le jour, ils cachaient dans les marécages et dans les forêts, les chevaux et le bétail; mais le général Greene, contraint de fourrager comme en pays ennemi, les découvrit, et fit saisir tout animal propre à servir à la subsistance de l'armée. Le capitaine Lee trouva dans les prairies marécageuses qui bordent la Delaware, de grands troupeaux destinés à l'armée britannique, et dont il eut l'adresse de s'emparer, sans ajouter au mécontentement des habitans. Le colonel Tilghman fit aussi d'utiles saisies dans le Jersey. Par-tout il y avait du fourrage en quantité; et la plus grande difficulté qu'on eut à vaincre, fut de se procurer des chariots pour le transporter au camp.

Le général Wayne, lorsqu'il se fut acquitté du service dont il avait été chargé, fut envoyé sur la rive orientale de la Delaware, pour s'emparer du bétail qu'il trouverait dans cette partie du Jersey, et détruire aussi tout le foin qu'il ne pourrait transporter.

Toutes ces mesures, que justifiaient les besoins pressans de l'armée, procurèrent des secours momentanés; mais il n'y avait que des conventions faites d'un mutuel accord, qui pussent en assurer de permanens. On

passa donc des marchés très-considérables dans le Connecticut, et bientôt on tira de cet état une grande quantité de bétail. Cependant, on avait été sur le point d'être privé de cette ressource, par une de ces fausses mesures, qui ne peuvent être suggérées que par l'inexpérience et l'irréflexion. Le congrès attribuant la baisse du papier-monnaie à l'avarice, avait recommandé de fixer les prix par des réglemens qui, si on les avait suivis, eussent mis de nouveau la famine dans le camp. Sur les représentations qu'avait faites à ce corps, le commissaire-général des approvisionnemens, il avait reconnu l'inconvénient de sa résolution, et invité les diverses assemblées législatives à révoquer toutes les lois qu'elles avaient rendues à ce sujet.

Au commencement du mois de février, expira le tems durant lequel devait servir le corps de milice de la Pensylvanie, que l'on avait posté au nord-est de la Schuylkill, pour empêcher la communication des habitans de la campagne avec Philadelphie; et en conséquence, le général Lacy, qui avait succédé au général Potter dans ce commandement, ne conserva pas cent hommes sous ses ordres. Une foule d'accidens retardèrent quelque tems l'arrivée de ceux dont le tour de service était

venu. Lorsque ces derniers se présentèrent, ils étaient sans armes; et la plupart des hommes qui s'étaient retirés, avaient, comme de coutume, emporté celles qu'on leur avait fournies. Dans l'intervalle, les premiers convois de bestiaux passèrent pour se rendre au camp. Un des mécontens en ayant rencontré un à trente milles de Philadelphie, se fit passer pour un commissaire de l'armée américaine; et après avoir logé ce convoi dans une ferme voisine, dont le propriétaire était du même parti que lui, il s'empressa d'en donner avis au général de l'armée anglaise, qui, sur-le-champ, détacha de la cavalerie pour faire cette prise, et l'amener à Philadelphie. Dans l'espace de tems qui s'écoula aussi entre la dispersion d'un corps de milice et la réunion d'un autre, le pays situé au nord de la Schuylkill, ne fut gardé que par un petit nombre de cavaliers, sous les ordres du major Jamieson, qui ne put empêcher les habitans de communiquer avec l'ennemi. On reconnut que les moulins des environs de Germantown étaient continuellement occupés à moudre du grain pour l'armée britannique; et comme tout autre moyen eût été inutile, le général Washington ordonna qu'ils fussent mis hors d'état de servir.

A aucune époque, durant la guerre, l'armée américaine ne fut en butte à de si grands maux, qu'à ceux qu'elle souffrit tout le tems qu'elle fut à Valley-Forge. L'état de situation du premier février, présentait un nombre de trois mille neuf cent quatre-vingt-neuf hommes, que le manque absolu de vêtemens empêchait d'être d'aucune utilité, et parmi lesquels il y en avait à peine un seul qui fût chaussé. Ceux que l'on considérait comme vêtus, l'étaient si mal, que le froid les eût fait périr, s'ils y avaient été exposés un peu de tems. Quoique l'armée se montât à plus de dix-sept mille hommes, il ne s'en trouvait que cinq mille d'effectifs, et ce nombre varia peu pendant l'hiver. Le hôpitaux étaient surchargés de malades entassés dans des pièces peu spacieuses; et il s'y déclara une fièvre putride, qui enleva un plus grand nombre d'hommes que n'en firent périr tous les autres fléaux qui affligèrent le camp. Si pendant ce tems, et tandis que la neige couvrait la terre à une grande hauteur, l'ennemi avait tenu la campagne, ses troupes, sans doute, auraient infiniment souffert, mais les américains auraient encore fait de plus grandes pertes. Le général Washington n'eût eu que l'alternative de livrer une bataille avec des forces inégales, ou de s'en-

foncer plus loin dans l'intérieur du pays, ce qu'il n'eût pu faire sans perdre la plupart de ses malheureux soldats, dénués de souliers et de vêtemens, comme ils l'étaient.

Heureusement, sir William Howe n'était pas instruit de la véritable situation de l'armée américaine. D'ailleurs, ce général ménageait infiniment ses troupes; jamais il ne les avait exposées, qu'il ne fût sûr de l'avantage. Généralement parlant, peut-être y eut-il autant d'habileté que de sagesse et de circonspection dans sa conduite. Cependant, à l'époque dont il s'agit, une campagne d'hiver lui eût été extrêmement avantageuse, par le mal qu'elle eût fait à son ennemi. Il se borna à de petites excursions, entreprises dans le dessein de pourvoir aux besoins de son armée, qui, malgré les favorables dispositions où étaient les habitans des environs, manquait de bois de chauffage, de vivres frais et de fourrage. La vigilance dont on usait le long des lignes des troupes américaines, et principalement au sud de la Schuylkill, arrêtait une grande partie des subsistances destinées au marché de Philadelphie; et fréquemment on infligeait des châtimens corporels à ceux qui avaient transgressé la défense de fournir aucun secours à l'ennemi. Comme le capitaine Lee,

qui était toujours dans le voisinage des troupes anglaises, leur faisait beaucoup de mal par son activité, on forma le projet, vers la fin du mois de janvier, de l'enlever de ses quartiers, avec tout son détachement. Un corps de cavalerie, assez considérable, fit un grand circuit, et arrêta quatre de ses patrouilles, qui ne purent lui donner l'alarme. A la pointe du jour l'ennemi parut. Lee était alors avec dix des siens dans une maison [1]. Aussitôt il les place aux fenêtres et sur le seuil de la porte, et fait une si vigoureuse résistance, qu'il repousse les assaillans. Il ne perdit qu'un sergent, qui était hors de la maison lorsque l'attaque commença, et qui fut fait prisonnier, après avoir été fort maltraité. On prétend que les ennemis étaient au nombre de deux cents. Ils eurent trois hommes de tués, et trois de blessés. Du côté des américains, le lieutenant Lindsay et un simple fusilier reçurent quelques blessures. Lee ne fit point d'autre perte que celle de ses patrouilles, et du sergent dont nous avons parlé.

Cette affaire donna beaucoup de contentement au commandant en chef, qui en parla d'une manière flatteuse dans ses ordres du

[1] Le major Jamieson se trouvait là par hasard, et prit part à l'action.

jour, et écrivit à Lee pour lui en témoigner sa satisfaction. Le congrès donna le rang de major à cet officier, et lui confia le commandement d'un corps de partisans, qui fut composé de deux compagnies de cavalerie, et auquel, par une autre résolution, l'assemblée ajouta ensuite de l'infanterie.

Quoique la baisse effrayante du papier-monnaie ne laissât que des ressources insuffisantes pour l'entretien d'une armée, le congrès et le bureau de la guerre formèrent, sans consulter le commandant en chef, le projet d'une seconde irruption dans le Canada. On se proposait de placer à la tête de l'expédition, le marquis de la Fayette, sous les ordres duquel auraient commandé les généraux Conway et Starke. Ce jeune français, qui était doué d'un cœur généreux, et avait cette ardeur particulière à ses compatriotes, avait, au commencement de l'année 1777, en apparence contre le vœu de son souverain, quitté la France pour servir la cause des Etats-Unis. Son illustre naissance, et le crédit dont on pensait qu'il jouissait à la cour de Versailles, lui assurèrent bientôt le respect de tous les français qui étaient en Amérique; et sa franchise et son zèle le recommandèrent fortement auprès du congrès.

Loin d'imiter ses compatriotes, dont les prétentions étaient si exagérées qu'on ne pouvait les contenter, il ne demanda aucun rang dans l'armée, ne voulut point recevoir d'appointement; et il offrit de servir comme volontaire.. Il était convenu avec M. Deane, qu'il aurait le grade de major-général; mais durant le cours des revers de l'année 1776, on lui conseilla de ne pas s'embarquer. Le rang de major-général honoraire lui fut conféré d'abord, mais sans aucun commandement immédiat. Il exposa sa personne à tous les dangers, et fut, avons-nous déjà dit, blessé à la bataille de Brandywine. Il s'attacha, avec toute la chaleur de la jeunesse, au commandant en chef qui, à son tour, lui voua la plus tendre et la plus sincère amitié, et prépara les moyens de lui faire donner, dans l'armée, un commandement conforme à son rang.

Le général Washington, qui n'était prévenu de rien, reçut une lettre du président du bureau de la guerre, datée du 24 du mois de janvier, qui en contenait une autre de la même date, et par laquelle le marquis de la Fayette était invité à se rendre auprès du congrès, pour recevoir des instructions. Le commandant en chef fut en même-tems prié de détacher de son armée, le régiment qui

était sous les ordres du colonel Hazen, et était principalement composé de canadiens. On lui demandait en outre, son avis sur cette entreprise, que devaient exécuter les troupes cantonnées dans les états de l'est.

Washington, sans témoigner le moindre mécontentement de la manière étrange dont on avait procédé dans cette affaire, et du peu de confiance qu'on avait eue en lui, donna au régiment d'Hazen, l'ordre de se mettre en marche pour Albany, et au marquis de la Fayette, celui de se rendre auprès du congrès. A la demande de l'officier français, le major-général, baron de Kalb, lui fut adjoint. M. de la Fayette fut ensuite en personne à Albany, dans le dessein d'y prendre le commandement des troupes qu'on devait y rassembler, et qu'on se proposait de faire passer les lacs sur la glace, pour aller attaquer Montréal; mais il ne trouva rien de prêt; et en conséquence, il fut forcé d'abandonner une entreprise qui était impossible. Quelque tems après, le congrès y renonça lui-même, et le général Washington fut autorisé à rappeler près de lui, MM. de la Fayette et de Kalb.

Le 27 février, arriva au camp de Valley-Forge, le baron Steuben, officier prussien,

qui avait été aide-de-camp du grand Frédéric ; et lieutenant-général des armées de ce prince si consommé dans l'art de la guerre. M. Steuben connaissait parfaitement le systême de manœuvres qu'avait introduit le roi de prusse, et était très-propre à former de nouvelles troupes. Il demanda à rendre, simplement comme volontaire, à l'armée américaine, tous les services qui dépendraient de lui. Avant de partir pour le camp de Valley-Forge, cet officier avait été présenté au congrès.

Conway avait été pourvu de la place d'inspecteur-général, mais il n'en avait jamais exercé les fonctions, et sa promotion au grade de major-général, avait donné beaucoup d'ombrage aux brigadiers plus anciens que lui. Ce passe-droit, joint à ce que l'on savait que cet officier était d'un parti contraire au commandant en chef, ayant rendu sa position très-désagréable, il avait quitté l'armée et s'était retiré à York, ville de Pensylvanie, où le congrès était alors rassemblé. Ce corps, ainsi qu'on vient de le voir, avait résolu de l'employer dans l'expédition du Canada ; mais Conway n'avait point été rappelé à l'armée, avec MM. de la Fayette et de Kalb, lorsqu'on eut renoncé à l'entreprise. N'ayant aucun

espoir d'entrer en fonctions, il donna sa démission, vers la fin du mois d'avril ; et quelque tems après, il retourna en France [1]. Le baron

[1] Le général Conway, après sa démission, tint fréquemment des discours qui prouvaient son inimitié contre le commandant en chef. Ces indiscrétions déplaisaient infiniment aux officiers de l'armée ; et il s'engagea, entre le général Cadwallader et Conway, une contestation qui occasiona entre ces deux généraux, un duel dans lequel ce dernier reçut une blessure que, pendant quelque tems, on crut mortelle. Tandis qu'on désespérait de sa vie, Convay fit parvenir la lettre suivante au général Washington :

MONSIEUR (SIR),

Philadelphie, le 23 juillet 1778.

Me trouvant en état de tenir la plume pendant quelques minutes, j'en profite pour vous témoigner le regret sincère que j'éprouve de tout ce que j'ai pu dire, faire ou écrire de désagréable à votre Excellence. J'aurai bientôt terminé ma carrière ; et la justice et la vérité me forcent à déclarer mes derniers sentimens. Je vous regarde comme un grand homme, comme un homme parfait (good man.) Puissiez-vous jouir long-tems de l'amour, de l'estime, du respect des citoyens de ces états, dont vous avez assuré la liberté par vos vertus.

Je suis, avec le plus profond respect,
Monsieur, de votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur,

THOMAS CONWAY.

Steuben, qu'on jugeait parfaitement propre à remplir la place d'inspecteur-général, consentit à le faire provisoirement, en qualité de volontaire. Il s'en acquitta tellement, à la satisfaction du commandant en chef et de l'armée, qu'après la démission de Conway, Washington le recommanda fortement au congrès qui, sans exciter le plus léger murmure, lui conféra, avec le titre de major-général, l'office dont nous venons de parler. M. Steuben rendit les services les plus signalés. Il établit un système de manœuvres uniformes; et tout le tems que l'armée fut à Valley-Forge, il le passa à faire adopter les changemens les plus utiles, dans les troupes de toutes les armes.

Le général Washington cependant s'occupait sans relâche, à tout disposer pour la prochaine campagne. Il se flattait d'obtenir de grands avantages, s'il parvenait à l'ouvrir le premier, et avec force. Mais les retards qu'avait toujours éprouvés la marche des contingens, lui faisaient appréhender que, malgré tous les efforts qu'il pourrait faire, son armée ne fût encore si faible au printems, qu'elle n'eût à courir les plus grands dangers, si l'ennemi l'attaquait de bonne heure. En conséquence, il employa les plus vives instances auprès du congrès et des gouvernemens par-

ticuliers ; pour qu'ils fissent partir, le plutôt possible, les renforts. Il demanda également qu'on lui fît passer à tems, des habits et des armes. Il tenta d'exciter les fermiers à tenir prête, pour les besoins des troupes, une quantité de vivres suffisante ; et il sollicita sur-tout une prompte organisation de l'armée. Cependant, quelque envie qu'eut le congrès, de satisfaire à tous les vœux du commandant en chef, il était impossible qu'il y parvînt. Les délibérations de l'assemblée étaient naturellement très-lentes ; et d'ailleurs, on ne pouvait agir sans l'intermédiaire des gouvernemens particuliers, ce qui entraînait aussi beaucoup de lenteurs. Le nombre d'hommes requis ne fut jamais levé, et le congrès ne termina que le 31 du mois de mai, l'organisation de l'armée. Cependant il y eut si peu d'activité dans les opérations de la campagne de 1778, que Washington put effectuer, dans le cours de l'été, les mesures relatives aux affaires qu'il avait proposées au milieu de l'hiver, et que l'on eût dû prendre sur-le-champ.

CHAPITRE VII.

Le congrès défend l'embarquement des troupes britanniques faites prisonnières à Saratoga. — Le général Burgoyne obtient la permission de retourner en Europe — Le parlement britannique adopte un projet de réconciliation avec l'Amérique. — Ce projet est communiqué au congrès qui le rejette. — Traité d'alliance et de commerce entre la France et les Etats-Unis. — Difficultés que la conclusion de ce traité éprouve dans le cabinet de Versailles. — L'Angleterre déclare la guerre à la France. — Le congrès ratifie le traité conclu avec S. M. T. C. — Plaintes formées par le général Washington, par rapport au traitement fait aux prisonniers américains. — Conduite du congrès à ce sujet. — Convention pour l'échange d'une partie des prisonniers de guerre.

Il avait été stipulé par la convention signée le 16 octobre 1777, à Saratoga, que l'armée britannique s'embarquerait à Boston pour retourner en Europe. Peut-être le général Burgoyne n'avait-il pas prévu qu'il s'écoulerait quelque tems avant qu'il fût possible de réunir un nombre de vaisseaux suffisans, et que par conséquent on gagnerait la saison durant laquelle il serait extrêmement difficile d'aborder à ce port, ce qui, selon toute appa-

rence, ferait différer l'embarquement jusqu'au printems. Ayant appris cette fâcheuse nouvelle, il écrivit le 25 du mois de novembre, au général Washington, pour le prier de substituer à Boston, Newport dans le Rhode-Island, ou quelque autre port situé sur le détroit de l'île Longue. Il demandait, en outre, que, si quelque chose qu'il ne prévoyait pas s'opposait à cet arrangement, on daignât lui permettre à lui-même de s'embarquer avec les personnes de sa suite, vu que ses affaires et sa santé rendaient nécessaire son prompt retour en Europe.

Le commandant en chef ne se croyant pas autorisé à répondre à cette demande, la transmit au congrès. Il l'accompagna d'observations qui n'étaient point contraires à ce que le général Burgoyne sollicitait pour lui-même; mais les objections contre tout changement qui aurait pour objet d'accélérer le départ des troupes faites prisonnières après la bataille du 7 octobre, étaient trop fortes pour qu'on n'y fît aucune attention. La difficulté d'embarquer ces troupes à Boston, était considérée comme un avantage auquel on ne devait pas renoncer. En les faisant partir du détroit de l'île Longue, elles pouvaient arriver en Angleterre au commencement de l'hiver. Alors

rien n'empêchait de leur faire tenir garnison, et de les remplacer en Amérique par un pareil nombre d'autres troupes qui pourraient y aborder avant le printems. Dans ce dernier cas, la capitulation n'eût réduit la force de l'ennemi que pendant quelques semaines. Mais si l'on insistait sur l'observation littérale de la convention, il n'était pas probable que les troupes prises à Saratoga, pussent être remplacées pendant la campagne de 1778. Le commandant en chef appuya sur cette considération, dans sa dépêche au congrès; et son extrême sollicitude lui fit écrire au général Gates, alors à Albany, et au général Heath, commandant à Boston, pour qu'ils refusassent de consentir à une pareille proposition, si le général Burgoyne la leur faisait.

Toute recommandation de ce genre était parfaitement inutile auprès du congrès. Rien de ce qui était relatif à l'armée faite prisonnière, n'avait échappé à l'attention de l'assemblée. Il paraît que la facilité avec laquelle la convention de Saratoga pouvait être éludée par le gouvernement britannique, s'était présentée promptement à l'esprit de ceux qui se trouvaient à la tête des affaires de l'Union; et telle était alors l'animosité d'un grand nombre de citoyens, qu'ils ne croyaient pas à la foi

de l'ennemi. Au commencement du mois de novembre, le congrès recommanda au général Heath, de faire dresser une liste sur laquelle on inscrirait, avec l'indication de son grade, tout officier breveté, ainsi que le nom, la précédente résidence, l'état, la taille, l'âge, de tout officier non breveté, de tout soldat, et de toute personne comprise dans la convention conclue par le lieutenant-général Burgoyne et le major-général Gates. Il fut en même tems ordonné d'envoyer au bureau de la guerre, une copie authentique de cette liste, afin que si, avant l'échange des prisonniers, on trouvait, les armes à la main contre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, tout officier, tout soldat, ou tout autre individu qui aurait fait partie de l'armée prise à Saratoga, on pût le convaincre d'avoir violé la loi des nations, et lui infliger la peine dont on punit ce crime.

Quant à la demande particulière que Burgoyne avait faite par l'intermédiaire du commandant en chef, il fut pris une résolution par laquelle Washington fut chargé de déclarer à ce général, que le congrès ne délibérerait sur aucune proposition qui aurait pour objet de changer aucunement les termes de la convention de Saratoga, à moins qu'elle

n'eût été adressée directement à l'assemblée.

Contre toute attente, une flotte de bâtimens de transport fut prête, et arriva au mois de décembre à Rhode-Island, en faisant route pour se rendre à Boston, où devait être embarquée l'armée anglaise. Mais les soupçons conçus par le congrès, se changeaient alors en certitude, et la disposition où il était de se prémunir contre tout manque de foi, de la part de l'ennemi, se fortifiait de plus en plus.

A son arrivée à Boston, le général Burgoyne avait prétendu que ses officiers n'étaient pas traités, ainsi que la convention portait qu'ils le seraient; et après une correspondance infructueuse entre le général Heath et lui, il avait adressé au général Gates, une lettre où il disait qu'on avait violé la capitulation. Le congrès fit attention à cette plainte; car il sentait qu'il était très-possible qu'on l'eût faite pour en tirer la conséquence qu'une des parties contractantes ayant enfreint un des articles de la convention, l'autre partie pouvait se considérer comme entièrement quitte des engagemens qu'elle avait contractés. Ce soupçon acquit de la force par l'hésitation du général Bourgoygne, qui eut beaucoup de peine à consentir que l'on exécutât la résolution du 8 novembre, qui or-

donnait qu'on prît le signalement de tous ceux qui composaient son armée. D'autres particularités augmentaient encore la défiance. Le nombre des vaisseaux de transport ne se montait qu'à vingt-six, et l'on jugeait que ce n'était pas assez pour conduire en Europe une armée de plus de cinq mille hommes. D'ailleurs, on ne pensait pas que sir William Howe eût eu le tems de réunir la quantité de vivres nécessaire pour un si long voyage.

Aux objections fondées sur l'inquiétude où l'on était, au sujet du service auquel on pourrait employer les troupes britanniques, lorsqu'elles ne seraient plus en la puissance des Etats-Unis, se joignaient de légères infractions qui, disait-on, donnaient au congrès le droit d'empêcher l'embarquement. Il avait été stipulé par la convention, que toutes les armes seraient livrées, et il paraît qu'on retint plusieurs fournimens et gibernes qu'ordinairement on comprend dans le mot *armes*, lorsqu'on y donne un sens absolu.

Tous ces points divers ayant été renvoyés à l'examen d'un comité, qui fit un rapport très-circonstancié, le congrès prit la résolution suivante:

« Une grande quantité de fournimens et de

« gibernes, appartenant aux officiers non « brevetés et aux soldats de l'armée britan- « nique, compris dans la convention de Sara- « toga, n'ayant pas été livrés, ladite conven- « tion n'a point été littéralement exécutée par « cette armée.

« Le refus que le lieutenant-général Bur- « goyne a fait de donner la liste et le signa- « lement de tous ceux qui composaient son « armée, refus qui a eu lieu après que ce « général a eu déclaré que la foi publique avait « été violée, doit donner les plus vives in- « quiétudes au congrès, puisque sa résolu- « tion ne pouvait être préjudiciable à cette « armée, qu'au cas où elle aurait enfreint les « articles de la convention.

« L'accusation d'avoir violé la foi publi- « que, que le lieutenant-général Burgoyne « fait aux Etats-Unis, dans la lettre qu'il a « adressée le 14 du mois de novembre, au « major-général Gates, n'étant point fondée « sur une juste interprétation d'aucun des « articles de la convention de Saratoga, est « un violent indice que le général anglais se « propose de profiter de cette prétendue « violation, pour se dispenser, ainsi que son « armée, de remplir ses obligations envers « ces mêmes Etats-Unis, qui, par cette raison,

« ne peuvent plus avoir confiance en sa parole « d'honneur. »

« En conséquence, il est résolu que l'em- « barquement du lieutenant - général Bur- « goyne et des troupes qui étaient sous son « commandement, sera suspendu juqu'à ce « qu'une ratification positive de la conven- « tion de Saratoga, ait été, dans les formes « usitées, notifiée au congrès par la cour « de la Grande-Bretagne. »

Cette résolution et le rapport qui la précéda, furent transmis, par ordre du congrès, aux différens états et au général Washington. Deux copies en furent envoyées au général Heath, que l'on chargea d'en faire tenir une au général Burgoyne. Il fut de plus ordonné que les vaisseaux qui arriveraient ou seraient arrivés pour embarquer l'armée anglaise, auraient à quitter le port de Boston sur-le-champ. Enfin, le gouvernement du Massachussetts fut requis d'augmenter la garde des troupes anglaises, aussi long-tems que les bâtimens de transport seraient dans la rade de Boston, et que le jugerait nécessaire, le conseil exécutif de l'état.

Le général Burgoyne, après avoir reçu la résolution qui le concernait, fit remettre au congrès les pièces sur lesquelles il fondait

la défense de sa conduite, et insista sur l'embarquement de son armée, conformément à la convention de Saratoga. Mais le comité à qui fut confié l'examen de ces papiers, déclara qu'ils ne contenaient rien qui pût engager le congrès à révoquer la résolution qu'il avait prise sur le même sujet, le 8 du mois de janvier précédent.

L'aide-de-camp que Burgoyne avait chargé de ses dépêches, était porteur d'une lettre par laquelle ce général sollicitait, pour raison de santé, la permission de retourner en Europe ; mais elle ne devait être remise que dans le cas où l'on défendrait l'embarquement de l'armée. Cette seconde demande fut accordée à l'instant. Un si prompt acquiescement rendit inutile l'intervention du général Washington, à qui Burgoyne avait aussi adressé une lettre, et qui dans sa réponse témoigna toute la sensibilité avec laquelle un esprit généreux voit les malheurs d'un ennemi.

Nous avons déjà dit que la reddition de l'armée qui était sous les ordres du major-général Burgoyne, avait fait sur le peuple anglais une impression très-forte ; et en conséquence, malgré les dispositions personnelles du roi, un plan de pacification fut tracé dans le cabinet britannique. Les membres de l'op-

position ayant demandé plusieurs fois qu'on fît cesser les hostilités, le lord North annonça à la chambre des communes, qu'on avait dressé un projet de réconciliation dont elle aurait promptement communication. Conformément à cette notification, le même lord demanda la permission de présenter deux bills, dont le premier aurait pour objet de lever tout doute, d'éloigner toute crainte au sujet du droit de taxe par le parlement britannique, dans toutes les colonies et plantations de l'Amérique septentrionale. Le second bill devait avoir pour motif de mettre sa majesté dans le cas de nommer des commissaires qui fussent autorisés à prendre toutes les mesures propres à faire cesser les troubles qui existaient dans quelques colonies de ce même pays.

Le premier bill contint la déclaration que le parlement n'établirait, dans les colonies de l'Amérique septentrionale, des droits que sur le commerce, et que le produit net en serait toujours appliqué aux besoins de ces colonies, où ils seraient perçus de la même manière que ceux qui se levaient par ordre des assemblées législatives particulières.

Le second bill autorisa le gouvernement à nommer des commissaires qui auraient le pou-

voir de traiter avec tous ceux qu'il appartiendrait, en Amérique ; mais toute stipulation autre que celles qui suivent, ne devait point avoir d'effet, que le parlement ne l'eût approuvée.

L'acte portait que ces commissaires seraient autorisés à proclamer une cessation d'hostilités, dans toutes lesdites colonies ; à suspendre l'effet de la loi qui défendait toute communication avec elles, ainsi que celui de tout autre acte du parlement, qui serait relatif à ces mêmes colonies, et aurait été passé depuis le 10 du mois de février 1763 ; à accorder le pardon à toute personne que ce pût être, et à nommer un gouverneur, dans toute colonie où sa majesté aurait joui de ce droit. La durée de ce dernier acte était limitée au 1.er du mois de juin 1779.

Les deux bills passèrent dans les deux chambres du parlement, sans une forte opposition. Comme, à-peu-près dans le tems où ils furent proposés, le ministère avait appris qu'un traité avait été conclu entre la France et les Etats-Unis, des copies de ces actes furent envoyées en Amérique, aussitôt après la première lecture, et avant qu'elles eussent été revêtues des formalités requises. On se flattait par-là d'empêcher l'exécution de ce traité.

Le commandant en chef, à qui l'arrivée des pièces dont nous venons de parler, fut promptement connue, conçut de vives craintes sur l'effet qu'elles pouvaient produire. La connaissance de propositions, dont l'objet serait de rétablir la tranquillité, à des conditions sur lesquelles les Etats-Unis avaient eux-mêmes insisté au commencement de la contestation, pouvait accroître de beaucoup le nombre déjà si considérable des mécontens, et rendre le succès de la guerre extrêmement douteux. Washington transmit sur-le-champ les projets de bills au congrès, dans une lettre où il exprimait ses alarmes, et demandait qu'on détournât, par tous les moyens possibles, la funeste influence qu'ils pourraient avoir sur l'opinion publique. Il était encore dans l'incertitude sur l'authenticité de ces pièces, lorsqu'il reçut, du major-général Tryon, gouverneur de New-York pour sa majesté britannique, une lettre datée du 17 du mois d'avril, qui contenait une copie des bills, et par laquelle Washington était prié de les faire connaître aux officiers et soldats placés sous son commandement. Cette lettre était accompagnée d'un certificat relatif à la manière dont les projets d'actes étaient arrivés. Le commandant en chef communiqua

le tout au congrès, en qualifiant de très-extraordinaire et de très-impertinente, la demande renfermée dans la lettre de M. Tryon.

MM. Morris, Drayton et Dana, firent à l'assemblée, par son ordre, un rapport, où les bills étaient discutés avec beaucoup de soin, mais avec aigreur, et de manière à prévenir l'effet qu'on craignait qu'ils n'eussent sur les esprits timides et irrésolus, qui se trouvaient en si grand nombre dans la plupart des Etats-Unis. « Votre comité ne doute pas, » dirent-ils, « que ces actes n'aient eu pour « objet d'exciter l'espérance et la crainte « des citoyens des Etats-Unis, d'occasioner « des divisions entr'eux, et d'opérer une dé- « fection fatale à la cause de l'indépendance, « qui, par la bonté de la divine providence, « est sur le point d'être irrévocablement « jugée de la manière la plus avantageuse « pour ces mêmes Etats. Il est persuadé que « ces bills font partie du plan, qui, depuis « l'acte du timbre jusqu'à ce jour, fait éprou- « ver à ce pays toutes les calamités, toutes « les horreurs de la guerre. Il est convaincu, « par la connaissance du passé, que, quoi- « que les circonstances puissent forcer le « ministère anglais à se désister momentané- « ment de ses injustes prétentions, il s'effor-

« cera, à la première occasion favorable, de « donner l'essor à cet esprit de domination « qui a divisé en deux parties le puissant « empire britannique.

« Comme le succès de la juste cause qui « nous a mis les armes à la main, ne peut « être assuré que par la continuité de cette « union, qui a été cimentée par tant de sang, « et que fortifient une affection et des ser- « vices réciproques, votre comité est d'avis « que tout corps quelconque, que tout in- « dividu qui se sera permis de traiter séparé- « ment avec les commissaires nommés par le « roi de la Grande-Bretagne, ou l'un d'eux, « devra être considéré comme un ennemi « des Etats-Unis.

« Nous pensons, en outre, que ces états « ne peuvent convenablement négocier ou « traiter avec tout commissaire de la Grande- « Bretagne, à moins que, pour préliminaires, le gouvernement britannique ne « fasse retirer ses armées et ses flottes; « ou, en d'autres termes, qu'il ne reconnaisse l'indépendance desdits états.

« Enfin, comme il paraît que le dessein « des ennemis des Etats-Unis, est de leur « inspirer une fausse sécurité, votre comité « vous propose d'inviter les gouvernemens

« particuliers de ces états, à faire les plus « grands efforts pour mettre sur pied, le « plutôt possible, leurs contingens de « troupes réglées, et tenir leur milice prête « à marcher au premier signal. »

On ordonna que le rapport et les actes qui le suivirent, fussent communiqués au public par la voie de l'impression. On prit le lendemain une autre résolution, par laquelle il fut recommandé aux différens états, d'accorder, en faisant les exceptions qu'ils croiraient nécessaires, une amnistie à tous les citoyens égarés, qui avaient pris les armes contre les Etats-Unis. Cette résolution fut accompagnée de l'ordre de la faire imprimer en anglais et en allemand, et d'en envoyer des exemplaires au général Washington, qui prendrait des mesures pour les faire circuler parmi les américains employés dans l'armée ennemie. Ce moyen, que le commandant en chef avait originairement indiqué, lui offrit une heureuse occasion de répondre au major-général Tryon. Il transmit à cet officier, dans une lettre par laquelle il accusait la réception des deux actes du parlement britannique, les résolutions prises en dernier lieu par le congrès, et priait le général an-

glais, de les faire connaître à tous ceux qu'elles intéresseraient.

Durant le cours de ces opérations, la frégate *la Sensible*, apporta la nouvelle qu'un traité d'alliance et un traité de commerce avait été conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et la France. M. Siméon Deane, frère du ministre de ces états près de la cour de Versailles, était chargé des dépêches; et en se rendant au congrès, il les communiqua au général Washington.

Cet heureux événement répandit la joie la plus vive en Amérique. Depuis long-tems on l'y attendait avec une extrême impatience; et l'on y commençait à désespérer du succès de la négociation.

La France, naturellement ennemie de l'Angleterre, souffrait infiniment des blessures que la guerre, terminée en 1763, lui avait faites. Elle ne pouvait, sans la plus vive douleur, et sans désirer de se venger, songer à un traité qui lui avait enlevé une si belle partie de l'Amérique septentrionale. En conséquence, elle vit d'abord avec une satisfaction secrète, la mésintelligence qui avait éclaté entre les colonies anglaises et leur métropole. Cependant, elle considérait plu-

tôt les troubles qu'elle occasionait, comme devant affaiblir et occuper une puissance rivale, que comme pouvant lui offrir quelque avantage à elle-même. Il semble que tout ce qu'elle espérait de cette lutte, était de n'avoir, durant quelque tems, rien à craindre de l'ambition imputée à la cour de Londres. La nation française paraissait demander le repos. Les grands efforts qu'elle avait faits pendant une guerre désastreuse, avaient tellement dérangé ses finances, que le desir de maintenir la paix l'emportait dans le cabinet de Versailles. Louis XVI venait de monter sur le trône. Ce jeune prince, qui était dépourvu d'ambition, ne voulait exposer aucune partie de ses états, simplement pour inquiéter ses voisins ; et les conseils de la France, étaient dirigés par des hommes qui n'étaient aucunement disposés à troubler la tranquillité générale [1]. Ainsi, le désir de ne point accroître l'embarras des finances,

[1] Le comte de Vergennes, dans un mémoire qu'il mit sous les yeux de Louis XVI, au commencement du règne de ce prince *, disait, à la suite des raisonnemens par lesquels il démontrait que la France pouvait espérer de conserver la paix avec les puissances continentales de l'Europe : « Si après avoir parcouru le continent, nous

* En 1774.

occasioné par la guerre précédente, arrêtait les effets du ressentiment de la nation

tournons nos regards du côté de la mer, y trouvons-nous de plus grands motifs de sécurité? Nous voyons à côté de nous, nne nation inquiète et avide, plus jalouse de la prospérité de ses voisins que de son propre bonheur; une nation puissamment armée, et prête à frapper au moment où il lui conviendra de menacer. Ne nous y trompons pas. Quelque parade que les ministres britanniques fassent de leurs intentions pacifiques, nous ne pouvons compter sur cette disposition qu'autant que leurs embarras domestiques se prolongeront. Ceux-ci peuvent cesser; ils peuvent aussi croître au point de déterminer le gouvernement à diriger l'inquiétude des esprits contre des objets extérieurs. Il n'est pas sans exemple que le cri de la guerre contre la France, ait été le signal du ralliement des partis qui divisaient l'Angleterre *. »

Au mois d'avril 1776, le même ministre remit un mémoire sur la manière dont la France et l'Espagne devaient envisager les suites de la querelle entre la Grande-Bretagne et ses colonies. On a publié plusieurs observations qui furent faites à cette occasion, par M. Turgot, et qui peuvent montrer quelle était l'opinion du cabinet de Versailles en cette conjoncture.

M. Turgot faisant lui-même un résumé exact de ses idées, disait : « En parcourant avec M. le comte de Vergennes, les différentes manières dont on peut supposer que se terminera la querelle de l'Angleterre

* *Politique de tous les cabinets de l'Europe, pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*, ii. 390 et 391.
(*Citation du traducteur.*)

française, et l'empêchait d'entrer de nouveau en lice avec un peuple rival.

avec ses colonies, il m'a paru que l'événement le plus désirable pour l'intérêt des deux couronnes, serait que l'Angleterre surmontât la résistance de ses colonies, et les forçât à se soumettre à son joug, parce que si les colonies n'étaient subjuguées que par la ruine de leurs ressources, l'Angleterre perdrait les avantages qu'elle en a tirés jusqu'ici, soit pendant la paix et l'accroissement de son commerce, soit pendant la guerre, par l'usage qu'elle pouvait faire de leurs forces. Si au contraire les colonies vaincues conservent leurs richesses et leur population, elles conserveront le courage et le desir de l'indépendance, et contraindront l'Angleterre d'employer une partie de ses forces, à les empêcher de se soulever de nouveau.

« La supposition de la séparation absolue des colonies et de la métropole, me paraît infiniment probable. Il en résultera, lorsque l'indépendance des colonies sera entière et reconnue par les anglais eux-mêmes, une révolution totale dans les rapports de politique et de commerce entre l'Europe et l'Amérique; et je crois fermement que toutes les métropoles seront forcées d'abandonner tout empire sur leurs colonies, de leur laisser une entière liberté de commerce avec toutes les nations, de se contenter de partager avec les autres cette liberté, et de conserver avec leurs colonies les liens de l'amitié et de la fraternité.

« Une réconciliation sur-tout, et une réconciliation prompte entre l'Angleterre et l'Amérique, me paraît le seul cas où les deux couronnes soient menacées d'un danger prochain. »

Cependant il se forma dans le cabinet de Versailles un parti auquel les évènemens don-

M. Turgot prétendait que ce danger était double, qu'il pouvait provenir de l'Angleterre ou de l'Espagne. Il pensait avec M. le comte de Vergennes, qu'un nouveau ministère britannique ne commencerait la guerre qu'après avoir consommé l'ouvrage de la pacification de l'Amérique. Par rapport à l'Espagne, ajoutait-il, on pouvait craindre de sa part une trop grande confiance en ses forces, l'antipathie contre l'Angleterre et le juste ressentiment que conservait S. M. C. des procédés de cette puissance à son égard. Il était également important de n'être pas surpris par la Grande-Bretagne, et de n'être pas entraîné par l'ardeur qu'on pouvait supposer à l'Espagne.

M. Turgot disait ensuite : « Sur l'objet des mesures à prendre par les deux couronnes pour prévenir le danger qui peut les menacer, ma façon de penser est exactement la même que celle de M. le comte de Vergennes, sur la nécessité de rejeter tout plan d'agression de notre part.

« D'abord, par les raisons morales si conformes à la façon de penser connue des deux monarques. En second lieu, à cause de l'état où le roi a trouvé ses finances et ses forces de terre et de mer ; à cause du tems dont il a besoin pour régénérer toutes les branches de sa puissance, et à cause du danger d'éterniser notre faiblesse, en faisant de nos forces un usage prématuré. En troisième lieu, par la raison décisive qu'une guerre offensive de notre part réconcilierait la métropole avec les colonies, en donnant au ministère un prétexte de

nèrent ensuite l'ascendant, et à la tête duquel on prétendit qu'était la reine. Il voulait qu'on

céder, et aux colons un motif de se prêter à ses propositions, pour se donner le tems de consolider et de mûrir leur projet, et de multiplier leurs moyens. »

L'auteur annonçait aussi qu'il avait discuté le plan qui consisterait à envoyer, sans des vues hostiles, des troupes de terre et des escadres dans les colonies françaises, pour les mettre à l'abri d'une invasion. Il l'avait rejeté comme ruineux, comme insuffisant et comme dangereux.

Comme ruineux, parce que la dépense qu'il entraînerait et qu'il faudrait continuer aussi long-tems que dureraient les craintes, étant ajoutée au déficit, rendrait impossible le rétablissement des finances; comme insuffisant, parce que l'Angleterre n'entreprendrait pas d'attaquer les deux couronnes en Amérique, sans y envoyer des forces supérieures; comme dangereux, parce qu'il forcerait le ministère anglais à dépêcher des escadres au moins égales, et à se préparer à la guerre sur tous les points de l'empire britannique, mesure qui aurait probablement le même effet que la guerre elle-même, c'est-à-dire qu'elle amènerait les deux partis à une réconciliation, et provoquerait le danger qu'on voulait éviter.

M. Turgot disait, en concluant, qu'il fallait se borner à des précautions moins coûteuses et moins approchantes de l'état d'hostilité. « Ces précautions devaient se réduire, 1.° à observer attentivement tout ce qui pourrait avertir de l'approche du danger; à surveiller les attérages de nos îles et les entrées du golfe du Mexi-

saisît l'occasion qui se présentait, de venger les injures passées, et de démembrer l'empire britannique.

que ; à chercher à connaître ce qui se passerait sur le banc de Terre-Neuve ; à faire prendre en Angleterre des informations sur l'état des troupes et des armemens, sur la situation du crédit public et sur celle du ministère ; à s'instruire des événemens qui arriveraient dans les colonies anglaises, en évitant cependant tout ce qui pourrait faire penser que nous y ayons aucun agent direct et accrédité ; 2.° à faciliter aux colons les moyens de se procurer, par la voie du commerce, les munitions et même l'argent dont ils auraient besoin, mais sans sortir de la neutralité, et sans leur donner des secours directs ; 3.° à rétablir sans éclat nos forces maritimes ; à remplir nos magasins, à réparer nos vaisseaux, à nous mettre en état d'armer promptement, lorsqu'il en serait besoin, une escadre à Toulon, et successivement une à Brest, pendant que l'Espagne en armerait une au Ferrol ; 4.° dans le cas où nous aurions des motifs fondés de craindre un danger plus imminent, à armer effectivement des escadres, mais sans les faire sortir. » Cette partie du mémoire était terminée par l'avis de ne rien précipiter, à moins qu'on n'eût lieu de croire, par la conduite de l'Angleterre, que cette puissance songeât véritablement à attaquer la France.

Un autre passage du même mémoire portait à vingt millions le déficit du revenu public, et annonçait que l'armée de terre et la marine étaient dans un état de faiblesse qu'on aurait eu peine à imaginer. « Notre état néanmoins n'est pas tellement désespéré, » ajoutait

Dès le commencement de la querelle, les Etats-Unis avaient songé à se procurer l'appui de quelques puissances étrangères, et particulièrement celui de la France. Le manque d'armes et de munitions de guerre, et l'impossibilité d'en obtenir par les voies ordinaires, avaient fait nommer, en 1775, des agens qui furent chargés d'en acheter au-dehors, et qui eurent ordre de correspondre avec un comité secret, autorisé lui-même à entretenir des relations dans la Grande-Bretagne, en Irlande et en d'autres parties du monde. Peu de tems après, M. Silas Deane fut envoyé en France, avec une mission relative à la politique et au commerce. Il arriva à Paris, au printems de 1776, et était porteur d'instructions, qui lui enjoignaient de sonder les dispositions de la cour de Versailles au sujet de la contestation de la Grande-Bre-

M. Turgot, « que s'il fallait absolument soutenir une guerre, on ne trouvât des ressources, sur-tout si c'était avec une probabilité de succès qui pussent en abréger la durée. Mais au moins faut-il avouer qu'on doit l'éviter comme le plus grand des malheurs, puisqu'elle rendrait impossible pour long-tems, et peut-être même pour toujours, une ressource absolument nécessaire à la prospérité de l'état et au soulagement des peuples. »

(*Politique de tous les cabinets de l'Europe*, ii. 394 et suiv.)

tagne avec ses colonies, et de tâcher d'obtenir des secours en armes et en munitions de guerre.

Le lord Stormont, ambassadeur d'Angleterre en France, ne négligeait rien pour persuader que les troubles d'Amérique se termineraient par une pacification; et, en conséquence, le ministère craignait qu'une rupture entre les deux puissances n'exposât infiniment les possessions françaises dans les Indes occidentales. Cependant M. Deane, soutenu par la protection secrète du gouvernement, se procura des munitions de guerre, et des armes en quantité suffisante pour former la cargaison de trois vaisseaux; mais, quoiqu'il assurât qu'aucun arrangement ne pourrait avoir lieu, la crainte que la Grande-Bretagne et ses colonies ne missent fin à tous leurs différens, et ne tournassent ensuite leurs armes contre la France, si cette puissance avait paru prendre part à la querelle, fit suspendre la permission de fournir à l'agent des Etats-Unis, des choses propres à la guerre.

La déclaration d'indépendance engagea toutefois la cour de Versailles à favoriser secrètement les efforts que faisait M. Deane, pour fournir à ses compatriotes les moyens de soutenir la lutte où ils étaient engagés; mais

l'espérance de voir les Etats-Unis traités comme formant une puissance, fut entièrement trompée.

Dans le fait, on ne désirait point l'indépendance de l'Amérique. On savait qu'en la reconnaissant, on entraînerait la France dans une guerre qu'elle n'était point disposée à soutenir. Néanmoins, en permettant aux vaisseaux américains d'aborder dans ses ports, et en les protégeant, on leur donnait toute facilité de se fournir d'armes et de munitions. On déclara à M. Deane qu'il ne serait aucunement utile de reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, sans faire cause commune avec eux, et que si la France était forcée à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, il paraîtrait beaucoup plus juste et plus honorable qu'elle le fît par un autre motif. Sous un rapport très-essentiel, il devait être plus avantageux pour eux qu'elle ne s'armât pas uniquement en leur faveur, parce qu'alors elle ne leur imposerait pas de si grandes obligations.

Quelque tems avant la déclaration d'indépendance, le congrès avait chargé un comité de préparer un projet de traité avec plusieurs puissances étrangères. Après une longue discussion, l'assemblée avait adopté celui qui lui fut présenté, et avait nommé des ministres

pour suivre les négociations. MM. Franklin, Deane et Jefferson avaient été élus; mais le dernier des trois n'ayant pas accepté cette mission, M. Arthur Lee, qui était alors à Londres, avait été choisi pour le remplacer. Le procès-verbal de ces opérations fut transcrit sur le registre secret, et il ne fut permis à aucun membre de dire autre chose à ce sujet, sinon « que le congrès avait pris des me-« sures pour se procurer des alliances parmi « les puissances étrangères. » Le comité secret fut chargé de faire en France une remise de dix mille livres sterling pour les dépenses de la commission.

Au commencement de l'hiver, les commissaires se réunirent à Paris, et eurent sur-le-champ une entrevue avec le comte de Vergennes. Ils virent facilement que les succès des armateurs américains, succès qui étaient si grands qu'ils faisaient monter le prix de l'assurance plus haut qu'il n'avait jamais été pendant la guerre avec la France et l'Espagne, avaient donné une idée favorable des ressources et de l'énergie des citoyens des Etats-Unis. Ils reconnurent que les ports de la France seraient ouverts aux vaisseaux américains, qui pourraient y vendre leurs cargaisons, et y prendre tous les objets dont ils auraient besoin. Mais le

ministre, craignant de donner le moindre ombrage à l'Angleterre, ne voulait point reconnaître publiquement le caractère des ministres du congrès, ni entrer en négociation formelle avec eux. Le comte de Vergennes poussa si loin la prudence, que, quoique les commissaires sussent parfaitement qu'on avait pris, dans les magasins du roi, une grande quantité de munitions de guerre, pour les faire passer dans les Etats-Unis, il affecta d'ignorer entièrement ce fait, et déclara qu'on ne devait point en savoir gré à sa cour. Il leur annonça, en même tems, qu'on verrait avec plaisir qu'ils ne traitassent de leurs affaires qu'avec lui. La demande qu'ils firent d'un secours en vaisseaux, et qu'ils fondèrent sur l'avantage que la France et ses colonies retireraient de l'indépendance des Etats-Unis, fut positivement rejetée; mais en même tems, on s'efforça de leur prouver qu'un tel secours ne pourrait servir la cause de leurs commettans.

En cet état de la négociation, on usa de la plus grande circonspection à l'égard de l'Angleterre. Toutes les démarches publiques semblèrent avoir pour objet de contenter cette puissance. On écouta les représentations de son ambassadeur; on défendit le départ des

vaisseaux portant des armes et des munitions de guerre [1]; des officiers qui avaient obtenu des congés, et étaient sur le point de s'embarquer pour aller combattre sous les drapeaux des Etats-Unis, furent rappelés; on donna les ordres les plus stricts pour qu'on ne souffrît point, dans les ports de France, la vente des prises faites par les armateurs américains; et même on força plusieurs de ceux-ci, de relâcher les vaisseaux dont ils s'étaient emparés, et de donner caution qu'ils ne croiseraient plus dans les mers d'Europe. Mais tout en prenant des mesures qui paraissaient annoncer les dispositions les plus favorables à la Grande-Bretagne, on fit dire en secret aux ministres des Etats-Unis, par quelques personnes attachées à la cour, que la conduite qu'on tenait alors, était nécessaire, et qu'ils pouvaient être assurés de la bienveillance du gouvernement français. On facilita les emprunts qu'ils faisaient; et malgré toutes les défenses contraires, les corsaires américains trouvèrent les moyens de se défaire de leurs prises, et de les convertir en argent.

[1] On leur donna secrètement ensuite la permission de partir, ou bien ils mirent à la voile sans qu'on y opposât le moindre obstacle.

Les choses demeurèrent en cet état d'indécision, depuis le mois de décembre 1776, jusqu'au même mois de l'année suivante. Encouragés en secret, mais peu favorablement traités en public, les envoyés du congrès virent leur espoir s'élever ou décroître, selon les succès des armées américaines. Un écrivain [1], à qui sa place a procuré la facilité de voir toute la correspondance avec les ministres des cours étrangères, dit : « La défaite « de Long-Island, la réduction de New-York, « et tous les autres revers que les américains « ont éprouvés en 1776, affaiblirent consi- « dérablement leur crédit, et refroidirent le « zèle que la nation française avait montré « pour eux. Leurs succès à Princeton et à « Trenton, le rallumèrent. La prise de l'ar- « mée de Burgoyne fixa toutes les incerti- « tudes. Les avantages obtenus par les Etats- « Unis, dans la campagne de 1777, leur « donnèrent la plus grande considération. « Leur inimitié était devenue redoutable pour « la Grande-Bretagne, et leur amitié pouvait « être utile à la France. S'étant secourus « eux-mêmes, ils éprouvèrent moins de peine « à obtenir des secours. L'intérêt qui avait « engagé la cour de France à temporiser,

[1] Ramsay.

« devait lui faire prendre une prompte déci-
« sion. Les délais avaient contribué au dé-
« membrement de l'empire britannique [1] ;
« mais de nouveaux retards pouvaient ame-
« ner, entre les parties disjointes, une sorte
« d'alliance fédérative, qui ne serait pas
« moins que leur réunion, contraire aux in-
« térêts de la France. »

La capitulation de Saratoga fut connue à Paris au commencement du mois de décembre 1777. Les commissaires américains saisirent cette occasion de presser la conclusion du traité qu'on examinait depuis un an. Ils représentèrent qu'il était de la plus grande importance, que, dans cette conjoncture, où, selon toute apparence, l'Angleterre ferait des propositions d'accommodement, le congrès pût savoir positivement ce qu'il devait attendre de la France et de l'Espagne. M. Gérard de Rayneval, l'un des secrétaires du conseil-d'état, leur apprit qu'il avait été résolu de reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, et de traiter avec eux ; qu'on ne tirerait aucun avantage de leur situation, pour leur arracher des conditions, qu'autrement ils n'accorderaient point ; que le roi désirait

[1] Nous n'adoptons pas en ce point, l'opinion de M. Ramsay.

que le traité, ainsi que l'amitié, fût durable entre les deux puissances, ce qui ne pourrait être, si chacune d'elles ne trouvait pas autant d'intérêt à le maintenir, qu'elle en aurait eu à le conclure; que sa majesté avait pris la détermination irrévocable, non-seulement de reconnaître, mais de soutenir l'indépendance des Etats-Unis; qu'en conséquence, elle s'attendait à la guerre; que cependant, elle ne demanderait point de compensation aux américains; que, quelle que fût sa bienveillance envers eux, elle ne prétendait pas leur persuader qu'elle agissait uniquement en leur faveur, puisqu'il était de l'intérêt de la France d'affaiblir le pouvoir de l'Angleterre, en séparant de leur métropole les colonies anglaises; qu'enfin, la seule condition qu'exigerait le roi, serait que les Etats-Unis s'engageassent à ne point faire la paix en sacrifiant leur indépendance, et qu'ils promissent de ne plus rentrer sous l'obéissance de la Grande-Bretagne.

Lorsqu'il fut résolu d'agir, on fit savoir à la cour de Madrid quelle serait la conduite que tiendrait la France. Au retour du courrier, on négocia, et l'on conclut un traité d'alliance et un traité de commerce, dont les conditions, quoiqu'elles ne fussent

pas telles que l'auraient désiré les américains, ne furent point contraires aux déclarations faites par M. Gérard ; et l'on n'exigea point des Etats-Unis, des concessions que leur situation les eût forcés de faire [1]. Ce traité, par lequel ils furent considérés comme formant une puissance indépendante, n'engageait point S. M. T. C. à leur fournir des secours durant la guerre qu'ils soutenaient contre la Grande-Bretagne ; mais il était aisé de prévoir que lorsqu'il serait rendu public, il exciterait vivement le courroux de cette puissance, qui alors aurait le choix, ou d'attaquer ouvertement la France, ou d'en saisir, lorsqu'elle le pourrait, les vaisseaux chargés pour les Etats-Unis. La reconnaissance d'indépendance fut

[1] Tandis que Franklin et M. Deane pressaient la cour de Versailles de conclure un traité avec les Etats-Unis, M. Lee se rendit à Vienne et à Berlin, pour négocier avec l'empereur et le roi de Prusse. Il les trouva favorablement disposés pour l'Amérique, quoique décidés à ne prendre aucune part à la querelle. Le négociateur américain gagna cependant un point. Il reçut l'assurance que l'Allemagne ne fournirait point de nouveaux corps de troupes auxiliaires, et que les princes de l'empire germanique se borneraient à l'exécution des traités déjà conclus. Les commissaires américains étaient assurés en outre, que la Russie et le Dannemark n'accorderaient aucun secours à l'Angleterre.

accompagnée d'un traité d'alliance éventuelle et défensive, par lequel il fut stipulé que si la guerre se déclarait entre la France et la Grande-Bretagne, avant que celle-ci eût conclu la paix avec les Etats-Unis, les deux parties contractantes feraient cause commune, et s'engageraient à ne point traiter séparément. De plus, elles ne devaient point mettre bas les armes, que l'indépendance des Etats-Unis n'eût été formellement ou tacitement assurée par le traité qui ferait cesser les hostilités.

Les Etats-Unis garantirent à perpétuité, à sa majesté très-chrétienne, les possessions de la couronne de France en Amérique, et celles qu'elle pourrait acquérir par le futur traité de paix; et de son côté, S. M. T. C. garantit aux Etats-Unis, leur liberté, leur souveraineté, et leur indépendance absolue, tant en matière de gouvernement qu'en matière de commerce. Il fut déclaré que, dans le cas d'une rupture entre la France et l'Angleterre, cette garantie réciproque aurait son plein et entier effet, aussitôt que la guerre aurait éclaté; mais que si cette rupture n'avait pas lieu, les obligations respectives ne commenceraient qu'à l'instant où la cessation des hostilités entre les Etats-Unis et la Grande-

Bretagne, auraient assuré les possessions des parties contractantes.

Les plénipotentiaires du congrès eussent désiré que la France eût conclu avec les Etats-Unis, une alliance réelle et non pas éventuelle, et qu'elle eût déclaré, sur-le-champ, la guerre à la Grande-Bretagne; mais la demande qu'ils firent à ce sujet, fut rejetée.

Les négociations terminées, le marquis de Noailles annonça officiellement à la cour de Londres, que la France venait de conclure un traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique [1]. En même-tems, il assura que les parties contractantes avaient eu le plus grand soin de ne stipuler aucun avantage exclusif en faveur de la nation française; et que les Etats-Unis s'étaient réservé la faculté de traiter avec toute autre nation, sur le même pied. Le gouvernement britannique parut déterminé à considérer cette notification comme une déclaration de guerre; et sur-le-champ, il fit publier un manifeste, dont l'objet était de justifier les actes d'hostilité qu'il allait commettre. Ils étaient à peine commencés, que le comte de Vergennes reçut un avis secret, portant que le cabinet de

[1] Belsham.

Londres se proposait d'offrir aux Etats-Unis, de reconnaître leur indépendance, s'ils voulaient conclure un traité de paix séparé. Il communiqua, sur-le-champ, cette nouvelle aux ministres américains, en les invitant à représenter au congrès, que, quoique la guerre n'eût pas été déclarée dans les formes, elle était commencée de fait; que les obligations, qui résultaient du traité d'alliance, devaient avoir tout leur effet; et qu'en conséquence, aucune des deux parties contractantes ne pouvait plus faire la paix sans l'autre. Des instructions, contenant les mêmes observations, furent envoyées au ministre, qui représentait le roi de France, dans les Etats-Unis.

Les dépêches renfermant les deux traités, furent reçues par le président, le samedi, deuxième jour du mois de mai 1778. Le congrès qui venait de s'ajourner, fut rassemblé sur-le-champ, pour entendre la lecture de ces actes importans. Le mardi suivant, ils furent ratifiés d'une voix unanime; et le congrès prit de même, à l'unanimité, une résolution, par laquelle il chargeait ses ministres de témoigner à sa majesté très-chrétienne, la vive reconnaissance qu'il ressentait de la conduite, à-la-fois magnanime et sage de ce monarque,

et de l'assurer des vœux que formait l'assemblée, pour que les nœuds d'amitié qui venaient de lier la France et les Etats-Unis, durassent à jamais.

Dans l'agitation du premier moment, et afin de porter au plus haut degré l'ivresse qu'avait produite un événement si désiré, on publia le traité d'alliance en même-tems que le traité de commerce et d'amitié, ce qui fut blâmé, non sans raison, par la cour de Versailles, parce que le premier n'étant qu'éventuel, n'eût dû être communiqué au public, que du consentement des deux parties contractantes.

Il est nécessaire de détourner ici l'attention du lecteur, pour la porter sur un sujet destiné à produire des sensations bien différentes de celles qu'occasionèrent presque généralement les deux traités conclus avec la France.

Au nombre des efforts qu'a faits l'humanité pour perfectionner le code de lois que reconnaissent les nations civilisées, il n'en est point qui ait plus, que ceux dont l'objet fut d'adoucir le sort des prisonniers, contribué à diminuer les malheurs de la guerre. Les hommes généreux et braves respectent toujours la triste position des guerriers, que

la fortune des armes a privés de leur liberté; et rien ne compromet plus le caractère d'un peuple, et ne lui attire des reproches plus durables et plus mérités, que ceux qu'il essuie, lorsqu'il a violé des droits si sacrés. Le mépris de ces principes est extrêmement rare parmi les nations modernes; et de toutes les parties du monde civilisé, s'élèveraient des cris d'indignation contre une puissance qui tiendrait une conduite propre à faire renaître les horreurs des siècles barbares. Mais, dans les contestations entre différentes parties d'un même empire, on n'écoute souvent d'autres conseils, que ceux d'une aveugle colère. Les hommes qui combattent pour le maintien de l'ancien état des choses, traitent ordinairement de rébellion la résistance; ils regardent leurs prisonniers comme des traîtres, dont la vie doit être dévouée à la vengeance des lois offensées. Ceux au contraire, qui soutiennent, les armes à la main, des droits qu'ils croient justes, ne veulent consentir à aucune dérogation des usages consacrés, et s'efforcent, par des représailles, à faire adopter un système plus humain; mais, en montrant l'intention de punir avec la rigueur dont ils se plaignent si hautement, et avec tant de justice, lorsqu'ils l'éprouvent eux-mêmes, ils

atténuent trop souvent la faute qu'ils ont droit de reprocher à leurs adversaires.

Quoique le lord Howe et le général du même nom n'aient montré ni un zèle aveugle, ni une excessive rigidité, plusieurs faits qui paraissent avérés, et dont on ne douta nullement en aucune partie des Etats-Unis, justifièrent l'opinion que quelques officiers subordonnés se plurent à tourmenter les malheureux qui tombèrent entre leurs mains. D'un autre côté, les américains parurent très-disposés à considérer les loyalistes comme des traîtres, et à les distinguer des anglais pris les armes à la main.

Nous avons déjà dit que l'exécution du cartel convenu entre les commandans des deux armées, avait été suspendue par une différence d'opinion sur le droit que pouvait avoir acquis aux anglais, pendant l'hiver de 1777 à 1778, l'ordre de renvoi d'un grand nombre de prisonniers américains, plusieurs desquels n'existaient plus. Sir William Howe prétendait que tout nom porté sur la liste devait compter; et le général Washington demandait que ceux qui étaient morts de la maladie dont ils étaient atteints à l'instant où il leur fut permis de sortir de prison, ne fussent point considérés comme ayant été remis en liberté.

Les deux généraux persistèrent long-tems dans leur résolution ; et sir William Howe répondit à une lettre où on lui proposait d'échanger le major-général Prescott contre le major-général Lee, qu'il y consentirait, lorsqu'on aurait délivré, pour les américains qu'il avait déjà renvoyés, les soldats de son armée, qu'on retenait encore en captivité [1].

Cependant les maux des prisonniers américains redoublaient avec la rigueur du froid. Ils manquaient de vêtemens et de couvertures, et on ne leur livrait que peu de bois. Ce n'était pas là toutefois les seuls besoins qu'ils eussent. On recevait journellement des rapports qui paraissaient fondés, et qui annonçaient que ces malheureux souffraient presque toutes les horreurs de la faim. Le général de l'armée britannique nia positivement le fait. Il soutint qu'on fournissait aux prisonniers la même quantité de vivres qu'aux soldats anglais en garnison ; que la qualité en était aussi la même, et qu'enfin on avait pour eux tous les égards compatibles avec la situation de son armée. Cependant il consentit à la demande que lui fit Washington, de permettre à un

[1] Les officiers furent ensuite respectivement renvoyés sur parole.

commissaire de visiter les quartiers où étaient retenus les américains; et il pria lui-même qu'on lui adressât des passe-ports pour un officier qu'il chargerait d'une semblable mission. M. Boudinot fut nommé par le commandant en chef. S'étant abouché avec M. Fergusson, le commissaire anglais, il apprit que le général Howe ne voulait plus qu'il entrât dans la ville de Philadelphie. Néanmoins il y a lieu de croire que les sujets de plainte diminuèrent relativement aux subsistances, et que les mesures vigoureuses que prit le congrès furent causées par des faits antérieurs.

Les vêtemens et tous les autres moyens d'entretenir la chaleur n'étaient pas moins nécessaires que les vivres, aux prisonniers américains; mais le général Howe ne voulait point qu'on fît les achats à Philadelphie; et l'on ne pouvait rien trouver ailleurs. Pour le contraindre à lever cette défense, rigoureuse à l'excès, et à permettre l'usage du papier-monnaie dans les lignes de l'armée britannique, le congrès déclara qu'on n'échangerait point de prisonniers anglais tant qu'on n'aurait pas payé en espèces métalliques [1], les dé-

[1] Le taux était de 4 schellings, 6 sous sterling par dollar.

penses qu'ils auraient pu occasioner en effets de crédit. L'assemblée prit ensuite une autre résolution, portant, qu'à compter du 1.er février 1778, il ne serait permis à aucun commissaire anglais d'acheter, à l'ouest du New-Jersey, aucune sorte de vivres pour les prisonniers de sa nation, et que les rations qu'on leur distribuerait, ne pourraient être tirées que des magasins de l'ennemi. Cette détermination fut communiquée, le 10 du mois de janvier, à sir [1] William Howe, qui représenta avec autant de force que de raison, que c'était une mesure qui condamnerait à mourir de faim, un grand nombre de prisonniers épars dans l'intérieur du pays, et auxquels il ne serait pas possible d'envoyer à tems des vivres, de Philadelphie. La rigueur de cet ordre fut modérée jusqu'à un certain point, par une résolution en vertu de laquelle les commissaires chargés de pourvoir à l'entretien des prisonniers anglais, devaient recevoir de la commission des approvisionnemens des vivres qu'ils paieraient en espèces sonnantes. Quelque tems après, le comité de la guerre fit un rapport où il retraça au long les souffrances des prisonniers

[1] 1778.

américains; et le congrès ordonna qu'on usât de représailles.

Le général Washington avait consenti qu'un quartier-maître vînt de Philadelphie avec une escorte, et apportât les vêtemens et autres objets dont avaient besoin les officiers et soldats anglais, faits prisonniers. Tandis que ce quartier-maître, à qui le commandant en chef avait expédié un passe-port, était en marche, on rapporta au comité de la guerre que le général Howe n'avait point voulu permettre qu'on envoyât, par eau, des vivres aux américains prisonniers à Philadelphie. L'avis n'était pas exact. Le général Howe avait seulement exigé que des bâtimens, sous pavillon de trève, ne se montrassent point sur la rivière sans en avoir obtenu la permission. Cependant le comité qui vient d'être désigné fit passer au lieutenant-colonel Smith, le 26 janvier, l'ordre d'arrêter sur-le-champ, les officiers et soldats auxquels Washington avait donné des passe-ports, de saisir leurs chevaux, leurs voitures et tout ce qui était destiné au soulagement des prisonniers anglais, et de retenir et les hommes, et les choses, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné par le comité ou par le commandant en chef. A cette nouvelle,

Washington fit partir un de ses aides-de-camp pour lever l'ordre; mais les officiers anglais refusèrent de poursuivre leur route, et retournèrent à Philadelphie [1].

Cette méprise fit beaucoup de peine au commandant en chef, qui ne laissa pas ignorer au comité de la guerre, ni au congrès, les fâcheuses conséquences qu'elle pouvait avoir. Quelque tems après, le général Howe lui écrivit une lettre, par laquelle il consentait que les prisonniers américains fussent visités par des commissaires, qui examineraient leur situation et pourvoiraient à leurs besoins; mais il y mettait la condition qu'on lui adresserait, pour des officiers nommés par lui, une semblable permission, qui serait accompagnée d'une assurance, donnée par le commandant en chef, que son autorité serait suffisante pour empêcher qu'on n'arrêtât leur marche, et qu'on n'outrageât leur personne.

La triste situation des prisonniers américains excita la sensibilité des citoyens des Etats-Unis; mais nul n'en fut plus profondément affecté que le général Washington qui, dans tous les tems et dans toutes les occasions, s'in-

[1] Ils prétendirent que leurs chevaux avaient été mis hors d'état de marcher, et qu'on avait pillé les effets qu'ils escortaient.

téressa vivement au bien être de ses soldats. Il gémissait de l'obstacle qui empêchait l'échange, et avait inutilement tenté de le faire cesser. Le général Howe refusait constamment d'arrêter un cartel, tant qu'on n'aurait pas reconnu le droit qu'il prétendait avoir d'y comprendre et ceux qui étaient morts et les infirmes qu'il avait mis en liberté. Lorsque tout espoir de le faire renoncer à cette prétention fut perdu, il changea tout-à-coup de sentiment; et, le 5 février, il accepta la proposition que Washington avait faite, de nommer des deux côtés des commissaires qui régleraient, d'une manière équitable, le nombre des prisonniers qui devaient être renvoyés au général de l'armée britannique, pour ceux qu'il avait délivrés l'hiver précédent. Ces commissaires, qui furent promptement choisis des deux côtés, devaient se réunir, le 10 du mois de mars, à Germantown; et l'on prit des mesures pour faire marcher les prisonniers anglais, vers les lieux où ils devaient être échangés.

Washington s'était cru suffisamment autorisé à conclure cet accord. Cependant il eut le déplaisir extrême de lire, le 4 mars, dans un papier public, une résolution du congrès, qui demandait aux différens états de lui faire passer le compte de ce qu'ils avaient fourni

aux prisonniers anglais, afin qu'il pût être réglé, conformément à la résolution du 19 décembre, avant qu'un échange eut lieu. Cette mesure exigeait donc qu'on différât la réunion des commissaires des deux armées. Washington écrivit à sir William Howe pour lui faire savoir que des circonstances particulières ne permettaient pas aux commissaires américains de se trouver à Germantown au jour indiqué, et pour le prier de consentir que l'assemblée fût différée du 10 au 31 du mois de mars [1].

Il paraît que le congrès différait d'opinion avec Washington, au sujet d'un cartel. Au commencement de la guerre, la nature du service était telle, dans les Etats-Unis, qu'un échange de prisonniers devait fortifier l'armée britannique, beaucoup plus que l'armée américaine. Celle-ci était composée de troupes engagées pour un espace de tems fort court, et de quelques détachemens de milice. En conséquence, les prisonniers américains, lorsqu'on les échangeait, avaient le droit de quitter le service ; et au contraire, les prisonniers anglais reprenaient les armes, à l'instant de

[1] Il est probable que sir William Howe ne sut point ce qui causa ce retard ; mais il parut disposé à en profiter, uniquement peut-être pour laisser paraître des sentimens défavorables au congrès.

leur délivrance. Il y a lieu de croire que cette considération entra pour beaucoup dans les motifs qui firent adopter la résolution dont nous venons de parler, et qui était, dans le fait, sinon dans la forme, subversive du cartel réglé par les deux commandans en chef.

Washington, guidé par une politique plus juste et par une bienveillance plus soutenue, fit au congrès de très-sérieuses représentations, tant sur la violation de la foi publique et sur l'outrage qu'on lui avait fait à lui-même, que sur la cruauté et l'inconvenance d'une mesure qui devait enlever tout espoir d'échange aussi long-tems que durerait la guerre. Il démontra, dans les termes les plus forts, l'effet qu'aurait sur les troupes et sur les personnes qui s'intéressaient au sort des prisonniers, la résolution dont il se plaignait. Ses réflexions ne furent point inutiles. Les commissaires se réunirent; mais, en vérifiant leurs pouvoirs, ils reconnurent que ceux qui avaient été remis par le général Washington, portaient qu'il les avait donnés en vertu de l'autorité qui lui avait été confiée; et ceux qu'avait signés sir William Howe, ne contenaient point une semblable déclaration. Les commissaires des Etats-Unis firent remarquer cette omission; mais le général Howe ne voulut point

y suppléer. Il prétendit que la convention était personnelle, et fondée sur l'honneur des deux généraux, et qu'il n'avait point eu l'intention de lier son gouvernement, ni d'étendre la durée du cartel au-delà du terme de son propre commandement. Cette objection ne parut point satisfaisante aux commissaires américains, qui représentèrent que la foi des Etats-Unis étant engagée, celle de la Grande-Bretagne devait l'être aussi, et qu'il s'agissait non-seulement d'échanger des prisonniers, mais d'établir des règles par lesquelles on se conduirait dans la suite, et qui ne tiendraient pas moins à des questions politiques très-importantes, qu'à des dispositions militaires. Le général Howe ayant persisté dans son refus, la négociation fut rompue; et l'espoir de délivrer un grand nombre de malheureux, s'évanouit.

Cependant sir William Howe proposa bientôt que tous les prisonniers, dans le cas d'être échangés, fussent envoyés de part et d'autre, aux postes les plus avancés, qu'on les mît en liberté, homme pour homme, à parité de grade, et que s'il y avait un excédant d'officiers, ceux-ci fussent délivrés pour un équivalent en simples soldats. Le congrès, sur les représentations du général Washington, consentit à la

première partie de cette proposition ; mais il rejeta la seconde, parce que, le général Howe était le maître d'échanger les officiers pris en même tems que le général Burgoyne. Le cartel ayant été réglé de la sorte, on remit en liberté un grand nombre d'hommes ; mais comme, à moins de compter les troupes prises à Saratoga, il y avait beaucoup plus de prisonniers américains que de prisonniers anglais, quantité de soldats des Etats-Unis demeurèrent encore dans les fers.

CHAPITRE VIII.

Le général Lacy se laisse surprendre. — Le général Howe quitte le commandement et retourne en Angleterre. — Sir Henry Clinton lui succède. — L'armée britannique évacue Philadelphie et traverse les deux Jersey. — Un conseil de guerre, convoqué par le commandant en chef, juge qu'il ne faut pas arrêter l'ennemi dans sa marche. — Le général Washington est d'un avis contraire. — Il attaque l'armée britannique à Monmouth Court-House. — L'action est chaude, mais n'est pas décisive. — Le général Lee est arrêté pour sa conduite dans ce combat, et pour celle qu'il tint ensuite envers le commandant en chef. — Cour martiale rassemblée pour le juger. — Il est suspendu de ses fonctions pour un an. — Le congrès vote des remercimens au général Washington et à son armée, pour leur conduite à la bataille de Monmouth.

Washington avait pris la position de Valley-Forge, dans le dessein de couvrir l'intérieur de la Pensylvanie, et d'empêcher l'ennemi d'en tirer des vivres. Il était impossible, sans une grande augmentation de forces, de poster sur les bords de la Delaware et de la Schuylkill, des troupes en nombre suffisant pour repousser les partis que pouvait détacher l'armée britannique. En con-

séquence, le plan d'opérations tracé pour l'hiver, se bornait à faire garder par la milice de Pensylvanie, le nord de la Schuylkill; et par la milice de New-York, l'est de la Delaware, afin que les habitans ne pussent porter leurs vivres à un marché, où les amenait trop souvent l'attrait irrésistible d'être payés en espèces sonnantes. On espérait que ces corps suffiraient pour faire retirer de petits partis de fourrageurs, et que de la sorte, on contraindrait l'ennemi à faire sortir des détachemens considérables; ou qu'il se verrait privé de ce genre de munitions, qu'il était forcé de chercher dans les environs de Philadelphie. Comme les enlèvemens ne pouvaient être faits avec une grande promptitude, on espérait troubler souvent l'opération, en joignant à la milice des détachemens de troupes réglées.

L'avantage était toutefois du côté de l'ennemi, qui, renfermé dans des quartiers inaccessibles, et maître de la navigation de la Delaware, pouvait, avec la plus grande facilité, ravager en tout tems une grande partie de la côte du Jersey, avant qu'il fût possible à des détachemens de l'armée américaine d'arriver au secours de la milice. Il n'y avait que deux moyens de le lui enlever: l'un eût

été de former deux camps, que l'on eût fait occuper par un assez grand nombre de troupes, et l'autre eût consisté à rassembler toute la milice à la première alarme. Mais outre qu'on ne pouvait armer chacun de ceux qui la composaient, on n'espérait pas qu'elle mît beaucoup d'empressement à se réunir, et même elle ne s'acquitta pas toujours de ce qu'on attendait de sa part. Souvent les lignes étaient si mal gardées, que la communication avec Philadelphie n'éprouvait que peu d'interruption. Cependant les besoins de toute une armée exigeaient plus de vivres frais et de fourrage qu'on ne pouvait en obtenir par ce moyen. En conséquence, sir William Howe chargea de commander une expédition dans le Jersey, le colonel Mawhood et le major Simcoe, sous les ordres desquels il mit un corps d'environ douze cents hommes. Ayant descendu la Delaware, ces officiers prirent terre presque vis-à-vis de Reedy-Island [1], et dispersèrent de petits détachemens de milice, postés dans cette partie du pays, sous le commandement des colonels Hand et Holme. D'autres troupes aussi de milice, gardaient quelques ponts construits sur la crique Always, et dont on jugeait que les anglais se

[1] Ile des Roseaux.

disposeraient à forcer le passage. On savait bien que ces troupes ne pourraient opposer une forte résistance; elles étaient destinées seulement à tenir l'ennemi en échec, jusqu'à ce qu'elles eussent été renforcées. Le major Simcoe, l'un des meilleurs partisans qu'il y eût dans l'armée britannique, traça très-judicieusement un plan pour les surprendre, et leur avant-garde fut taillée en pièces.

Le commandant en chef avait été, de bonne heure, instruit de la sortie des troupes anglaises, et en avait communiqué l'avis au gouverneur Livingston, en le priant de rassembler sur-le-champ la milice, pour qu'elle se joignît au colonel Shreve, qui avait ordre de passer avec son régiment dans le Jersey, et de prendre la position la plus favorable pour couvrir le pays; mais il fut impossible de réunir promptement un nombre d'hommes suffisant. En conséquence, rien n'arrêta Mawhood. La dévastation qu'il fit fut précédée d'une sommation par laquelle il exigeait que la milice qui était sous le commandement du colonel Hand, mît bas les armes; et il faisait, en cas de refus, des menaces qu'il n'exécuta que trop exactement. Cette expédition dura six ou sept jours. Pendant tout ce tems, la milice ne fournit pas plus de deux cents hom-

mes de renfort au colonel Shreve ; qui ne fut pas même en état de pénétrer dans les comtés inférieurs du Jersey, que l'ennemi ravagea impunément.

Continuellement on adressait au commandant en chef des demandes de troupes réglées, qu'il était forcé de rejeter. Ceux qui les faisaient, ne songeaient pas que l'armée britannique pouvait être renforcée plus facilement que l'armée américaine, et que par conséquent la première devait conserver sa supériorité jusqu'à ce que le théâtre de la guerre eût été transféré dans le Jersey. Cependant Washington permit au colonel Shreve de demeurer à l'est de la Delaware, et même il ajouta un régiment à celui que cet officier commandait déjà ; mais il persista dans la résolution de ne tenir de ce côté de la rivière, que les forces nécessaires pour interrompre la communication avec Philadelphie. Il savait que de plus considérables eussent attiré l'attention de sir William Howe, qui eût cherché à les anéantir. Le colonel Shreve ne put, qu'au moyen d'une retraite précipitée qu'il effectua même avec perte, faire échouer une entreprise dirigée contre lui.

Le général Lacy surveillait avec un détachement de milice de la Pensylvanie, com-

posé tantôt de six cents hommes, et tantôt de moins de cinquante, les chemins qui depuis la rive septentrionale de la Schuylkill conduisaient à Philadelphie, et il se tenait généralement à moins de vingt milles de cette ville. Le colonel Abercrombie et le major Simcoe, évitant tous les postes que Lacy avait établis pour sa sûreté, et jeté derrière lui un corps de troupes, le surprirent le premier du mois de mai. Après une résistance de peu de durée, il parvint à s'échapper; mais il eut quelques hommes de tués, et il perdit tout son bagage. Bientôt Lacy fut relevé par le général Potter, qui, bien qu'il eût rendu de grands services, s'était attiré la haine de la milice et des habitans, par ses efforts pour introduire la discipline parmi la première, et par les châtimens corporels très-rigoureux qu'il avait fait infliger à tous ceux qui, au mépris des lois, avaient porté des vivres à l'ennemi [1].

On avait commencé de construire plusieurs frégates et de moindres vaisseaux au-dessus de Philadelphie, lorsque le général anglais se rendit maître du cours de la Delaware. Le général Washington avait recommandé plu-

[1] Potter continua d'exercer la même rigueur, lorsqu'il eut repris le commandement.

sieurs fois de les faire échouer, de manière qu'il fût très-difficile de les remettre à flot; mais ceux qui étaient préposés à leur garde, avaient jugé qu'il suffirait de faire entrer des chevilles dans le corps de chaque vaisseau, afin de le retirer et de le couler à fond à l'approche de l'ennemi.

Le général Howe forma le projet d'une expédition contre ces navires et contre quelques magasins placés à Bordentown; et l'entreprise réussit complètement. Le général Dickinson était dans les environs; mais il n'avait pas d'assez grandes forces pour traverser l'exécution de ce dessein; et le général Maxwell, que le commandant en chef avait détaché à la première nouvelle que l'ennemi remontait la Delaware, fut retardé dans sa marche par une grosse pluie qui tomba durant quelques heures, mais qui n'arrêta pas le mouvement du corps de troupes anglaises, celui-ci ayant passé la rivière dans des vaisseaux qu'on lui avait préparés.

Pour couvrir efficacement le pays situé au nord de la Schuylkill, pour arrêter le plus qu'il serait possible les détachemens de l'armée britannique [1], pour former une garde

[1] Ces détachemens effectuaient ordinairement leur

avancée qui pût veiller à la sûreté de l'armée, et enfin pour être en état de prendre l'ennemi en queue, s'il évacuait Philadelphie, événement que rendait assez probable une combinaison de circonstances, le marquis de la Fayette, sous les ordres de qui l'on mit deux mille hommes d'élite, que soutenaient quelques pièces de canon, fut chargé de prendre position près des lignes. Il lui fut recommandé par ses instructions, de ne point hasarder ce corps, qui formait une partie importante de l'armée, et de changer souvent de place, afin que l'ennemi eût moins de facilité à concerter des mesures contre lui. Ce général ayant traversé la Schuylkill, se posta à Baren-hill, à environ huit ou dix milles de l'armée américaine. Sir William Howe qui eut sur-le-champ avis de ce mouvement, vint reconnaître le détachement du marquis de la Fayette, et forma le projet de le surprendre et de lui couper la retraite. Dans la nuit du 19, le général Grant prit, avec cinq mille hommes de troupes choisies, le chemin qu'on suit pour remonter le long de la Delaware, et qui par conséquent s'éloigne de Baren-hill. Après avoir marché quelque tems, il inclina

entreprise, avant qu'il fût possible à l'armée américaine de s'opposer à leur marche.

sur la gauche, et traversant le White-Marsh [1], où se croisent plusieurs routes, il s'avança directement vers la position qu'il devait occuper, et qui se trouvait entre le détachement du général la Fayette et le camp de Valley-Forge, mais seulement à un mille derrière le premier. Il y arriva à-peu-près au lever du soleil, et sans avoir été découvert. Là le chemin forme une fourche dont une branche conduisait vers les américains, et l'autre vers le gué de Matson, au moyen duquel on passe la Schuylkill. Dans le cours de la nuit, le général Grey avait longé cette rivière du côté du sud, avec un fort détachement, et s'était ensuite posté près d'un autre gué, à deux ou trois milles du flanc droit de l'ennemi. Le reste de l'armée britannique campa sur Chesnut-hill.

Telle était la situation périlleuse où se trouvait le marquis de la Fayette. On la reconnut du camp de Valley-Forge, à-peu-près au même instant que lui. On tira le canon sur-le-champ, pour lui donner l'alarme, et toute l'armée se mit sous les armes pour agir, selon que l'exigeraient les circonstances. M. de la Fayette prit, sans hésiter, le seul

[1] Le marais Blanc.

parti qui pût le dégager. Ayant à l'instant même, mis ses troupes en mouvement, il passa le gué de Matson, sans que le général Grant, qui en était d'abord plus proche que lui, pût l'en empêcher, et sans perdre plus de neuf hommes. Parvenu de l'autre côté de la rivière, il s'empara des hauteurs voisines.

Le général Grant étant arrivé sur le terrain que venait de quitter l'ennemi, le poursuivit, et parut sur le bord du gué, comme les américains venaient de le passer. Les voyant postés avantageusement, il ne voulut point les attaquer; et, après cette tentative inutile, toute l'armée britannique rentra dans Philadelphie.

Grant fut vivement blâmé de n'avoir pas profité de l'avantage qu'il avait obtenu, en parvenant, sans être reconnu, derrière le détachement américain. Il eût pu certainement arriver au gué de Matson, avant le marquis de la Fayette, et il lui eût ainsi coupé la retraite; du moins, tout ce que les américains eussent pu faire, eût été de s'enfuir précipitamment vers la Delaware. Mais Grant se meprit aux mouvemens du général ennemi; et persistant à croire que celui-ci était toujours dans son camp, il dirigea sa marche de ce

côté, jusqu'à ce qu'il fût trop tard pour réparer la faute qu'il avait commise [1].

Le général la Fayette déclara dans son rapport, qu'il avait, pendant que sa dernière division filait rapidement du côté de la Delaware, fait avancer la tête d'une colonne contre le général Grant, comme pour l'attaquer. Cette manœuvre qui donnait le tems à la première division de gagner le bord de la rivière, porta le général anglais à faire halte pour se préparer au combat. Tandis que le mouvement se faisait à la vue de l'ennemi, un petit parti se jeta dans le cimetière entouré de murailles, qui se trouvait sur le chemin du général Grey, qu'à ce moyen on parut vouloir attaquer aussi. Par l'effet de ces mesures aussi heureusement combinées qu'habilement exécutées, le marquis de la Fayette échappa, lui et son détachement, à une ruine qui semblait inévitable. En faisant part de cet événement au congrès, le commandant en chef dit que ce général avait fait à propos une belle retraite; et sans contredit l'éloge était mérité. Il semblerait cependant que M. de la Fayette aurait montré plus de science militaire à se tirer d'embarras, qu'à prévenir le danger.

[1] Stedman.

Mais le reproche qu'on fait ordinairement à un officier qui permet à l'ennemi de se placer de manière à le couper, s'affaiblit considérablement, si même il n'est pas détruit, par une circonstance que M. de la Fayette rappela pour sa justification. La milice de Pensylvanie était postée sur son flanc gauche, et il se reposait sur elle pour garder les chemins des environs de White-Marsh; elle changea de position sans l'en informer, et de la sorte elle ouvrit le passage à l'ennemi.

Ce fut à-peu-près vers ce tems que sir William Howe qui, pendant l'automne de l'année précédente, avait sollicité son rappel, remit le commandement de l'armée entre les mains de sir Henry Clinton, et s'embarqua pour l'Angleterre. On doute si le système d'opérations militaires, suivi par ce général, fut bien choisi. Plusieurs personnes pensent que plus de vigueur et d'audace de sa part, eussent entièrement dispersé l'armée américaine, et mis fin à la guerre; mais il est bien plus facile de condamner un plan qui n'a point réussi, que de prendre les mesures les plus propres à conduire au but où l'on veut parvenir. L'armée américaine se vit sans doute plus d'une fois dans la position la plus critique; et en tout tems elle eut de grandes

difficultés à vaincre. Sir William Howe eût pu montrer plus de force en plus d'une occasion; mais aussi il se fût exposé à faire de grandes pertes. S'il avait éprouvé une seule défaite, tout le pays eût pu se soulever contre lui; et les partisans de la Grande-Bretagne se fussent découragés. D'ailleurs, une victoire comme celle de Bunker'shill eût ruiné son armée. Il paraît qu'il ne voulait rien donner au hasard. Dans toutes ses marches, il tenait son armée tellement réunie, qu'il n'en exposait aucune partie aux coups d'un ennemi toujours prêt à saisir une occasion favorable [1]. Jamais il ne livra bataille qu'il ne fût presque sûr de remporter la victoire; et il comptait extrêmement sur des ruses de guerre pour accroître l'avantage que lui donnait la supériorité du nombre, et que par sa circonspection il conserva jusqu'à la fin de son commandement [2]. Il jugeait probablement que la baisse

[1] Cependant il s'écarta de son plan, en cantonnant ses troupes sur le bord de la Delaware, dans l'hiver de 1776; mais on croyait Washington hors d'état de rien entreprendre.

[2] Peu de tems après la réunion de l'armée du nord à l'armée du centre, il y eut à-peu-près égalité de forces des deux côtés; mais bientôt le funeste système des engagemens trop limités, réduisit considérablement les troupes américaines.

continuelle du papier-monnaie, que la dispersion annuelle de l'armée américaine, que les privations auxquelles l'interruption du commerce condamnait toutes les classes de citoyens, disposeraient les esprits, si les effets de ces causes n'étaient point contrariés par de grands avantages remportés sur l'armée britannique, à voir rétablir l'ancien état des choses. L'expérience a prouvé la fausseté de ce raisonnement; mais elle n'a pas démontré qu'une autre conduite eût eu des résultats plus avantageux. Un peuple dont le territoire est situé comme l'est celui des Etats-Unis, est invincible quand il veut l'être.

Quelque opinion qu'on se forme de l'ensemble du plan que suivit sir William Howe, on doit reconnaître qu'il en exécuta les diverses parties avec beaucoup de jugement, et qu'il mit une grande habileté dans toutes ses opérations. A son départ de l'armée, les officiers qu'il avait commandés lui témoignèrent par un cortège qui ressemblait à une marche triomphale, et qui ne pouvait être mérité que par une longue suite d'avantages remportés sur l'ennemi, toute leur reconnaissance des services signalés qu'il avait rendus.

A-peu-près dans le tems où le commandement de l'armée fut transmis à sir Henry

Clinton ; arriva l'ordre d'évacuer Philadelphie. La part que la France était sur le point de prendre à la guerre, les forces navales que cette puissance avait réunies avant de se déclarer, et qui étaient alors en état d'agir, rendaient extrêmement dangereuse la position de l'armée anglaise, et déterminèrent le cabinet britannique à lui faire quitter les bords de la Delaware. Les préparatifs nécessaires pour opérer ce mouvement, ne pouvaient se faire en secret. Cependant il n'était pas facile de juger si l'ennemi se proposait ou de se porter au sud, ou de se rendre à New-York par terre, ou de gagner cette ville après avoir traversé le New-Jersey. Le commandant en chef pensait que l'armée britannique prendrait cette dernière voie ; mais il y avait un grand nombre d'hommes qui se flattaient au point de croire que la guerre allait cesser pour toujours dans les Etats-Unis.

Le général Washington avait fait les plus grands efforts pour renforcer son armée. Il avait rappelé ses détachemens et pressé les divers gouvernemens des états de hâter la marche des nouvelles levées. Quoiqu'on se fût occupé de cèt objet immédiatement après que l'armée fut entrée en quartier d'hiver, qu'il eût été résolu de la porter à quarante

mille hommes pour la prochaine campagne ; et qu'on eût démontré combien il importait de mettre les contingens sur pied assez tôt pour qu'il fût possible d'agir au commencement du printems, les enrôlemens furent naturellement si difficiles, et les retards, inséparables d'un ordre de choses où les pouvoirs étaient répartis entre plusieurs corps distincts, furent si longs, que la saison était déjà très-avancée quand les premiers renforts arrivèrent, et que plusieurs assemblées législatives délibéraient encore sur les moyens de lever leurs contingens, à une époque où ils auraient déjà dû se trouver au camp.

Sentant toute l'importance des troupes à cheval, et comptant sur le zèle de ceux que favorisait la fortune, si on leur offrait l'occasion de servir leur pays d'une manière qui fût conforme à leurs habitudes, et pût se concilier avec cette sorte d'amour propre qu'on trouve en tout pays dans les classes supérieures de la société, le congrès invita tous les jeunes gens riches des Etats-Unis, à former des corps de cavalerie qui serviraient sans solde et jusqu'à la fin de l'année. On promit de leur distribuer des vivres et du fourrage, et de les indemniser de la perte de leurs chevaux tant qu'ils seraient au service. Cette ré-

solution ne produisit pas l'effet qu'on avait attendu ; les volontaires furent peu nombreux et n'arrivèrent que fort tard à l'armée.

Cependant l'ennemi hâtait ses préparatifs pour évacuer Philadelphie ; et l'opinion qu'il se rendrait à New-York par le Jersey, acquérait toujours plus de consistance. Le général Maxwell eut ordre de traverser la Delaware avec la brigade du Jersey, et de prendre position aux environs du Mont-Holly. Il devait se joindre au major-général Dickinson, qui commençait à rassembler la milice pour la faire concourir avec les troupes de ligne, à rompre les ponts, à faire des abattis d'arbres, et à inquiéter de toutes les manières possibles l'ennemi dans sa marche. On enjoignit à ces deux officiers de ne pas s'exposer à un coup de main ; et il fut recommandé spécialement à Dickinson d'avoir soin que les détachemens de milice qui harcèleraient l'armée anglaise sur les flancs, ne fussent pas assez forts pour que l'on songeât à concerter quelque entreprise contre lui.

Le général Gates qui commandait de nouveau dans le nord, demandait instamment un renfort suffisant pour garder les défilés des montagnes voisines de l'Hudson ; mais l'état de l'armée ne permettait pas qu'elle se divi-

sât, l'ennemi ayant laissé entrevoir le dessein d'attaquer le camp de Valley-Forge, avant de quitter la Pensylvanie.

Le 17 du mois de juin, on apprit avec certitude qu'une grande partie de l'armée britannique avait passé la Delaware, et que le reste ne manquerait pas de la suivre promptement. Tous les officiers généraux de l'armée américaine furent alors consultés sur le parti qu'il convenait de prendre. Aucun d'eux ne fut d'avis qu'il convînt de couper l'ennemi tandis qu'il traverserait la rivière. Tous jugèrent qu'il serait plus à propos de pénétrer, avant qu'ils fussent évacués entièrement, dans les ouvrages qui environnaient Philadelphie. Il n'y avait pas la même unanimité sur ce qu'il faudrait faire, lorsque toutes les troupes britanniques auraient effectué leur passage. Le général Lee, qui avait été échangé depuis peu, et dont les talens donnaient beaucoup de poids à l'opinion, s'opposait fortement à ce qu'on risquât même une action particulière. Il déclarait que ce serait un crime de hasarder un combat sans avoir des forces supérieures à celles de l'ennemi [1]. Il comptait beaucoup sur les avantages que

[1] Selon les renseignemens les plus exacts, l'armée

devait procurer aux Etats-Unis, l'alliance qu'ils venaient de faire, et prétendait qu'un seul revers pouvait exposer leur indépendance. Selon lui, on ne devait engager aucune action particulière, de peur qu'elle n'entraînât une action générale. Enfin il accordait, en fait de discipline, une telle supériorité à l'ennemi, qu'il pensait que l'issue d'un combat ne pouvait être que funeste. Le général Duportail, officier français qui jouissait d'une grande réputation, était du même avis que Lee; et le baron de Steuben jugeait aussi qu'on devait soigneusement éviter une action. Il paraît que l'opinion des officiers européens influa beaucoup sur celle des officiers américains; et dans le nombre de dix-sept généraux, il n'y eut que Wayne et Cadwallader qui fussent décidément d'avis d'attaquer. Le général la Fayette parut cependant incliner aussi de ce côté. Le général Greene était également disposé à donner un peu plus au hasard, que ne le voulaient la pluralité des membres du conseil. Il pensait qu'on devait couvrir le pays, fallût-il même, en s'efforçant de le faire, engager une action.

britannique se montait à dix mille hommes effectifs. Celle des américains était forte de dix à onze mille hommes.

Le 18 au matin, la ville de Philadelphie fut évacuée; et en peu d'heures, toutes les troupes britanniques furent campées à la pointe Glocester du côté du Jersey. Quoiqu'elles eussent mis à profit la grande facilité qu'elles avaient de transporter leurs bagages et leurs munitions par eau, leur marche fut tellement embarrassée, et elles eurent tant à souffrir de la chaleur, qu'elles ne firent ensuite que peu de progrès. Leur lenteur semblait affectée, il est vrai, et paraissait confirmer l'opinion que sir Henry Clinton désirait d'engager une action générale.

L'armée britannique, après avoir passé par Haddonfield, par le Mont-Holly, par Slabtown et par Crosswick, atteignit, le 24, Allenstown et Amelystown. A l'approche de l'ennemi, le général Maxwell, qui était posté au Mont-Holly, se replia sur le général Dickinson; mais les efforts de ces officiers, pour interrompre la marche des troupes anglaises, se réduisirent à rompre quelques ponts.

Quoique parvenu à cette distance, sir Henry Clinton n'avait pas encore laissé voir où il se proposait de se rendre. En supposant que New-York serait le terme de sa marche, il pouvait prendre la route d'Amboy, ou faire un circuit pour gagner la pointe Sandy. Quel-

ques personnes croyaient qu'il avait le dessein d'occuper la partie supérieure du pays, et d'engager une action générale, ou de s'emparer des montagnes de l'Hudson. Le 24, il ne s'était pas encore écarté de la ligne qui pouvait le conduire à l'un ou à l'autre de ces points.

Le général anglais ayant longé d'assez près la Delaware jusqu'à ce qu'il eût passé Crosswick, le général Washington, qui se mit en mouvement le jour où la ville de Philadelphie fut évacuée, se vit forcé de faire un long circuit pour traverser la rivière au bac de Coryell. Comme il avait été résolu dans le conseil de guerre, que l'armée américaine éviterait le combat, il prit position sur les hauteurs du Jersey, ce qui devait le rendre maître d'agir à son gré. Washington passa la Delaware le 22, et demeura le 23 à Hopewell, dans le pays montueux voisin du bac que nous venons de nommer.

Le général Arnold, qui n'était pas encore suffisamment guéri de sa blessure pour tenir la campagne, fut chargé de prendre possession de Philadelphie. Il devait détacher de là environ quatre cents hommes de troupes réglées, et toute la milice qu'il lui serait possible de lever dans cette ville et dans les

environs. Le corps qui devait suivre l'ennemi fut commandé par le général Cadwallader, qui ne put joindre cent hommes à son détachement de troupes de ligne.

Le 23, Morgan, qui était à Hopewell, eut ordre d'aller harceler l'ennemi sur le flanc droit, et de faire tous ses efforts pour le retarder dans sa marche. Le 24, l'armée britannique était campée autour d'Allenstown. Le corps d'armée des américains occupait alors le territoire d'Hopewell, et se trouvait à quatre ou cinq milles de Princeton. Le major-général Dickinson serrait de près l'ennemi sur le flanc gauche et en queue, avec mille hommes de milice du Jersey, et une brigade de troupes réglées, commandée par Maxwell. Le général Cadwallader, à la tête du régiment de Jackson et de quelques compagnies de milice, suivait l'arrière-garde de l'armée anglaise, sur la droite de laquelle se tenait le colonel Morgan, avec son régiment de six cents hommes. Dickinson avait fourni des guides à tous ces détachemens, qui avaient eu ordre de harasser l'ennemi le plus qu'il serait possible, et de maintenir la communication avec le commandant en chef, qui se proposait de régler ses mouvemens sur ceux de sir Henry Clinton.

Malgré l'opinion de presque tous les officiers généraux, Washington était très-disposé à livrer bataille. Doué d'une grande fermeté de caractère, et à-la-fois circonspect et entreprenant, il ne pouvait se persuader qu'il courût beaucoup de risque à combattre avec une armée qu'il jugeait supérieure en nombre à celle de l'ennemi. Sans compter la brigade de Maxwell, il avait sous ses ordres dix mille six cent quatre-vingt-quatre hommes effectifs. On ne connaissait pas d'une manière si précise la force de l'armée anglaise; mais on croyait que celle-ci se montait à peine à dix mille hommes. Il y avait sept jours qu'elle avait évacué Philadelphie, et elle n'avait pas encore fait quarante milles. Les derniers avis portaient qu'elle était divisée en deux colonnes, dont l'une suivait la route d'Allenstown, et l'autre celle de Bordentown.

Le commandant en chef rassembla, le 24, un nouveau conseil de guerre, qui fut aussi d'avis de ne point hasarder une action générale; mais il fut résolu d'envoyer un renfort de quinze cents hommes, au corps qui harcelait l'ennemi sur le flanc gauche, et auquel il fut alors permis de profiter de toute occasion favorable qui se présenterait. Le corps d'armée devait aussi se tenir prêt à agir selon les

circonstances. Un détachement de quinze cents hommes d'élite, que commanda le brigadier-général Scott, fut formé sur-le-champ et s'avança vers les lignes. Le lendemain, le gros de l'armée se porta du côté de Kingston.

Cependant le général Washington conservait toujours le desir de se mesurer avec l'ennemi; et se voyant soutenu par les vœux de quelques officiers dont il estimait les lumières, il prit sur lui d'agir sans convoquer un autre conseil de guerre. Apprenant, le 25 juin, que l'armée britannique dirigeait sa marche vers Monmouth Court-house, il résolut de fortifier de plus en plus sa première division; et en conséquence il y fit passer le brigadier-général Wayne, avec un nouveau détachement composé d'hommes choisis. Comme les troupes réglées qui formaient alors cette division, se montaient au moins à quatre mille hommes, nombre jugé suffisant pour les opérations dont elle pourrait être chargée, Washington crut devoir la faire commander par un major-général. C'était le tour de Lee; mais cet officier qui s'était fortement opposé à ce que l'on engageât même une action particulière, et qui présumait que, conformément à l'avis signé par tous les généraux, excepté Wayne, il ne s'agirait que

de reconnaître l'ennemi, et de repousser des partis de fourrageurs, ne se montra point disposé à soutenir son droit, et se rendit très-promptement, au contraire, aux vœux du commandant en chef, qui désirait charger de ce service un général dont les vues fussent plus conformes aux siennes. Le marquis de la Fayette, qui remplaça Lee, reçut l'ordre de se réunir le plus promptement possible au général Scott, de s'efforcer d'atteindre le flanc gauche et la dernière division de l'armée britannique, et de les fatiguer autant qu'il le pourrait. Tous les partis de troupes réglées postés en avant de la ligne, furent mis sous le commandement de ce général, auquel il fut recommandé de concerter avec Dickinson, les mesures les plus propres à retarder la marche de l'ennemi. Il devait attaquer par détachement; mais s'il voyait jour à combattre avec un grand avantage, il lui était permis d'employer toutes ses forces.

Il était difficile que ces dispositions, qui dévoilaient le dessein du commandant en chef, n'entraînassent pas une action. Le général Wayne avait soutenu qu'il fallait en engager une; et le marquis de la Fayette, quoiqu'il se fût joint aux autres officiers généraux pour qu'on ne livrât pas une bataille,

avait jugé qu'on ne devait point éviter un combat particulier. Ce général était accompagné du colonel Hamilton, qui brûlait de se signaler et de seconder les projets de Washington.

Immédiatement après qu'on eut fait le dernier détachement, toute l'armée se porta vers Cranberry pour le soutenir. Elle y arriva le 26 juin à neuf heures du matin. Une chaleur excessive, un tems orageux et un manque de vivres accidentel et momentané, l'empêchèrent de se remettre en marche le même jour. Le corps avancé n'ayant pas les mêmes sujets de retard, avait poussé plus loin et pris position sur la route de Monmouth, à environ cinq milles derrière l'ennemi, dans le dessein de l'attaquer le lendemain matin. On jugea qu'il était trop éloigné sur la droite, pour qu'il fût possible de le secourir en cas de besoin, et on lui fit passer l'ordre de filer, par la gauche, vers English-town; ce qu'il effectua de bonne heure dans la matinée du 27.

Cependant le marquis de la Fayette s'était à peine mis en marche, que le général Lee s'était repenti du parti qu'il avait pris. Il s'aperçut que tous les officiers généraux regardaient comme beaucoup plus important qu'il ne l'avait fait, le commandement qu'il avait

en quelque sorte dédaigné, et il reconnut que sa réputation même était exposée à de fâcheuses conjectures. En conséquence, il solhcita vivement le poste qu'il avait refusé. Pour concilier autant qu'il se pourrait les intérêts divers, le général Washington donna l'ordre à Lee d'aller soutenir le marquis de la Fayette avec deux brigades. Il devait, en vertu de l'ancienneté de service, commander la première division, qui se montait alors à cinq mille hommes; mais il lui fut expressément recommandé, au cas où M. de la Fayette aurait déjà fait quelque entreprise, d'en poursuivre l'exécution, comme si le commandement n'avait pas changé de mains. Il le promit, et conduisit les deux brigades à English-town. Le gros de l'armée s'avança ensuite jusqu'à trois milles de ce lieu. Le corps de Morgan s'attachait toujours au flanc droit de l'ennemi, et le général Dickinson au flanc gauche.

Sir Henry Clinton avait pris une position très-forte sur les hauteurs qui environnent Monmouth Court-House. Sa droite atteignait à la lisière d'un petit bois. Un autre bois, qui était fort épais, couvrait sa gauche. En avant et en arrière, il avait un marais; et une partie de sa première ligne était défendue par une

forêt [1]. Il se trouvait à environ douze milles des hauteurs de Middletown; et s'il parvenait une fois à les gagner, il devait être impossible de rien entreprendre contre lui avec quelque apparence de succès.

Washington résolut d'attaquer l'arrière-garde de l'armée anglaise à l'instant où elle se mettrait en marche. Il communiqua sur-le-champ sa résolution au général Lee, et lui recommanda de tenir ses troupes constamment sous les armes pour profiter de tout avantage qui s'offrirait. Un ordre de même nature fut transmis à la dernière division.

Le 28 juin, à cinq heures du matin, le commandant en chef reçut du général Dickinson, un avis portant que la tête de l'armée ennemie était en mouvement. Les troupes prirent les armes à l'instant; et un aide-de-camp fut remettre au général Lee l'ordre d'attaquer l'arrière-garde, « à moins qu'il n'eût de puis- « sans motifs de ne pas le faire. » On lui fit annoncer en même tems que le gros de l'armée allait se mettre en marche pour le soutenir.

Sir Henry Clinton avait reconnu le 27, que l'armée américaine était peu éloignée, et en conséquence il avait fait quelque changement

[1] Letter of sir Henry Clinton.

dans ses dispositions. Le soin du bagage fut confié au général Knyphausen; et le commandement de la dernière division, que composait l'élite de l'armée, fut remis au lord Cornwallis, que sir Henry Clinton accompagnait en personne. Ce lord, pour ne pas presser trop vivement la marche du général Knyphausen, conserva sa position à-peu-près jusqu'à huit heures du matin. Quittant alors les hauteurs de Freehold, il entra dans une plaine d'environ trois milles d'étendue, et suivit sa ligne de marche derrière la première division.

Le général Lee, en recevant l'ordre qui lui avait été donné le 27 au soir, et qui lui fut réitéré le lendemain matin, avait fait toutes les dispositions nécessaires pour le mettre à exécution; et peu de tems après que l'arrière-garde de l'ennemi fut en mouvement, il se prépara à l'attaquer. Il avait été ordonné au général Dickinson de faire prendre à quelques-unes de ses meilleures troupes une position au moyen de laquelle elles pussent coopérer avec celles de Lee; et Morgan eut ordre d'agir contre le flanc droit, mais d'user de beaucoup de circonspection, afin de pouvoir se dégager et se réunir à la première division, s'il le fallait.

Lee parut sur les hauteurs de Freehold peu de tems après que l'ennemi les eut quittées; et, suivant l'armée britannique dans la plaine; il ordonna au général Wayne d'attaquer le parti qui couvrait l'arrière-garde, mais de s'y prendre de manière à ne pas le forcer de se replier sur le corps principal, ni d'en tirer des renforts. Il se proposait de se porter lui-même, par un chemin plus court, et à gauche, sur le front de ce parti, pour lui couper toute communication. Tandis que Lee exécutait son dessein, il en fit part à un officier de la suite du général Washington, qui était chargé de prendre des informations. Avant d'atteindre le point vers lequel il se dirigeait, il eut lieu de croire que l'ennemi avait plus de forces qu'il ne l'avait jugé. Cependant les avis qu'il recevait étaient contradictoires, et le pays tellement fourré, qu'il ne voulut s'en rapporter qu'à lui pour examiner le nombre des troupes qu'il devait attaquer.

Sir Henry Clinton, presqu'aussitôt que sa dernière division se fut mise entièrement en marche, avait appris qu'une colonne de l'armée américaine se montrait sur sa gauche. Cette colonne n'étant composée que de milice, il la dispersa promptement, et il continua d'aller en avant. Pendant que son arrière-

garde descendait des hauteurs, il vit qu'elle était suivie par un corps très-considérable. Bientôt quelques artilleurs, que le colonel Oswald commandait, firent jouer leurs pièces; et en même tems le général anglais reçut l'avis que des forces redoutables filaient le long des deux flancs de son armée. Croyant qu'on voulait enlever son bagage qui, par la nature du pays, était infiniment exposé, il résolut d'attaquer avec vigueur, les troupes qu'il avait derrière lui, et de forcer de la sorte à retirer celles qui le pressaient à droite et à gauche. En conséquence il retourna sur ses pas, ce qu'il fit dans le tems que Lee s'avançait vers la lisière d'un bois qui aboutissait à la plaine. Le général américain s'aperçut bientôt qu'il avait été trompé sur le nombre des troupes qui formaient la dernière division de l'ennemi; et cependant il résolut d'engager une action, quoiqu'il reconnût, ainsi qu'il en convint lui-même dans la suite, qu'il avait derrière lui un marais qu'on ne pouvait passer sans beaucoup de difficultés, et qui devait l'empêcher, soit de recevoir facilement des renforts, soit de se retirer librement. Il était alors dix heures du matin. Tandis que les deux armées se préparaient au combat, le général Scott prit pour un mouvement de

retraite, une marche oblique d'une colonne de l'armée américaine; et craignant d'être abandonné, il quitta sa position et repassa le ravin qui se trouvait derrière sa ligne. Lee jugeant que le terrain n'était point avantageux, ne chercha pas à réparer la faute que Scott avait commise, et il regagna les hauteurs qu'il venait de quitter. L'ennemi le serra de près durant cette marche rétrograde, et il y eut quelques escarmouches qui n'occasionèrent pas beaucoup de perte, de l'un ni de l'autre côté.

Lorsque les premiers coups de feu se firent entendre, la dernière division de l'armée américaine courut au secours de la première. Comme elle s'approchait du théâtre de l'action, le général Washington qui n'était point instruit de la retraite de Lee, fit pousser en avant; et à-peu-près à midi, l'armée ayant fait environ cinq milles, il éprouva la plus vive surprise à la rencontre du corps avancé qui se retirait, sans avoir fait le moindre effort pour maintenir son poste. Ceux auxquels il parla les premiers, ne connaissaient point les motifs qui avaient fait agir leur général. Tout ce qu'ils purent annoncer, fut que c'était par son ordre qu'ils avaient exécuté cette retraite, ou plutôt qu'ils avaient

pris la fuite. Le commandant en chef vola sur-le-champ au secours des dernières lignes, qu'il trouva serrées de près par l'ennemi. Ayant rencontré Lee, il lui témoigna, avec quelque chaleur, qu'il improuvait sa conduite. Il ordonna ensuite aux régimens commandés par le colonel Stewart et le lieutenant-colonel Ramsay, de se ranger en bataille, sur un terrain favorable, pour arrêter la poursuite de l'ennemi qui s'avançait rapidement. Il commanda au général Lee de prendre des mesures pour s'opposer efficacement, dans ce poste, à la marche de la colonne anglaise, et se hâta d'aller tout disposer lui-même à la dernière division de l'armée. Ses ordres furent parfaitement exécutés. Il s'ensuivit une action très-vive; et lorsque Lee eut été forcé de céder le terrain sur lequel il avait été posté, il se retira en bon ordre, et fut former de nouveau sa division derrière English-town.

L'obstacle opposé à la marche de l'ennemi, donna le tems de ranger l'aile gauche et la seconde ligne des américains, sur une éminence, entre un marais en avant et un bois en arrière. Le lord Stirling fit jouer, avec beaucoup d'effet, quelques pièces de campagne, contre des corps de troupes anglaises qui avaient passé le marais, et s'avançaient au

pas de charge. Cette canonnade et quelques partis d'infanterie arrêtèrent les progrès de l'ennemi.

Le commandement de l'aile droite de l'armée américaine, appartenait ce jour au général Greene. Pour accélérer la marche, et pour empêcher que l'ennemi ne tournât le flanc gauche, l'ordre avait été donné à ce général de filer par la Nouvelle Eglise, à deux milles d'English-town, et de gagner le chemin de Monmouth, à peu de distance, derrière la Court-House, tandis que les autres divisions se porteraient directement vers ce point. Greene s'était considérablement avancé sur la droite, et un peu au-dessus du champ de bataille, lorsqu'il fut informé de la retraite effectuée par Lee, et des nouvelles dispositions qu'elle avait occasionées. Il changea de route sur-le-champ, et prit une position très-avantageuse à droite.

L'ennemi éprouvant une forte résistance en avant, essaya de tourner le flanc gauche de l'armée américaine; mais il fut repoussé par des détachemens d'infanterie. Il fit ensuite, avec aussi peu de succès, une tentative contre la droite. Greene avait posté, sur une hauteur qui couvrait le front de sa ligne, un corps de troupes soutenu par de l'artillerie. Ce corps fit

échouer le dessein de tourner la droite, et son feu enfila le parti qui se tenait encore en avant, sur la gauche. A ce moment, le général Wayne s'avança de front, avec un corps d'infanterie, qui fit un feu de mousquéterie si vif et si bien dirigé, que ce parti fut contraint de se retirer derrière le ravin, jusqu'au terrain sur lequel l'action avait commencé immédiatément après l'arrivée du général Washington. La ligne des troupes anglaises s'y forma dans une position très-forte. Les deux flancs étaient couverts par des bois épais et par des marais, et le front n'était accessible qu'au moyen d'un défilé. Il faisait une chaleur excessive, et les troupes étaient extrêmement fatiguées. Malgré tous ces obstacles, Washington résolut de renouveler le combat. Il donna l'ordre au brigadier-général Poor de se porter avec sa brigade et celle de la Caroline, sur le flanc droit de l'ennemi, tandis que le brigadier-général Woodford tournerait le flanc gauche avec la sienne. Il fut ordonné à l'artillerie de jouer contre le front de l'armée britannique. On obéit avec empressement à ces ordres divers; mais les obstacles qu'il fallut surmonter, entraînèrent une si grande perte de tems, qu'il faisait presque nuit lorsque les troupes furent

assez près pour attaquer. En conséquence, on jugea qu'il fallait remettre les opérations ultérieures, au lendemain. Les brigades qui avaient été détachées pour prendre l'ennemi en flanc, conservèrent leur position, et les autres troupes demeurèrent en armes, sur le champ de bataille, pour être à portée de les soutenir promptement. Le général Washington qui, toute la journée, avait fait voir une activité extraordinaire, et s'était exposé à tous les dangers, passa la nuit, au milieu de ses troupes, simplement enveloppé dans son manteau.

Immédiatement après le combat, les anglais s'occupèrent à enlever leurs blessés. Vers minuit, ils se mirent en marche, dans un si profond silence, que le général Poor ne fut point instruit de leur retraite, quoiqu'il se trouvât très-près d'eux.

Comme il était certain que l'ennemi aurait gagné les hauteurs des environs de Middletown, avant qu'il fût possible de l'atteindre, et que de plus on ne pourrait l'attaquer avec avantage dans cette position; comme la nature du pays ne permettait pas de s'opposer à son embarquement, et que le combat qui venait d'être livré s'était terminé de manière à faire honneur aux armes des américains, ceux-ci renoncèrent à tout projet de poursuite. Seu-

lement, on laissa la brigade du Jersey, le corps de Morgan, et quelques autres détachemens de troupes légères, voltiger autour de l'armée britannique, pour favoriser la désertion et mettre le pays à couvert; et il fut résolu de conduire le corps principal de l'armée américaine sur le bord de la rivière d'Hudson, et de lui faire prendre une position, au moyen de laquelle il pût défendre les défilés des montagnes.

Le commandant en chef fut extrêmement satisfait de la conduite que tinrent ses troupes dans cette action. Lorsqu'elles furent revenues de la surprise que leur avait causée la retraite inopinée de la première division, elles montrèrent le plus grand courage. Le général Wayne se fit distinguer par sa bravoure, et l'artillerie mérita aussi les plus grands éloges.

Les américains laissèrent sur le champ de bataille, huit officiers et soixante et un soldats, et eurent environ cent soixante blessés. Le lieutenant-colonel Bonner (de la Pensylvanie) et le major Dickinson (de la Virginie) furent au nombre des morts; et leur perte excita beaucoup de regrets. Cent trente hommes manquèrent à l'appel; mais ensuite un grand nombre d'entr'eux rejoignirent leurs corps.

Sir Henry Clinton déclara dans sa lettre

officielle, que son armée avait perdu quatre officiers et cent quatre-vingt-quatre soldats, et qu'elle avait eu seize officiers et cent cinquante-quatre soldats de blessés. Ce compte, relativement aux morts, ne peut être exact; car on ensevelit d'abord quatre officiers et deux cent quarante-cinq soldats anglais. On en découvrit ensuite quelques autres, qui portèrent le nombre total à environ trois cents. Des deux côtés, l'excessive chaleur du jour fut fatale à plusieurs combattans [1].

Selon l'usage, lorsque l'action n'est point décisive, chacune des deux armées prétendit avoir remporté l'avantage. Dans le commencement, la victoire pencha d'abord du côté des anglais; mais à la fin, elle se déclara complétement en faveur des américains. Ceux-ci maintinrent leur position; ils repoussèrent l'ennemi qui les avait attaqués; ce furent seulement la retraite de celui-ci et la nuit qui les empêchèrent de renouveler l'action; et enfin leur perte fut moins considérable que celle des troupes britanniques. Il est vrai que sir Henry Clinton sauva son bagage, ce qu'il dit avoir été son principal objet.

[1] Le thermomètre de Farenheit s'éleva, le jour de la bataille, (28 juin 1778) à l'excessive hauteur de 92°.
(*Note du traducteur.*)

Mais, lorsqu'on se rappelle que les officiers généraux de l'armée américaine, rassemblés en conseil de guerre, s'étaient fortement déclarés contre toute tentative dont le succès paraîtrait douteux, et que cette opinion devait, de toute nécessité, gêner les opérations du commandant en chef, on est forcé de reconnaître que ce fut avoir beaucoup fait que d'avoir procuré aux armes américaines cette apparence de supériorité que, sans contredit, elles acquirent dans la journée du 28 juin.

Indépendamment de la perte qu'elle fit dans le combat, l'armée britannique s'affaiblit considérablement dans sa retraite. On lui fit environ cent prisonniers; et plus de mille hommes, la plupart étrangers, et dont un grand nombre s'étaient mariés à Philadelphie, désertèrent.

Tandis que les armées traversaient les deux Jersey, le général Gates qui commandait sur la rivière du Nord, fit un mouvement judicieux qui fut approuvé par Washington. Il descendit vers New-York; et de la sorte, il empêcha la garnison de cette place d'aller renforcer l'armée de sir Henry Clinton.

La conduite de Lee fut blâmée universellement. Cependant, comme ce général avait

beaucoup de part à l'estime et à la confiance du commandant en chef, il est probable qu'une explication lui eût épargné les imputations qui lui furent faites, si son orgueil ne lui avait pas représenté comme une injure le reproche qui lui fut adressé sur le champ de bataille. Washington n'avait pris aucune mesure au sujet de ce qui s'était passé dans la matinée du 28, lorsqu'il reçut une lettre, où Lee lui demandait, d'un ton de supériorité, et même avec indécence, réparation de l'outrage prétendu qu'il disait lui avoir été fait. Après une mûre délibération, le commandant en chef répondit par l'assurance qu'aussitôt que les circonstances permettraient de former un tribunal, cet officier pourrait se justifier aux yeux de l'armée de l'Amérique et du monde entier, ou être convaincu de désobéissance aux ordres qu'il avait reçus, et de mauvaise conduite en face de l'ennemi. Lee ayant, le jour même, demandé de comparaître plutôt devant une cour martiale que d'être examiné par une cour d'enquête, il fut arrêté, 1.° pour n'avoir point, malgré les ordres et les instructions dont il était porteur, attaqué l'ennemi le 28 juin; 2.° pour s'être mal conduit, le même jour, en présence de l'ennemi, et pour s'être sans nécessité retiré

honteusement et en désordre; 3.° pour avoir, dans deux lettres, manqué de respect au commandant en chef.

Avant que Lee eût été arrêté, plusieurs officiers de sa division, et particulièrement les généraux Wayne et Scott, avaient porté contre lui des plaintes, d'après lesquelles ses mouvemens avaient été interprétés plus défavorablement qu'ils ne le furent lorsqu'on eut fait un examen approfondi de sa conduite. Il est probable que ce fût cette interprétation qui fit employer les fortes expressions contenues dans le second chef d'accusation. Une cour martiale fut promptement convoquée, et eut pour président le lord Stirling. Lee se défendit avec tout le talent qu'on lui connaissait. Il prouva que sa retraite avait été le résultat du mouvement fait par le général Scott, qui avait repassé le ravin à l'approche de l'ennemi. Il ajouta qu'il se proposait de former de nouveau sa division, sur le premier terrain avantageux qui se présenterait; que dans son opinion, et selon celle de plusieurs autres officiers, il ne s'était öffert aucune position sûre, jusqu'à ce qu'il eût rencontré le général Washington, et qu'alors il avait l'intention de combattre sur l'emplacement

même qui avait été choisi par le commandant en chef. Cependant il fut reconnu coupable, et la cour le suspendit de ses fonctions pour un an. Cette sentence fut ensuite approuvée, presque à l'unanimité, quoiqu'avec un peu d'hésitation, par le congrès. La cour avait atténué jusqu'à un certain point le second chef d'accusation. Elle reconnut l'accusé coupable seulement de s'être mal conduit en présence de l'ennemi, et d'avoir fait, sans nécessité, une retraite où il y avait eu du désordre en quelques occasions.

L'armée, qui avait été sensible à l'insulte faite à son général, et s'était persuadée, avec ou sans raison, que Lee, afin de parvenir au commandement suprême, s'était proposé de faire éprouver un échec à Washington, vit avec beaucoup de plaisir le jugement rendu par la cour martiale. Officiers et soldats étaient dévoués à un tel point à leur commandant en chef, que le soupçon d'un pareil dessein eût suffi pour rendre la position de Lee très-difficile, s'il fût resté au camp.

Quelque opinion qu'on puisse se former, sur une retraite de la nature de celle que fit le général Lee, il paraît difficile de le justifier, soit d'avoir omis d'instruire de ses

desseins et de ses mouvemens le commandant en chef, soit des lettres indécentes qu'il lui écrivit après le combat.

Le congrès fut charmé de l'avantage remporté à Monmouth-Court-House. L'assemblée, par une résolution prise à l'unanimité, fit des remercîmens au général Washington, pour la célérité avec laquelle il s'était mis à la poursuite de l'ennemi, pour les efforts qu'il avait faits, pour l'habileté qu'il avait montrée en formant sa ligne de bataille, et enfin pour la présence d'esprit qu'il avait fait voir pendant l'action. Elle le chargea en même tems de faire connaître la satisfaction qu'elle éprouvait, aux officiers et soldats qui s'étaient signalés par leur bonne conduite et par leur courage.

Après la bataille de Monmouth, l'attention du commandant en chef se porta principalement vers la rivière du Nord. En conséquence il fit marcher son armée de ce côté, mais avec la résolution de séjourner quelque tems dans les environs d'Haverstraw.

Sir Henry Clinton passa quelques jours sur les hauteurs de Middletown ; et le 5 du mois de juillet, il s'avança vers la pointe Sandy, d'où il transporta son armée à New-York.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce volume.

CHAPITRE PREMIER. Arnold est défait sur les lacs. — Le général Carleton paraît devant Tyconderoga. — Il se retire, et prend ses quartiers d'hiver dans le Canada. — Affaires des indiens. — Traitement fait aux prisonniers. — Efforts des américains sur mer. — Papier-monnaie. — Conduite que tiennent tous les mécontens. — Observations sur la milice et sur les défauts qui se faisaient remarquer dans l'organisation de l'armée américaine, Pag. 1

CHAP. II. L'armée américaine est inoculée. — Le général Heath descend jusqu'au King'sbridge, mais ne fait aucune tentative. — Escarmouches. — Etat de l'armée des américains. — Destruction des magasins à Peeks-Kill et à Danbury. — Expédition du colonel Meigs au port Sagg. — Le général Howe s'avance jusqu'à Sommerset-Court-House, avec de grandes forces. — Il retourne à Amboy. — Ce général s'efforce de couper, à Middlebrook, la retraite de l'armée américaine, et ne peut y parvenir. — Le lord Cornwallis escarmouche avec le lord Stirling, près des plaines des Ecossais. — Embarquement de l'armée britannique, 68

CHAP. III. Le général Washington marche vers la Delaware. — Mesures prises pour arrêter le général anglais Burgoyne. — Expédition de Sullivan contre Staten-Island. — La flotte britannique remonte la baie de

Chesapeak, et débarque sur le bord de la rivière d'Elk, l'armée commandée par sir William Howe. — Washington s'avance jusqu'à la Brandy-Wine. — Le lord Cornwallis attaque le corps de Maxwell et le contraint à faire retraite. — L'armée américaine est défaite sur le bord de la Brandy-Wine et se retire à Chester. — Après une légère escarmouche elle est obligée de passer la Schuylkill, et gagne le bord de la crique française. — Le général Wayne est forcé à faire retraite. — Washington marche du côté de Potts-Grove. — Le général Howe se rend maître de Philadelphie. — Le congrès se retire à Lancaster, Page 123

CHAP. IV. Mesures prises pour empêcher la communication de la flotte avec l'armée anglaise qui occupait Philadelphie. — Les américains attaquent l'armée royale à Germantown, et sont repoussés. — Moyens employés par Washington, dans le dessein de couper les vivres à Philadelphie. — Attaque contre le fort Mifflin. — Attaque contre le *Red-Bank*. — Le colonel Donop est tué, et son parti est repoussé avec une grande perte. — Le vaisseau anglais, l'*Augusta*, saute. — Les américains évacuent le fort Mifflin, et les anglais en prennent possession. — Evacuation du fort Mercer. — Détachement anglais attaqué et repoussé avec perte. — L'ennemi réussit à communiquer librement avec sa flotte. — Tentative du général Dickinson pour surprendre la brigade de Skinner, 167

CHAP. V. Le général Schuyler demande qu'un comité soit chargé d'examiner sa conduite, et l'obtient. — Elle est approuvée par le congrès. — Burgoyne paraît sous les murs de Tyconderoga. — Evacuation de cette place et du mont Indépendance. — L'armée américaine évacue Skeensboroug et se retire au fort Anne.

— Le colonel Warner, attaqué par le général Frazer, est obligé de faire retraite. — Le colonel Long évacue le fort Anne et se retire au fort Edouard. — Proclamation de Burgoyne et contre-proclamation de Schuyler. — Burgoyne s'approche du fort Edouard, et Schuyler se retire à Saratoga, puis à Stillwater. — Le colonel Saint-Leger investit le fort Schuyler. — Herkemer, qui marchait au secours de ce fort, donne dans une embuscade et est battu. — Le colonel Baum reçoit l'ordre d'aller saisir les magasins faits à Bennington. — Il est attaqué dans ses retranchemens par le général Starke, et mis complètement en déroute. — Le colonel Brehman va au secours de Baum, et est attaqué et défait par le colonel Warner. — Le colonel Saint-Leger lève le siége du fort Schuyler, et se retire à Tyconderoga. — Meurtre de Miss-Maccrea. — Le général Gates prend le commandement de l'armée du Nord. — Burgoyne place son camp sur les hauteurs de Saratoga. — Il attaque le général Gates à Stillwater, et se retire. — Son armée pose les armes. — Les anglais se rendent maîtres des forts Montgommery et Clinton. — Les américains évacuent Peck's-Kill et les forts de l'Indépendance et de la Constitution. — Tyconderoga et le mont Indépendance sont évacués par les anglais, Page 217

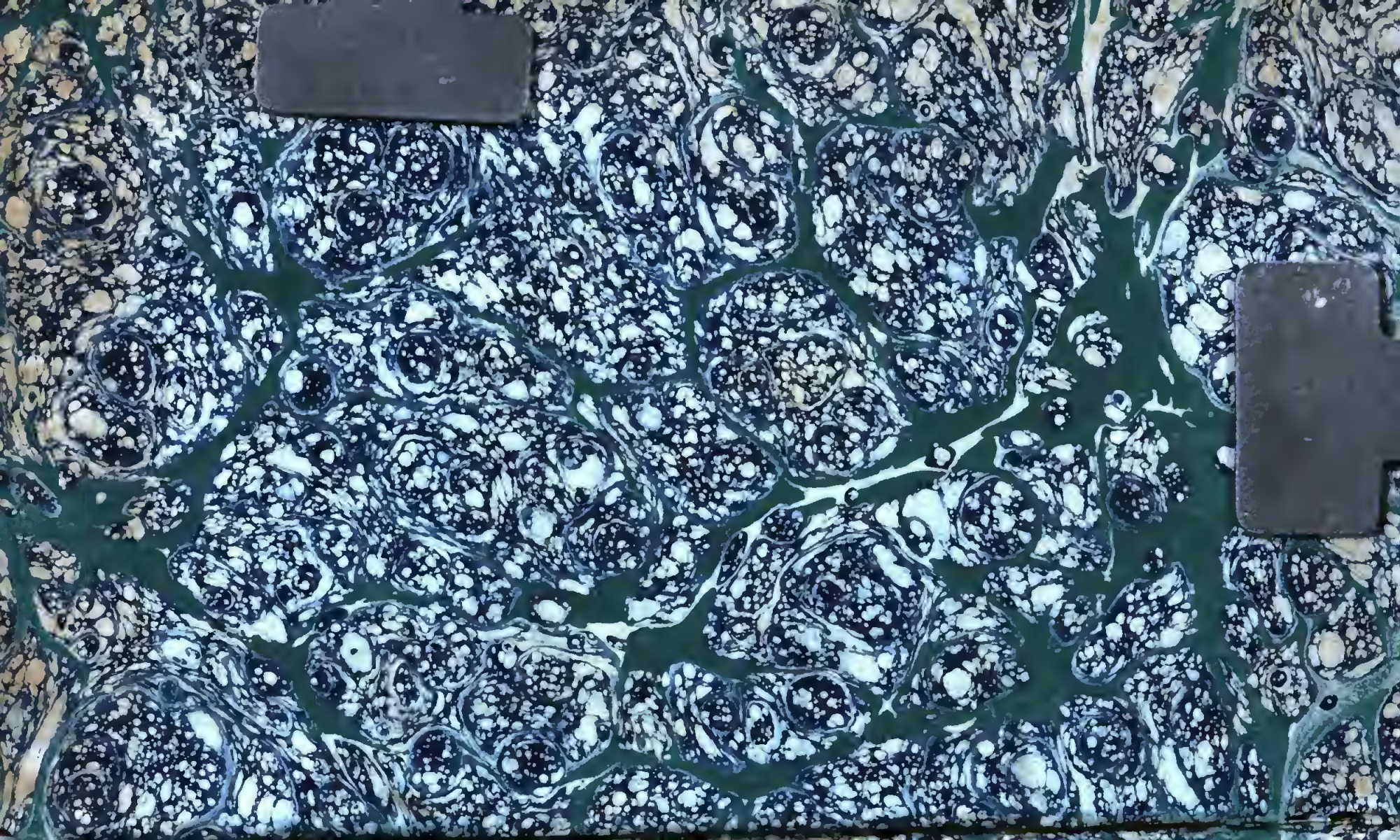
Chap. VI. Evacuation du Red-Bank. — Le général Howe sort de Philadelphie avec toutes ses forces. — Escarmouches entre les deux armées. — Les anglais retournent à Philadelphie. — Le général Washington établit ses quartiers d'hiver à Valley-Forge. — Disette de vivres qu'y éprouve l'armée américaine. — Organisation vicieuse de la commission des approvisionnemens. — Le général Washington fait, à ce sujet, des

représentations au congrès. — L'armée subsiste en grande partie, au moyen d'enlèvemens de vivres exécutés de vive force. — Intrigues formées dans le congrès contre le général Washington. — Le général Gates est soupçonné d'y avoir part. — Correspondance à ce sujet entre les deux généraux. — L'armée américaine a beaucoup à souffrir du manque de vêtemens. — Washington s'efforce de la mettre sur un pied respectable pour la prochaine campagne. — Le congrès envoie à l'armée des commissaires tirés de son propre sein. — L'ennemi tente de surprendre le corps du capitaine Lee, qui lui oppose une résistance opiniâtre. — Le congrès ordonne qu'il sera fait une seconde expédition contre le Canada. — On renonce à ce projet avant d'avoir commencé même de l'exécuter. — Le général Conway donne sa démission. — Duel entre le général Cadwallader et lui, Pag. 321

Chap. VII. Le congrès défend l'embarquement des troupes britanniques faites prisonnières à Saratoga. — Le général Burgoyne obtient la permission de retourner en Europe. — Le parlement britannique adopte un projet de réconciliation avec l'Amérique. — Ce projet est communiqué au congrès, qui le rejette. — Traité d'alliance et de commerce entre la France et les Etats-Unis. — Difficultés que la conclusion de ce traité éprouve dans le cabinet de Versailles. — L'Angleterre déclare la guerre à la France. — Le congrès ratifie le traité conclu avec S. M. T. C. — Plaintes formées par le général Washington, par rapport au traitement fait aux prisonniers américains. — Conduite du congrès à ce sujet. — Convention pour l'échange d'une partie des prisonniers de guerre, 375

Chap. VIII. Le général Lacy se laisse surprendre. —

— Le général Howe quitte le commandement et retourne en Angleterre. — Sir Henry Clinton lui succède. — L'armée britannique évacue Philadelphie, et traverse les deux Jersey. — Un conseil de guerre, convoqué par le commandant en chef, juge qu'il ne faut pas arrêter l'ennemi dans sa marche. — Le général Washington est d'un avis contraire. — Il attaque l'armée britannique à Monmouth Court-House. — L'action est chaude, mais n'est pas décisive. — Le général Lee est arrêté pour sa conduite dans ce combat, et pour celle qu'il tint ensuite envers le commandant en chef. — Cour martiale rassemblée pour le juger. — Il est suspendu de ses fonctions pour un an. — Le congrès vote des remercimens au général Washington et à son armée, pour leur conduite à la bataille de Monmouth, Pag. 425

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

440218